TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 9265 32 PAGES — MARDI 29 OCTOBRE 1974

Aux élections de Bavière et de Hesse

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE A FORTEMENT PROGRESSÉ AU DÉTRIMENT DES SOCIALISTES ET DES LIBÉRAUX

(Lire page 4 l'article de DANIEL VERNET.)



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 9 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 13 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 9 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas, 0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 75 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-23 Paris

Télex Paris n° 65572

Tél. : 770-91-29

LES ENTRETIENS DU KREMLIN

La visite de M. Kissinger aurait débloqué la négociation sur les armements stratégiques

M. Brejnev poursuit cette semaine une série d'importants entretiens diplomatiques. Après M. Kissinger, qui a quitté Moscou dimanche pour le sous-continent indien, et M. Ali Bhutto, premier ministre du Pakistan, qui vient d'achever une visite officielle en U.R.S.S., il reçoit, ce lundi, au Kremlin, M. Helmut Schmidt, qui commence à Moscou sa première visite en sa nouvelle qualité de chancelier de la République fédérale.

Ayant enregistré une nouvelle diminution des positions de son parti aux élections de dimanche en Hesse et en Bavière, M. Schmidt a reçu, avant cette visite, un modeste « cadeau » de la R.D.A., le gouvernement de Berlin-Est ayant accepté de réduire le montant du change obligatoire auquel les visiteurs de l'Allemagne de l'Est étaient astreints, et qui avait fait l'objet d'une importante augmentation en novembre 1973.

La visite de M. Kissinger semble avoir permis de débloquer la négociation sur les armements stratégiques, qui se trouvait dans l'impasse ces derniers mois. Si le communiqué commun, publié à l'issue des entretiens, se borne à indiquer que les deux parties ont discuté *« en détail »* de ces sujets, les informations recueillies de source américaine font état de *« progrès importants » (voir page 3 l'article de notre correspondant)*. La rencontre de MM. Ford et Brejnev *« dans la région de Vladivostok »*, les 23 et 24 novembre prochain, a été d'autre part confirmée. Cependant, M. Brejnev aurait réagi *« violemment »*, rapporte-t-on, à propos des révélations faites à Washington sur la question de l'émigration des juifs soviétiques, lesquelles révélations l'auraient *« personnellement blessé »*.

Enfin, le cinquantième anniversaire des relations franco-soviétiques a été marqué par de nombreux articles et commentaires de la presse de Moscou, ainsi que par un échange de messages très chaleureux entre les dirigeants des deux pays.

(Lire nos informations page 3.)

L'« Ostpolitik » de M. Schmidt

De même que les relations soviéto-américaines, quoi qu'on en dise des deux côtés, ne sont plus tout à fait ce qu'elles étaient du temps de M. Nixon, de même l'« Ostpolitik » de la République fédérale a passablement changé depuis la mutation intervenue au printemps à Bonn. M. Brejnev accueille ce lundi à Moscou, en M. Schmidt, un chancelier bien différent de celui auquel son rapprochement avec l'ancien ennemi avait valu le prix Nobel de la paix.

Il convient donc de repartir sur une nouvelle base. Compte tenu de la situation actuelle du monde occidental et des préoccupations prioritaires de M. Schmidt, cette base est essentiellement économique. M. Brejnev a toujours insisté auprès des Allemands de l'Ouest sur les innombrables possibilités qu'offre, selon lui, l'Union soviétique à leur industrie. Lors de son voyage à Bonn, avait tracé des perspectives qui, par leur ampleur même, avaient effrayé ses interlocuteurs. Mais depuis un an la situation a changé : l'économie de la R.F.A. est certes prospère, mais elle vit surtout actuellement de ses exportations, et les responsables craignent un affaiblissement de la conjoncture dans les pays occidentaux. Ils ne seraient pas mécontents de trouver à l'Est, malgré toutes les difficultés prévisibles, des marchés de remplacement.

L'« Ostpolitik » n'est plus pour M. Schmidt, comme elle l'était pour M. Brandt, une question de principe ; elle répond à une nécessité. Le chancelier entend montrer cependant que, contrairement à l'opinion de ses critiques, il ne considère pas la politique étrangère comme « un simple appendice du commerce extérieur ». Sur les problèmes de la détente Est-Ouest, il présentera à ses interlocuteurs le point de vue de son gouvernement avec la fermeté et la franchise que ses partenaires européens ont appris à connaître. Il n'aspire pas à entretenir avec M. Brejnev les mêmes relations personnelles que son prédécesseur à la chancellerie, mais il souhaite écarter les malentendus et les incompréhensions réciproques qui ont sans cesse causé des difficultés. C'est pourquoi les Allemands se montrent désireux d'institutionnaliser les consultations politiques avec l'Union soviétique.

Un des principaux points de divergence entre les deux gouvernements reste toujours le problème de Berlin, qui bloque la signature de plusieurs textes de coopération.

M. Schmidt compte, non sans raison, sur l'U.R.S.S. pour faciliter ses relations avec la R.D.A. Déjà, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'État est-allemand, M. Brejnev avait clairement manifesté devant les dirigeants de Berlin-Est, quelque peu embarrassés, l'intérêt qu'il attache au développement des relations de son pays avec la République fédérale. Ce n'est pas un hasard non plus si, à la veille de la première rencontre du chancelier avec les dirigeants de Moscou, la R.D.A. a accepté de réduire le montant de la somme que les visiteurs occidentaux à Berlin-Est doivent obligatoirement changer aux guichets de la banque est-allemande : cette somme passe de 10 à 6,5 marks par jour pour les personnes qui se rendent dans la capitale, de ... à 13 marks pour celles qui visitent le reste du pays.

Le chancelier ne se fait pas d'illusions sur les autres concessions qu'il pourrait obtenir des Soviétiques. Mais les élections de Bavière et de Hesse, où le parti social-démocrate a perdu dimanche de nombreuses voix au profit de la démocratie chrétienne, ont cependant montré entre autres choses que les déceptions étaient à la mesure des espoirs que l'« Ostpolitik » avait suscités. C'est un avertissement que M. Schmidt ne manquera pas de prendre au sérieux.

A Rabat

LES CHEFS D'ÉTAT ARABES VEULENT TROUVER UN COMPROMIS ENTRE L'O.L.P. ET LA JORDANIE

(Lire nos informations page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Les nouveaux maîtres

L'État-U.D.R., on s'accorde à le dire, a connu la défaite lors des dernières élections présidentielles. Mais des deux termes qui le composent lequel est le vrai vaincu ? Est-ce l'U.D.R., c'est-à-dire un appareil politique qui avait fait son temps, ou bien est-ce l'État, c'est-à-dire une forme contraignante certes, mais la seule que nous connaissions du bien public ?

La défaite de l'État giscardien vient de ce qu'il ne croit pas à lui-même en tant qu'État. Il n'est que de voir comment se prépare l'éclatement officiel de l'O.R.T.F. Aux camarillas qui se disputaient l'influence dans les coulisses du pouvoir succède le règne des grands empires privés de la finance, qui s'approprient la voix et le visage du pays par chaîne entière, sans parler de la périphérie agitée par les remous que font les requins quand ils se disputent une proie.

L'État n'est pas un maître facile, mais au moins à travers lui peut-on servir la nation, la République, voire le peuple. Qui sert-on maintenant ?

ROBERT ESCARPIT.

UN DOUBLE DURCISSEMENT

Le parti communiste veut à la fois se renforcer et élargir ses alliances

M. Mitterrand : je suis surpris de la décision de M. Marchais de ne pas se rendre à l'Élysée

Le vingt et unième congrès (extraordinaire) du P.C.F., qui a achevé ses travaux dimanche 27 octobre à Vitry-sur-Seine, a confirmé le double désir des communistes de renforcer leur influence au sein de l'union de la gauche et d'élargir leurs alliances.

La rivalité entre le P.C.F. et les socialistes va donc durer. M. Mitterrand, rentré ce lundi d'un voyage à Cuba et dans les Antilles, devra en tenir compte pour décider s'il accepte de se rendre à l'Élysée afin de s'entretenir avec M. Giscard d'Estaing. Il a d'ores et déjà déclaré à son arrivée à l'aéroport :

« Je suis surpris de la décision de M. Georges Marchais de ne pas se rendre à l'Élysée. Lorsque j'ai quitté Paris il y a une douzaine de jours, j'avais encore en mémoire les propos de M. Marchais prononcés il y a deux mois environ, aux termes desquels il comptait accepter l'invitation de M. Giscard d'Estaing. »

Le secrétaire général du P.C.F. ne semble pas pour sa part pressé de rencontrer le premier secrétaire du P.S. Il a expliqué qu'il avait à présent des « devoirs internationaux » à accomplir dans les prochaines semaines.

Le XXI[e] congrès a réussi à trouver le délicat équilibre qu'il recherchait entre la nécessité d'un rappel des principes de base de l'organisation et de sa vocation d'avant-garde révolutionnaire et le maintien de son ouverture vers l'extérieur, de son souci de réaliser l'« *union du peuple de France pour le changement démocratique* ». C'est cet équilibre que les fédérations départementales et les militants vont devoir tenter de maintenir à présent dans leur activité politique quotidienne.

La solution adoptée à l'unanimité à l'issue des travaux illustre cette double préoccupation. Le projet élaboré lors de la session de septembre du comité central, jugé trop laxiste, a été sérieusement amendé. Ces modifications et l'ample discussion qui s'est déroulée dans les cellules, sections et fédérations permettent au P.C.F. de souligner à juste titre que la démocratie fonctionne à l'intérieur de ses rangs même si elle ne revêt pas les mêmes formes que dans les autres formations politiques. M. Georges Marchais et Roland Leroy n'ont pas manqué, à ce sujet, de condamner la pratique des tendances sur lesquelles repose, par exemple, la vie du parti socialiste.

Les congressistes ont introduit dans le texte final un rappel de la stratégie définie en 1968 dans le Manifeste de Champigny et qui prévoit l'élaboration d'un programme commun de gouvernement dont l'application permet le passage à une « démocratie avancée ». Une fois cette étape atteinte, le peuple serait invité à dire s'il accepte que s'engage la transition vers le socialisme. Ils ont également ajouté quelques paragraphes concernant la nécessité de renforcer l'union de la gauche et mettant en garde leurs alliés contre « *toute démarche qui participe aux tentatives de réduire l'influence du P.C.F.* ».

THIERRY PFISTER.

(Lire la suite page 6.)

La prolongation de la grève des P.T.T. entraîne certaines perturbations dans l'activité économique

Différents conflits qui se poursuivent ou sont annoncés, en particulier dans le secteur public ou nationalisé, alourdissent le climat social en France en cette fin de mois d'octobre.

Aux P.T.T., après la suspension des négociations entre les syndicats et les pouvoirs publics, dimanche soir, la grève continue de s'étendre, entraînant certaines perturbations dans l'activité économique. Une manifestation de grévistes devait avoir lieu lundi après-midi à Paris devant le secrétariat d'État aux P.T.T.

A l'O.R.T.F., la majorité des syndicats ont lancé un mot d'ordre de grève pour les 29 et 30 octobre afin de s'opposer aux licenciements envisagés.

Dans les houillères de Lorraine, les syndicats ont appelé les vingt-deux mille cinq cents salariés à une grève de durée indéterminée, à partir du mercredi 30 octobre, pour obtenir le maintien en activité du puits de Faulquemont et une révision du plan charbonnier.

Les dirigeants de la C.F.D.T., dont les orientations politiques ont été approuvées par leur conseil national à la fin de la semaine dernière, doivent rencontrer dans les prochains jours ceux de la C.G.T. afin d'envisager les moyens d'amplifier les actions revendicatives.

Veillée d'armes en Lorraine

De notre envoyé spécial

Faulquemont. — Sous le ciel bas, découpé comme un puzzle par les cheminées, les treuils, les tours des chevalements mécaniques, un silence quasi total règne au charbonnage de Faulquemont. Le gigantesque tambour du cable d'extraction, pourvu de deux moteurs de 2 500 CV — en temps normal : 132 berlines à l'heure, le meilleur score du bassin lorrain, — s'est arrêté, comme à jamais.

Quelques porions se relaient pour la surveillance des galeries. Ils surgissent des ascenseurs, sans un mot, leur lampe allumée à l'avant du casque, comme un œil de cyclope, et leurs pas sonnent étrangement sur les passerelles de fer plongées dans l'obscurité. Dans la salle d'appel, éclairée faiblement, on distingue une pancarte accrochée à la porte d'entrée : *« Si vous avez froid cet hiver, demandez pourquoi au gouvernement. »* Ou cette banderole : *« Après les Cévennes, Lagabrielle : fossoyeur de notre chère Lorraine ! »* Le nom de M. Lagabrielle, P.-D.G. des Houillères du bassin de Lorraine, figue aussi en lettres gothiques sur un cercueil dressé au centre du local, promené la semaine dernière, avec les drapeaux rouges et la bannière de la chorale, à travers la région.

Au fond de la salle d'appel, sur des bancs de bois, des mineurs en bleu de travail ou en blouson jouent aux cartes avec gravité. L'enjeu du moment, ce n'est pas la misérable cagnotte destinée au comité de soutien (1), c'est la survie du siège de Faulquemont et, peut-être en arrière-plan, une nouvelle bataille du charbon.

Cette bataille sera-t-elle gagnée dans ce coin perdu de Lorraine ? L'exploitation du siège de Faulquemont, l'un des plus modernes, mais aussi, selon la direction des Houillères, le moins productif du bassin, a cessé officiellement depuis le 27 septembre.

JEAN BENOIT.

(Lire la suite page 30.)

(1) « Solidarité mineurs » de Faulquemont : les fonds peuvent être adressés à la Caisse mutuelle de dépôts et de prêts de Faulquemont, C. C. P. 1148-93-U Strasbourg.

PRODUIRE POUR CHERCHER

Les paris de l'Institut Pasteur

Le conseil d'administration de l'Institut Pasteur se réunit mardi 29 octobre à Paris pour examiner un « plan de rénovation » de cette institution mis au point par le directeur, M. Jacques Monod. Fondé sur la vente des terrains où est situé l'Institut à Paris, le plan de M. Monod prévoit une reconstruction à Garches. Le directeur de Pasteur se heurte à l'opposition d'une partie du personnel, notamment scientifique, mais est appuyé par les dirigeants du secteur de production. Un haut fonctionnaire, M. Morin, vient d'être désigné par le gouvernement pour étudier l'ensemble du dossier, notamment un grave déficit permanent.

par BRUNO FRAPPAT

L'Institut Pasteur est-il le paquebot *France* de la recherche scientifique et médicale ? Devra-t-il, comme le navire, être remisé bientôt au musée des bons souvenirs ? La menace n'est pas neuve, si elle est plus précise.

La fondation de droit privé créée en 1886 par Pasteur et reconnue d'utilité publique l'année suivante a formé huit prix Nobel de médecine et de physiologie ; les chercheurs y ont fait d'innombrables découvertes dans les domaines de la bactériologie, de la virologie, de la biologie moléculaire ; de nombreux pays développés y envoient leurs propres savants : nul n'imagine qu'un tel ensemble puisse disparaître pour de sordides questions financières. Pourtant, si l'on en croit les propos de M. Jacques Monod, directeur depuis 1971, un avenir plus que sombre attend l'Institut si son « plan de rénovation » n'est pas soutenu par le gouvernement.

Créé grâce à une souscription publique que la gloire de Pasteur avait facilitée l'Institut, avait dès l'origine, trois missions, dont aucune ne fut jamais abandonnée : recherches dans le domaine des disciplines pastoriennes ; enseignement ; service de santé publique pour l'application des découvertes.

Pendant trois quarts de siècle l'Institut parvint à assumer ces missions grace à des fonds propres très importants. Ainsi put se développer, à l'abri du besoin, un ensemble scientifique dynamique et souple, plus ardent à réagir à la nouveauté que ne le furent les universités. Protégée à la fois de la pénurie et de l'académisme, l'institution favorisa le maintien de l'esprit pastorien, fait de générosité, d'altruisme et de passion, mais aussi — on le paie aujourd'hui — d'une incapacité à envisager l'avenir.

Tandis que les découvertes se succédaient à un rythme soutenu, les pastoriens ne remarquaient pas que les dévaluations, aussi, se succédaient, et que leur richesse fondait comme neige au soleil. Les administrateurs ne surent pas, après la deuxième guerre mondiale, tirer à temps la sonnette d'alarme. Erreurs de gestion, incurie administrative, laxisme et bonne volonté firent le reste.

Un terrain par-ci, un immeuble par-là, telle était la seule réponse des dirigeants de l'Institut à un déficit qu'ils voulaient croire conjoncturel et non structurel.

(Lire la suite page 11.)

La crise d'Europe 1

MM. GORINI, LEROY, ARNAUD ET MEUTEY SE SOLIDARISENT AVEC M. SIEGEL

(Lire page 12.)

UN « HAPPENING » PASSIONNÉ

Les Goncourt au Québec

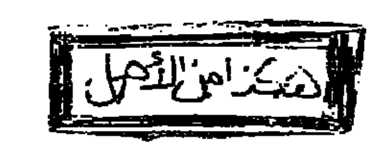
Montréal. — Les Goncourt, au retour du Québec, où ils viennent de passer une semaine pour affirmer la vocation francophone de leur Académie, peuvent s'interroger sur l'opportunité et la réussite de leur visite. Ils auront appris au moins que les Québécois, quand ils ont quelque chose sur le cœur, ne vous l'envoient pas dire et qu'ils lancent sans ménagement leur paquet d'amertume. L'académie Goncourt s'est trouvée prise dans une situation délicate au possible. Le Québec est un pays si vaste, à densité de population si faible, qu'il faut paradoxalement regarder à deux fois partout où l'on met le pied tant les sensibilités et les passions y sont vives. Or l'académie était l'hôte de *la Presse*, le plus important quotidien de langue française de Québec, dirigé par deux hommes, Paul Desmarais, son propriétaire, et Roger Lemelin, son président-directeur, qui se sont taillé des situations enviables, voire exceptionnelles, au sein du Canada. Paul Desmarais, Canadien français de l'Ontario, est à la tête d'un des holdings les plus puissants du pays. Roger Lemelin, que l'académie Goncourt s'est donné comme correspondant canadien, est un romancier, estimé ici dans les années 1945-1950. Il a fait sa fortune à partir d'un de ses romans, *les Plouffe* (1948), dont il a tiré pendant des années des feuilletons pour la télévision. Depuis, il a quelque peu délaissé la littérature pour les affaires. Imaginez Balzac réussissant dans ses spéculations !

Face à ces puissances invitantes naturellement engagées dans une certaine politique, les écrivains québécois, ceux-là mêmes que venait rencontrer l'académie pour leur affirmer son attention et sa considération, se réclament presque tous de l'indépendantisme. Dès lors, ou bien ils acceptaient de faire le jeu de l'adversaire, ou bien ils refusaient d'y adhérer. Les Goncourt se sont trouvés pris dans ces pièges.

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 21.)

André Harris Alain de Sédouy
Voyage à l'intérieur du Parti communiste
Seuil
"Un matériel humain foisonnant, inimitable, irremplaçable... Le livre le plus neuf, le plus vrai, le meilleur qu'il ait été donné de lire depuis bien longtemps sur le P.C.F."
ALAIN DUHAMEL - LE MONDE
448 pages 39 F SEUIL



PROCHE-ORIENT

AU « SOMMET » DE RABAT

Les chefs d'État arabes sont résolus à trouver un compromis O.L.P.-Jordanie

La conférence des chefs d'Etat arabes réunie à Rabat continue ce lundi 28 octobre ses travaux inaugurés samedi en fin d'après-midi. Contrairement à certaines prévisions, le premier ministre libyen, M. Jalloud, ne participe pas à la réunion. Tripoli est représenté par son ambassadeur à Paris, M. Kadri El Atrach. Après s'être réunie samedi dans un grand hôtel de Rabat, la conférence s'est *transportée dimanche matin au palais des* hôtes de la capitale chérifienne, à l'abri d'un strict huis clos. Les chefs d'Etat arabes sont toujours à la recherche d'un compromis entre l'Organisation de libération de la Palestine et le roi Hussein de Jordanie. Ils ont reçu dimanche de MM. Podgorny et *Kossyguine, respectivement* chef de l'Etat et chef du gouvernement soviétique, un message réaffirmant le soutien de l'U.R.S.S. « à la juste cause des peuples arabes ».

De notre envoyé spécial

Rabat. — Les divergences entre Palestiniens et Jordaniens ont été, pendant le week-end, au centre des discussions des chefs l'Etat arabes, réunis à Rabat, tout comme elles avaient dominé les débats du conseil des ministres des affaires étrangères au cours de la semaine écoulée.

Dans son discours d'ouverture, samedi soir 26 octobre, le roi Hassan II a admis l'importance de ces divergences, et lancé un appel aux deux parties pour qu'elles les surmontent.

Dès vendredi soir — mais on ne l'a appris que vingt-quatre heures plus tard. — le souverain marocain avait organisé un petit « sommet » avec le roi Fayçal et les présidents Sadate, Assad et Boumediène, pour faire le point de la situation. Le monarque devait également s'entretenir longuement avec le roi Hussein, samedi matin, et avec M. Yasser Arafat, après l'ouverture de la conférence. Tous ces conciliabules *n'ayant pas aplani les difficultés*, les chefs d'Etat et de gouvernement décidaient de se réunir en conclave au palais de Dar Es Salam, où le huis clos a été pratiquement total. Les mesures de sécurité étant appliquées avec une extrême rigueur, et, à l'occasion, d'une façon musclée aux dépens des journalistes, ce n'est qu'à travers de rares indiscrétions, ou à l'occasion de conférences de presse tenues par les Palestiniens et les Jordaniens, qu'on pouvait se faire une idée du déroulement des discussions.

Les Palestiniens ont continué à maintenir leurs exigences, selon lesquelles il revient à l'O.L.P., seul représentant légitime du peuple palestinien, d'installer un pouvoir politique sur toute partie du territoire palestinien libérée. Ils ont souligné en outre qu'ils n'accepteraient pas qu'une unité *de façade ou un compromis soit* réalisé sur leur dos.

Pour sa part, le roi Hussein s'est défendu très âprement dimanche matin, reprenant dans l'ensemble, mais avec plus de détails, la thèse soutenue en public quelques jours plus tôt par son ambassadeur à Rabat. Ses arguments peuvent se résumer de la façon suivante : Israël n'acceptera pas de restituer la Cisjordanie à l'O.L.P. L'Etat hébreu risquerait de décider l'annexion de ce territoire, plutôt que de le remettre à l'organisation que préside M. Yasser Arafat. Selon lui, Amman serait beaucoup mieux placé pour négocier. Une fois la Cisjordanie récupérée, un référendum y serait organisé pour que la population se prononce sur son avenir.

Plusieurs délégations n'auraient pas été insensibles à ces arguments, et elles auraient même envisagé des solutions pour le cas où une partie de la Cisjordanie serait évacuée, à l'instar du Sinaï et du Golan. Certaines auraient proposé que le territoire libéré soit momentanément confié à l'ONU, tandis que divers pays arabes y enverraient des contingents. L'O.L.P. a catégoriquement rejeté ces suggestions.

Le souverain jordanien aurait également fait valoir que les chefs d'Etat n'étaient nullement obligés d'avaliser les recommandations des ministres des affaires étrangères (*le Monde* des 27-28 octobre). Les Palestiniens, eux, ont contesté ce point de vue, au cours d'une conférence de presse, en affirmant que les chefs d'Etat ne pouvaient se désavouer eux-mêmes puisque les ministres les avaient consultés avant d'approuver la résolution syro-égyptienne confirmant la représentativité de l'O.L.P. et le *droit des Palestiniens* d'installer un pouvoir politique sur toute partie libérée de leur territoire. *« Nous rejetons d'avance toute résolution du « sommet » qui ne serait pas conforme à la recommandation du conseil des ministres des affaires étrangères »*, a déclaré dimanche soir leur porte-parole, M. Yasser Abd Rabbo.

Bien que certains des arguments jordaniens aient porté, il semble que le roi Hussein puisse être réduit à redevenir un jour, comme son grand-père, l'émir de la seule Transjordanie. Le roi Fayçal aurait été jusqu'à déclarer que l'Arabie Saoudite ne se battrait pas pour Hussein. D'autres seraient allés encore plus loin : tout en y mettant des formes, ils auraient conseillé au souverain hachémite d'avoir un beau geste et de s'effacer de lui-même.

Ainsi, si l'on en croit plusieurs indiscrétions concordantes, le roi Hussein serait condamné à plus *ou moins court terme* par ses pairs. Cependant, ces derniers se préoccupent également de la situation à court terme. Il faut d'ailleurs compter avec l'Egypte, soutenue par d'autres délégations, qui tient à ce que la conférence de Genève ait lieu. Cela suppose donc que l'on trouve une solution qui permette au roi Hussein de sauver la face, sans que l'O.L.P. soit désavouée.

Comme on le voit, les contradictions sont nombreuses. Il semble cependant que les chefs d'Etat soient décidés à trouver un compromis qui permette de « sauver » *ce sommet. Un tel compromis ne* se fera-t-il pas, cependant, au détriment du roi Hussein, qui serait contraint de faire plus de concessions que l'O.L.P. ? C'est la question que l'on se posait dimanche soir, dans la mesure où les Palestiniens ont actuellement le vent en poupe, même si leur intransigeance agace ou embarrasse les Etats modérés. Il semblerait, en effet, que deux tendances coexistent au sein de la délégation palestinienne, dont l'une est plus dure, l'autre plus conciliante. Le problème est de savoir laquelle des deux parviendra à faire prévaloir ses vues. On a remarqué — est-ce un indice ? — que M. Yasser Arafat était accompagné, lors des discussions à huis clos, de M. Khaled Hassan.

Les discussions sur la question palestinienne ont naturellement éclipsé, par leur ampleur et leur gravité, les autres points de l'ordre du jour énumérés par M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, dans son discours d'ouverture de samedi. Ce dernier avait évoqué, en particulier, la coopération internationale, le rapprochement arabo-africain et le dialogue euro-arabe, enfin les problèmes du pétrole et du développement.

PAUL BALTA.

● *L'accident du Boeing 707 de la T.W.A.*, au cours duquel quatre-vingt-huit personnes trouvèrent la mort, le 8 septembre dernier, au large de la Grèce, a été provoqué par l'explosion d'une bombe, affirme le *New York Times*. Le journal cite le témoignage d'un membre de l'équipe d'enquêteurs britanniques. Selon cet inspecteur, la bombe avait vraisemblablement été déposée dans la soute à bagages de *l'avion, qui, venant de Tel-Aviv*, après une escale à Athènes, se dirigeait vers Rome. L'organisation de la jeunesse nationaliste arabe pour la libération de la Palestine avait revendiqué cette explosion. — *(A.F.P.)*

APRÈS AVOIR DISTRIBUÉ UN TRACT EN FAVEUR D'ISRAËL

Mme Beate Klarsfeld est gardée à vue par la police marocaine

De notre correspondant

Rabat. — *En marge du* « sommet », *Mme Beate Klarsfeld est venue le dimanche 27 octobre à Rabat pour* « dénoncer une politique dont le but, *affirme-t-elle*, est la destruction de l'Etat d'Israël. » *Ainsi s'exprime-t-elle dans un tract en français et en anglais portant sa signature en qualité de* « membre du comité central contre le racisme et l'antisémitisme ».

Mme Beate Klarsfeld avait alerté dans les hôtels où ils résident les journalistes de la presse internationale actuellement dans la capitale marocaine à l'occasion de la conférence des chefs d'Etat arabes et leur avait fixé rendez-vous à midi devant le ministère marocain de l'information.

Elle fut d'une exactitude parfaite et distribua son tract. Cherchant à réfuter l'accusation d' « Etat impérialiste » *porté contre Israël, ce texte prend à partie certains comportements des Etats et estime que* « les crédits immenses » *dont disposent les Etats arabes les moins peuplés devraient être utilisés à la lutte contre le sous-développement en faveur des masses arabes plutôt qu'à financer la guerre contre Israël.* « N'essayez pas, *poursuit le tract à l'adresse des responsables arabes*, de trouver la solution finale de l'Etat d'Israël comme Hitler cherchait la solution finale du problème juif. »

L'intervention de la police a mis fin à l'initiative de Mme Klasfeld, qui fut conduite au commissariat central, ainsi que deux photographes de presse — lesquels furent relâchés peu de temps après. Seule Mme Beate Klarsfeld a été maintenue en garde à vue en attendant que les autorités marocaines prennent une décision à son égard : refoulement ou inculpation si son geste a revêtu au regard de la loi marocaine le caractère d'un délit. Mme Klarsfeld serait titulaire de deux passeports, l'un français et l'autre allemand. C'est en présentant son passeport français (sur lequel elle figure sous le nom de son mari) qu'elle a pu pénétrer au Maroc par l'aérodrome de Casablanca-Nouaceur sans attirer spécialement l'attention. — L. G.

● *Un groupe de jeunes gens se réclamant du Comité de soutien à Israël* a manifesté, dans la soirée du 26 octobre, devant le palais de l'Elysée, contre la politique française au Proche-Orient. Après avoir lancé quelques cris hostiles au président de la République, les manifestants se sont dispersés avant l'intervention de la police. Le comité a précisé, dans un communiqué, que les manifestants entendaient ainsi « *exprimer leur indignation devant le vote de la délégation française à l'ONU, la rencontre Sauvagnargues-Arafat et les propos tenus lors de la dernière réunion de presse du président de la République* ».

Pékin soutient inconditionnellement la position de l'O.L.P.

Le premier ministre chinois, M. Chou En-lai, a adressé à la conférence arabe « au sommet », réunie à Rabat, un message de « chaleureuses félicitations » *dans lequel il se déclare notamment persuadé que cette réunion* « renforcera encore plus l'unité militante du grand peuple arabe et aidera à promouvoir la juste lutte du peuple arabe et palestinien pour le recouvrement des territoires perdus et la restauration des droits nationaux ».

Le message de M. Chou En-lai, qui dénonce d'autre part le « sionisme israélien », *ainsi que les super-puissances qui tentent au Proche-Orient de* « pêcher en eau trouble », *illustre le soutien actif accordé par Pékin à la cause arabe, et particulièrement à celle du Mouvement de libération de la Palestine.*

De notre correspondant

Pékin. — Ce que Pékin souhaite avant tout au Proche-Orient, c'est, d'une part, la confirmation de la représentativité de l'O.L.P. ; d'autre part, la mise en commun du potentiel de combat arabe contre Israël et l'Amérique. Sur la question palestinienne, la Chine soutient, on peut dire inconditionnellement, les positions de M. Arafat.

La Chine a reconnu l'O.L.P. dès 1965 et fut la première grande puissance à se prononcer en ce sens. *« Avant même plusieurs pays arabes »*, souligne-t-on à la mission de l'O.L.P. à Pékin. Sa position depuis dix ans n'a pas changé : soutien jusqu'à la victoire ; appui à la lutte armée. *Quelle sorte d'aide apporte la* Chine ? *« Ils nous aident en tout, je vous dis en tout, et de plus en plus »*, nous déclare-t-on au siège de la délégation palestinienne. Derrière ce « tout » empreint de discrétion, il faut entendre un soutien diplomatique, financier et alimentaire, ainsi que des fourniture d'armes et l'entraînement des combattants. La mission de l'O.L.P. à Pékin, installée à deux pas de l'ambassade de France, présente à peu près toutes les caractéristiques d'une représentation diplomatique. Au banquet du 1er octobre, son chef avait été placé, en tant que « compagnon d'armes », à la table d'honneur.

En chinois, le mot même d'Israël s'écrit entre guillemets. Dans les discours, on parle du *« prétendu Etat d'Israël »*. Pékin affecte de ne connaître que la Palestine. Après l'admission de la Chine populaire à l'ONU, Israël crut devoir envoyer un télégramme de félicitations à Pékin : il ne fut pas accepté.

Sur la question jordanienne, la Chine se montre plus nuancée. Elle ne cherche pas à envoyer un diplomate à Amman, mais ne conteste pas pour autant l'existence du royaume hachémite. Cependant, la Jordanie cherche à occuper sur les bords du Jourdain des territoires que l'histoire a déclarés palestiniens : Pékin ne veut pas paraître justifier indirectement ces empiètements supplémentaires de la part d'un Etat *qui, au demeurant, se trouve* tantôt dans un camp, tantôt dans l'autre.

La Syrie, au contraire, a reçu et continue de recevoir des éloges à Pékin pour son esprit combatif, pour la clarté des positions prises à l'égard de la résistance palestinienne et pour son action unitaire. Pendant la guerre d'octobre, les Chinois ont ainsi tenu à manifester leur soutien à la combativité syrienne par un don de 5 millions de dollars et l'envoi de 50 000 tonnes de blé. En réalité, l'aide chinoise va sans doute bien au-delà, en particulier dans les domaines militaires, sur lesquels le secret est bien gardé.

La coopération économique et technique chinoise avec la Syrie revêt en tout cas une ampleur croissante. Elle repose sur des prêts sans intérêts remboursables après un délai de dix ans, autrement dit extrêmement avantageux.

Evidemment, les pays du Proche-Orient, la Syrie notamment, ne peuvent pour l'instant se passer des fournitures militaires soviétiques. Les dirigeants chinois multiplient à cet égard les mises en garde aux diplomates arabes et les invitent à se méfier de ceux qui trouvent dans l'aide les moyens d'une infiltration politique, économique et militaire. Mais ils ne vont pas jusqu'à suggérer l'impossible à leurs interlocuteurs, c'est-à-dire la suppression de l'assistance soviétique. L'essentiel, pour eux, est d'arriver à convaincre que la solution de la question du Proche-Orient se trouve avant tout dans l'unité des Arabes et non dans l'armement soviétique, si perfectionné soit-il. Les combattants palestiniens, qui l'ont compris et qui mènent une guerre populaire avec des moyens bien plus réduits que ceux dont disposent les puissants Etats voisins, sont hautement prisés en Chine. Mais l'estime est réciproque : l'une des dernières brochures publiées par l'O.L.P., *Exposé sommaire de la cause palestinienne*, porte en épigraphe cette seule citation non signée : « *Une cause juste bénéficie toujours d'un large soutien, tandis qu'une cause injuste en trouve peu* ». Les Palestiniens n'ont pas mentionné l'auteur, Mao Tse-toung, car il leur suffisait que l'idée soit juste. A quoi leur servirait d'afficher un quelconque maoïste ?

ALAIN BOUC.

L'EXPRESS

Ce que Giscard espère changer

Le monde est malheureux; les Français aussi. Il ne sait pas où il va; les Français non plus. Aussi M. Giscard d'Estaing s'engage-t-il dans une démarche qu'il a expliquée à L'Express.

Quatre portraits de jeunes Français

Le Larzac, Taizé, la Fête de l'Humanité, le Congrès de la Joc: un demi-million de jeunes... Que cherchaient-ils? L'Express a retrouvé quatre d'entre eux: comment veulent-ils transformer le monde?

Le pouvoir, l'intelligence et la sagesse

Un entretien exclusif de L'Express avec David Halberstam, le premier Américain qui ose démystifier l'ère des Kennedy, la faillite des "meilleurs et des plus intelligents".

Marilyn par Norman Mailer

"Quelque chose doit craquer": c'est le titre du dernier film tourné par Marilyn Monroe, en juin 1962. Le 5 août, Marilyn se donnait la mort. Avec la cruauté d'un romancier, Norman Mailer le raconte dans L'Express.

en vente cette semaine

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

Arrêtés à Rabat au début du mois

DES PALESTINIENS AURAIENT PROJETÉ D'ASSASSINER LE ROI HUSSEIN

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — Dans les milieux proches de la résistance palestinienne, à Beyrouth, on admet que les Palestiniens, au nombre de quatorze, arrêtés à Rabat le 4 octobre dernier par la sûreté marocaine, projetaient d'assassiner le roi Hussein, mais on dément les informations de source marocaine selon lesquelles ils envisageaient également de tuer les rois Fayçal et Hassan II, ainsi que le président Sadate. On indique dans ces milieux que le conseiller du roi Hussein pour les questions de sécurité nationale, le général Mohamed Rassoul Keulani, arrivé à Rabat le . octobre, a participé à l'interrogatoire des quatorze Palestiniens arrêtés, qui auraient été « sauvagement torturés ».

Le résultat de l'interrogatoire, tel que l'ont communiqué les autorités marocaines à plusieurs chefs d'État arabes aurait mis en cause un important dirigeant du Fath. Ce dernier aurait été aidé, selon les Marocains, par la Libye et des éléments de l'opposition marocaine. Ces informations sont en partie démenties dans les milieux proches de la résistance, où l'on affirme que l'opération a été menée sans aucune aide extérieure. C'est à la demande du roi Hassan II, ajoute-t-on de même source, que M. Arafat s'est rendu avant le « sommet » de Rabat au Maroc, où il a été informé par le souverain chérifien des résultats de l'enquête. Le chef de l'O.L.P. s'est rendu également au Caire, où il a eu à ce sujet un long entretien avec le président Sadate. « Une importante personnalité palestinienne », indique-t-on également de même source, s'est rendue secrètement au Maroc pour exiger la formation d'une commission d'enquête arabe (1).

La tentative d'assassinat du roi Hussein, estime-t-on à Beyrouth, est un nouvel épisode de la lutte que se livrent au sein du Fath partisans et adversaires de la réconciliation avec la Jordanie. — (Intérim.)

(1) Faisant apparemment allusion à cette « personnalité », le journal libanais *An Nahar* écrit le 28 octobre, selon l'A.F.P., que la résistance palestinienne « a perdu tout contact avec l'un de ses principaux dirigeants, qui s'était rendu le 17 octobre à Rabat afin de suivre l'affaire des quatorze Palestiniens accusés d'avoir eu l'intention d'assassiner le roi Hussein au cours du « sommet » arabe ». — (N.D.L.R.)

Israël

LES MANŒUVRES DE L'ARMÉE SE DÉROULENT SUR LE GOLAN ET EN CISJORDANIE

Des manœuvres de l'armée israélienne, qui dureront plusieurs jours, ont commencé, le samedi 26 octobre, dans le Golan et en Cisjordanie. Ces exercices, selon les correspondants militaires israéliens, engagent des formations de blindés, d'artillerie, d'infanterie, avec support aérien et anti-aérien. Ils ont notamment pour objectif la percée de blindés dans des secteurs solidement fortifiés et la destruction de batteries de missiles sol-air. En Cisjordanie, ces exercices comprennent le franchissement de voies d'eau et des combats de rue simulés.

D'autre part, le général Gur, chef de l'état-major israélien, a déclaré samedi, au cours d'une interview à la radio : *« Les forces de défense d'Israël prennent leurs dispositions afin que, si une guerre éclate, elles puissent avoir le dessus sur tous les fronts et afin que les combats se déroulent en territoire ennemi. »* Le général a assuré qu'Israël était en train de mettre sur pied une armée plus puissante en effectifs et en équipements qu'avant la guerre d'octobre. Il a ajouté que l'ère des « guerres-éclairs » n'avait pas pris fin.

De son côté, M. Ygal Allon, ministre israélien des affaires étrangères, a déclaré dimanche, au cours de la réunion du conseil des ministres, que M. Sauvargues, ministre français des affaires étrangères, sera reçu en Israël le 31 octobre prochain, *« conformément à toutes les règles de la courtoisie et aux honneurs dus à son rang. Le programme de la visite se déroulera comme prévu ». « Le gouvernement israélien,* a-t-il ajouté, *profitera de la visite de M. Sauvagnargues pour exprimer clairement la position d'Israël sur la situation au Proche-Orient et sur les relations bilatérales. »*

M. Asher Ben-Natan, ambassadeur d'Israël à Paris, arrivé dimanche soir en Israël pour préparer la visite de M. Sauvagnargues, a déclaré que cette visite donnerait à Israël *« la possibilité de clarifier les relations entre les deux pays »*, après la rencontre de M. Sauvagnargues avec M. Arafat. *« Le ministre français des affaires étrangères,* a-t-il poursuivi, *sera reçu chez nous avec toute la correction qui s'impose envers un hôte officiel du gouvernement israélien. Mais l'opinion publique, quant à elle, aura certainement la possibilité d'exprimer ses sentiments. »* — (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)

LES ENTRETIENS DE M. BREJNEV AU KREMLIN

AVEC M. KISSINGER

Le secrétaire d'État aurait réussi une « percée conceptuelle » sur les armements stratégiques

Moscou. — M. Kissinger avait retrouvé une partie de son entrain en quittant dimanche matin Moscou pour la Nouvelle-Delhi. N'ayant pas placé la barre trop haut, le secrétaire d'État américain n'avait pas de raison d'être mécontent des résultats, modestes mais peut-être décisifs, obtenus à l'issue de son séjour dans la capitale soviétique.

Le premier résultat de ces trois jours de discussions (vingt heures au total) est que chacun paraît rassuré quant aux intentions de son partenaire. La détente continue, avec sans doute ses hauts et ses bas, mais elle continue tout de même. Le très bref communiqué commun publié dimanche soir fait allusion à ce fait fondamental : *« Les parties,* affirme ce texte, *ont constaté avec satisfaction que les rapports entre l'U.R.S.S. et les États-Unis continuaient à se développer conformément à la politique élaborée précédemment. »*

Au cours des deux discours prononcés durant son séjour à Moscou, jeudi soir au cours du dîner offert par M. Gromyko et samedi matin pendant le déjeuner qu'il donnait en l'honneur du ministre soviétique des affaires étrangères, le secrétaire d'État a été plus explicite. Selon lui, le récent *« changement d'administration »* à Washington ne remet pas en cause la politique des États-Unis à l'égard de l'U.R.S.S. Dans les mêmes circonstances, M. Gromyko devait, lui aussi, insister sur l'esprit de continuité qui anime, a-t-il dit, *« le comité central de notre parti, le gouvernement soviétique et personnellement le secrétaire général »*.

On peut penser que ces déclarations, à consommation extérieure, ne sont pas dues au hasard, mais qu'elles reflètent aussi une partie de la teneur des discussions qui viennent d'avoir lieu au Kremlin. D'où l'importance de la confirmation du « mini-sommet » Ford-Brejnev à Vladivostok, les 23 et 24 novembre prochain. Ce sera un symbole de la permanence des relations américano-soviétiques.

Mais pourquoi Vladivostok ? Pourquoi les dirigeants américains ont-ils pris le risque de déplaire aussi fort à Pékin en acceptant de rencontrer l'ennemi n° 1 des dirigeants chinois dans une ville qui fait toujours l'objet, sinon de revendications territoriales, du moins d'un litige historique ? On continue à se le demander dans la communauté diplomatique de Moscou. Les diplomates de Pékin ne cachent d'ailleurs pas leur amertume et sourient dubitativement lorsqu'on évoque en leur présence le voyage que M. Kissinger devrait théoriquement bientôt faire à Pékin. Selon certaines informations de source américaine, le secrétaire d'État n'en aurait pas moins fait demander aux dirigeants chinois s'ils ne voient pas d'inconvénients à ce qu'il profitât de sa présence à Vladivostok pour se rendre ensuite à Pékin...

« Préoccupations » pour le Proche-Orient

Les questions de principe étant réglées, M. Kissinger a surtout étudié avec ses interlocuteurs le problème de la limitation des armements stratégiques (SALT). Le communiqué américano-soviétique précise à ce sujet que les parties ont discuté *« en détail »* de l'accord décennal qui doit succéder à l'accord SALT I conclu en 1972 (1), et que *« les discussions à ce sujet se poursuivront »*. On est un peu plus explicite du côté américain, où on laisse entendre que M. Kissinger aurait bien pu réussir la fameuse *« percée conceptuelle »* qu'il cherche depuis près d'un an. Selon les confidences en forme de bribes faites par le secrétaire d'État, il existe maintenant *« des chances »* de parvenir à un accord final. M. Kissinger s'estime *« très satisfait »* des discussions qu'il a eues au Kremlin et au cours desquelles des *« progrès importants »* ont été accomplis, car Soviétiques et Américains sont enfin *« sur la même longueur d'onde »*. Les Soviétiques auraient même présenté pour la première fois des réponses *« préliminaires »* aux propositions américaines. Pour la première fois, on aurait tenté sérieusement d'établir des équivalences entre les panoplies nucléaires des deux pays. On aurait même parlé chiffres aussi bien à propos des fusées à têtes multiples (M.I.R.V.) que des bombardiers ou du remplacement des fusées nucléaires intercontinentales, dépassées par la technologie actuelle.

Le but de M. Kissinger serait d'essayer de conclure ces discussions au cours du « sommet » de Vladivostok, de façon à ce que MM. Brejnev et Ford puissent à ce moment-là donner de nouvelles consignes à leurs négociateurs respectifs. Dans la meilleure des hypothèses, un nouvel accord

De notre correspondant

SALT serait soumis à la signature des deux dirigeants au cours du « sommet » annuel qui doit avoir lieu à Washington au début de l'été 1975. Mais M. Kissinger préfère tout de même rester prudent. Si l'on paraît maintenant d'accord pour savoir sur quoi exactement on va négocier, cela ne veut pas dire que l'on va forcément aboutir. Le secrétaire d'État estimerait que les chances d'arriver à un accord sont aujourd'hui de 50 % ; si tout se passe bien à Vladivostok, elles seraient de 60 %.

Si *« de bons progrès »* ont été réalisés au chapitre des SALT, il ne semble pas en être allé de même en ce qui concerne certains problèmes internationaux, à commencer par le Proche-Orient. Le communiqué précise seulement que les deux parties restent *« préoccupées »* par la situation et qu'elles estiment que *« la reprise rapide des travaux de la conférence de Genève doit jouer un rôle bénéfique dans la réalisation d'un règlement juste et durable »*. Cette formulation est en retrait par rapport au communiqué publié à l'issue du dernier « sommet » Nixon-Brejnev, qui en appelait à une convocation de la conférence de Genève *« le plus tôt possible »*. Le texte de juillet dernier mentionnait également *« les intérêts légitimes du peuple palestinien »*.

M. Kissinger, il est vrai, n'avait pas caché, à son arrivée, qu'il tenterait d'esquiver la discussion sur le Proche-Orient, en invoquant les travaux en cours de la conférence de Rabat. Comme par hasard, la *Pravda* de dimanche a publié un message de MM. Podgorny et Kossyguine aux chefs d'État réunis à Rabat.

Le communiqué de dimanche soir est aussi en retrait par rapport à celui de juillet dernier, à propos de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) ; Américains et Soviétiques espèrent seulement que *« les travaux de la conférence aboutiront rapidement »*. Nulle mention, cette fois-ci, d'une réunion « au sommet » pour couronner ces travaux, alors que M. Nixon avait accepté de donner satisfaction aux Soviétiques sur ce point. Le communiqué évoque encore les discussions sur la réduction réciproque des armements en Europe centrale (M.B.F.R.) : *« Il est possible de réaliser des progrès sur cette question »*, dit seulement le document.

Le communiqué américano-soviétique ne dit rien en revanche de deux problèmes qui tiennent pourtant une place importante dans la presse soviétique et qui figurent dans pratiquement tous les communiqués communs publiés ces derniers temps à Moscou : la crise de Chypre et le Vietnam.

Enfin, on précise de source américaine que M. Brejnev se serait déclaré *« personnellement blessé »* par les révélations du sénateur américain Jackson à propos du compromis intervenu entre la Maison Blanche et Moscou sur l'émigration des juifs soviétiques (*le Monde* des 20 et 21 octobre). Les termes de cet accord — qui devrait permettre à l'U.R.S.S. de bénéficier enfin de la clause de la nation la plus favorisée dans ses échanges commerciaux avec les États-Unis — auraient dû rester secrets, aurait fait remarquer le secrétaire général du parti communiste, mais il est maintenant entendu, toujours de source américaine, que la profonde irritation de M. Brejnev pourrait se traduire par des contretemps et des retards dans l'application de l'accord. Il est permis de se demander dans quelle mesure ces « confidences » ne reflètent pas avant tout des préoccupations de politique intérieure soviétique et ne visent pas à rejeter à l'avance sur le sénateur Jackson la responsabilité de tout problème qui pourrait s'ensuivre.

JACQUES AMALRIC.

(1) Accord conclu pour cinq ans limitant le déploiement des armements stratégiques offensifs.

AVEC M. BHUTTO

L'aide soviétique serait renforcée au Pakistan

De notre correspondant

Moscou. — La visite officielle de M. Bhutto en U.R.S.S. s'est terminée samedi 26 octobre par la publication d'un communiqué commun dans lequel les deux parties expriment l'espoir que *« les gouvernements de l'Asie du Sud-Est feront de nouveaux pas constructifs en direction d'une normalisation totale et rapide de la situation dans le sous-continent. »* Soviétiques et Pakistanais espèrent en particulier que tous les problèmes en suspens, entre le Pakistan d'un côté, l'Inde et l'Afghanistan de l'autre, *« trouveront leur solution »*.

Ces souhaits ne sont pas faits pour surprendre. On savait qu'en venant à Moscou, M. Bhutto cherchait à obtenir une action modératrice de l'U.R.S.S. aussi bien sur New-Delhi que sur Kaboul. Le Pakistan est, en effet, « condamné » à améliorer ses rapports avec Moscou dans la mesure où l'Inde et l'Afghanistan entretiennent des relations privilégiées avec l'Union soviétique.

M. Brejnev, auquel M. Bhutto a rendu visite vendredi dernier, a-t-il donné satisfaction au premier ministre du Pakistan ? C'est possible, mais à condition, semble-t-il, que le Pakistan fasse un effort pour régler la question du Baloutchistan. Le secrétaire général, qui manque rarement une occasion de rappeler l'amitié qui unit l'U.R.S.S. et l'Afghanistan, a, en effet, souhaité au cours de cette rencontre *« un règlement rapide des désaccords qui assombrissent encore les rapports entre Islamabad et Kaboul »*.

Les Soviétiques se montrent plus nets dans leur volonté de modération en ce qui concerne les rapports pakistano-indiens : on assiste, en effet, sans aucun plaisir à Moscou, au rapprochement qui s'effectue depuis quelques mois entre l'Inde et l'Iran. Ce rapprochement n'a pas seulement une portée économique. Il pourrait aller aussi à l'encontre des projets soviétiques de sécurité collective en Asie, dans la mesure où le chah d'Iran songe à établir une communauté des pays riverains de l'océan Indien. Les Soviétiques, d'autre part, tout en s'abstenant de commentaires publics, n'ont pas spécialement apprécié la récente explosion nucléaire indienne et voudraient, dans toute la mesure du possible, retrouver leur rôle de médiateur, passablement altéré par leur attitude dans la crise de 1971, qui a abouti à l'indépendance du Bangladesh.

La visite de M. Bhutto pourrait, d'autre part, se solder par un nouvel effort économique de l'U.R.S.S. en faveur du Pakistan. Cette aide, qui n'est déjà pas négligeable (l'Union soviétique participe notamment à la construction d'un important complexe sidérurgique non loin de Karachi et mène d'importants travaux de prospection de gaz et de pétrole), est d'autant plus nécessaire au Pakistan que ce pays connaît de graves difficultés. M. Bhutto y a fait allusion sans fausse pudeur, dans le discours qu'il a prononcé jeudi au cours du dîner offert par M. Kossyguine. Il a mentionné trois problèmes : les inondations de l'an dernier, la crise mondiale, qui a considérablement augmenté le prix des importations pakistanaises et enfin la mise hors d'état provisoire du grand barrage de Tarbela. Ce barrage, qui sert à irriguer une vaste région, se fend ; il a fallu le vider pour entreprendre d'immenses travaux ; pendant ce temps, c'est toute une partie de la campagne pakistanaise qui ne sera pas irriguée.

J. A.

AVEC M. SCHMIDT

Une centrale atomique allemande serait construite dans l'ancienne Königsberg

De notre correspondant

Bonn. — La composition de la délégation qui accompagne M. Schmidt ce lundi 28 octobre à Moscou (M. Genscher, ministre des affaires étrangères, mais aussi, entre autres personnalités, MM. Rohwedder, secrétaire d'État au ministère de l'économie, et Monnsen, patron de Krupp) montre qu'un accent particulier sera mis dans les entretiens sur les relations commerciales et industrielles entre la R.F.A. et l'U.R.S.S. Les échanges commerciaux vont doubler cette année, pour atteindre 7 à 8 milliards de deutschemarks, mais les Soviétiques souhaiteraient un accroissement des investissements allemands.

Le principal projet actuellement en discussion concerne la construction à Kaliningrad (l'ancien Königsberg) d'une centrale atomique à eau lourde de 1 200 mégawatts, qui serait construite par des sociétés ouest-allemandes et que l'U.R.S.S. rembourserait en livrant du courant électrique en Allemagne de l'Ouest. Le gouvernement de Bonn veut que la ligne électrique passe par Berlin-Ouest. *« Sans Berlin, pas de centrale atomique »*, dit-on dans les milieux officiels. *« Berlin est d'un intérêt vital pour la République fédérale »*, a confirmé le chancelier avant son départ pour Moscou.

Au cours de la dernière réunion de la commission mixte germano-soviétique, M. Friderichs, ministre fédéral de l'économie, s'était heurté à une position très ferme des Soviétiques. La ligne électrique doit passer par la Pologne et par la République démocratique allemande, qui sont des territoires souverains, disent en substance ces derniers, et qui sont donc seuls habilités à en définir le tracé. Or la R.D.A. souhaiterait être non seulement un pays de transit, mais partie prenante dans l'affaire. Elle voudrait que la ligne passe par Magdebourg, une simple bretelle alimentant Berlin-Ouest. Les dirigeants de la République fédérale sont opposés à cette solution qui mettrait Berlin à la merci d'une coupure de courant de la part de l'Allemagne de l'Est.

La réalisation de ce projet se heurte, d'autre part, aux demandes des Soviétiques, qui voudraient obtenir des crédits à bon marché (autour de 6 %). Le gouvernement de Bonn limitera pour sa part sa participation financière à une garantie des investissements, et se refuse à toute concession qui alourdirait le budget de l'État.

Les Américains auraient fait valoir des objections au sein du COCOM (commission composée des pays industrialisés occidentaux et du Japon, chargée des rapports commerciaux avec l'Est). Ils estiment, en effet, que la construction de cette centrale atomique permettrait aux Soviétiques d'avoir accès à une technologie intéressante pour l'industrie de l'armement.

M. Schmidt a réaffirmé vendredi l'importance que la République fédérale attache à ce projet. *« Ce serait une affaire avec du « sex-appeal » politique,* a-t-il déclaré textuellement, *si les réseaux électriques de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est se rejoignaient à Berlin. »* Le chancelier, soucieux de diversifier les sources d'approvisionnement de la République fédérale en énergie et en matières premières, considère que des accords dans ce sens avec l'Union soviétique devraient permettre un développement considérable des échanges entre les deux pays.

Trois accords concernant la coopération scientifique et technique, les échanges culturels et la coopération judiciaire sont, d'autre part, prêts à être signés. Le seul problème concerne l'inclusion de Berlin-Ouest.

Enfin, M. Schmidt demandera aux dirigeants soviétiques d'autoriser *« le regroupement des familles »*, c'est-à-dire de permettre aux citoyens soviétiques d'origine allemande d'émigrer en République fédérale. En 1973, quatre mille cinq cents Soviétiques d'origine allemande avaient obtenu leur visa ; ils étaient six mille en 1974. On estime à Bonn que vingt-deux mille demandes seraient actuellement en instance. — D. Vt.

Le 50e anniversaire des relations franco-soviétiques

Les dirigeants de Paris et de Moscou échangent de chaleureux messages

Le message adressé à l'occasion du cinquantième anniversaire des relations franco-soviétiques à MM. Brejnev, Podgorny et Kossyguine par M. Giscard d'Estaing déclare notamment :

« La dernière décennie a constitué une période remarquable dans l'histoire des relations franco-soviétiques. Sous l'impulsion du général de Gaulle, soucieux d'instaurer entre les deux pays mais aussi en Europe un climat de détente et de compréhension mutuelle respectant l'indépendance et la souveraineté de chacun, les relations entre la France et l'Union soviétique ont pris une dimension et une qualité nouvelles. Poursuivie par le président Georges Pompidou, cette politique, à la mise en œuvre de laquelle j'ai personnellement contribué, s'est traduite par l'essor de nos échanges et par la multiplication de nos contacts, notamment au niveau le plus élevé. (...)

» La signature du protocole d'octobre 1970 sur les consultations politiques et, un an plus tard, de l'énoncé des principes de la coopération entre la France et l'U.R.S.S. a contribué à faire des rapports franco-soviétiques un facteur permanent de la vie internationale et à leur donner un caractère original. J'attache le plus grand prix à cette coopération et je suis, pour ma part, décidé à la poursuivre et à la développer. (...) »

De leur côté, dans un message à MM. Giscard d'Estaing et Chirac, MM. Brejnev, Podgorny et Kossyguine expriment leur *« satisfaction »* face aux résultats atteints dans la coopération économique, commerciale, scientifique, technique, culturelle et artistique entre la France et l'U.R.S.S., et soulignent l'importance *« déterminante »* de contacts « au sommet » pour le renforcement de la compréhension et de la confiance mutuelles.

Les deux ministres des affaires étrangères ont également échangé des messages. M. Sauvagnargues déclare : *« Je suis (...) profondément convaincu de l'intérêt de poursuivre dans la voie indiquée par le protocole sur les consultations politiques et l'énoncé des principes de la coopération entre la France et l'U.R.S.S., qui confèrent au dialogue franco-soviétique un caractère particulier. Il nous appartient d'utiliser ces textes le mieux possible et d'en exploiter toutes les ressources. »*

M. Gromyko met l'accent sur l'importance de l'amitié franco-soviétique pour la poursuite de la détente et de la coopération pacifique entre États à régimes sociaux différents.

JÉRÔME MONOD

TRANSFORMATION D'UN PAYS

POUR UNE GÉOGRAPHIE DE LA LIBERTÉ

Aménager le territoire c'est améliorer notre société.

FAYARD

EUROPE

Allemagne fédérale

AUX ÉLECTIONS DE BAVIÈRE ET DE HESSE

La démocratie chrétienne a fortement progressé au détriment des socialistes et des libéraux

De notre correspondant

Bonn. — Après les élections aux diètes de Hesse et de Bavière du dimanche 25 octobre, qui concernaient 11,4 millions d'électeurs, le parti social-démocrate est le vaincu, et le grand vainqueur est sans conteste M. Franz Josef Strauss, président de l'Union chrétienne sociale bavaroise (C.S.U.).

En Bavière, en effet, la C.S.U. améliore son score de 1970 (56,4 % des voix) de 5,7 points, en obtenant 62,1 %. C'est un résultat que même les plus optimistes des dirigeants de la C.S.U. n'osaient espérer. Le parti renforce ses positions dans tout le Land, mais surtout dans les grandes villes, notamment à Munich où il enlève la première place au parti social-démocrate. Dans ce Land, le S.P.D n'obtient que 30,2 % des suffrages contre 33,3 % en 1970. Le parti libéral (F.D.P.) reste pratiquement stable (5,4 % contre 5,5 %).

En Hesse, la C.D.U. devient le premier parti dans un Land qui depuis vingt-huit ans était une place fort du parti social-démocrate. Elle remporte 47,3 % des voix contre 39,7 % en 1970. Le S.P.D. et le F.D.P., qui formaient un gouvernement de coalition à Wiesbaden, perdent chacun 2,7 %, le S.P.D. passe de 45,9 à 43,2 %, le F.D.P., de 10,1 à 7,4 %. M. Dregger, président de la C.D.U. de Hesse, n'est pas parvenu à briser la majorité de la coalition libérale-socialiste, mais en huit ans il a fait passer son parti de 26 % à plus de 47 % des suffrages.

Ces élections ne changent donc rien à la position des gouvernants de Munich et de Wiesbaden, ni aux rapports de force au Bundesrat, où la démocratie chrétienne dispose toujours d'une voix de majorité. Elles ne resteront cependant pas sans conséquences sur les trois grands partis et sur la politique fédérale.

M. Strauss s'était fortement engagé en Hesse, aux côtés de M. Dregger, qui appartient à la droite de la C.D.U. Leur victoire va renforcer, au sein de la démocratie chrétienne, une tendance hostile à M. Kohl, président de la C.D.U., qui est considéré comme un homme insuffisamment énergique contre la coalition libérale-socialiste de Bonn. Dès dimanche soir, M. Strauss a déclaré que les résultats de Bavière et de Hesse étaient *« un signal pour les élections générales de 1976 »*. *« Ma politique de confrontation totale avec le pouvoir est mieux comprise par les électeurs »*, a-t-il ajouté. L'opposition chrétienne démocrate est toujours à la recherche d'un candidat chancelier, le dirigeant bavarois se rappelle à son attention. Même si M. Strauss ne pense pas à lui-même, il est clair qu'aucun candidat ne pourra être désigné sans son accord.

Chez les libéraux, un mois à peine après son élection à la présidence du F.D.P., M. Genscher est obligé de constater que la *progression de son parti est arrêtée*. Le F.D.P. ne profite plus, comme lors des élections régionales du début de l'année, des pertes du parti social démocrate.

Pour le F.D.P., et pour le chancelier, les élections de dimanche constituent un avertissement *sérieux*. Sans parler, comme M. Kohl, d'une *« éclatante défaite »* de M. Schmidt, qui ne *s'était* engagé que prudemment dans la bataille, force est bien de constater que, cinq mois après sa formation, le gouvernement espérait de meilleurs résultats. Tout le monde sait, aujourd'hui, que M. Brandt n'était pas le seul responsable des reculs électoraux de la social-démocratie. Certes, on peut trouver en Hesse et en Bavière des causes spécifiques aux mauvais résultats du parti, mais l'incertitude économique et la crainte du chômage habilement utilisées par l'opposition ont joué un rôle essentiel.

D'autre part, la gauche du F.D.P., fortement représentée à Wiesbaden comme à Munich, vient de subir une grave défaite électorale. Il serait étonnant que M. Schmidt n'en tire pas rapidement les conséquences.

DANIEL VERNET.

Hongrie

L'arrestation de trois intellectuels confirme la volonté du parti de briser la «nouvelle gauche»

De notre correspondant

Vienne. — Les autorités hongroises observent le secret le plus total au sujet de l'arrestation, il y a maintenant une semaine, de l'écrivain György Konrad, du sociologue Ivan Szelenyi et du jeune poète Tamas Szentjoby. Selon des amis de l'écrivain, il serait reproché à Konrad d'avoir voulu faire passer des manuscrits en Occident. On ignore quels griefs sont formulés à l'égard de ses deux compagnons.

Cette action du gouvernement hongrois marque un alourdissement des pressions qui sont ouvertement *exercées* par le parti, depuis le début de l'année 1973, sur les intellectuels de la « nouvelle gauche ». Elle intervient peu de temps après une visite à Moscou du premier secrétaire du parti socialiste ouvrier, M. Janos Kadar. Les dirigeants soviétiques profitent en général de leurs rencontres avec les représentants des partis « frères » pour attirer l'attention de leurs interlocuteurs sur les *déviations* et autres *phénomènes négatifs* qu'ils *ont cru remarquer dans* leur pays. Les dirigeants hongrois rétorquent habituellement à ce genre *d'observation qu'il s'agit* là de problèmes intérieurs et qu'ils ne se donnent pas, quant à eux, la peine de passer au crible toutes les publications soviétiques pour voir si elles sont bien conformes à l'orthodoxie marxiste-léniniste en vigueur.

Néanmoins, les dirigeants de Budapest donnent régulièrement des preuves de leur vigilance idéologique. Les intellectuels qui se rattachent au courant de la « nouvelle gauche » sont déjà depuis plusieurs mois l'objet de tracasseries. *Le sociologue André* Hegedus, qui était chef du gouvernement avant la révolte de 1956 mais qui, après son retour d'exil en U.R.S.S., fit une révision déchirante, ne trouve plus de travail. Il a été expulsé du parti en mai 1973 en compagnie du philosophe Mihaly Vajda et de Janos Kis. A la même époque, était arrêté Miklos Haraszti, un écrivain contestataire. Incarcéré pour avoir rédigé un manuscrit intitulé *le Salaire à la pièce*, où il décrivait la condition ouvrière en Hongrie, Haraszti a été, au début de l'année, condamné à huit mois de prison avec sursis. Cet été, Ferenc Feher, le mari d'Agnès Heller, l'une des chefs de file de l' « école de Budapest », noyau de la « nouvelle gauche », a été interpellé et interrogé pendant plusieurs jours par la police.

La répression contre l' « école de Budapest » a commencé en janvier 1973. A l'occasion d'une conférence nationale sur les questions idéologiques, M. György Aczel, alors secrétaire du comité central, s'en était pris violemment et personnellement à certains membres du groupe (Maria Markus, André Hegedus, Mihaly Vadja et Agnès Heller), les accusant d'être des *« pseudo-révolutionnaires »*, des *« romantiques petits-bourgeois »* et de *« jouer objectivement un rôle réactionnaire »*.

M. Aczel avait aussi qualifié les membres de l'« école de Budapest » — qui fut fondée par le philosophe Georg Lukacs — d' « antimarxistes ». Or le but des sociologues et des écrivains qui se rattachent à ce courant est d'opérer un examen critique de la théorie et de la pratique des pays communistes, en se fondant sur un système de valeur marxiste et sur une analyse de la réalité objective. L'idée directrice qui mène les travaux de ce groupe peut être ainsi résumée : *« Retour au marxisme dans la méthode et recherche d'une explication marxiste dans l'étude des phénomènes contemporains »* (1).

Les sociologues de l' « école de Budapest » ont acordé une grande attention en particulier au phénomène bureaucratique. Pour eux, l'excroissance bureaucratique n'est *pas due exclusivement à des facteurs* extérieurs ou personnels ni à la trahison des élites dirigeantes. Elle trouve plutôt son origine dans des causes structurelles qui résultent de la nature de l'organisation socio-économique. Les pays d'Europe de l'Est, affirment-ils, ont donné *naissance* à des *« sociétés d'un type nouveau »*, qui ne sont plus capitalistes, mais n'en sont pas pour autant socialistes. Une remise en cause aussi radicale du système provoque, on l'imagine, un émoi d'autant plus grand, dans les milieux dirigeants, qu'elle ne prend pas pour référence l'Occident, mais se situe à l'intérieur de l'idéologie socialiste.

MANUEL LUCBERT.

(1) Une étude très documentée sur les *travaux* de l'« *école de Budapest* » a été publiée en juin 1973 dans la revue viennoise *Wiener Tagebuch*.

Portugal

CRÉATION D'UN HAUT CONSEIL DU MOUVEMENT DES FORCES ARMÉES

Lisbonne (Reuter). — Le Portugal s'est doté d'un haut conseil du mouvement des forces armées (M.F.A.), groupe d'étude dont le but est d'aider la junte militaire dans le domaine constitutionnel. Ce nouvel organisme est présidé par le chef de l'Etat. En font partie les sept membres de la junte, le comité de coordination du Mouvement des forces armées, dont la composition n'est pas connue, et « d'autres éléments du Mouvement des forces armées ».

Ces « autres éléments » sont, selon toute probabilité, le premier ministre Vasco Gonçalvès, le général Otelo Saraiva de Carvalho, commandant effectif d'une unité de sécurité militaire appelée Copcon, le ministre de l'intérieur Manuel Da Costa Bras, le ministre du travail José Da Costa Martins et deux ministres sans portefeuille, les commandants Ernesto Melo Antunès et Vitor Alvès.

La création du haut conseil accroît la position déjà forte du Mouvement des forces armées. Cet organisme aurait dorénavant autorité pour émettre des recommandations sur les principales décisions politiques du gouvernement.

Espagne

LE PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER EST ACCUSÉ D'ASSOCIATION ILLICITE

Madrid (A.F.P.). — Le nouveau premier secrétaire du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), Me Felipe Gonzalez Marquez, élu au récent congrès de Suresnes, près de Paris, devait comparaître le lundi 28 octobre devant le tribunal de l'ordre public de Madrid pour répondre des délits d'association illicite et de propagande illégale. Le procureur, dans son réquisitoire provisoire, a déjà demandé *huit années de prison* contre l'avocat, inscrit au barreau de Séville.

Il comparaîtra en compagnie de MM. Enrique Mugica Herzog, Ambrosio Gutiererez Gonzalez, Nicolas Redondo Urbieta et Cristobal Caliz Almiron. Ces cinq personnes sont poursivies pour des faits remontant au 31 janvier 1971. Elles avaient été alors arrêtées au cours d'une réunion sous l'accusation d'appartenance au P.S.O.E. et à l'U.G.T. (Union générale du travail), le syndicat clandestin lié à la formation politique et tous les deux hors la loi. Depuis cette époque elles étaient en liberté sous caution.

Grèce

M. CARAMANLIS VEUT RESTAURER «L'UNITÉ SPIRITUELLE» ENTRE L'ARMÉE ET LE PEUPLE

Athènes (A.F.P.). — M. Constantin Caramanlis, premier ministre grec et président du parti Démocratie nouvelle, a prononcé dimanche 27 octobre à Salonique son premier discours en vue des élections générales du 17 novembre prochain.

S'adressant à la population rassemblée sur la place principale de la ville, M. Caramanlis a notamment déclaré : « Il est indispensable que la Grèce ait un gouvernement expérimenté, fort et responsable. » Le premier ministre a assigné quatre objectifs au prochain cabinet : réorganiser l'Etat, assainir l'économie, régler le problème de Chypre et, enfin, restaurer la démocratie.

Dans une allocution prononcée la veille devant les officiers du troisième corps d'armée, M. Caramanlis avait souligné qu'il était essentiel « de restaurer la concorde au sein des forces armées et l'unité spirituelle entre l'armée et le peuple grecs ».

Bien qu'il ait reçu à Salonique un accueil enthousiaste, il est hors de doute que l'action et les propos de M. Caramanlis n'emportent pas l'adhésion de tout le monde. C'est ainsi que dimanche, M. Andréas Papandréou, président du Mouvement socialiste panhellénique, a déclaré à Hérakilon, principale ville de Crète, devant vingt mille personnes, que « le cabinet de M. Caramanlis, formé comme un cabinet de salut public, est devenu un gouvernement de sauvetage de la junte militaire ».

AFRIQUE

Togo

Prochaine création d'une communauté économique avec le Nigeria

Lagos (A.F.P., A.P., Reuter). — Le général Eyadema, chef de l'Etat du Togo, a annoncé, dimanche 27 octobre, à Lagos, au cours d'une conférence de presse, que la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, proposée par le Nigeria et le Togo, naîtrait en mai 1975 à Lagos. Une réunion ministérielle destinée à préparer le traité se tiendra à Monrovia (Liberia), dans la deuxième moitié du mois de janvier.

Le chef de l'Etat togolais, qui dressait le bilan de la visite officielle de sept jours qu'il vient d'effectuer au Nigeria, n'a pas précisé combien de pays feraient partie de cette Communauté économique. En décembre dernier, à Lomé (Togo), quinze Etats avaient participé à une réunion sur la proposition de communauté lancée par le Nigeria et le Togo, il y a un peu plus de deux ans.

Par ailleurs, le président Eyadema, interrogé sur les accidents survenus à son avion, après qu'il eut assuré au Togo, en janvier dernier, 31, puis 51 % du capital de la Compagnie togolaise des mines du Bénin (C.T.M.B.), *qui exploite* les phosphates de la région d'Anecho, a déclaré qu'il s'agissait d'un complot projeté contre sa personne. Le président Eyadema n'a fourni aucune indication sur l'identité des responsables de ces accidents, mais a dit : *« Si j'avais accepté de recevoir un pot-de-vin d'un montant de 1 million 500 000 francs C.F.A., il n'y aurait pas eu d'accidents »*, faisant sans doute allusion à l'attitude des dirigeants de la C.T.M.B., qu'il n'a cependant pas cités nommément.

Le président de la République togolaise a enfin annoncé que le Nigeria fournirait d'importantes quantités de pétrole brut à l'industrie pétrolière togolaise, en cours d'installation, et que, de son côté, le Togo livrerait des phosphates au Nigeria.

Sahara espagnol

DES ACTES DE SABOTAGE ONT ÉTÉ COMMIS CONTRE DES INSTALLATIONS PHOSPHATIÈRES

(De notre correspondant.)

Madrid. — La presse espagnole a fait état d'actes de sabotage commis à l'aube du samedi 26 octobre au Sahara espagnol. La note officielle publiée à ce sujet précise que les dégâts ont affecté la bande qui transporte le phosphate depuis les *gisements* de Bou-Craa jusqu'au port de l'entreprise Fosbucraa, près de El-Aioun, détériorant notamment les installations électriques et de télécommandes qui assurent le fonctionnement normal de la bande de transport.

La note officielle ajoute qu'il *« a été établi un pont de transport au moyen de camions. Le sabotage n'aura donc pas de conséquences importantes. Les réparations dureront plusieurs semaines »*.

D'après des sources proches des mouvements de libération du Sahara occidental, ce sabotage a été réalisé par le Front de libération du Sahara et du Rio-de-Oro (Frelisario), afin de protester contre l'annonce de la réunion, le 4 novembre, de la Djemaa (assemblée saharienne), à laquelle ce Front ne reconnaît *aucune* représentativité. L'ordre du jour de cette réunion de la Djemaa porte notamment sur l'élection de quatre membres du conseil de gouvernement, qui serait le premier pas vers la création d'un gouvernement destiné à préparer l'autonomie. Les membres de la Djemaa, que les mouvements de libération considèrent comme « vendus » au gouvernement de Madrid, se proposent de créer un Etat saharien indépendant sous la tutelle de l'Espagne. Les notables et les cheikhs, qui forment l'administration actuelle du Sahara espagnol, diffusent le slogan de *« L'indépendance, oui, mais avec l'Espagne »*, tandis que les mouvements de libération veulent parvenir à une indépendance complète sans la tutelle de l'Espagne, afin de pouvoir exploiter librement les richesses naturelles du Sahara occidental. — J.-A. N.

Botswana

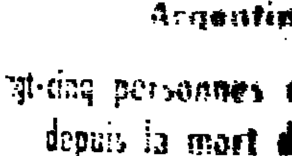
LE PARTI GOUVERNEMENTAL GAGNE LARGEMENT LES ÉLECTIONS

Gaberones *(A.F.P., Reuter)*. — Le parti démocratique du président Seretse Khama a remporté les élections générales, qui se sont *déroulées* samedi 26 octobre au Botswana (ancien Bechuanaland), en s'adjugeant au moins vingt-sept des trente-deux sièges à pourvoir.

Un seul résultat reste encore inconnu : celui de la circonscription de l'Okavango, dans le nord marécageux du pays, où *se* présentait le dirigeant d'un des trois partis d'opposition, le parti de l'indépendance du Botswana. Le parti démocratique, dont la victoire n'a pas causé de surprise, a repris trois sièges à l'opposition, qui — en attendant le dernier résultat — n'en conserve que quatre. Ceux-ci se partagent à égalité entre le Front national du Botswana et le parti populaire du Botswana, dont chacun des leaders a été réélu.

Quatre des candidats du parti au pouvoir n'avaient aucune opposition à affronter dans leur circonscription, et tous les membres du gouvernement ont été réélus. Le seul candidat blanc, M. Blackbeard, membre du parti majoritaire, a été réélu à une forte majorité.

C'est la troisième fois que des élections se déroulent au Botswana depuis que la Grande-Bretagne a accordé l'indépendance au pays, en 1966.



DES GRÈVES se sont déclenchées aux P.T.T., à la S.N.C.F., à l'E.D.F...

Pour faire opposition à la privatisation des entreprises, pour vaincre l'insuffisance des salaires...

... comment les syndicats agissent-ils ?

L'ouvrage de Pierre DUBOIS

Mort de l'État-patron*

situe les grèves actuelles dans leur contexe et permet de comprendre les objectifs visés.

* Un volume...... 46 F

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES PARIS

A TRAVERS LE MONDE

Chili

● Mme CARMEN CASTILLO, compagne de Miguel Enriquez, le secrétaire général du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), tué le 5 octobre dernier, lors d'un affrontement avec la police, a été autorisée, le samedi 26 octobre, à partir pour l'étranger. Mme Carmen Castillo est arrivée dimanche à Londres.

Chine

● UNE DELEGATION DE L'ARMÉE YOUGOSLAVE conduite par le général Branislav Joksovitch, chef d'état-major adjoint, se trouve actuellement en Chine et a été reçue le samedi 26 octobre par le maréchal Yeh Chien-ying, vice-président de la commission militaire chinoise. — *(A.F.P.)*

Danemark

● LE PREMIER MINISTRE, M. Hartling, est rentré dimanche d'une visite officielle en Chine. Reçu par M. Chou En-lai et par le président Mao Tse-toung, le chef du gouvernement danois, qui a signé un accord commercial, a annoncé que Pékin envisageait de nommer un observateur à Bruxelles auprès de la Commission européenne. — *(Corresp.)*

Éthiopie

● LA RADIO a interrompu ses programmes samedi 26 octobre après-midi pour annoncer qu'une personne avait trouvé la mort à Addis-Abeba au cours d'une fusillade, qui a éclaté devant le siège de la Confédération des travailleurs éthiopiens. — *(A.F.P.)*

Mozambique

● PLUS DE MILLE DEUX CENTS PERSONNES ont été arrêtées au cours de deux opérations de ratissage menées par les troupes portugaises et celles du FRELIMO durant le week-end à Lourenço-Marquès. Les suspects, pour la plupart des Africains, ont été conduits dans des camps militaires pour interrogatoire. Selon les autorités, il s'agit de *« simples mesures de routine »* destinées à prévenir de nouveaux troubles. — *(Reuter.)*

Nigéria

● VINGT ET UN MILITAIRES NIGERIANS, qui avaient participé au coup d'Etat de janvier *1966 ou avaient combattu* avec les rebelles biafrais, ont été libérés vendredi 25 octobre. Parmi eux figure le commandant Albert Okonkwo, qui était administrateur de l'Etat de l'Ouest lors de l'invasion, et de la prise de contrôle de cet *Etat, par les Biafrais en 1968.* — *(A.F.P.)*

Portugal

● M. OLAF PALME, premier ministre suédois, a fait le samedi 26 octobre une visite à Lisbonne à la tête d'une importante délégation des pays nordiques à l'invitation du parti socialiste portugais. — *(A.F.P.)*

Sierra-Leone

● UN ANCIEN MINISTRE DE L'INFORMATION et deux autres hommes ont été exécutés, dimanche 27 octobre à Freetown, pour le meurtre rituel d'une femme et de son fils de deux ans. L'ancien ministre, Alimany Khazali, et les frères Bai et Maligio Dumbaya avaient été condamnés par la Haute Cour en avril 1973. — *(A.F.P.)*

Somalie

● LA MISSION DIPLOMATIQUE de la République de Somalie à Abou-Dhabi dément, dans un communiqué publié dimanche 27 octobre, la présence de bases soviétiques en Somalie. *« La Somalie n'a jamais accepté et n'acceptera jamais l'installation d'une base militaire étrangère sur son territoire, et invite les autres pays à évacuer les bases qu'ils possèdent sur le territoire des autres Etats »*, conclut le communiqué. — *(A.F.P.)*

Thaïlande

● DES RENFORTS DE TROUPES ont été dépêchés par avion, samedi 26 octobre, dans la province de Nakhon-Phanom, où des guérilleros communistes font le siège, depuis une semaine, d'un poste militaire. Une source officielle indique qu'ils sont armés de mortiers de 60 millimètres et de lance-grenades américains. L'aviation est intervenue. Il s'agit de l'affrontement le plus sanglant depuis les journées d'émeutes d'octobre 1973, qui avaient provoqué la chute du régime des maréchaux. — *(A.F.P.)*

115-117 CHAMPS ELYSEES

LOCAUX COMMERCIAUX A LOUER



TELEPHONER A J.L. HALFEN

538 14 41

AFRIQUE

ASIE

Japon

CRITIQUÉ POUR SA POLITIQUE EXTÉRIEURE ET INTÉRIEURE

M. Tanaka est menacé par un « Watergate japonais »

Selon des révélations faites, dimanche 27 oc- ›bre, par le « New York Times », un accord secret existerait entre le Japon et les Etats-Unis autorisant les bateaux de guerre et avions amé- cains porteurs d'engins nucléaires à faire escale a Japon. Cet accord daterait de 1960. De nature « verbale », il ne serait pas consigné dans les ar- chives japonaises. C'est ce dernier point qui a récemment permis au ministre japonais des af- faires étrangères d'en nier l'existence lorsque divers journaux de Tokyo ont fait état de la présence d'armes atomiques sur les bâtiments américains pénétrant dans les ports japonais.

Ces révélations sont de nature à accroître encore l'embarras du premier ministre japonais, M. Kakuei Tanaka, notamment à l'approche de la visite que le président Ford doit faire au Japon le 18 novembre. Comme l'indique notre correspondant, M. Tanaka fait actuellement l'objet d'attaques de plus en plus vives à Tokyo, qui pourraient compromettre finalement sa position de premier ministre.

De notre correspondant

Tokyo. — Au moment même le Japon connaît une sérieuse récession économique — qu'il a ailleurs assez bien supportée qu'ici, — les milieux politiques ont secoués par une affaire que on baptise déjà ici le « Watergate japonais », dans la mesure où en mettant en cause le premier ministre M. Tanaka, ses méthodes, ses finances personnelles et son intégrité même, elle pose la question de sa démission possible et compromet gravement le parti conservateur aux yeux du pays.

Que M. Tanaka ait utilisé des méthodes très audacieuses pour faire fortune, que, sorti d'une famille pauvre, il soit devenu milliardaire, à la faveur en particulier de spéculations sur les terrains et la construction, c'était un peu le secret de Polichinelle. Mais dans un pays où l'argent joue un grand rôle dans la politique, on n'y regardait pas de trop près tant que M. Tanaka était solide.

Il en est différemment aujourd'hui. De plus, le Watergate américain a donné des idées aux Japonais, et une grande revue a également osé attacher le grelot. Il s'agit d'un mensuel respecté, le *Bungei Shunju*, qui fait un peu figure ici de *Revue des Deux-Mondes*, et qui vient de mener une enquête minutieuse sur les agissements et la carrière du premier ministre, enquête conduite en secret par une vingtaine de reporters et d'experts. Leur rapport fait aujourd'hui scandale : trente pages de texte parues dans le numéro de novembre qui, mis en vente dès la fin d'octobre, s'arrache dans le public par centaines de mille.

Comment M. Tanaka est-il devenu un des hommes les plus riches du Japon ? Comment a-t-il réussi une carrière *météorique* dans la politique ? L'enquête du *Bungei Shunju*, bourrée de chiffres, d'une lecture austère et difficile, apporte pour la première fois des réponses précises et documentées. Elle dépeint un homme acharné à gagner de l'argent pour servir sa politique et à se servir de la politique pour gagner de l'argent. Ses méthodes auraient été souvent douteuses, pour ne pas dire davantage, avec force spéculations et combinaisons sur les achats de terrain, les affaires de promotion immobilière et de construction, la Bourse. Un des grands procédés de M. Kakuei Tanaka aurait été d'acheter les gens, importants ou non, amis ou adversaires, avec une générosité qui passait trop souvent les bornes de ce qui est admis au Japon.

Depuis longtemps, les partis de gauche l'accusaient d'avoir introduit ou d'avoir aggravé dans la politique japonaise un règne éhonté de l'argent. C'est ce qu'avaient illustré récemment encore les élections sénatoriales, où des milliards seraient sortis des caisses du parti libéral démocrate, dont M. Tanaka est le chef, pour éviter une défaite. L'opposition trouve aujourd'hui dans le document du *Bungei Shunju* une machine de guerre contre le gouvernement, son chef et son parti, dont elle va se servir pour tenter de les abattre tous ensemble.

Les difficultés politiques ne manquaient pas, depuis déjà trois mois, à M. Tanaka, et trois épisodes au moins avaient accéléré le déclin de sa popularité. D'abord les élections à la Chambre haute en juillet, où, malgré l'argent, son parti n'avait conservé la majorité qu'avec une marge si étroite qu'on avait pu parler d'une défaite. Ce fut ensuite la démission de deux vedettes du cabinet, le vice-premier ministre, M. Miki, et le ministre des finances, M. Fukuda.

Ce lâchage entraîna une rupture dans l'unité déjà précaire du parti gouvernemental, où plusieurs factions travaillent maintenant à abattre le premier ministre.

En troisième lieu, enfin, les révélations récentes sur la présence d'armes nucléaires à bord des navires américains qui visitent régulièrement le Japon ont profondément embarrassé le cabinet Tanaka sur le plan de la politique intérieure autant qu'extérieure, en fournissant un nouveau terrain d'attaque contre le cabinet et son chef.

Si l'on ajoute en fond de tableau les nouveaux records de l'inflation galopante des prix — on vient d'annoncer une hausse sans précédent des prix de détail, près de 26 % plus élevés que l'an passé, — on peut craindre, dans le camp conservateur, que le « *Watergate japonais* » soit fatal au chef du gouvernement.

Un sursis va lui être donné provisoirement par deux événements : la tournée diplomatique qu'il entreprend en Australie et en Nouvelle-Zélande et la visite du président Ford le 18 novembre. Mais le président Ford viendra-t-il si son voyage devait être, comme jadis la visite manquée du président Eisenhower, le catalyseur de tous les mécontentements dans des manifestations de masse, comme souhaite en organiser la gauche ? Et même s'il vient, la « reconstruction du parti » qui s'impose, et que M. Tanaka lui-même propose à ses amis comme programme de rentrée, ne devra-t-elle pas commencer par son propre départ ?

ROBERT GUILLAIN.

Bangladesh

LA DÉMISSION DU MINISTRE DES FINANCES ILLUSTRE L'ORIENTATION PRO-OCCIDENTALE DU RÉGIME

Un communiqué officiel de Dacca a annoncé, le samedi 26 octobre, la démission du ministre des finances, M. Tajuddin Ahmed. Celle-ci aurait été demandée, « *dans l'intérêt supérieur du pays* », par le premier ministre, M. Mujibur Rahman, à celui qui fut autrefois son homme de confiance et sa « *caution de gauche* ».

M. Tajuddin Ahmed avait été pendant la guerre civile de 1971 le chef du gouvernement provisoire. Réfugié à ce titre en Inde, il avait noué des relations amicales avec les dirigeants indiens. Après l'indépendance de son pays, acquise grâce aux interventions militaire de l'Inde et diplomatique de l'Union soviétique, et le retour à Dacca de M. Mujibur Rahman, emprisonné au Pakistan, M. Tajuddin Ahmed devint ministre des finances.

Il devait se révéler peu à peu, au sein du cabinet Mujibur Rahman, comme le chef de file de la tendance favorable à une politique économique « *socialiste* » et au maintien des liens étroits avec l'Inde et l'U.R.S.S. C'est une orientation inverse que prend actuellement le Bangladesh. Son premier ministre est allé demander une assistance il y a quelques semaines aux Etats-Unis. Des pays industriels ou producteurs de pétrole non communistes vont former un « *groupe d'aide* » pour financer un véritable plan de sauvetage du Bangladesh (*le Monde* daté 27-28 octobre).

La démission de M. Tajuddin Ahmed reflète donc des divergences profondes, et il ne serait pas surprenant qu'elle renforce l'opposition à la politique qui s'affiche de plus en plus modérée et pro-occidentale à la veille de la visite de M. Kissinger à Dacca. Trois autres ministres favorables à la politique de M. Tajuddin Ahmed auraient d'ailleurs également présenté leur démission.

Inde

M. Kissinger préconise à New-Delhi « un nouveau type de relations »

New-Delhi. — M. Kissinger a commencé, le dimanche 27 octobre, une visite de quatre jours en Inde. A son arrivée à New-Delhi, il a déclaré que les relations américano-indiennes se sont « *considérablement améliorées* », et que « *les deux plus grandes démocraties du monde ont retrouvé leur objectif commun* », ce qui permettra de « *dissiper les anciens malentendus et d'établir un nouveau type de relations* ».

D'autre part, dans une interview publiée quelques heures avant la visite du secrétaire d'Etat américain par le *National Herald*, proche du parti gouvernemental indien, Mme Gandhi a déclaré qu'elle espérait que cette visite « *donnerait naissance à plus de bonne volonté* » de la part de Washington. Le premier ministre indien a toutefois regretté que les Etats-Unis n'aient considéré l'Inde ces dernières années que comme un « *élément marginal dans leur stratégie globale* », et a critiqué certaines contradictions dans leur politique. « *Tout d'abord*, a-t-elle déclaré, *ils ont dit qu'ils voulaient nous protéger du communisme et de la Chine, et voilà qu'ils sont devenus totalement pro-Chinois. Au cours de la guerre du Bangladesh*, a-t-elle poursuivi, *on nous a dit qu'ils ne voulaient pas compromettre leur détente avec Pékin, et qu'ils ne pouvaient nous témoigner de l'amitié en raison du Pakistan qui agit comme trait d'union entre eux et la Chine. Toutes ces raisons semblent aujourd'hui étranges. Leur amitié à notre égard ne gêne nullement leurs liens avec la Chine. Il est manifeste que, sans nous, l'ensemble de la région ne peut connaître de stabilité. On ne saurait comparer le Pakistan et nous : nous sommes un pays bien plus grand, nous affrontons des dangers bien plus considérables et nos problèmes sont gigantesques.* »

Mme Gandhi a enfin souligné : « *Nous nous soucions peu de faux prestige : si nous avons besoin d'aide, je n'hésite pas à le demander. Il ne s'agit pas de mendicité, quoique les Américains utilisent ce mot quand ils parlent de nous. Ils nous ont aidés dans le passé, et s'ils désirent nous offrir encore leur assistance dans les domaines où elle nous est nécessaire, nous l'accepterons.* »

Surmenage,
Névralgies,
Obésité...
CURES MARINES DE TROUVILLE
agréées par la Sécurité Sociale
14360 TROUVILLE-SUR-MER
Renseignez-vous et consultez votre médecin traitant

Depuis 30 ans, le journal spécialisé
" LES ANNONCES "
est toujours le n° 1 pour l'achat et la vente de
FONDS DE COMMERCE
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc.
En Vente Partout 1 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

AMÉRIQUES

Argentine

...nt vingt-cinq personnes ont été assassinées depuis la mort de Peron

Des menaces sont adressées au boxeur Carlos Monzon

Buenos-Aires (*Reuter*). — Un professeur d'université appartenant à l'aile droite du mouvement péroniste a été tué, le dimanche ... octobre, devant son domicile. C'était la cinquième personne assassinée en l'espace de trois jours et la cent vingt-cinquième depuis la mort de Juan Peron, le ... juillet dernier. Huit personnalités politiques de l'opposition argentine et onze personnalités du monde du sport et des spectacles, dont le champion du monde de ... poids moyen Carlos Monzon, ont été menacées de mort par une organisation terroriste d'extrême droite, l'Alliance anticommuniste argentine (A.A.A.) et sommés de quitter le pays dans les soixante-douze heures. Parmi les personnes menacées ce week-end se trouve Mlle Susana Gimenez, une actrice de cinéma qui a joué aux côtés de Monzon dans *la Mary*, un film sorti il y a quelques semaines. Ni le boxeur ni l'actrice ne sont connus pour avoir des opinions politiques tranchées, et on suppose que le but des menaces est de semer la terreur dans les milieux culturels et politiques argentins.

L'A.A.A. a revendiqué, jusqu'à présent, l'assassinat de plus de vingt personnes, dont des personnalités connues de gauche, et elle a contraint, durant ces dernières semaines, plus d'une dizaine d'autres à quitter le pays (1).

Parmi les victimes de l'A.A.A. figurent Silvio Frondizi, avocat de gauche et frère de l'ex-président Arturo Frondizi, qui fut traîné par les cheveux hors de son appartement de Buenos-Aires. On devait retrouver plus tard son corps, criblé de balles, jeté dans des buissons.

(1) Notre correspondant Philippe Labreveux figure parmi les personnes qui ont été ainsi menacées de mort par l'A.A.A.

Vietnam du Sud

A la suite de nombreuses saisies

UN DES PRINCIPAUX JOURNAUX DE SAIGON CESSE DE PARAITRE

Un des principaux quotidiens saigonnais d'opposition, le *Dai Dan Toc*, a annoncé samedi 26 octobre qu'il cessait de paraître.

Né il y a un peu plus de deux ans, il avait un tirage de soixante-dix mille exemplaires, ce qui le plaçait en seconde position des journaux saigonnais derrière le *Dien Tin*, également d'opposition (quatre-vingt-dix mille exemplaires).

Dans l'éditorial rédigé pour le dernier numéro de son journal, M. Vo Long Trieu, directeur et rédacteur en chef, rend le gouvernement responsable de sa fermeture. « *Au cours des deux derniers mois*, écrit-il, *notre journal a été engagé en première ligne de la lutte pour la liberté de la presse et de l'édition. Il a été de ce fait soumis aux pressions du gouvernement sous la forme de multiples saisies opérées par leurs auteurs dans un esprit de vengeance. C'est pour cette raison que le* Dai Dan Toc *a été acculé à son état d'épuisement et doit suspendre indéfiniment sa publication.* »

L'Association des directeurs de journaux a annoncé qu'aucun organe de presse ne paraîtrait pendant trois jours consécutifs. Les dates de cette suspension seront indiquées ultérieurement.

● A PEKIN, M. Le Thanh Nghi, vice-premier ministre nord-vietnamien, a signé samedi avec M. Li Hsien-nien, son homologue chinois, un accord portant sur l'aide économique et militaire de la Chine à la R.D.V. pour 1975. — (*A.F.P.*)

vous désirez vous loger...
téléphonez-nous.

Savez-vous que la Caisse d'Epargne de Paris prête au taux le plus bas ? Un crédit moins élevé représente d'importantes économies...
Pour payer votre logement moins cher, présentez cette annonce ou prenez rendez-vous au Service des Prêts Personnels Immobiliers.
– 21 bis rue Etienne Marcel 75001 tél. 236.63.94 / 66.93 / 67.16 et 233.65.47
– 13 place du Havre 75008 tél. 522.53.00

prêts personnels immobiliers pour payer moins cher.

Caisse d'Epargne de Paris

Maurice Crubellier
histoire culturelle de la France
19e - 20e siècles
"un ouvrage qui comme la culture nous concerne tous".
R. Odin - Fiches Biblio
ARMAND COLIN

Habiter la Tour
TOKYO
c'est vivre 'plein ciel' dans Paris XIIIe rénové

Et c'est aussi, vivre dans le cadre des « Olympiades », première cité-loisirs de Paris, située au cœur de la transformation du 13e arrondissement, cernée par l'Avenue d'Italie et les Rues Baudricourt, de Tolbiac et Nationale.

Tout a été pensé pour le confort, la commodité et le plaisir d'une vie quotidienne harmonieuse :

Le STADIUM, magnifique ensemble sportif d'agrément doté des plus modernes installations (piscine, solarium, patinoire, salles de sports)
UN CENTRE COMMERCIAL DE 10 000 M²
UN SUPERMARCHE en sous-sol ; et des crèches, des écoles maternelles, un club de jeunes, une bibliothèque.

Et des espaces verts...
Et des jardins paysagés... Et du jour...
Et de la lumière, partout !

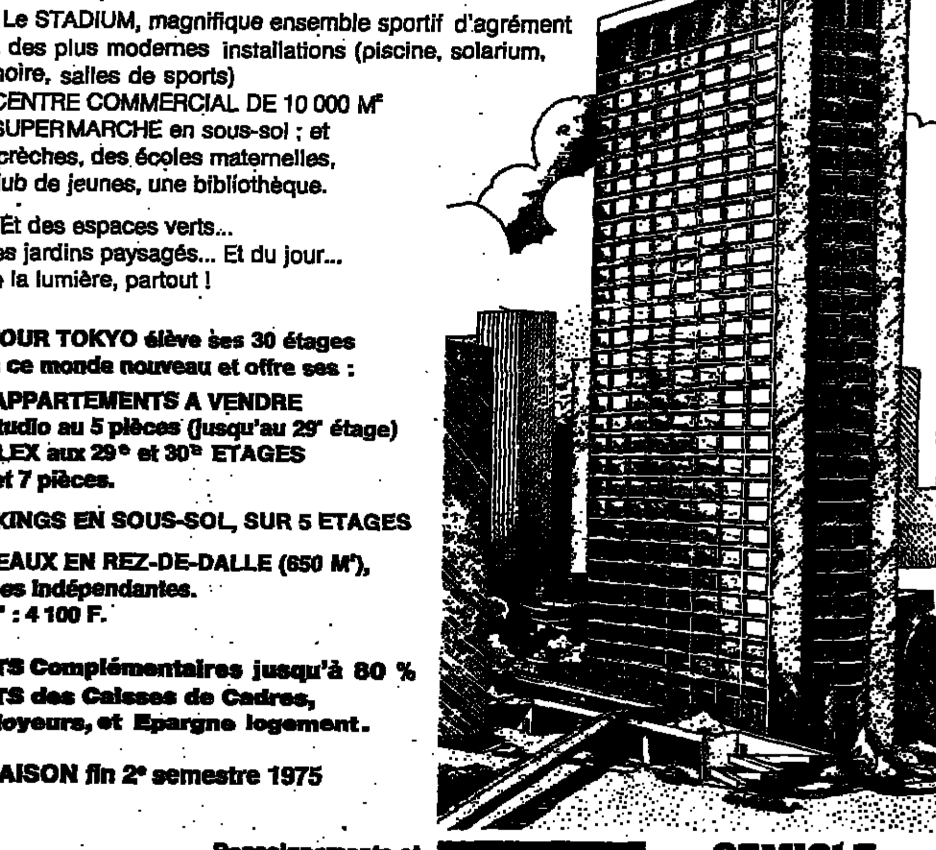
LA TOUR TOKYO élève ses 30 étages dans ce monde nouveau et offre ses :
269 APPARTEMENTS A VENDRE
du Studio au 5 pièces (jusqu'au 29e étage)
DUPLEX aux 29e et 30e ETAGES
2, 4 et 7 pièces.

PARKINGS EN SOUS-SOL, SUR 5 ETAGES

BUREAUX EN REZ-DE-DALLE (650 M²), entrées indépendantes.
Le M² : 4 100 F.

PRETS Complémentaires jusqu'à 80 %
PRETS des Caisses de Cadres, Employeurs, et Epargne logement.

LIVRAISON fin 2e semestre 1975



Renseignements et Bureau de Vente sur place :
24, avenue d'Ivry / rue Régnault
en semaine 14 à 18 heures
samedi et dimanche 14 h 30 à 18 heures
Tél. : 580.55.75



SEMICLE
Société d'Economie Mixte pour la Construction de Logements Economiques
5, avenue Berthie Albrecht
75008 Paris
7665176

Jean Laurance - Publicitaires Conseils

POLITIQUE

LE XXIe CONGRÈS « EXTRAORDINAIRE »

La résolution finale insiste sur l'originalité du parti

Le vingt et unième congrès extraordinaire du P.C.F. a terminé ses travaux dimanche 27 octobre, à Vitry-sur-Seine, en adoptant à l'unanimité une résolution qui fait le bilan de la crise du régime capitaliste et insiste sur le fait que « la France et son peuple ont besoin de réformes profondes ». Le texte final rappelle, en outre, la stratégie du parti, qui n'envisage le passage au socialisme qu'après l'étape de la « démocratie avancée ». Il a été enrichi d'un passage insistant sur la nécessité de consolider l'union de la gauche et dénonçant « toute démarche qui participe aux tentatives de réduire l'influence du P.C.F. ».

Au cours de la séance de vendredi, M. Paul Rochas (Isère), membre du comité central, expose *« les possibilités de réaliser l'union avec les patriotes gaullistes »*, et estime que les communistes sont *« les plus qualifiés pour les y appeler »*. Il dénonce les alliances électorales de la gauche non communiste grenobloise, qui ont *« pour caractéristique et objectif essentiel de placer le P.C. et la classe ouvrière dans une situation de force d'appoint, de les écarter de la mairie de Grenoble et d'autres fonctions électives »*.

Samedi matin, M. Jacques Tumaco (Bouches-du-Rhône) critique la *« gestion malthusienne de notre économie »* et la *« liquidation de Titan-Coder »*.

Mme Geneviève Breteau (Seine-Maritime) explique que *« les femmes sont de plus en plus victimes des conditions de travail et de vie quotidienne »*.

C'est ensuite M. Jacques Chambaz, membre du comité central, député de Paris, qui affirme : *« Le développement de la culture connaît désormais une crise non plus relative, mais véritablement absolue, qui s'approfondit comme la crise de la société. (...) Dès maintenant, les luttes et les revendications des travailleurs et des masses populaires (...) recoupent les luttes et les aspirations des intellectuels. »*

M. Yves Dorion (Manche) expose les difficultés des agriculteurs de la région.

M. Laurent (Pas-de-Calais) évoque la situation des mineurs, dont il souhaite une revalorisation du statut et pour lesquels il réclame la mise en place d'*« une véritable politique charbonnière »*.

Mme Pierrette Joachim (Val-d'Oise) proteste ensuite contre les attaques récentes de M. Michel Poniatowski, et estime que de tels propos *« lèvent le voile sur la vaste et perfide entreprise de la grande bourgeoisie, désireuse de briser l'union de la gauche »*.

M. FITERMAN : faire connaître la réalité des pays socialistes

M. Charles Fiterman (Val-de-Marne), membre du comité central, intervient sur la question des relations entre le P.C.F. et les démocraties populaires. Après avoir expliqué qu'il fallait être d'*« une totale mauvaise foi ou d'une ignorance impardonnable »* pour parler de l'échec de l'expérience des pays socialistes, il ajoute : *« Je pense qu'il existe parfois dans nos rangs une tendance à ne pas apprécier à leur juste valeurs les résultats obtenus par les pays socialistes, à ne pas faire preuve de suffisamment de défiance à l'égard des informations présentées par l'adversaire. (...)*

» Oui, en faisant aujourd'hui connaître et comprendre sans fard la réalité des pays socialistes, nous avons les moyens d'être offensifs, de l'être encore un peu plus que nous le sommes. On nous dira : il y a eu des fautes, parfois graves, des erreurs, parfois tragiques. Il y a encore des insuffisances, des faits que nous n'approuvons pas. Sans doute. Mais quoi ? Les partis communistes des pays socialistes, et en premier lieu le P.C. d'U.R.S.S. à son vingtième congrès en 1956, se sont engagés dans la critique publique et dans la correction des fautes commises. »

L'orateur poursuit : *« Il n'est pas compréhensible que, dans le projet de société adopté aux assises organisées par le parti socialiste, la réalité du socialisme existant soit tenue pour nulle et non avenue. (...) L'ambiguïté d'une telle position a de quoi faire douter de la sincérité de l'engagement pour le socialisme proclamé par nos partenaires. (...)*

Après M. Gabriel Crémoux (Haute-Vienne), qui estime que *« la politique du pouvoir est particulièrement néfaste pour le monde agricole »*, M. Hassan Larbi (Hauts-de-Seine) explique *« pourquoi les travailleurs immigrés ont un intérêt profond aux changements prônés par le programme commun »*. Il dénonce *« la campagne raciste qui tente de faire croire que la responsabilité de la crise incombe principalement aux Arabes producteurs de pétrole »*.

Mme Françoise Dissès (Seine-et-Marne) critique *« ce gouvernement affaibli qui manœuvre et tente de faire illusion, notamment avec la nomination de Mme Françoise Giroud »*.

M. Jean Garcia (Seine-Saint-Denis), membre du comité central, évoque ensuite le problème de l'emploi et estime qu'il convient de supprimer *« les derniers témoignages d'étroitesse »* à l'égard des couches sociales non salariées.

Après l'intervention de M. Paul Laurent, député de Paris, relative à une lettre adressée au congrès par un certain nombre de militaires (voir d'autre part), M. Jean-Michel Catala, membre du comité central, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste (dont une délégation vient saluer les congressistes), note que ces jeunes appartiennent *« à la génération du temps nouveau, du temps du socialisme en construction, du temps du socialisme à l'ordre du jour »*. Remerciant les jeunes communistes, M. Jean Colpin, membre du bureau politique, appelle le parti à favoriser le renforcement du M.J.C.

La séance du samedi après-midi, présidée par M. Louis Aragon, s'ouvre sur l'intervention de M. Jean-Claude François (Lot-et-Garonne), qui signale que, dans sa fédération, un communiste sur deux a adhéré depuis le XXe congrès (13 au 17 décembre 1972). M. Gilles Cohen (Essonne) plaide en faveur de la recherche scientifique, en particulier dans le domaine nucléaire. M. Jean Fabre, membre du comité central, revient sur la réunion de presse du président de la République. Il estime que M. Giscard d'Estaing *« remet au goût du jour le fatalisme social et l'étroitesse du pasteur Malthus, qui, il y a cent soixante-seize ans, promettait au monde souffrances et misère parce que la croissance de la production ne pourrait suivre celle de la population »*.

M. Pierre Campana (Paris), postier à la gare de Lyon, évoque la grève qui affecte sa profession et rappelle les revendications des syndicats. M. Alain Bocquet (Nord) traite notamment des liaisons entre les cellules d'entreprises et les cellules locales. Mme Jacqueline Mast (Somme) évoque la situation des femmes. M. Antoine Casanova (Doubs), membre du comité central, se penche sur le problème des rapports avec les chrétiens. Il constate que les mouvements d'ouvriers ou d'agriculteurs chrétiens développent des analyses de la situation sociale parallèles à celles du P.C.F.

M. Guy Pot (Charente) évoque la situation du monde rural, puis M. Georges Gosnat, député du Val-de-Marne, membre du comité central, propose une actualisation du barème des cotisations.

En fonction de ses propositions, qui seront adoptées, le nouveau barème est le suivant à compter de la reprise des cartes 1975 :

Sans ressources ou ressources inférieures à 500 F par mois, 1 F ; de 500 à 1 000 F, 5 F ; de 1 000 à 1 500 F, 10 F ; de 1 500 à 2 000 F, 15 F.

Au-dessus de 2 000 F, la cotisation augmente de 5 F par tranche de 500 F.

M. Jean-Marc Viret (Saône-et-Loire) analyse la place des petites et moyennes entreprises dans l'union du peuple de France. M. Georges Lazzarino (Bouches-du-Rhône), membre du comité central, s'étonne de la double attitude du P.S. dans ce département, puisqu'il continue au plan local de collaborer avec des ennemis déclarés du programme commun tout en multipliant les déclarations unitaires. *« Ces alliances*, ajoute-t-il, *peuvent faire douter de la volonté du parti socialiste d'appliquer le programme commun. »*

M. Alain Leroy (Paris) traite de la situation à l'O.R.T.F. Il déclare :

« Sous le couvert du mot « libéralisme », sept présidents vont maintenant gérer une radio-télévision nationale en concurrence idéologique avec elle-même, le véritable directeur étant cette fois, aux termes mêmes de la loi, le premier ministre, c'est-à-dire, en définitive, le président de la République lui-même, à moins que ce ne soit le ministre de l'intérieur, puisque aussi bien il n'est pas un sujet en France où il n'ait son mot à dire. »

M. Henri Martin (Indre), membre du comité central, insiste sur la nécessité du travail de formation idéologique des militants. Il explique que les positions prises par le P.C.F. ne correspondent pas à un repliement du parti sur lui-même à la suite de l'effroi que lui auraient causé les résultats des élections législatives partielles. Il s'agit pour le P.C.F. de ne pas laisser remettre en cause les acquis de la classe ouvrière dans sa lutte unitaire en évitant *« les pièges de l'opportunisme et du sectarisme »*.

M. Patrick Stuart (Val-de-Marne) appelle à un renforcement du Mouvement de la jeunesse communiste. M. Jean Barrière (Gironde), membre du comité central, évoque l'appel aux gaullistes lancé par le parti. Il note qu'à Bordeaux, c'est dans les quartiers populaires que M. Jacques Chaban-Delmas a gardé son influence.

Mme Colette Couedé Maine-et-Loire) analyse la situation des usines Thomson-Brandt d'Angers.

M. Paul Le Gall (Finistère) évoque la situation des petits et moyennes entreprises en Bretagne, puis critique le comité central de la C.F.D.T. et les élus socialistes.

Dimanche matin, au début de la dernière séance, M. Noël Birouerne (Loiret) explique le fonctionnement des cellules d'entreprises dans son département. M. Albert Stefanini (Corse) dénonce ensuite le rôle des « monopoles » dans le développement de l'île et réclame une authentique politique régionale. M. Claude Quin (Paris) explique que *« le petit et moyen capital non-monopoliste »* est à son tour pillé par les monopoles, ce qui permet une solidarité entre les travailleurs et les P.M.E.

M. Paul Fromonteil (Vienne), membre du comité central, oppose les attaches populaires du gaullisme à la *« politique de classe »* de l'U.D.R. Mlle Colette Mattouk (Seine-Saint-Denis), décrit ensuite les difficultés recontrées dans son département par les cellules d'entreprises.

M. LEROY : pas de triomphalisme

M. Roland Leroy donne ensuite communication des conclusions de la commission de la résolution. Il précise : *« L'unanimité qui s'est dégagée dans le parti n'est pas une unanimité de parade ou de façade, elle est une unanimité construite dans l'analyse, dans la réflexion, dans la confrontation, une unanimité pour mieux unir, pour mieux agir. (...) Je précise que le projet de résolution a été adopté par 20 435 délégués, 6 votant contre 23 s'abstenant. »*

Le député de la Seine-Maritime poursuit : *« M. Poniatowski est le principal ministre du gouvernement le plus personnel et le plus autoritaire que la France ait connu depuis longtemps. Et il ne peut en être autrement puisque ce gouvernement a pour politique essentielle de servir les intérêts des monopoles les plus puissants, les plus avides, les plus étrangers à la nation. Jeudi dernier, la démocratie se trouvait à Vitry, au congrès du parti communiste français, et non à l'Elysée.*

» Beaucoup de commentateurs ont cherché à ironiser et à dire : les communistes modifient leurs appréciations, et par conséquent la résolution, « sous la pression de » la base ». Ceux-là montrent ou qu'ils ne comprennent rien à la démocratie, ou qu'ils en sont les adversaires. Car justement la valeur créatrice de la démocratie communiste, c'est que, dans notre parti, chacun compte pour un. »

M. Roland Leroy entreprend alors d'expliquer les modifications que la commission propose d'apporter au projet de résolution. Tout d'abord il a été décidé de mieux souligner la part prise par le P.C.F. dans la réalisation de l'union de la gauche.

Le rapporteur souligne à ce propos :

« Si en 1958 notre parti n'avait pas caractérisé le régime de pouvoir personnel comme le pouvoir du grand capital et donné la perspective d'un rassemblement de toutes les forces qu'il frappe rait ; si en 1962 nous n'avions pas pris l'initiative du mot d'ordre « marchons côte-à-côte et frappons ensemble » ; si en 1964 nous n'avions pas placé la réalisation de l'union de la gauche autour d'un programme commun de gouvernement comme tâche principale du parti ; si en 1965 nous n'avions pas pris l'initiative audacieuse de soutenir un candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle ; si en 1968 nous n'avions pas dénoncé les manœuvres politiciennes qui tendaient à écarter le parti communiste d'une issue politique aux événements de mai-juin, issue que du même coup en devenait parfaitement illusoire ; si en 1969 nous n'avions pas pris la décision d'une immense portée de faire de Jacques Duclos non seulement le candidat du parti mais aussi le candidat de l'union contre les deux faces d'une même réaction ; si en 1971 nous n'avions pas élaboré et diffusé dans tout le pays le programme du parti : changer de cap ; si en avril 1972 nous n'avions pas osé être les seuls à répondre franchement non à la manœuvre que constituait le référendum sur l'Europe ; si pendant des jours et des nuits de la fin de juin 1972 nous n'avions pas tout fait pour que le programme commun soit réellement un programme transformateur prévoyant les moyens effectifs d'affaiblir le pouvoir économique et politique du grand capital, si nous n'avions pas ensuite popularisé ce programme dans tout le pays, il n'y aurait pas eu l'unité de la gauche ; il n'y aurait pas eu ce fait considérable qui constitue un tournant dans l'histoire de notre peuple : le candidat de la gauche unie frôlant la majorité absolue. »

L'orateur explique ensuite que la commission a décidé de donner pour titre au second chapitre de la résolution : « Incapable de résoudre la crise, le pouvoir l'aggrave », afin de bien caractériser *« la fuite en avant et la politique cynique, voire provocatrice »* de l'exécutif.

Au passage, M. Leroy note que les déclarations de M. Giscard d'Estaing lors de sa réunion de presse, par leur caractère *« malthusien et pessimiste »*, sont *« révélatrices de la pensée d'une classe qui parvient à ses limites historiques »*.

Sont intégrés dans la résolution les objectifs économiques avancés par M. Georges Marchais dans son discours d'Albertville (*le Monde* du 26 septembre), ainsi que la lutte contre le racisme et la solidarité avec les peuples victimes du fascisme. Le paragraphe consacré à la possibilité de voir les petits et moyens entrepreneurs entrer dans l'union du peuple de France a été également précisé.

Le texte note à présent que le P.C.F. soutient activement les revendications des salariés des petites et moyennes entreprises et œuvre en même temps pour que leurs employeurs prennent conscience de leur intérêt de voir s'élever le pouvoir d'achat des masses populaires et sauvegarder l'emploi ainsi que le développement régional.

Pour l'essentiel, les modifications concernent trois points particuliers.

SE RENFORCER ET ÉLARGIR SES ALLIANCES

(Suite de la première page.)

Quand, dimanche 27 octobre, à la tribune du congrès, M. Roland Leroy a présenté ces amendements en soulignant *« un certain déséquilibre dans la première rédaction »* du projet de résolution et en félicitant les « camarades » qui avaient entrepris de le faire disparaître, on ne pouvait s'empêcher de constater que les militants communistes avaient cette fois-ci entrepris de freiner la politique jugée trop aventureuse de la direction.

En réalité, il semble bien que le débat sur la nécessité de réadapter la ligne du parti s'était développé, au sein de la direction du parti, aussitôt après l'élection présidentielle du mois de mai. La thèse qui commençait à s'exprimer au niveau du comité central, selon laquelle la sociale-démocratie n'était plus le « soutien social » de la bourgeoisie, suscitait l'inquiétude de tous ceux qui, au P.C.F., jugent que le P.S. a certes changé de stratégie, mais pas de nature. Le score obtenu par M. François Mitterrand apparaissait déjà à certains dirigeants du P.C.F. comme l'illustration de la prééminence électorale du P.S. au sein de la gauche, situation qui exigeait une réplique rapide.

La prise de conscience s'est trouvée accélérée par les réserves de nombreux militants à l'égard de l'ouverture tous azimuts préconisée par le bureau politique et a abouti à la polémique publique avec les socialistes, une fois connus les résultats des dernieres élections législatives partielles.

L'analyse des communistes fait retour à des notions « de classe » sur lesquelles ont notamment insisté MM. Henri Martin, membre du comité central, et Roland Leroy, membre du secrétariat. De même est soulignée la nécessité d'une solidarité politique avec les pays d'Europe de l'Est déjà passés au socialisme, rappel jugé suffisamment important pour être confié à M. Fiterman, membre du comité central et secrétaire personnel de M. Georges Marchais.

M. Fiterman a d'ailleurs prolongé en quelque sorte son intervention devant le congrès en engageant une polémique avec M. Gilles Martinet.

En soulignant avec insistance les caractéristiques du mouvement communiste, le P.C.F. entend entraîner le parti socialiste à poursuivre son évolution en rompant ses derniers liens avec la « bourgeoisie », c'est-à-dire en renonçant à toute collaboration avec la majorité au niveau local. M. Gustave Ansart, membre du bureau politique et député du Nord, a clairement expliqué qu'il fallait que le programme commun cesse d'être un accord électoral au sommet mais devienne l'instrument d'actions communes à la base.

Pour atteindre ce but, encore faut-il que le P.C.F. reste suffisamment puissant pour amener le P.S. à accepter des pratiques devant lesquelles il reste réticent. M. Roland Leroy s'est montré fort convaincant en rappelant que l'union de la gauche n'aurait jamais vu le jour sans la pression permanente des communistes, et qu'aujourd'hui, pour qu'elle se renforce, il ne fallait surtout pas que cette pression se relâche.

Au-delà des actions communes, les dirigeants du P.C.F. pensent aussi à ce qui se produirait une fois la gauche au pouvoir s'ils n'étaient plus en mesure de contrebalancer la tendance naturelle du P. S. aux accommodements. Les communistes n'ont pas manqué de souligner, par exemple, que dans aucun des pays gérés par la sociale-démocratie, le socialisme n'avait été instauré. Ils pensent aussi à l'expérience chilienne et aux négociations pied à pied du président Allende avec l'armée, alors que le P.C. chilien était partisan de poser publiquement le problème des forces armées.

Le P.C.F. pourrait être aidé, dans la poursuite de son objectif, par les évolutions actuelles au sein du parti socialiste. L'arrivée de militants du P.S.U. et de la C.F.D.T., qui devraient s'intégrer au P.S. lors du congrès des 31 janvier, 1er et 2 février, provoque divers reclassements. Le CERES cherche, par exemple, à entraîner derrière lui certains de ces nouveaux venus dans la constitution d'une tendance « de gauche » se distinguant de M. François Mitterrand, ce qui pourrait lui valoir de se retrouver hors du secrétariat, où il occupe actuellement trois postes. En désaccord avec cette démarche, M. Gilles Martinet espère au contraire, avec M. Rocard et M. Chérèque, membre du bureau national de la C.F.D.T., constituer au sein de la direction du P.S. une autre tendance « de gauche ».

Si ces évolutions vont jusqu'à leur terme, les communistes retrouveront un parti socialiste plus conforme à l'idée qu'ils s'en font et doté d'une minorité appuyant, de l'intérieur, une partie de leurs thèses, même si sur d'autres points elle est en butte à leurs critiques.

Si le souci de « rééquilibrer » la gauche au profit du P.C. a marqué le vingt et unième congrès, parce qu'il constituait l'aspect le plus nouveau des délibérations, la volonté d'alliance avec de nouvelles couches sociales et d'autres familles politiques reste néanmoins toujours présente. Le parti communiste est encouragé dans cette démarche par l'évolution du monde gaulliste. L'Union des jeunes pour le progrès a confirmé *dimanche sa rupture avec l'U.D.R.*

Le mouvement des jeunes gaullistes et ces personnalités ont souhaité que se regroupent les « gaullistes de progrès », dont une fraction, le Front progressiste de MM. Dominique Gallet et Jacques Debû-Bridel, a déjà pris sa place au sein de l'union de la gauche et aux côtés du parti communiste.

Si M. Jacques Chirac affirme que l'U.D.R. se porte bien, ayant été capable de surmonter les tensions nées de l'élection présidentielle, M. Michel Debré fait une analyse bien différente lorsqu'il se déclare préoccupé par « les incertitudes de la majorité présidentielle ».

Le président de la République lui-même paraît avoir senti la nécessité de mobiliser cette majorité puisqu'il laisse M. Poniatowski relancer la campagne anticommuniste tout en faisant procéder à une sèche reprise en main de l'information audio-visuelle.

Si M. Valéry Giscard d'Estaing avait pu penser durant l'été, en écoutant la gauche intellectuelle s'interroger sur son réformisme, que la mise en place d'une majorité de centre gauche n'était pas impossible, il a dû déchanter. Les résultats des dernières élections législatives partielles lui interdisent d'espérer à court terme pouvoir gouverner sans l'U.D.R. Les assises du socialisme ont relancé le dynamisme de l'opposition socialiste, et la vigilance du P.C.F. interdit à présent au P.S. de succomber à toute tentation de gouverner avec M. Giscard d'Estaing, si tant est qu'il y ait jamais pensé.

On en revient donc, malgré le désir du président de la République, à une opposition droite-gauche plus nette que jamais, à un affrontement bloc contre bloc, dont les récentes déclarations du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur prouvent qu'il est sans nuances. Si chacun se mobilise, si M. Georges Marchais s'est déclaré *dimanche* aussi optimiste que M. Valéry Giscard d'Estaing s'était montré pessimiste jeudi dernier, c'est peut-être parce que les menaces de crise économique ne se dissipent pas.

THIERRY PFISTER.

Polémique entre M. Martinet et le P.C.F.

M. Gilles Martinet, membre du bureau exécutif du parti socialiste, délégué à la recherche idéologique, explique, dans une interview à l'hebdomadaire *le Point*, que le renouvellement du P.S. *« permet d'entrevoir un nouveau type de socialisme, aussi éloigné du réformisme social-démocrate que d'un socialisme centralisateur de type soviétique, incapable, d'ailleurs, dans le rapport actuel des forces internationales, de s'installer en France sans provoquer l'intervention américaine. Et c'est bien là la question. Pour s'imposer, le socialisme autogestionnaire doit être un socialisme réaliste adapté aux problèmes d'une société industrielle moderne, réalisant l'équilibre entre les exigences de la planification et celles de la décentralisation des décisions, un socialisme capable de définir une véritable politique européenne »*.

La gauche au pouvoir, note en outre M. Martinet, *« se trouvera devant un choix : ou la « consolidation », c'est-à-dire la réforme puis la pause — c'est la thèse de la droite du P.S., mais aussi du P.C., qui considère que l'autre solution serait suicidaire sur le plan international ; ou bien le « bond en avant », c'est-à-dire le passage à une expérience socialiste — c'est celle de la majorité du P.S. et de l'extrême gauche »*.

M. Charles Fiterman, membre du comité central du P.C.F., a commenté, samedi 26 octobre, cette déclaration en déniant à M. Martinet les qualifications pour juger de *« l'expérience d'un milliard d'hommes qui ont l'immense mérite d'avoir effectivement construit le socialisme »*. Il a ajouté : *« Si j'ai bien compris ce qu'a dit Gilles Martinet, la majorité du parti socialiste se fixerait pour objectif une autogestion réaliste se conjuguant avec l'intégration de la France dans la petite Europe des trusts et bénéficiant de la bienveillance des Etats-Unis.*

» Gilles Martinet semble considérer que ce programme extravagant doit se substituer au programme commun comme objectif de la gauche. Le moins que l'on puisse dire, c'est que Gilles Martinet n'est pas sérieux. En tout cas, cela ne peut que nous conforter dans notre volonté d'agir pour élever la qualité de l'union. »

Répliquant à cette déclaration, M. Martinet, après avoir rappelé qu'il avait toujours combattu pour une Europe dégagée de la domination américaine, a noté : *« Il est vrai que j'ai, à plusieurs reprises, commis le crime d'analyser les contradictions qui apparaissent au sein de la société soviétique. Cette analyse, qui prend évidemment en compte l'ampleur des réalisations accomplies, a pour but de mettre en évidence, non seulement certaines données de politique internationale, mais aussi, et surtout, les dangers que devra éviter le mouvement socialiste lorsqu'il parviendra au pouanalyse plus que jamais actuelle, voir en France. Je crois cette mais je suis toujours prêt à en discuter avec ceux qui la contestent, à commencer par mes camarades du parti communiste. Le moins qu'on puisse dire est que le type de polémique engagée par Charles Fiterman n'est pas de nature à élever la qualité de l'union de la gauche, cette union à laquelle le parti socialiste, dans son ensemble, demeure profondément attaché. »*

M. SARRE (P.S.) : les alliances centristes sont l'héritage d'une période révolue.

(De notre correspondant.)

Limoges. — M. Georges Sarre, membre du secrétariat du P.S., a déclaré, dimanche 27 octobre, à Eymoutiers (Haute-Vienne) :

« Pour les municipalités où subsistent encore, il est vrai, de nombreuses alliances avec les hommes du centre, Georges Marchais devrait se rappeler que beaucoup de ces situations ne sont que l'héritage d'une période révolue où la division de la gauche n'était pas notre fait. Déjà, les conséquences de cette mutation ont été tirées en divers endroits, notamment à Châtellerault et à Nice, où le parti socialiste ne participe plus aux conseils municipaux. (...) Il n'est pas question pour le parti socialiste de participer à un gouvernement dans un cadre autre que celui de ses alliances, c'est-à-dire pour l'application du programme commun de gouvernement avec le parti communiste. Un changement aussi fondamental suppose que le suffrage universel se soit prononcé au préalable en faveur de l'union de la gauche et du programme commun. (...) Le programme commun de gouvernement, sans être un programme socialiste ni même de transition au socialisme, introduit une rupture dans le système capitaliste monopoliste, notamment par les mesures de nationalisations et de contrôle ouvrier, qui devraient, sous peine d'échec, être appliquées dans les premières semaines de gouvernement. »

● M. FRANÇOIS LONCLE, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, dimanche 27 octobre, à Evreux : *« On ne peut reprocher au socialisme français, par conséquent au parti socialiste, de vouloir jouer un rôle déterminant dans la responsabilité du pouvoir au moment où l'on affirme vouloir « exercer » une influence motrice, une influence politique et idéologique » dirigeante » dans la future société que l'on veut construire ensemble. »*

● M. LOUIS MERMAZ, député de l'Isère, membre du secrétariat du P.S., a déclaré, vendredi 25 octobre, à La Bâtie-Montgascon : *« Le parti socialiste se considère, avec fierté, comme l'un des principaux auteurs de la stratégie d'union de la gauche et du programme commun de gouvernement. Ainsi, notre parti continuera de se développer et de se renforcer dans le cadre de l'union de la gauche et dans l'intérêt de toute la gauche. »*

…RÈS EXTRAORDI…

l'originalité du

DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

…et sur la nécessité d'approfondir l'union de la gauche

● LA STRATEGIE DU P.C.F.

Il s'agit du sens du mot d'ordre d'union du peuple de France our un changement démocraique », ou, pour reprendre une ormule de M. Roland Leroy, de *la place de l'objectif de la émocratie avancée dans la perseclive du socialisme* ». La résoution rappelle désormais expresément que le P.C.F., comme il avait déjà exprimé dans le Maifeste de Champigny et dans ouvrage de M. Georges Marchais, *Défi démocratique*, s'est doté 'une « *définition scientifique du ocialisme* ». Le rappel de cette éfinition a été jugé indispensable ar, comme le souligne M. Leroy, *ont tendance à fleurir les onstructions de modèles et les topies, floraison révélatrice de ce ue l'aspiration au socialisme randit et gagne des couches nouelles, mais le grand capital pourait toujours s'accommoder de ces onstructions si le socialisme rêvé emeurait coupé de la réalité ctuelle, des luttes nécessaires à haque étape.* »

La résolution stipule donc ésormais :

« Le parti communiste place uant à lui la lutte qu'il mène our ce changement démocratiue dans une perspective plus aste. Parti révolutionnaire, il se onne pour but la suppression du apitalisme et de ses tares, un hangement de société qui assuera la libération de l'homme de outes les injustices et de toutes les oppressions, le bien-être matériel, l'accès à la culture et la liberté pour chacun, la fraternité entre les hommes, c'est-à-dire le socialisme. Cette société nouvelle se fondera sur les lois universelles du socialisme, sur l'expérience acquise, sur les traditions et les conditions françaises.

» Le socialisme aux couleurs de la France ce sera, comme le souligne le « Manifeste de Champigny » et le « Défi démocratique », tout à la fois la propriété collective des grands moyens de production et d'échange, l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés, la satisfaction progressive des besoins matériels et intellectuels sans cesse croissants des membres de la société, le développement continu de la démocratie et l'extension sans précédent des libertés, la création des conditions propres à l'épanouissement de chaque personnalité.

» Toute la démarche du parti communiste repose sur la conviction que le passage au socialisme ne peut être que l'œuvre d'un mouvement démocratique majoritaire de la nation, c'est pourquoi à toutes les étapes de la lutte il s'attache à gagner des consciences nouvelles à l'idée du socialisme. Il pense que les succès remportés par notre peuple dans la réalisation des grandes transformations démocratiques créeront les conditions d'un mouvement populaire suffisamment ample et déterminé pour réaliser la transformation socialiste de la France. »

Une moyenne d'âge de trente ans

Au cours de son intervention au nom de la commission des mandats, M. Paul Chastelain, membre du comité central, a donné sur la composition des délégations présentes au congrès les précisions suivantes.

Sur les 1 257 délégués, 372 sont des ouvriers professionnels, 140 des O.S. et manœuvres, 13 des ouvriers agricoles. « Avec les 29 techniciens de fabrication, a-t-il précisé, la classe ouvrière représente 44,8 % du congrès. »

Les femmes sont au nombre de 370, soit 29,4 %, et 61 % d'entre elles ont moins de trente ans.

La moyenne d'âge des participants au XXIe congrès est de trente ans, contre trente-trois au XXe congrès. « C'est l'expression d'un parti riche de forces vives », a conclu à cet égard le rapporteur.

82 délégués seulement sont des adhérents d'avant 1944 ; 172 se sont inscrits au P.C.F. sous la IVe République ; 303 ont adhéré entre 1958 et 1967 et 700 depuis 1968.

● L'UNION DE LA GAUCHE.

M. Leroy commence par expliquer que « *tout le parti fait sienne cette lutte pour l'unité et apprécie les immenses progrès accomplis* », mais il ajoute tout aussitôt que « *le grand capital a pour objectif de briser cette unité en affaiblissant le P.C.F., qui fut, est et sera toujours le parti de l'union* ».

Il poursuit : « *Il tente de la briser aujourd'hui, mais la réalité de l'aspiration populaire à l'union de la gauche le contraint à manœuvrer en recul et à plus long terme. Il sait que la victoire de l'union de la gauche est possible désormais, ce qui serait certes une grande défaite pour lui, mais il se prépare à toute éventualité en faisant tout pour que le parti communiste soit le plus faible possible. Alors, pense-t-il, le programme commun pourrait ne pas être complètement appliqué, alors le parti socialiste pourrait être ramené dans la collaboration de classes.* » Le rapporteur met, en outre, les congressistes en garde contre une sous-estimation de la capacité de manœuvre de la bourgeoisie et une surestimation de l'union de la gauche qui « *aurait pu encourager un certain triomphalisme qui est moins que jamais de mise alors que les luttes politiques atteignent une acuité sans précédent et que la victoire populaire est une perspective qui peut être proche* ».

Pour tenir compte de cette situation, la commission a ajouté dans la résolution le passage suivant :

« L'union de la gauche s'affirme comme une donnée fondamentale de la vie politique française. Elle constitue l'axe de rassemblement largement majoritaire qui est devenu aujourd'hui une possibilité concrète.

» Cela crée un danger considérable pour le pouvoir du grand capital, qui vise plus que jamais à briser l'union de la gauche ou à dénaturer son objectif. Dans ces conditions, il faut élever au niveau nécessaire la qualité de l'union de la gauche, la clarté et la cohérence de ses analyses et de ses explications, la vigueur de son action. C'est pourquoi le parti communiste pose devant l'opinion publique des problèmes que l'attitude du parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche rend préoccupants. L'union du peuple ne peut se réaliser qu'autour de la gauche unie et de son programme. Le succès dépend : de la fidélité des formations signataires aux orientations fondamentales de ce programme et de leur engagement pour les faire triompher ; de la clarté des alliances à réaliser sur cette base ; d'une émulation entre partenaires qui ne peut se donner comme objectif de renforcer l'un au détriment de l'autre, d'imposer la volonté d'un seul.

» En particulier, nous montrerons le caractère pernicieux de toute démarche qui participe aux tentatives de réduire l'influence du parti communiste français. Aujourd'hui, il faut consolider et étendre l'union, ce qui nécessite le renforcement de l'influence de toutes ses composantes. C'est l'affaire des travailleurs et des démocrates de garantir l'union de la gauche, de faire progresser l'union du peuple non seulement pour battre le pouvoir mais surtout pour assurer la mise en œuvre des réformes démocratiques profondes, pour créer les conditions d'une vie meilleure. »

● L'ADHESION AU P.C.F.

« *Le parti communiste est ouvert sans restriction à tous ceux qui veulent prendre une part pour le changement démocratique* », disait le projet de résolution. Cette formulation, déclare M. Roland Leroy, a amené un certain nombre de militants à demander « *que soit réaffirmée la nature de l'objectif final du parti* ». Il explique que la commission a donc retenu une nouvelle rédaction, « *développant l'idée déjà contenue dans le projet du prolongement de l'adhésion par la participation à l'expérience du parti, à l'éducation théorique qui y est développée, la compréhension sans cesse plus claire des objectifs socialistes : on adhère au parti communiste pour devenir communiste* ». « *Aujourd'hui, ce sont des centaines de milliers d'ouvriers, mais aussi d'intellectuels et de paysans, qui sont à même, tout de suite, de parcourir ce chemin,* note le rapporteur. *Disons-le tout de suite, à cet égard le risque principal pour le parti, c'est-à-dire pour la classe ouvrière et la nation, n'est pas qu'ils se fourvoient dans ce chemin, mais que nous ne fassions pas tout pour qu'ils s'y engagent ; le risque principal n'est pas que nous ayons trop d'adhérents. S'il y avait un risque, ce serait de ne pas être assez forts pour faire face à nos responsabilités grandissantes.* »

Ainsi amendée, la résolution finale est adoptée à l'unanimité.

M. Georges Marchais monte alors à la tribune pour prononcer l'allocution de clôture. Le secrétaire général déclare notamment que ce congrès « *a été le congrès de l'optimisme, l'optimisme raisonné de ceux qui prennent la mesure exacte de la réalité pour mieux la transformer* ». Il poursuit :

« *En France et dans les autres pays capitalistes, les augures ne manquent pas pour prédire que le temps à venir est celui du malheur. A les en croire, le monde irait à la catastrophe par l'effet d'on ne sait quelle fatalité. (...)*

» *Parce qu'il reflète la vie, c'est-à-dire les souffrances mais aussi les luttes et les espérances des hommes et des femmes de France, ainsi que les combats et les victoires des autres peuples, notre congrès s'inscrit en faux contre cette vision fataliste de l'évolution du monde. Ce qui caractérise le monde d'aujourd'hui, ce n'est pas la fatalité mais au contraire le recul de la fatalité. (...)*

» *Face à ceux qui prophétisent l'apocalypse pour faire accepter leur politique de privations, comme à ceux qui se livrent à la surenchère révolutionnaire pour masquer leur opportunisme foncier, la perspective que nous proposons à notre peuple est celle qui correspond à ses besoins et aux réalités de notre temps.* »

Les travaux du XXIe congrès extraordinaire se terminent peu avant 13 heures aux accents de *la Marseillaise* et de *l'Internationale*.

BERNARD BRIGOULEIX.

…. Paul Laurent répond à une lettre collective …e cinq cent trente-deux militaires d'active et du contingent

La présidente de séance, Mme Sylie Vincensini, a donné lecture, amedi 26 octobre, aux congressistes l'une lettre qui leur est adressée ar « *cinq cent trente-deux militaires, ppelés du contingent et cadres l'active, sous-officiers et officiers* ». Les signataires de ce texte précient : « *Nos conditions matérielles t morales de vie sont diverses. Elles ont en commun de ne pas être onnes. (...) Cette dégradation du ervice peut amener des excès de oute sorte où s'opposeraient adres et soldats. L'enchaînement erait redoutable si ne grandissait pas la conscience que nous sommes ous victimes d'une mauvaise concepion du rôle de l'armée. Le service militaire nous paraît un élément fondamental d'une armée nationale. Nous avons des raisons de penser que le traiter d'inutile ou crier « à bas l'armée », c'est favoriser la propagande pour l'armée de métier, les entreprises qui tendent à isoler les militaires du peuple. Ce qu'il faut, par contre, ce sont des réformes positives.* »

Après avoir notamment signalé la grande importance qu'ils accordent au programme commun et déploré que certaines manœuvres aient pour thème la lutte contre « *la subversion interne généralisée* », les signataires interrogent : « *N'y a-t-il pas contradiction entre vos démarches pour réduire le volume du budget militaire, renoncer aux armes nucléaires, réduire à six mois le service militaire, récuser l'armée de métier et vos interventions pour une armée française efficace, liée à la nation ?* »

M. Paul Laurent, député de Paris, membre du secrétariat, entreprend de répondre à cette lettre. Il explique que pour le P.C.F. le rôle de l'armée consiste à assurer « *la sécurité et l'indépendance* » de la nation afin de permettre au peuple « *de réaliser les objectifs démocratiques qu'il se sera donnés, de choisir les voies et les moyens qui lui conviennent pour cela sans que cet effort soit mis en cause par quelque ingérence, pression ou quelque représaille étrangère que ce soit* ».

M. Paul Laurent dénonce ensuite « *le caractère dérisoire de toute conception qui fonde notre défense nationale sur l'hypothèse de notre participation à une guerre nucléaire* ». Il s'inquiète des menaces de « *réintégration camouflée dans l'OTAN* » ou de « *dissolution au sein d'une défense européenne commune* » de l'armée française. Il s'inquiète aussi des missions de « *maintien de l'ordre* » qui peuvent être confiées à l'armée. Il se prononce pour une réduction de la durée du service actif, contre le fait de « *remettre le soin de la défense à une technocratie militaire* » et pour l'adoption d'un « *statut démocratique* » du soldat. A ce propos, il juge « *parfaitement légitime que les militaires cherchent à créer les structures légales qui leur permettraient de défendre leurs intérêts* ».

[Dénonçant « l'antimilitarisme puéril et démagogique » des groupes gauchistes et se désolidarisant de *certaines* des revendications — notamment sur le prêt du soldat — contenues dans l'« appel des cent », le Mouvement de la jeunesse communiste de France a récemment élaboré « un statut démocratique du soldat » qui prévoit : 1) un droit de recours et de réclamation à l'échelon supérieur, par écrit et sans passer par la voie hiérarchique ; 2) des réclamations collectives par l'intermédiaire des délégués élus par l'effectif des unités, dans le cadre d'un club du soldat chargé d'organiser la vie sociale, culturelle et sportive, ainsi que les activités d'information générale ; 3) la liberté d'expression, d'information et d'opinion garantie *sans* autorisation préalable.]



POLITIQUE

LE PREMIER SECRÉTAIRE DU P.S. EN GUYANE

M. Mitterrand au royaume d'Ubu

De notre envoyé spécial

Cayenne. — *Dès l'atterrissage à Cayenne le vendredi soir 25 octobre, on sentit que le voyage de M. Mitterrand en Guyane ne serait pas ordinaire. Est-ce l'absence de couleurs tricolores à l'accueil ? (Il n'y avait, à la descente d'avion, que des drapeaux guyanais, vert, jaune, rouge.) Est-ce parce que les membres du parti socialiste guyanais de M. Léopold Héder, jusqu'ici l'homme fort de l'opposition locale, s'efforçaient de cacher par une agitation pompeuse la faiblesse de l'accueil populaire ? Toujours est-il qu'un sentiment étrange de « partie de cartes truquée », de désespérance, d'accablement saisit alors la délégation du parti socialiste français. Un sentiment que chaque étape du voyage devait renforcer.*

D'abord la réception dans la case du P.S.G. : une trentaine de « doudous », un rameau à la main, et qui battant des pieds le plancher de bois scandaient « Mitterrand, Mitterrand ! » *avec une rare violence.* « On est en plein vaudou », *observa M. Régis Debray. Ensuite l'arrivée dans une villa isolée à 9 kilomètres de Cayenne : malgré l'inconfort du lieu on avait décidé, curieusement, de ne pas loger M. Mitterrand et ses amis à l'hôtel. Officiellement «* pour des motifs de sécurité » ; *mais, selon d'autres sources, parce que M. Léopold Héder aurait eu l'intention de restreindre les possibilités de contact du premier secrétaire avec les autres forces locales de la gauche, au premier rang desquelles la Fédération guyanaise du parti socialiste français (son propre parti) avec laquelle, en effet, l'ancien candidat à la présidence de la République ne tint aucune réunion. L'objectif présumé de M. Héder ? Renforcer, par les retombées du voyage, sa popularité fort déclinante depuis qu'il a perdu son siège de président du conseil général. Etrange affaire en tout cas, et qui empoisonna le climat.*

La nuit du vendredi au samedi fut agitée. Pendant que M. Léopold Héder offrait à M. Mitterrand un gracieux spectacle de danses folkloriques, une petite guerre des tracts éclatait dans Cayenne. La première feuille répandue était signée : « Vive la Guyane française ! » *On y lisait :* « Accourez Guyanais, Guyanaises au grand cirque Barnum : le fou errant Popol l'Hédérotique, le franciscain Mite Erran et l'homme à la machoire De-Fer Gastonnet. » *Deuxième feuille : une odieuse caricature de M. Mitterrand. Troisième brûlot : un texte diffusé prétendument par la fédération socialiste départementale (à ne pas confondre avec le parti socialiste guyanais de M. Héder) et accusant le leader de la gauche unie de faire le jeu du «* tyranneau Héder ». *En moins d'une heure Cayenne était nettoyée par les amis de celui-ci. Mais qui avait éparpillé la basse littérature*

Une seule chose était sûre : certains, en Guyane, nourrissaient l'intention d'embarquer M. Mitterrand dans une « drôle de galère ».

Samedi matin, ce fut la course vers Saint-Laurent-du-Maroni. Quatre DS noires sur une piste. La Guyane, département français ? Allons donc ! Ouvrons les yeux : il n'y a rien au long de cette nationale 1 (la seule existant, bien sûr), et qui, un demi-siècle après son ouverture, n'a pas encore été totalement goudronnée. Le néant économique, la route et l'infini de la forêt ; une agriculture primitive : quelques arpents défrichés provisoirement par le feu ; des paillottes indiennes et des bourgades irréelles, avec — mais cela suffit-il ? — leur mairie, et, à l'intérieur, leur Marianne de plâtre.

M. Mitterrand usera plusieurs fois du mot autodétermination au cours de son voyage ; à la déception évidente de l'entourage de M. Heder, qui souhaitait entendre parler d'indépendance. Tout fut fait, ou presque, pour que le premier secrétaire du P.S. change d'avis. On vit, à Saint-Laurent-du-Maroni, quelques-uns des organisateurs du voyage interrompre eux-mêmes le discours de M. Mitterrand et scander, poing levé : Guyanais debout, nous vaincrons ! »

Tentative de récupération ? Aimerait-on penser le contraire que le rassemblement populaire de Cayenne, samedi soir, aurait levé les derniers doutes. Sous les palmiers royaux de la grande place, M. Léopold Héder, souverain dans un impeccable costume blanc, un diamant à la cravate, réussit une entrée d'autant plus remarquée que M. Mitterrand et la foule (trois mille personnes environ) l'attendaient depuis un petit moment. Voici qu'il monte seul à la tribune. L'assistance l'applaudit sans excès. « Comme je suis content, *s'exclame aussitôt M. Héder, bras à demi-levés,* que vous m'acclamiez ici devant le représentant de la gauche française. Ils pourront dire, en France, que je suis le représentant de la véritable Guyane. » *Suivent plusieurs phrases de la même inspiration, comme si le sénateur (apparenté socialiste) avait pour seul souci de se camper en* « interlocuteur valable » *dans la perspective d'une indépendance prochaine de la Guyane.*

A Saint-Laurent-du-Maroni le leader de la gauche avait, le matin même, estimé que les Guyanais devaient choisir librement leur destin, mais il les avait mis en garde contre une « indépendance précipitée » *susceptible d'aboutir à une autre* « catastrophe ». *Recommandation que M. Mitterrand avait justifiée par la faiblesse de la population guyanaise (soixante mille personnes sur 91 000 kilomètres carrés) et par l'appétit des nouvelles nations* « à vocation coloniale ». « Il faut plutôt, *avait-il déclaré,* allier votre capacité d'autodétermination avec de solides accords entre la France et vous, celle-ci ayant contracté une dette à votre égard. »

Samedi soir, à Cayenne, M. Héder entreprit de réfuter : « Nous avons, *assura-t-il,* un programme économique. Par l'immigration naturelle, nous avons une solution au problème de la sous-population. Bien sûr, bien sûr, que nous aurons des difficultés. C'est précisément la saveur de l'organisation d'un pays. »

Mais M. Mitterrand campa sur ses positions : « Nous sommes venus ici pour comprendre ce qui se passe. Nous sommes désireux de réfléchir. Nous sentons que de la situation présente peuvent naître d'autres misères et d'autres drames. » *Et d'expliquer : l'arrivée prochaine — et «* inévitable » *selon lui — de la gauche au pouvoir en France changera les données de l'avenir de la Guyane.* « Je risque d'être mal compris de vous, *déclara-t-il,* parce que vous êtes trop malheureux. Mais *faites confiance* à la gauche française. N'allez pas vers des ruptures inutiles quand des harmonies nouvelles se préparent. »

Sermond dans le désert ?...

On se frotte les yeux, on se pince les oreilles pour être sûr de ne pas rêver lorsqu'on voit ce qu'on voit et qu'on entend ce qu'on entend dans cette Guyane département français depuis 1946 et encore aujourd'hui océan de désolation, d'amertume et d'« imbécillité » *(selon un mot de M. Mitterrand). Deux choses sont sûres : la première est que vingt-huit ans de statut départemental se résument dans une faillite ubuesque; la seconde est que la Guyane se prépare, sur la lancée des absurdités d'aujourd'hui, des lendemains convulsifs.*

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

● *M. François Mitterrand* a déclaré, le dimanche soir 27 octobre, à Pointe-à-Pitre, au cours d'une conférence de presse réunie alors que le premier secrétaire du P.S., rentrant de Guyane à Paris faisait escale en Guadeloupe :

« *La reconnaissance par l'union de la gauche du principe d'autodétermination n'implique aucunement l'obligation d'un choix prédéterminé. (...) Si la gauche arrive au pouvoir, dans un délai très rapide les populations auront à se prononcer légalement et loyalement sur le genre de statut qu'elles désirent. Je puis vous dire que les socialistes martiniquais ont, pour leur part, déjà rédigé leurs propositions afin de les soumettre au parti socialiste français. (...) Pour ma part, il me semble qu'ici la population désire pouvoir gérer elle-même ses affaires sans arriver, toutefois, à souhaiter la création d'un Etat indépendant.* »

● *La Fédération radicale des Bouches-du-Rhône* demande, à *propos du prochain référendum* dans l'archipel des Comores, que « *le droit inaliénable et sacré de rester Français* » soit sauvegardé pour la population de l'île Mayotte. Elle ajoute : « *Compte tenu des particularismes ethniques, culturels et insulaires, le seul scrutin qui permettra à Mayotte, dans le cadre de l'autodétermination à venir, d'exprimer ce droit, est celui d'un vote île par île. Procéder autrement serait une indigne lâcheté comparable à l'abandon des harkis.* »

MM. ROCARD ET CHAPUIS IRONT AU CONGRÈS DU P.S.U.

Les anciens membres de la direction du P.S.U. qui avec MM. Rocard et Chapuis, avaient participé aux assises du socialisme des 12 et 13 octobre derniers, après avoir été mis en minorité lors du conseil national de leur parti (*le Monde* du 8 octobre) ont annoncé leur décision de prendre part au congrès des 14 et 15 décembre prochains.

Ils demandent qu'à l'ordre du jour de ce congrès « *figurent nécessairement un rapport politique des camarades responsables de la direction nationale depuis le congrès de Toulouse et un rapport politique sur les assises du socialisme* », dont ils ont « *constaté l'importance fondamentale dans la lutte pour le socialisme autogestionnaire et le renforcement du combat de la gauche contre le pouvoir actuel* ».

M. Malraux : le libéralisme se réfugie au parti socialiste

Rédacteur en chef du « Journal inattendu » de R.T.L. le samedi 26 octobre, M. André Malraux a commenté les déclarations faites par M. Giscard d'Estaing au cours de sa réunion de presse. « *Le président sait,* a-t-il dit, *ête un conservateur qui veut exécuter, entreprendre, une politique libérale. Le libéralisme (il a aussi cité le mot à plusieurs reprises) est à mes yeux un phénomène excessivement curieux. En fait, nous savons bien que le monde occidental est libéral. Or, dans tous les pays, ce qui a été l'expression politique de ce libéralisme naturel a disparu. Il y avait un grand parti (on l'appelait parti libéral) : il n'est plus grand. Les derniers libéraux français étaient les radicaux. Et, à l'heure actuelle, au fond, le libéralisme français est en train de se réfugier dans le parti socialiste : mais alors il se ressent libéral, mais il ne se proclame pas libéral. Et il y a là un phénomène qui me semble vraiment important. Comment se fait-il qu'un monde — c'est la moitié du monde, pas le monde communiste — qui se veut libéral ne puisse nulle part trouver une forme politique à un de ses instincts les plus forts ?* »

L'ancien ministre du général de Gaulle a affirmé que, « *quels que soient les adultères* » entre le P.S. et le P.C., les deux partis ne divorceront pas. « *Les partis d'opposition,* a-t-il précisé, *ont un ennemi qui s'appelle le gouvernement et ne peuvent pas se payer le luxe de ne pas en tenir compte : donc, quoi qu'il arrive, on s'embrassera.* »

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

● **HERAULT. la Grande-Motte.**

Inscr., 754 ; vot., 605 ; suffr. expr., 587 ; liste pour le développement de la station, conduite par M. René Couveinhes, ancien député U.D.R., de 248 à 275 voix, 5 sièges ; liste pour la gestion et l'essor de la Grande-Motte, sans étiq., 249 et 261 voix, 2 sièges ; liste pour l'expansion, P.S., deux candidats, 91 et 115 voix ; un candidat isolé, 169 voix.

A la suite d'un arrêté pris le 28 septembre par le préfet de l'Hérault, érigeant la Grande-Motte en commune indépendante, des élections municipales ont été organisées.

[Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 754 ; vot., 620 ; suffr. expr., 607 ; liste de M. Couveinhes, moyenne de liste, 390 vix, 6 élus dont M. Couveinhes ; liste sans étiquette, 174 voix ; liste P. S., 76 voix.]

● *Le conseil municipal de Valréas* (Vaucluse) a élu, le vendredi 25 octobre, un nouveau maire, M. Jean Buffard, sans étiquette, qui a recueilli vint voix sur vingt-deux. M. Buffard remplace M. Léon Doux, sans étiquette, qui avait donné sa démission le 17 octobre, après avoir été battu à une élection cantonale partielle par un des membres de son conseil, M. Paul Freynet, P.S. Ce dernier, qui avait présenté sa candidature de maire devant le conseil municipal, n'a recueilli qu'une voix.

Enfin !
le mensuel des chrétiens pour le socialisme

NOTRE COMBAT

souscription-Abonnement

1 an : 50 francs

Nom ....Prénom ....

Adresse ....

....

Je règle ce jour par :
CCP « Notre Combat » 30.639.11 LA SOURCE
chèque bancaire
mandat
« Notre Combat », 49 rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS

POUR LES RÉFUGIÉS CHILIENS

FRANCE TERRE D'ASILE
49, rue de la Glacière - 75013 PARIS

et AMNESTY INTERNATIONAL
Mouvement pour la libération des prisonniers d'opinion
20, rue de la Michodière - 75002 PARIS

a un BESOIN URGENT
D'OFFRES D'EMPLOIS
pour des réfugiés chiliens
(manutention, comptabilité, vente, librairie, tourisme, hôpitaux, ...).
Téléphoner à Mme GUEYE : 588-67-29 - 331-98-90.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET VENTES PAR ADJUDICATION

A VENDRE
UNE FERMETTE
située sur la commune de
DRUYES-LES-BELLES-FONTAINES
(Yonne) - Hameau de Blin
composée d'un corps d'habitation de trois grandes pièces (eau, électricité), possibilité d'aménager le grenier, dépendances vastes pouvant ultérieurement être aménagées, couvertes en tuiles.
UN TERRAIN pouvant être de 2.000 à 10.000 m2, suivant le désir de l'acquéreur. Pour toutes informations et visites s'adresser à Me Clande FEVRE, notaire à 89 OUANNE, tél. 8.
LIBRE D'OCCUPATION

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, LE 14 NOVEMBRE à 14 h. 15 - FONDS RESTAURANT à l'ens. « ASIA », expl. à Paris (5e)
57, r. GALANDE
BAIL et Grande Licence M. à p. (p. ét. b.), 50.000 F. Consign. 20.000 F. S'adr. Me DELEPINE, admin. jud., 7, r. Gal-Bertrand, Me DEMORTREUX, 67, bd Saint-Germain, Paris.

SERVICE DES DOMAINES
Adjudication le 28 novembre 1974, à 14 h. 30, à CHALON-SUR-SAONE
HOTEL DE VILLE à CHALON-SUR-SAONE, 43, rue Denon
IMMEUBLE où est exploité le Cinéma « LE ROYAL »
Bon état général - Loué - Loyer indexé
MISE à PRIX : 220.000 F.
Renseignements, cahier des charges et visites : Inspect. Enregistrement de CHALON-SUR-SAONE (M. CHAUZY), 26, rue du Maréchal-Leclerc (tél. 48-26-50) ; Direction des Services Fiscaux (Domaine), à MACON, Cité Administrative (tél. 38-14-00).

HOMMAGE A LA RESISTANCE JUIVE EN FRANCE

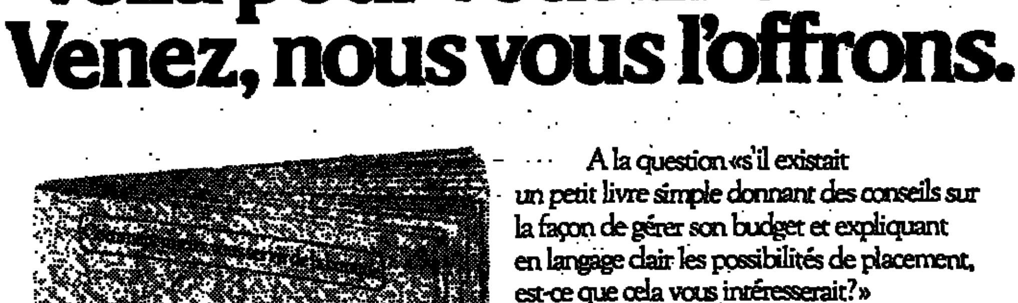
MARDI 29 OCT. à 20 h. 30

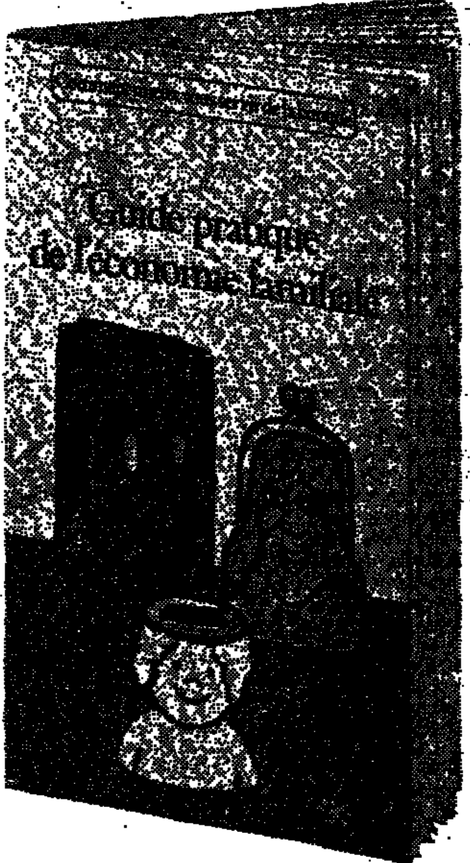
avec les témoignages d'anciens résistants

Poèmes et Chants de la Résistance

CENTRE DES ÉTUDIANTS ET UNIVERSITAIRES JUIFS DE PARIS

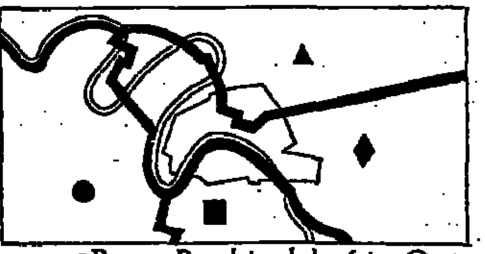
30, boulevard de Port-Royal





A la question «s'il existait un petit livre simple donnant des conseils sur la façon de gérer son budget et expliquant en langage clair les possibilités de placement, est-ce que cela vous intéresserait?»
Plus de 56% d'entre vous ont répondu oui. C'est le premier résultat de l'enquête Ifop-Banque Populaire.

Banque Populaire



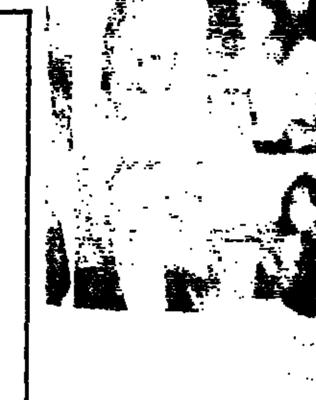
■Banque Populaire Industrielle et Commerciale de la région Sud de Paris (BICS). 55 Av. Aristide-Briand. 92120 Montrouge.

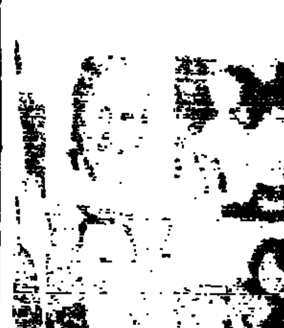
▲Banque Industrielle et Commerciale de la région Nord de Paris (BICRNP). 32 Bd. Jules-Guesde. 93203 Saint-Denis.

●Banque Populaire de la région Ouest de Paris. 2 Esplanade du Gd. Siècle. 78003 Versailles.

♦Banque Régionale d'Escompte et de Dépôt (BRED). 5 Av. du Château. 94300 Vincennes.

Roux, Seguela, Cayzac & Ass.





A Limoges

M. CHIRAC : l'U.D.R. a surmonté ses tensions

(De notre correspondant.)

Limoges. — M. Jacques Chirac, qui participait, dimanche 27 octobre, aux assises Auvergne-Limousin de l'U.D.R., a notamment déclaré : « *Notre mouvement se porte aussi bien que possible à la suite de l'échec de l'U.D.R. aux dernières élections présidentielles, des divergences et des tensions qu'il a entraînées. Nos militants ont une totale liberté d'expression au sein du mouvement et aucun des éclatements prévus par certains ne s'est produit.* »

Le premier ministre a rendu un hommage public à M. Sanguinetti, « *qui a eu la tâche ingrate mais fondamentale de préserver l'unité* », et à M. Pasqua, dont l'« *action fédératice* » a grandement aidé l'action politique de M. Sanguinetti. De son côté, M. Sanguinetti a, au cours d'une conférence de presse, déclaré : « *L'U.D.R. était jusqu'alors le soutien automatique d'un homme hors du commun, le général de Gaulle, et d'un homme exceptionnel, Georges Pompidou. Après une période affective qui a duré quinze ans, nous devons maintenant nous tourner vers un effort à la fois collectif et personnel. C'est par la base que nous atteindrons cet objectif.*

A un journaliste qui lui faisait remarquer l'absence de M. Charbonnel, M. Sanguinetti a répondu : « *M. Charbonnel se situe de plus en plus à part. Il prend des positions contraires aux décisions du bureau exécutif du comité central et du groupe parlementaire. Ce problème doit être abordé et réglé au conseil national. Quant à M. Jobert, il n'appartient pas à l'U.D.R. Il a une démarche, une procédure, des ambitions qui lui sont personnelles et qui sont antinomiques de notre position, de ce que nous croyons bon. Par conséquent, nous veillerons à ce que nos cadres ne contribuent pas, s'il s'en trouve, à l'extension du mouvement qu'il prépare.* »

A propos de l'U.J.P. M. Sanguinetti a déclaré : « *Ils sont en pleine divagation. Attendons pour voir où cela va les mener.* »

A Nantes

M. DEBRÉ : les incertitudes de la majorité présidentielle

M. Michel Debré, prenant la parole dimanche devant les militants U.D.R. de la Nièvre, à Nevers, a notamment déclaré :

« *Nous sommes préoccupés de l'orientation actuelle de la majorité présidentielle, de ses incertitudes. Nous sommes préoccupés de ce que va devenir notre mouvement, qui doit, j'en suis persuadé, demeurer la grande chance de la France.*

» *L'U.D.R. a, à l'heure actuelle, trois objectifs : le premier est la conservation de l'héritage légué par le général de Gaulle.* »

M. Michel Debré estime que les institutions de la V[e] République doivent être préservées, que la France doit conserver son indépendance nationale et demeurer maîtresse de son destin et que la participation doit être accélérée. Le deuxième objectif de l'U.D.R., selon M. Michel Debré, est de faire face à « *la montée des périls* », c'est-à-dire l'inflation et la crise de l'énergie.

Enfin, troisième objectif : « *Empêcher la gauche de prendre le pouvoir* ».

M. Debré s'est refusé à engager une polémique publique avec M. Sanguinetti sur l'approbation donnée par ce dernier à la réunion de presse du chef de l'Etat. De même concernant l'U.J.P. il a déclaré : « *Personnellement je ne condamne pas les jeunes gaullistes. Il faut bien que jeunesse se passe.* »

A l'extrême droite

CRÉATION DU PARTI DES FORCES NOUVELLES

Le comité d'initiative pour la constitution d'un parti nationaliste, qui regroupe diverses personnalités d'extrême droite venues notamment du mouvement dissous Ordre nouveau (*le Monde* du 5 octobre), a tenu les samedi 26 et dimanche 27 octobre à Paris un « pré-congrès » qui a rassemblé ses principaux animateurs nationaux et régionaux, afin de préparer le congrès constitutif qui doit avoir lieu dans la région parisienne les 9, 10 et 11 novembre prochains.

La future formation d'extrême droite s'appellera : parti des forces nouvelles (P.F.N.). « *Par cette appellation*, a précisé M. Paul Gauchon, l'un des responsables du C.I.C.P.N., « *nous entendons écarter une image trop vieillie de la droite, qu'auraient pu révéler les mots droite et nationale, s'ils avaient été inclus dans le sigle.*

EN PRÉSENCE DE MM. JOBERT, CHARBONNEL ET PEYRET

L'U.J.P. confirme sa rupture avec l'U.D.R. et souhaite rassembler « les gaullistes de progrès »

Au moment même où M. Jacques Chirac s'adressait à ses compatriotes du Limousin, militants de l'U.D.R., et affirmait que le mouvement gaulliste avait non seulement maintenu sa cohésion mais qu'il se développait, les délégués de l'Union des jeunes pour le progrès, réunis en journées nationales à Versailles, constataient leur rupture avec l'U.D.R. et proclamaient leur indépendance. Il y a pourtant moins de contradictions qu'il n'y paraît entre ces deux attitudes, puisque l'une illustre le gaullisme du possible et l'autre le gaullisme du souhaitable, tandis que M. Michel Debré représente assez bien le gaullisme de l'inquiétude, mal à l'aise dans les deux autres attitudes. Le premier ministre peut à juste titre se flatter d'avoir permis à l'U.D.R. d'avoir apparemment surmonté les tensions qui l'ont traversée après l'élection présidentielle, d'avoir préservé son unité, de s'être, en définitive, presque tout entière ralliée à la majorité nouvelle et d'avoir permis à son groupe parlementaire de demeurer, grâce à sa cohésion, le principal soutien du gouvernement. La rente de situation que le gaullisme, depuis le début de la V[e] République, a garantie aux premiers ministres, a donc été reconduite au bénéfice de M. Chirac, bien que le septennat de M. Giscard d'Estaing ne se réfère pas volontiers au fondateur de la France libre.

En revanche, ceux qui ne sont pas directement partie prenante à ce contrat, n'acceptent pas sans révolte les concessions, les accommodements, les compromissions qu'impliquent sa reconduction. Leurs réserves se nourrisent autant de la crainte d'être un jour complètement éliminés de la représentation nationale que des accrocs qui auraient déjà été faits à la doctrine gaulliste. Dispersés en de multiples groupements, plus que jamais orphelins, ils tentent donc de construire leur personnalité, de se retrouver, et tout d'abord de se distinguer.

C'est ce qu'ont manifesté avec un certain éclat les journées nationales de l'U.J.P. samedi et dimanche, à Versailles, et les trois invités-vedettes des jeunes gaullistes : MM. Michel Jobert, Jean Charbonnel et Claude Peyret, choisis précisément pour leur position en marge de la majorité. Les quelque cinq cents délégués conviés par M. Jean-Paul Fasseau ont montré que l'U.J.P. continuait bel et bien d'exister. A l'unanimité, ils ont approuvé chaleureusement leur nouvelle indépendance. Mais tout en ne se privant pas de critiquer les dirigeants officiels de l'U.D.R. actuelle, et plus encore leurs alliés dans la majorité et le chef de l'Etat lui-même, ils ont cependant bien marqué leur distance avec le programme de l'union de la gauche.

M. Fasseau a précisé pour certains de ses amis qui s'en inquiétaient que sa rencontre avec le Mouvement de la jeunesse communiste n'avait nullement le sens d'un rapprochement. Il a indiqué que d'autres contacts avaient été pris avec divers mouvements de jeunes, aussi variés que les socialistes, les radicaux de gauche et les royalistes de la Nouvelle Action française. Voulant refuser la droite comme la gauche, la majorité comme l'opposition, l'U.J.P. se veut-elle aussi « ailleurs », comme l'a bien montré l'accueil très chaleureux réservé à M. Michel Jobert ? Mais cet « ailleurs » de l'U.J.P. est déjà et avant tout bien rempli de gaullisme. On a aussi pu noter mieux que par le passé la sympathie réelle pour ce qui serait une gauche tempérée de nouvelle société, ainsi que M. Chaban-Delmas l'avait définie et à qui l'U.J.P. conserve toute sa sympathie. Dans toutes les interventions, les références ont été multiplés à trois grands principes — institutions, indépendance nationale, politique sociale et participation — qui seraient en passe d'être bafoués par les responsables de la nouvelle majorité puisqu'il ne se trouverait au sein de cette dernière aucun défenseur déterminé de ces notions gaulliennes. Les invités ont donc eu un beau succès, tout comme les orateurs de l'U.J.P. et M. Fasseau le premier, lorsqu'ils ont tour à tour appelé à la réunion d'une convention nationale ouverte à tous, la tenue d'assises nationales du gaullisme ou à la création d'un rassemblement des gaullistes de progrès.

Les jeunes gaullistes de l'U.J.P., trop longtemps considérés par leurs aînés de l'U.D.R. comme les valets d'armes, veulent désormais coller eux-mêmes leurs propres affiches électorales. C'est là sans doute une conséquence imprévue de l'abaissement de la majorité civique : l'U.J.P., elle aussi, est devenue adulte.

ANDRÉ PASSERON.

Le débat ouvert samedi 26 octobre au Palais des congrès de Versailles par la présentation et la discussion du rapport de M. Jean-Michel Naulot sur le thème « *A qui profite la croissance en 1974* » a été interrompu pour l'audition de M. Michel Jobert. Longuement acclamé au début et à la fin de son intervention, plusieurs fois interrompu par des applaudissements, l'ancien ministre a notamment déclaré : « *Notre pays est dans une situation difficile, dans un monde malheureux qui n'a d'ailleurs cessé de l'être depuis des millénaires. Il faut dire, puisqu'on ne le dit plus, que la cause initiale des grands déséquilibres mondiaux vient de l'attitude des Etats-Unis qui, depuis vingt ans, maintiennent leur budget en déséquilibre et exportent leur déficit. Aujourd'hui, plusieurs milliards de dollars sont fixés hors des Etats-Unis. Voilà la cause mondiale de nos malheurs. Le chef de l'Etat aurait dû parler de l'inflation. Le peuple français peut regarder les réalités en face, droit dans les yeux, puisqu'on regarde comme cela maintenant. La politique du gouvernement qui hésite depuis le mois de juin recueille dans le nombre des chômeurs le fruit de ses hésitations* ». Après avoir invité ses auditeurs à « *rester dans cette inquiétude et cette certitude qui dérangent* », M. Jobert a conclu : « *Si vous êtes ailleurs, ailleurs est peuplé de la bonne volonté du peuple et de sa disponibilité* ».

Après les réunions de commissions et l'intervention de nombreux délégués, M. Claude Peyret, député U.D.R. de la Vienne, est venu dire que l'U.J.P. avait été « *le seul mouvement gaulliste logique dans sa démarche* », et, après avoir reproché à M. Sanguinetti « *de se courber, pour ne pas dire plus, devant le pouvoir* », a analysé l'action du président de la République pour conclure : « *On serait tenté de penser que la France n'a plus d'idées* ».

M. Jean Charbonnel, maire de Brive, ancien ministre, a ensuite déclaré :

« *Vous avez d'autant plus de mérite de suivre une voie originale et difficile que l'ensemble de la vie politique française parait aujourd'hui placée sous le signe de l'imitation, pour ne pas dire du mime... Nous sommes dans un monde étrange où le président de la République emprunte ses formules à Richard Nixon, tout en essayant d'imiter John Kennedy ou... Pierre Elliott Trudeau ; où le premier ministre imite le président de la République, tandis que le porte-parole du gouvernement imite le premier ministre et où, par ailleurs, l'U.D.R. cherche à retrouver la clef du succès en imitant le parti socialiste, qui doit précisément sa vogue présente au fait d'avoir su imiter en temps utile l'U.D.R. (...)*

» *Je crois que le moment est venu de jeter les bases du grand rassemblement des gaullistes de progrès qui, demain, sera à même d'engager un dialogue ouvert et franc et indépendant, sans ralliement à quiconque, avec toutes les forces politiques qui ont la volonté de transformer en profondeur la société française.* »

M. FASSEAU : nous ne sommes pas des girouettes

M. Jean-Paul Fasseau, président de l'U.J.P., a déclaré de son côté : « *Sur le plan intérieur, l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing a été placée sous le signe du libéralisme, des libertés retrouvées et du changement, a tel point que l'on se demande si l'histoire de France n'a pas commencé le 19 mai après vingt siècles de boursouflure, de régime de la peur et d'espionnage permanent (...).*

» *Souvenez-vous des promesses sur le droit de vote à dix-neuf ans, sur la contraception, l'avortement et sur la participation, qui sont toutes restées lettre morte, ce qui explique, pour une bonne part, qu'un nombre de plus en plus important d'électeurs espèrent en la gauche parce que la majorité s'est enlisée dans le conservatisme.*

» *Nous avons combattu, pendant des années, les formations de la gauche, et nous avons déjà eu l'occasion d'affirmer notre désaccord sur le programme commun, et ce qui était valable hier l'est toujours aujourd'hui, car nous ne sommes pas des girouettes.*

» *Quant à ceux qui prétendent que l'U.J.P. devrait rester dans la majorité tout en critiquant l'action gouvernementale, nous leur disons qu'ils se trompent lourdement, par naïveté ou par intérêt.*

» *Tout concourt en effet à ce que nos dirigeants actuels ne supportent pas la critique en raison de leur tempérament et du score très serré qui a porté V.G.E. à la présidence de la République (...).*

» *L'U.J.P. est en mesure de dialoguer avec tous. Elle a aujourd'hui un rôle considérable à jouer qui est celui d'oeuvrer pour que tous les gaullistes de progrès se rassemblent et agissent dans le même sens et maintenir un lien avec tous ceux qui refusent la classification simpliste de la droite et de la gauche.* »

L'assemblée de l'U.J.P. a adopté, à l'unanimité, une motion dans laquelle elle affirme son attachement à la participation, à l'indépendance nationale et à des institutions garantissant « *la liberté et l'expression directe de la volonté du peuple* ».

Elle ajoute : « *Nous sommes convaincus que seule l'application de ces principes fera évoluer la société vers plus de justice, de liberté et de solidarité, et nous accueillerons tous ceux qui, avec nous, sont prêts à les défendre. Nous ne les retrouvons ni dans la politique du pouvoir établi ni dans le programme actuel de la gauche. Nous nous considérons comme les catalyseurs du rassemblement de ceux qui les acceptent et nous proposons la réunion d'une grande convention nationale qui rassemble les hommes et les mouvements qui veulent construire avec nous la France de demain.* »

M. GISCARD D'ESTAING REÇOIT LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN

M. et Mme Valéry Giscard d'Estaing devaient recevoir à déjeuner, lundi 28 octobre, Mme Leclerc de Hauteclocque et une délégation de l'Association des veuves et orphelins de guerre, que préside la veuve du maréchal Leclerc de Hauteclocque.

Le chef de l'Etat devait s'entretenir, à 17 heures, avec M. Cornelis Berkhouwer, président du Parlement européen, avant de donner audience à M. Jacques Chirac.

87 % des Français jugent indispensable de mettre de l'argent de côté (enquête IFOP-Banque Populaire).

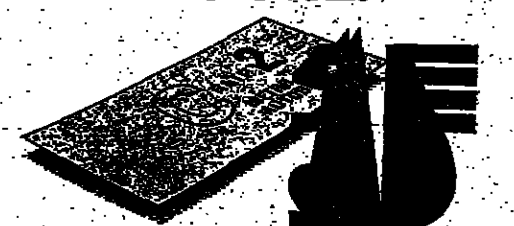
Réussir à mettre de l'argent de côté, c'est plus facile quand on est informé.

1 jeune travailleur sur 2 prévoit d'acheter un logement principal (enquête IFOP-Banque Populaire).

Devenir propriétaire sans compromettre son budget, c'est plus facile quand on est informé.



vous désirez vous loger... venez-nous voir.



Savez-vous que la Caisse d'Epargne de Paris prête au taux le plus bas ? Un crédit moins élevé représente d'importantes économies... Pour payer votre logement moins cher présentez cette annonce ou prenez rendez-vous au Service des Prêts Personnels Immobiliers.
– 21 bis rue Etienne Marcel 75001 tél. 236.63.94 / 66.93/ 67.16 et 233.65.47
– 13 place du Havre 75008 tél. 522.53.00

prêts personnels immobiliers pour payer moins cher.

Caisse d'Epargne de Paris

valeurs actuelles
hebdomadaire

EST EN VENTE CETTE SEMAINE DANS TOUS LES KIOSQUES

Ce numéro contient une communication spéciale

NE LE MANQUEZ SURTOUT PAS

MÉDECINE

AU CONGRÈS DU TOUQUET

Les infirmières seront associées au fonctionnement administratif des hôpitaux

annonce Mme Simone Veil

De notre envoyée spéciale

Le Touquet. — Pour la première fois depuis huit ans, un ministre de la santé a pris la peine d'assister, samedi 26 octobre, à un congrès d'infirmières. Il s'agissait du quarantième congrès de l'Association nationale française des infirmières et infirmiers diplômés d'Etat (ANFIDE) (1) qui vient de se tenir au Touquet et auquel ont participé près de six cents délégués venus de toutes les régions de France.

La présence effective de Mme Simone Veil, ministre de la santé, a marqué son intérêt pour cette profession dont l'état de pénurie est aujourd'hui particulièrement alarmant. Dans son allocution, le ministre a clairement mis en valeur la place accrue que tient actuellement l'infirmière : « *La technique médicale et le monde des hôpitaux ont évolué. L'infirmière est donc désormais associée à toute la thérapeutique, y compris la plus complexe et la plus spécialisée. En cas d'incident, elle doit immédiatement réagir et secourir sans pouvoir toujours se reposer sur un médecin de cette responsabilité vitale. Dans le même temps, il est certain que les textes définissant son rôle n'ont pas suivi.* »

Soulignant que l'infirmière « *s'estime trop souvée privée de toute responsablité au niveau administratif* » et que face au médecin elle ne se sent alors qu'une « *exéculante et non une collaboratrice* », Mme Veil a reconnu que cette profession, en majorité féminine (elle comporte à peine 5 % d'hommes), a subi « *l'injuste dépréciation de tous les métiers réputés féminins* ». Afin de corriger cette situation et de permettre une réelle intégration de l'infirmière au sein des équipes de soins et de médecins, le ministre a annoncé que désormais les infirmières seraient associées aux travaux de la commission médicale consultative de chaque hôpital. C'est ainsi qu'une infirmière générale (2) et une infirmière élue par les membres du corps infirmier de chaque établissement pourront participer à cette commission pour s'associer à la marche de l'hôpital et pouvoir exposer les problèmes concernant les effectifs et l'organisation des soins infirmiers. D'autre part, a indiqué le ministre, depuis trois mois et demi le corps infirmier est représenté au niveau national : une infirmière (Mlle Michez) est en effet attachée depuis la mi-juillet au ministère de la santé.

En outre, Mme Veil a déclaré que le gouvernement a reconnu la nécessité de créer des emplois d'infirmières générales et d'infirmières générales adjointes. Dans cette optique il a été admis que l'infirmière générale pourra accéder « *sans conteste* » au niveau de la catégorie A des hauts fonctionnaires. Des textes réglementaires devraient être promulgués dans ce sens d'ici deux ou trois semaines.

Quant à la formation des infirmières, le ministre a indiqué que d'ici à 1980 la prospection systématique de toutes les possibilités de formation devra permettre de parvenir à la délivrance annuelle de vingt mille diplômes d'Etat. Cependant, pour « renforcer » les effets de cette politique, il sera demandé à tous les hôpitaux publics, « *sans exception* », de prendre en charge la formation d'un certain pourcentage de leurs aides-soignantes. A ce propos, tout en confirmant son attachement à l'unicité du diplôme d'Etat et à sa qualité, le ministre se propose de créer, à côté de l'examen normal d'entrée dans les écoles d'infirmières, un nouvel examen de promotion interne que « *pourraient passer toutes les aides-soignantes après six ans, par exemple, d'exercice de la profession* ». Ce projet a provoqué de nombreux remous désapprobateurs dans l'assistance, qui avait pourtant, jusque-là, applaudi chaleureusement et plusieurs fois le ministre. L'ANFIDE craint, en effet, que cette mesure ne dévalorise le diplôme d'Etat.

L'allocution de Mme Veil semble avoir néanmoins, dans son ensemble, répondu aux revendications exposées sous la forme d'un véritable réquisitoire par l'état-major de l'ANFIDE.

Le climat psychologique

Au premier chef, cetté organisation réclame la révision de l'article 462 du code de la santé publique qui définit la fonction d'infirmière et la confine, par rapport au médecin, dans un rapport de « *dominant à subordonnée* ». Rôle périmé à ce jour. A cette occasion, les mauvaises relations médecin-infirmière auxquelles le congrès attribue l'une des causes essentielles du malaise infirmier ont été longuement dénoncées. nE fin de compte, qui supporte tout au long des journées l'angoisse de la mort et de la maladie ? Qui, lorsque le médecin décide un acte final comme, par exemple, arrêter un respirateur artificiel, exécute cet acte ? N'est-ce pas l'infirmière ? Combien de médecins, aussi, se soucient de savoir si l'effectif de personnel est suffisant pour exécuter toutes leurs prescriptions ?

Mme Veil a promis aux congressistes de faire examiner très rapidement la révision de l'article 462, comme elle les a assurés d'étudier, très prochainement, l'élaboration d'une charte de l'infirmière réclamée de longue date. L'ANFIDE a revendiqué, par ailleurs, la création et la mise en vigueur d'un statut spécifique pour les infirmiers et infirmières des hôpitaux publics. A ce sujet cette organisation estime que si les salaires initiaux doivent être révisés il faut, parallèlement, revoir toute l'échelle indiciaire de la carrière de telle sorte que les rémunérations puissent être doublées en dix ou quinze ans.

Mais, plus que le salaire, ce sont le climat psychologique et les conditions de travail qui découragent le corps infirmier. Il est urgent, notamment, ont déclaré les responsables de l'ANFIDE, d'améliorer les procédures d'affectation dans les « services » et de permettre aux infirmières qui le désirent de pouvoir en changer, voire de les choisir. Il est indispensable, aussi, de faciliter les mutations et de ne pas pénaliser celles qui en font la demande. Enfin il faut, à très court terme, prévoir des crèches-garderies en nombre suffisant ainsi que des facilités de logement. Le ministre de la santé a indiqué qu'elle avait dégagé le financement de trente crèches hospitalières en 1974. Mais c'est à dix fois ce nombre qu'il faudrait penser, estiment les infirmières.

Il manque à ce jour, pour les seuls hôpitaux, dix mille infirmières et plus de cinquante mille pour toute la France. Les quelques promesses faites au Touquet par le ministre de la santé — qui ne représentent qu'une première étape de l'amélioration des conditions de travail des infirmières — devraient être tenues à court terme si l'on veut parvenir à redresser une situation déjà très inquiétante. Mais il est évident, aussi, que leur effet risque d'être très amoindri si les médecins, les responsables d'établissements de soins et les infirmières, elles-mêmes, ne parviennent pas à une concertation commune.

ANITA RIND.

(1) ANFIDE : 24, avenue de la République, 75011 Paris, téléphone : 805-82-35.

(2) L'infirmière générale, dont la fonction n'est pas encore définie, entérinerait, en fait, une activité qui existe, dans certains hôpitaux, depuis des années, mais qui n'avait pas de statut : il s'agirait d'une infirmière du grade de surveillante générale qui serait placée auprès de la direction de l'hôpital.



Et bien masculin. Les Galeries Lafayette réservent un immeuble entier aux hommes, directement relié au parking Haussmann.
Le nouveau Galfa Club. Remis à neuf, repeint, redécoré. Et agrandi : 4500 m² de surface de vente. Résultat ? Un magasin nouveau est né.
Un beau magasin. Avec une boutique 30 ans qui assure la coordination-conseil. Une boutique gadgets et cadeaux. Une parfumerie. Un bar au deuxième étage. Et de nouvelles boutiques : 85 griffes représentant les meilleures marques françaises, Lanvin, Ted Lapidus, Cacharel, Cardin...

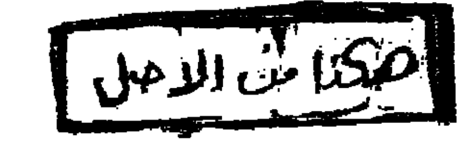
Résultat ?
Un homme nouveau va naître.
Un homme vrai : en fourrure, en cuir ou en laine. En tweed ou en chevron. En velours. Un homme quatre saisons : en blouson, duffle-coat, imperméable. Un homme jeune : *en T. shirt, sweatshirt, jeans.* Un homme complet : toutes les chaussettes, les sous-vêtements, les chapeaux. Les mocassins, les boots et les bottes.
Un homme bien servi. Nos acheteurs ? De grands voyageurs qui prospectent dans le monde entier et importent au meilleur prix.

Nos vendeurs ? Des spécialistes rompus à tous les textiles, à toutes les formes. A tous les styles. Pour faire de vous un homme. Enfin.



HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

Nouveau Galfa Club. Nous n'habillons que les hommes.



MÉDECINE

Les paris de l'Institut Pasteur

(Suite de la première page.)

La « révolte des scientifiques », qui obtinrent, en 1966, la démission d'un conseil d'administration gérontocratique et aveugle, fut le premier signe public de la crise. Mais elle ne fut pas suivie d'un redressement suffisant. A partir de 1965, l'Etat s'était enfin mis à accorder à l'Institut des crédits pris sur l'enveloppe recherche, mais il s'agissait d'une goutte d'eau. Le patrimoine continua de fondre.

La situation de Pasteur sur le plan de l'exploitation s'est traduite par un déficit réel cumulé pour l'ensemble de l'Institut — recherche et production — de 18 millions de francs en 1973. D'après les calculs de M. Monod, le déficit cumulé serait de 65 millions de francs vers 1977. Mais, à cette date, l'Institut retrouverait un deuxième souffle qui lui permettrait de ne plus accumuler de déficit.

Pourquoi cette inversion de tendance promise pour 1977 ? C'est là que se situe le pari de M. Monod. Le secteur productif de Pasteur — qui fabrique notamment des vaccins, des sérums et des milieux de culture — ne s'était jamais doté des moyens industriels et commerciaux aptes à en faire une entreprise « agressive » sur le plan commercial. Devant la diminution du patrimoine, M. Monod et le président du conseil d'administration de l'époque, M. Claude Lasry, avaient décidé, en 1970-1971, de renforcer le secteur productif. Cela s'était traduit par la création, le 1er janvier 1972, de la société anonyme Institut Pasteur production (I.P.P.). Le capital est détenu en totalité par la fondation. Disposant d'un incomparable potentiel de recherche mis à son service, l'I.P.P., présidé alors par M. Lasry, ne devait pas tarder à produire des bénéfices qui pourraient renflouer l'ensemble du navire.

Mais il fallut attendre le mois de juillet 1973 pour que l'I.P.P. soit enfin doté d'un personnel de direction compétent. Entre-temps, des investissements faramineux avaient été réalisés pour la construction d'une usine de production à Louviers-Incarville (Eure). L'usine aura coûté 45 millions de francs quand, de l'avis du directeur actuel de l'I.P.P., M. Jean Hardy, elle aurait dû coûter seulement 25 millions. Bien plus, les investissements immobiliers ont été faits au détriment de l'équipement, ce qui explique qu'on ait dû quémander des machines au rebut que des industriels amis acceptèrent d'offrir *« puisqu'il s'agissait de Pasteur »*. La production ne retrouva qu'en mars 1974 son niveau d'avant l'installation à Louviers !

Il semble, aujourd'hui, que les choses soient rentrées dans l'ordre. L'équipe de direction de l'I.P.P., composée d'un personnel venu de l'industrie privée, et qu'anime M. Hardy, ancien directeur du marketing de Nestlé-France, a une foi inébranlable en l'avenir. « *Je donne ma tête à couper*, dit M. Hardy, *que nous doublerons notre chiffre d'affaires en 1976, et que nous l'aurons triplé en 1978.* »

On a beau tourner et retourner les chiffres : l'Institut Pasteur, s'il veut développer son secteur industriel, doit rogner encore son patrimoine ou imaginer autre chose.

Construire pour l'avenir

La première solution est exclue : il ne reste plus grand chose à « réaliser ». Sauf les terrains mêmes sur lesquels est situé dans le quinzième arrondissement de Paris, l'institut Pasteur. Pourquoi ne pas les vendre pour s'installer ailleurs ? C'est la solution préconisée par M. Monod. Pour la vente du campus Vaugirard, qui couvre 50 704 mètres carrés, à la Caisse des dépôts et consignations (car personne ne veut *« traiter avec les promoteurs »*), Pasteur peut espérer 240 millions de francs. Avec cet argent, on peut, estime M. Monod, reconstruire *l'institut à Garches sur un terrain* dont l'Institut a la jouissance depuis 1884, moyennant 110 millions (des forages en cours dans un sous-sol marécageux permettront de dire si ce prix est réaliste), mais aussi faire de nouveaux investissements, éponger la dette prévisible et, qui sait, redorer le blason du patrimoine.

Outre l'intérêt financier de l'opération, M. Monod insiste sur l'avantage qu'il y aurait à doter les chercheurs de laboratoires modernes plus concentrés, plus rapprochés et plus vastes : *« Il faut construire pour l'avenir, pour trente ou quarante ans. »*

Le campus actuel qu'occupe dans Paris l'Institut Pasteur est un mélange disparate de bâtisses pompeuses de la fin du dix-neuvième ou du début de ce siècle, de cabanons construits à la va-vite, de baraquements honteux et de laboratoires ultra-modernes comme celui de la biologie moléculaire, achevé il y a deux ans.

M. Monod n'a pas de mots trop durs pour décrire son campus et justifier un déménagement à Garches *« dans le site admirable »* du parc de Saint-Cloud. Le plan de M. Monod est-il trop risqué ? Toujours est-il qu'à l'institut c'est presque le tollé.

Le personnel a pu assister, le 22 octobre, à une spectaculaire passe d'armes entre deux lauréats du prix Nobel de médecine en 1965, M. François Jacob, directeur du département de biologie moléculaire, et M. Jacques Monod. « *Votre plan ne tient pas*, a dit le premier, *car il repose sur un pari industriel et scientifique. Il y a douze ans qu'on nous dit que tout va mal, mais que tout va s'arranger. Cette fois c'est la dernière carte. Vendre la tour Eiffel, cela ne se fait qu'une fois. Vous faites aussi un pari scientifique. La vertu du campus de l'Institut Pasteur est d'être situé près des facultés des sciences et de médecine. Il faut tout faire pour rester ici.* »

Très applaudi, M. Jacob s'attira cette réplique de M. Monod : « *Pasteur n'est pas la tour Eiffel. Il ne s'agit pas de vendre Pasteur mais de le sauver. Vous faites le pari que nous pouvons trouver auprès de l'Etat les 150 millions nécessaires pour rester à Paris moderniser le campus et nous développer. Je préfère ne pas le faire.* »

Dépositaire passionné de l'orthodoxie pastorienne, M. Monod défend ses idées et ses conceptions avec une énergie qui le font accuser par certains d'autoritarisme.

Pour M. Monod, la spécificité de Pasteur est liée à son autonomie. S'il estime naturel que l'Etat dédommage l'Institut pour ses actions de santé publique ou d'enseignement (2 millions de francs en 1974 au titre des centres de références épidémiologiques et 1,5 million de francs au titre de l'enseignement) et pour la recherche fondamentale (16 millions de francs en 1974), M. Monod n'envisage pas d'aller trop loin dans cette voie.

Il verrait d'un mauvais œil une participation de l'Etat qui dépasserait 40 à 45 % des dépenses de recherches. « *Nous avons*, déclare-t-il, *une capacité d'initiative que les organismes de droit public n'ont pas. Il faut tout faire pour la conserver.* »

D'où le pari sur le développement d'un secteur de production enfin pris au sérieux par une institution qui l'avait toujours considéré comme la cinquième roue du carrosse. Le peu de pas*sion des pastoriens pour la chose* industrielle était tel jusqu'à une époque récente que toute l'énorme capacité de recherches a bénéficié directement à l'industrie pharmaceutique privée. Il suffisait à cette dernière de lire les résultats des travaux que les pastoriens s'empressaient de publier, de débaucher des chercheurs ou même simplement... de demander, pour que l'industrialisation de produits mis au point à Pasteur se fasse ailleurs.

L'exemple le plus fameux est celui des sulfamides, avant la guerre, mis au point à Pasteur et *fabriqués par Rhône-Poulenc*.

L'Institut Pasteur était ainsi le laboratoire de tout le monde sous prétexte de ne songer qu'au bien commun. Il y a deux ans et demi seulement que l'Institut a passé un contrat avec l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR), qui gère ses brevets. Il y a peu de mois qu'on s'est aperçu que la commercialisation des produits fabriqués à Pasteur avait été confiée à une filiale de Rhône-Poulenc, société qui contrôle l'Institut Mérieux, de Lyon, principal concurrent de Pasteur ! Aujourd'hui encore, il *n'est pas rare de voir des pasto*riens fournir gracieusement des expertises pour des entreprises privées, au grand étonnement de l'équipe de direction du secteur production.

Quelle que soit la science où ils exercent leur talent, les fondamentalistes ont toujours négligé, quand ils ne les méprisaient pas, les sciences d'application. Pasteur, en ce sens, n'a pas échappé à la règle commune. Nul, publiquement, n'osera admettre ce que reconnaissait en privé devant nous un pastorien : « *Il y a ici des gens qui ronronnent depuis trente ans dans des recherches stériles, personne ne le leur reproche. Ils ne demandent qu'à continuer leurs petites recherches dans leur soupente.* »

Le reproche, à coup sûr, ne vaut pas pour la dynamique équipe du laboratoire de biologie moléculaire qu'anime M. François Jacob. D'où vient que l'opposition au transfert à Garches y soit si virulente ? Pour M. François Jacob, une fois balayé l'argument polémique de ceux qui l'accusent de vouloir rester sur place parce que son département est le mieux *logé, ce* sont des considérations scientifiques qui justifient le refus. Aller à Garches, explique-t-il, c'est se couper du tissu scientifique parisien au moment, précisément, où l'on veut mettre l'accent sur les disciplines biomédicales. Une menace se profile à l'horizon, celle de la sécession d'une partie des scientifiques qui souhaitent garder des liens qui avec l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), qui avec le C.N.R.S., qui avec le Collège de France. « *Le plan de M. Monod*, reconnaît le professeur Pierre Royer, président du conseil d'administration, *est le seul qui existe, mais il faut envisager des impossibilités administratives ou psychologiques.* »

A l'opposition d'une partie notable du personnel scientifique s'ajoute celle des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. Le second a proposé *« la nationalisation de Pasteur sans démantèlement »* et une formule de régie d'Etat pour l'ensemble recherches-productions. La C.G.T. est hostile à la nationalisation tant que l'industrie pharmaceutique française sera ce qu'elle est. Elle redoute, en effet, une nationalisation qui aboutirait à intégrer le centre de recherches à l'INSERM ou au C.N.R.S. et à vendre le secteur productif à l'industrie privée. Sur ce point, la C.G.T. est en plein accord avec M. Monod et ne condamne pas ses objectifs, mais seulement ses moyens, même si elle trouve de la « cohérence » à son plan. Il faut, estime la C.G.T., *« contraindre l'Etat à éponger le déficit qui résulte de sa carence et à augmenter notablement les subventions budgétaires accordées à Pasteur »*. Les « carences » que condamne la C.G.T. résultent du refus de considérer la recherche fondamentale comme un service *public*.

Appel à l'État

Nationalisation ou indépendance ? « *Il faudrait*, estime M. Jacob, *qu'on ne se batte plus sur des mots. Pasteur est un service public, il faut le sauver avec l'aide de l'opinion.* »

Tout le monde, donc, veut sauver l'Institut. Mais M. Monod a choisi le pari de l'industrialisation garante — à terme de quatre ou cinq ans — de l'indépendance. En attendant il faudra que l'Etat accepte d'augmenter sa participation au budget, qu'il autorise la vente des terrains de Paris, qu'il accepte de faire préfinancer la construction de Garches, mais aussi qu'il accorde sa bénédiction à une construction projetée dans un secteur protégé. Les obstacles, on le voit, sont nombreux.

Si M. Monod n'a pu obtenir du personnel de Pasteur le soutien qu'il espérait, cela s'explique par la succession d'opérations de survie et de remise en ordre entreprises en peu d'années et qui ont abouti à la suppression, sans licenciements, de cent soixante-dix-huit postes sur un millier, le personnel a été trop sollicité, trop souvent invité à croire que la situation allait se redresser.

« *L'esprit pastorien a volé en éclats*, constate un scientifique de haut rang. *Il pourrait se reformer autour d'un appel à l'Etat. Mais il faut le faire aujourd'hui et ne pas attendre d'être vraiment au bord du gouffre, dans trois ou quatre ans, si l'opération Monod échoue.* » A trop vouloir se lier à une expansion du secteur industriel, ne risque-t-on pas de voir grandir — sous prétexte de « survie » commune — les exigences du secteur commercial au détriment de la recherche fondamentale ?

Peu ou prou, tout le monde, à Pasteur, sollicite l'aide de l'Etat. Mais avec plus ou moins d'exigences. Pari contre pari, le réveil des pastoriens est brutal : l'indépendance n'est-elle pas un souvenir puisque, en définitive, c'est le gouvernement qui détient, seul, dans une hypothèse comme dans l'autre, la solution de la crise ? Fondation privée, l'Institut Pasteur appartient à la collectivité. C'est sa chance et son ambiguïté. Il serait inimaginable qu'on ne tente pas de le sauver sans le dénaturer.

BRUNO FRAPPAT.

RELIGION

UN SÉVÈRE AVERTISSEMENT DE PAUL VI AU SYNODE

« Nous ne pouvons permettre qu'on prenne de fausses directions »

Rome. — Pour la clôture du synode, Paul VI tif ». Il a explicitement visé, entre autres, cer- a tenu des propos jugés décourageants par de nombreux Pères. Certes, le pape a d'abord multiplié les compliments et exposé de nombreux motifs de satisfaction. A sept reprises, il a exprimé pourquoi le bilan du synode lui paraissait « satisfaisant » et pourquoi il se sentait rempli d'une « profonde joie spirituelle ».

Mais on a surtout retenu de graves et nombreuses réserves. « Nous ne pourrions nous taire, a précisé le pape, faute de ne pas être « objec- » tif. » Il a explicitement visé, entre autres, certaines conclusions des « carrefours » dont « tous les éléments ne sont pas à maintenir, ou qui ont besoin d'être relativisés ». Il a truffé son discours de références à sa propre mission pontificale, qui est de « confirmer ses frères » : plus d'une douzaine de fois dans un texte de cinq feuillets. Il est impossible d'interpréter ces passages autrement que comme de sévères rappels à l'ordre. Qu'il se soit parfois exprimé d'une manière nuancée ne change rien au fond du propos. Paul VI n'est pas un pape autoritaire, mais, avec une vigueur qui fait songer à celle de Pie XII, il lui arrive de se montrer intransigeant sur les points qui lui paraissent essentiels.

De notre envoyé spécial

Le pape a évidemment exprimé sa crainte de l'accent mis par le synode sur l'importance des Eglises locales pouvant nuire à la solidité de la communion de l'Eglise et tout spécialement à la nature de ses rapports avec le successeur de Pierre. « *L'intervention du pape*, dit-il, *nous le disons en tremblant, ne peut être réduite à des circonstances extraordinaires. Le pape a un pouvoir plénier, suprême et universel. Ce n'est pas une dialectique de pouvoir* (sous-entendu avec les évêques) *qui joue ici.* »

Autre point névralgique sur lequel le synode avait insisté à plusieurs reprises : le pluralisme théologique nécessaire pour que les pays d'Afrique ou d'Amérique latine, par exemple, puissent assimiler le message évangélique trop exclusivement pensé dans des catégories occidentales. Aujourd'hui, le pape ne veut retenir que les dangers de cette diversification, dont l'absence a pourtant abouti en maints endroits à un véritable colonialisme religieux.

« *Il serait périlleux de parler de théologie diversifiée selon les continents et les cultures. Ou le contenu de la foi est catholique ou il disparaît.* » C'est sans doute ce passage qui a le plus ému l'auditoire, car ce n'est pas, notons-le, de doctrine dont le pape a parlé, mais bien de théologie.

A propos de la libération humaine, Paul VI met en garde contre le danger de placer « *un accent excessif sur le plan temporel à la promotion humaine* » qui pourrait se faire « *au détriment de l'évangélisation* ». Certes, ce péril n'est pas imaginaire dans l'Eglise, mais il provient de théologiens ou de laïcs plus ou moins progressistes dont les évêques, fussent-ils d'Amérique latine, sont loin d'être prisonniers. Après avoir exprimé la méfiance à l'égard de certains types de petites communautés, Paul VI conclut : « *Nous ne pouvons permettre qu'on prenne de fausses directions.* »

Il serait malséant et exagéré de parler de conflit entre le synode et le pape mais un certain désaccord est manifeste et explique peut-être pourquoi la session ne s'est pas terminée par des propositions précises qui auraient été mises en évidence. Ce n'est pas par hasard si Paul VI a soufflé le froid après le chaud. Il a voulu rappeler à l'assemblée qu'elle n'était pas un mini-concile et que ses pouvoirs étaient réduits. Donner ainsi un avertissement immédiat au synode, à l'heure des adieux, montre que le pape est au-dessus de ses conseillers et qu'il opère dans les travaux du synode le tri qui lui plaît.

La croisée des chemins

L'évolution des esprits étant ce qu'elle est, les Eglises particulières n'en continueront pas moins sur leur lancée. Les évêques restent fort attachés au primat pontifical, qui est constitutif du catholicisme, mais Vatican II leur a rendu la parole et le synode permet périodiquement aux délégués des conférences épiscopales de se rencontrer et de consolider leur esprit de corps.

Neuf ans après la fin du concile qui a ressuscité la notion de collégialité et relativisé, assez timidement il est vrai, le pouvoir monarchique dans l'Eglise, voici les Pères du synode à la croisée des chemins. Ou bien, impressionnés par le raidissement pontifical, ils se comporteront comme les sujets d'un monarque et crraindront de lui déplaire ; ou bien, conscients de leurs responsabilités dans l'Eglise universelle et pas seulement dans leur diocèse, ils se conduiront comme des hommes majeurs. La déclaration des Africains en est le plus récent exemple.

L'importance des synodes ne peut que croître avec le temps. Elle obligera à trouver, entre la papauté et le pouvoir collégial des évêques, une nouvelle articulation qui n'a pas encore été tirée au clair. Vatican II ne pouvait tout faire...

On répète un peu trop souvent aujourd'hui que le synode n'est pas un mini-concile pour que cela soit tout à fait exact. N'est-ce pas en définitive une manière de dévaluer sa dynamique interne ? Le synode sera conduit à reposer tôt ou tard sa *définition juridique* de conseil du pape. Les délégués du synode ne représenteraient-ils pas valablement les évêques du monde entier ?

HENRI FESQUET.

LES ÉVÊQUES AFRICAINS RÉCLAMENT UN CHRISTIANISME INDIGÈNE

(De notre envoyé spécial

Rome. — La déclaration rédigée par l'ensemble des évêques d'Afrique et de Madagascar, présents à Rome, et qui a été rendue publique peu de temps après le discours de Paul VI, constitue le meilleur épilogue du synode. Elle montre à nouveau la volonté d'autonomie culturelle qui n'a cessé d'être exprimée tout au long de la session. Ce texte met l'accent sur le thème central étudié par l'assemblée : les Eglises locales et le pluralisme théologique. Il signifie la résolution des délégués des conférences épiscopales de cet immense continent de « *prendre désormais en main leur propre destinée* ».

On lit dans ce document : « *Il faut apporter une pensée théologique propre qui s'efforce de répondre aux questions posées par nos divers contextes historiques et par l'évolution actuelle de nos sociétés ; une pensée théologique à la fois fidèle à la tradition authentique de l'Eglise et respectueuse de nos traditions, de nos fécondes, c'est-à-dire de nos philosophies.* » L'ère d'une théologie de « l'adaptation » considèrent les évêques, est dépassée. « *Admettant effectivement le pluralisme théologique dans l'unité de la foi et optant pour une théologie de l'incarnation, les jeunes Eglises d'Afrique doivent encourager par tous les moyens la recherche théologique africaine. Dans tout ce cheminement doivent être intensifiés les liens de communion avec les autres Eglises et avec le siège apostolique en premier lieu.* »

désormais en main » la destinée de ses Eglise.

« l'adaptation », considèrent les

Les évêques estiment d'autre part indispensable la coopération avec les anciennes Eglises : envoi de missionnaires et contribution financière à condition que les premiers acceptent la direction de la hiérarchie locale et que la deuxième serve à l'accomplissement de projets élaborés sur place.

H. F.

PEU D'ALLUSIONS A L'ATHÉISME

Rome. — *A défaut de conclusions dignes de ce nom, le synode a voté, par 193 oui et 11 non, une déclaration dont nous avons déjà indiqué les grands thèmes. Ajoutons ces passages caractéristiques :*

● « La diversité des temps et des lieux pousse les Eglises particulières à une traduction du message évangélique et à trouver de nouvelles manières de l'incarner. »

● « On doit collaborer avec les chrétiens non catholiques, avec des religions non chrétiennes et avec tous les hommes de bonne volonté. »

● « Il existe un lien étroit entre l'œuvre de l'évangélisation et la libération humaine. »

D'autre part, c'est seulement par 193 voix contre 21 qu'a été approuvé le répertoire que l'on sait (le Monde *daté 27-28 octobre), avec ses deux additifs :*

1) « Reconnaître ou inventer de nouveaux ministères pour les catéchistes. »

C'est une façon de ne pas écarter la possibilité d'ordonner des laïcs, mariés ou non, solution qui a été demandée par plusieurs évêques, et notamment par Mgr Jean-Guy Rakolondravahatra, évêque d'Ihosy (Madagascar), qui, évoquant la pénurie de missionnaires dans son île, a souligné le danger de voir les néo-chrétiens, privés d'eucharistie, revenir au sacrifice des bœufs.

2) *Le deuxième additif, demandé par la présidence :* « Respect par l'Etat de la liberté religieuse ; rejet d'un athéisme imposé par l'Etat. »

Le thème de l'athéisme a été malencontreusement fort peu traité au cours du synode, ce qui constitue une lacune de taille dans une assemblée où il est question de l'évangélisation du monde moderne. Quant à la Chine et au maoïsme, le synode les a tout simplement ignorés. La promotion humaine serait-elle étrangère au régime de ce pays qui a réalisé en un temps record de prodigieux changements ?

Une importante réforme demandée par Mgr Matagrin

Le cardinal Seper, président de la congrégation pour la doctrine de la foi, Mgr Michael Doumith, évêque de Sarbe, des maronites, et Mgr Henri Bartoletti, archevêque de Lucques, ont été nommés par le pape membres du conseil du secrétariat du synode. Cet organisme, maintenant au complet, comporte quinze membres, dont douze élus. Il se réunira dans les mois à venir pour examiner les modifications à apporter dans les méthodes de travail du synode. En outre, le vœu a été exprimé par Mgr Matagrin, évêque de Grenoble, que ce conseil soit dorénavant chargé de la direction et de l'animation des prochaines sessions. Cette importante réforme est à l'étude.

H. F.

DÉFENSE

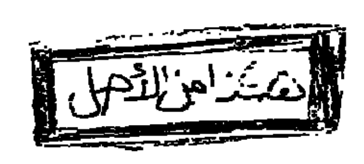
● *Un membre du Groupe insoumission totale de Lyon,* M. Jacques Lescouet, a été arrêté à Paris et écroué à la prison de la Santé.

L'Afrique Noire, c'est notre affaire.

40 vols hebdomadaires* à destination de 24 escales africaines.
Demandez à votre secrétaire de nous envoyer votre carte de visite.
Nous vous ferons parvenir régulièrement l'horaire en cours des vols Air Afrique vers l'Afrique Noire.
Air Afrique - 104, avenue des Champs-Elysées - 75008 Paris.

AIR AFRIQUE

* en association avec AIR FRANCE et UTA.



RADIO-TÉLÉVISION

Tandis que sera diffusé un programme minimum

Les journalistes pigistes de l'O.R.T.F. décident de se joindre au mouvement de grève des 29 et 30 octobre

Le programme minimum décidé par la présidence de l'O.R.T.F. pour les journées de mardi et mercredi devrait comporter un journal à 13 heures sur la première chaîne, les éditions de 20 heures sur les chaînes I et II, suivies sur l'ensemble des canaux d'un film et d'un documentaire. La radio, de son côté, diffusera un programme commun de musique ininterrompue sur toutes ses chaînes, avec des journaux parlés à 8 heures, 13 heures et 19 heures.

L'Intersyndicale des journalistes pigistes de l'O.R.T.F. (C.G.T., C.F.D.T., S.N.J.) a décidé, à son tour, de se joindre au mouvement de grève des mardi 29 et mercredi 30 octobre, organisé par les syndicats C.G.T., F.O., les syndicats de journalistes (S.N.J., F.O. et C.F.D.T.) et l'Union des cadres de l'Office (SCORT).

Dans un communiqué, l'Intersyndicale des journalistes pigistes précise que la décision a été prise *« pour imposer le respect des droits légaux des journalistes pigistes et pour affirmer leur solidarité avec les journalistes statutaires et pigistes permanents menacés de licenciement »*.

Le bureau national du Syndicat des journalistes français (C.F.D.T.), réuni samedi à Strasbourg, appelle, de son côté, *« tous les journalistes à manifester leur solidarité avec leurs confrères de l'O.R.T.F., livrés à une répartition qui, en l'absence de toute concertation et de tout recours, s'apparente de manière choquante à un marché aux esclaves »*.

M. Gorini refusant de remplacer M. Siegel

Plusieurs journalistes d'Europe 1 sont décidés à quitter la station

M. Jean Gorini, directeur général adjoint d'Europe 1, a refusé la proposition que lui avait faite le conseil de gérance d'assurer l'intérim de M. Maurice Siegel et a décidé de quitter la société en même temps que lui.

MM. Georges Leroy, directeur de la rédaction, André Arnaud, producteur-rédacteur en chef, Pierre Meutey, éditorialiste, précisent pour leur part qu'« ils ont informé le comité de gérance de leur volonté de quitter l'entreprise au même moment et dans les mêmes conditions que MM. Maurice Siégel et Jean Gorini ».

M. Jean-Luc Lagardère, vice-président d'Images et Son, a informé de la décision de M. Jean Gorini, samedi 26 octobre, les représentants du comité d'entreprise et les délégués syndicaux qui lui demandaient des éclaircissements sur le nouveau *« statut de fait »* créé par le renvoi de M. Maurice Siegel, et sur *« la garantie des droits moraux et matériels des collaborateurs de l'entreprise »*.

A l'issue d'une nouvelle assemblée générale des personnels d'Europe 1, tenue samedi après-midi, une motion a été adoptée à l'unanimité de l'assemblée :

« — Considère que M. Denis Baudouin s'est comporté comme le patron de la société en limogeant le directeur général (...), que M. Baudouin a porté publiquement des accusations calomnieuses sur le ton adopté par la station (...), comportement en contradiction avec les déclarations officielles du président de la République relatives à la liberté de la presse (...) ;

» — Note avec satisfaction que, au cours du débat sur l'information à l'Assemblée nationale, le 25 octobre 1974, plusieurs députés de la majorité présidentielle comme de l'opposition ont souligné l'incompatibilité des fonctions de délégué général à l'information et de président de la SOFIRAD (société d'Etat) et, à ce titre, cogérant d'Europe 1 ;

» — Demande de connaître dans les plus brefs délais le nom et la qualité de celui qui représente désormais vis-à-vis de la station le pouvoir réel ;

» — Demande de négocier avec lui une charte contraignante qui garantisse le plein exercice des libertés de l'information et des programmes, ainsi que l'indépendance vis-à-vis de tous les pouvoirs, et cela dans la ligne de la politique suivie dans ce domaine depuis vingt ans, sous la direction de M. Maurice Siegel ;

» — Se déclare mobilisé et prêt à toute action pour faire aboutir ces revendications qui, compte tenu d'une crise dont il n'a pas pris l'initiative, lui paraissent minimes. »

Ayant pris connaissance de cette motion, le comité de gérance de Télécompagnie-Europe 1 (société de programme) précisait à son tour :

« La décision de mettre fin aux fonctions de directeur général de M. Maurice Siegel a été adoptée par les trois membres du comité de gérance sur proposition de M. Denis Baudouin, le lundi 21 octobre. »

Le comité *« rappelle que, aujourd'hui comme avant, la responsabilité de la marche de la station est exercée par M. Floirat, comme président, assisté de M. Lagardère, vice-président, délégué d'Europe 1 ».*

« Enfin, pour sa part, M. Denis Baudouin s'insurge contre le fait que l'appréciation portée par lui — en toute liberté — sur le ton de la station puisse être qualifiée dans la motion d' « accusation calomnieuse ».

» Il ne peut admettre aussi qu'il soit insinué qu'à un moment quelconque il ait porté atteinte au principe de la liberté de la presse aussi bien écrite que parlée. »

M. Lagardère devait revoir ce lundi 28 octobre les délégués au comité d'entreprise.

Parmi les réactions

Aux journées nationales de l'U.J.P., à Versailles, M. Michel Jobert, interrogé par des journalistes sur les commentaires du délégué général à l'information à propos d'Europe 1, a estimé que *« le persiflage était une façon de dire les choses graves. C'est une méthode que j'emploie souvent »*.

L'Union des cadres et techniciens (U.C.T.) qualifie, pour sa part, *« d'abus de pouvoir »* la décision prise contre M. Siegel.

Enfin, cent soixante-quinze délégués des « Centres diocésains de l'information », réunis dimanche 27 octobre à Paris, ont signé une motion dans laquelle *« ils considèrent l'éviction de M. Siegel, directeur général d'Europe 1, comme une atteinte grave à la liberté de l'information, jugeant inadmissibles et légères les raisons invoquées de « persiflage » et de « relâchement »*.

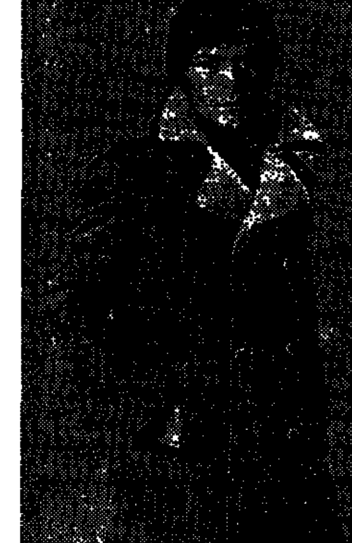
L'assemblée a décidé également la création d' « Etats généraux de la communication sociale ».

[Né le 20 octobre 1924 à Lyon, M. Jean Gorini a fait des études de droit. Journaliste en 1946 à *l'Intransigeant*, il collabore également à *France-Dimanche*, *Samedi-Soir* et *Paris-Presse*.

Entré à Radio-Luxembourg en 1952, il travaille ensuite pour Europe 1, où il devient chef des informations en décembre 1954. Successivement secrétaire général, rédacteur en chef adjoint, rédacteur en chef du journal parlé (1959). Il est nommé directeur de la rédaction d'Europe 1 en 1966. Il devient directeur général adjoint en juillet dernier.]

PEAUX LAINÉES

Mouton retourné véritable



Léger et chaud, idéal pour l'auto, les week-ends et la ville à la fois

890 francs

(340 francs comptant et trois mensualités de 199 francs)

Choix - Grandes tailles

LA VOGUE

38, boulev. des Italiens, PARIS (9e)
16, boulev. Saint-Denis, PARIS (10e)
Centre Commercial, VELIZY 2

Ouvert le vendredi 1er novembre

SPORTS

FOOTBALL

Deux Brésiliens au pays des terrils

De notre envoyé spécial

Lens. — Dix jours après avoir abandonné Rio et son Pain de Sucre, le Brésilien Jairzinho, emmitouflé dans son premier pardessus, a, après un transit par Marseille, découvert le 26 octobre à Lens le pays des « gueules noires » et des terrils, mais aussi un championnat où sa réputation lui vaut toute l'attention des spectateurs et de ses adversaires.

Trente-cinq mille personnes à Marseille pour ses débuts, vingt-quatre mille pour son second match à Lens, où quelques audacieux trouvèrent refuge sur le toit des tribunes ou sur les panneaux publicitaires du stade Félix-Bollaert : l'arrivée à l'Olympique de Marseille (O.M.) de Jairzinho, champion du monde au Mexique en 1970, a déjà replacé au premier plan de l'actualité le club phocéen après ses succès nationaux de 1971 et 1972 et la crise qui leur succéda.

A l'énoncé de certains chiffres, la venue à Marseille de Jairzinho et de Paulo César aux côtés de Marius Trésor et de ses partenaires s'apparente plus à un coup de poker qu'à la partie de belote immortalisée par Marcel Pagnol. Pour obtenir les transferts de ces deux authentiques vedettes du football brésilien, M. Fernand Méric, le nouveau président de l'O.M., a dû investir 1 250 000 F pour un contrat de dix-huit mois avec Jairzinho et de 3 500 000 à 4 750 000 francs pour un engagement de quatre ans de Paulo César, salaires et primes des joueurs non compris.

Dans un football français qui vit volontiers au-dessus de ses moyens, le transfert des deux anciens coéquipiers de Pelé et du préparateur physique de l'équipe nationale brésilienne Claudio Coutinho peut passer pour un nouveau coup de folie d'un dirigeant encore peu initié. Distributeur et coproducteur de films, propriétaire de quarante-cinq salles de cinéma, de plusieurs restaurants et d'une entreprise de bâtiment, M. Fernand Méric, qui affirme n'avoir jamais perdu d'argent dans ses affaires, entend bien connaître la même réussite avec l'Olympique de Marseille.

Vingt-sept mille spectateurs par match

De fait, les premiers résultats sont, dans ce domaine plutôt encourageants. Malgré l'augmentation du prix des places (19 à 70 francs), les trente-cinq mille spectateurs qui ont assisté aux débuts de Jairzinho devant Monaco ont laissé aux guichets une recette de 760 000 francs.

Pour pourvoir aux 500 000 F de dépenses mensuelles du club, M. Méric estimait suffisante la moyenne de seize mille spectateurs par match enregistrée la saison dernière au stade vélodrome. Celle-ci atteint vingt-sept mille depuis l'arrivée de Paulo César. Si cette moyenne se maintenait, le transfert de ce dernier serait, d'après le président marseillais, amorti aux deux tiers dès la première année.

Prompt à s'enthousiasmer et à sacrifier volontiers au culte des vedettes du football, le public marseillais n'en est que plus exigeant dans ses choix. Le premier succès de curiosité passé, Jairzinho, trente ans et quatre-vingt-dix-neuf fois international au Brésil, et Paulo César, vingt-cinq ans et cinquante-cinq sélections en équipe nationale, devront encore confirmer par leurs résultats leur flatteuse réputation s'ils veulent succéder dans les cœurs olympiens à leur compatriote Vasconcellos, gardien de but de grande valeur et comédien exceptionnel de l'O.M. d'avant-guerre, ou plus récemment au Suédois Magnusson et au Yougoslave Skoblar.

Outre leurs problèmes d'adaptation au climat et au jeu plus dur des Européens, Jairzinho et Paulo César devront aussi faire taire les échos malveillants qui précédèrent leur départ du Brésil. Sans doute déçus par l'exhibition de leurs représentants en Allemagne pendant la Coupe du monde et par la perte de ce trophée, une partie de la presse et du public brésilien reprochaient à Paulo César son goût pour les boîtes de nuit et accusaient Jairzinho, souvent indisponible pour blessure, d'être un joueur en fin de carrière.

Si Paulo César émerveille chaque fois davantage les spectateurs par la finesse de sa touche de ballon, ses dribbles et ses contre-pieds déroutants et sa vision de jeu, son compatriote a, semble-t-il, perdu une partie des qualités qui faisaient sa force : détente, prises de risques à proximité des buts adverses et puissance de tir.

Oublier Skoblar ?

A Lens, où ses adversaires ne le ménagèrent pas, sous l'œil complice de l'arbitre et du public, Jairzinho fut assez effacé mais eut le mérite de marquer, ici encore, un but décisif, celui qui permit à l'O.M. de revenir de son déplacement dans le Nord avec un match nul heureux (2 à 2), si l'on tient compte de la domination des Lensois, qui adressèrent trois tirs sur les poteaux de but et auraient pu bénéficier de deux penalties pour des fautes de main des défenseurs phocéens.

Auteur de deux buts en deux matches, Jairzinho a pris un bon départ, mais n'a pas gagné la partie pour autant. La présence en coulisses de Skoblar, dont il provoqua la retraite prématurée quelques jours seulement après que le Yougoslave eut marqué son deux cent unième but sous les couleurs de l'O.M., ne lui facilitera pas la tâche auprès d'un public volontiers nostalgique.

A travers le duel de ces deux hommes se dessine un autre combat à distance : celui de l'O.M. « européen » de Marcel Leclerc et de l'O.M. « brésilien » de Fernand Méric. Et ce dernier n'a pas le droit de perdre s'il veut que le football connaisse encore de beaux jours à Marseille.

GÉRARD ALBOUY.

ATHLÉTISME

LE MARATHON DE NEUF-BRISACH

Le motif d'un rassemblement chaleureux

De notre envoyé spécial

Neuf-Brisach. — *Les chiffres suivent une étonnante progression : 42 athlètes classés en 1971, 125 en 1972, 236 en 1973 et 376 cette année. L'attrait historique d'une petite cité fortifiée, témoignage d'une des plus pures manifestations du génie de Vauban, ne saurait laisser accroire que tous ces gens ne sont que des touristes déguisés en coureurs à pied. Le charme de la campagne alsacienne à l'automne, rousse sous un ciel ruisselant de lumières semblables à celles des peintures flamandes, n'explique pas plus le succès d'une épreuve créée voici tout juste trois ans.*

Pour comprendre pourquoi, dimanche 27 octobre, 429 concurrents s'étaient inscrits au départ du marathon de Neuf-Brisach (Haut-Rhin), mieux vaut sans doute rappeler ce qui s'était passé le 3 août au Creusot. A l'occasion du championnat national, les rudes accidents du parcours et une forte chaleur (33 degrés à l'ombre) avaient alors contraint à l'abandon 91 des 181 participants, soit un pourcentage supérieur à 50 %. Le vainqueur, Fernand Kolbeck, avait été le seul à parcourir 42,195 kilomètres en moins de deux heures et demie (2 h. 26 min. 12 sec.). Enfin, parmi ce peloton rassemblant les meilleurs marathoniens de France, on n'en avait chronométré que 21 en moins de trois heures.

Cent trente-cinq concurrents en moins de trois heures

Fallait-il crier à l'incurie de certains dirigeants nationaux ? Ressasser que la chaleur est particulièrement cruelle pour les coureurs de fond et qu'aucun marathon ne devrait être couru en été ? Menacer de refuser de participer au championnat national, comme des marathoniens anglais et allemands, en désaccord avec leur fédération à propos des dates fixées, l'ont déjà fait ? Se lamenter au sujet d'un parcours rappelant davantage un toboggan que la plaine de l'Attique ?

En très peu d'années, les coureurs ont appris qu'il est préférable de prendre le chemin de Neuf-Brisach. Une fois de plus, les résultats ne leur ont pas donné tort : améliorant son record personnel de 5 min. 6 sec., le Gallois Evans a gagné en 2 h. 18 min. 32 sec. ; douze concurrents sont arrivés en moins de deux heures et demie ; cent trente-cinq ont touché au but moins de trois heures après leur départ ! Sans un vent rageur qui contraria la progression des athlètes, les résultats eussent encore été meilleurs et le pourcentage des abandons inférieur à 12 %. Il est vrai que l'épreuve, ouverte aux femmes et aux vétérans, est organisée par des coureurs, sur des routes très plates, à un moment favorable de l'année. Cela suffit à justifier qu'on vienne de Suisse, d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, de Grande-Bretagne et même de New-York pour y participer.

Le tapis roulant de M. Cormier

Servant de liaison entre tous les amoureux de la course à pied, la revue Spiridon (1) *n'a pas peu contribué au succès du marathon de Neuf-Brisach. Depuis trois ans, ses rédacteurs proclament que la compétition ne doit pas être l'occasion d'exacerber les rivalités entre quelques champions rares mais le motif d'un rassemblement chaleureux et fraternel. Nul doute qu'ils auront été comblés cette fois-ci par l'histoire de M. Gabriel Cormier.*

Industriel, celui-ci avait reçu de son médecin l'ordre de casser toute activité physique voici dix ans. D'humeur contrariante, selon ses propres dires, M. Cormier décida incontinent d'entreprendre de longues marches, puis se mit à parcourir 35 kilomètres trois fois par semaine. Comme le temps lui manquait souvent, il fit construire dans un de ses ateliers un tapis roulant lui permettant de s'entraîner sans avoir à se déplacer. Agé de soixante-neuf ans, il participait à Neuf-Brisach à son premier marathon et arriva 376e en 4 h. 54 min. 18 sec. Son gendre (quarante-six ans) et son petit-fils (vingt ans) l'avaient précédé sur la ligne d'arrivée.

RAYMOND POINTU.

(1) *Spiridon*, 1922 Salvan, Suisse.

Gymnastiqu

LE JAPONAIS KASAMATSU CHAMPION DU MONDE

La semaine des championnats d monde s'est terminée, dimanch 27 octobre à Varna, la station ba néaire bulgare, par une complè domination des Japonais dar l'épreuve masculine. Après leur vi toire dans l'épreuve par équipe c'est Shigeru Kasamatsu qui s'e adjugé le titre au classement géné ral individuel.

Grand pour un gymnaste japo nais (1,73 m, 64 kilos), originaire d la province de Mie, près de Kyot Kasamatsu s'était révélé aux Jeu olympiques de Munich, où so compatriote Sawao Kato avait enlev une double médaille d'or, terminan à la cinquième place. Sa victoir sur le Russe Andrianov n'a été obte nue que d'extrême justesse : 125 mil lièmes de point.

La compétition féminine offrit un fois de plus une confrontatio acharnée et gracieuse entre les deu gymnastes soviétiques, Ludmill Touritcheva et Olga Korbut. Cett fois encore la petite perle de Munic a été dominée à la poutre et au exercices au sol par la grande Lud milla, dont le style a pris un aisance aérienne digne d'une balle rine du Bolchoï, et sa victoire a cheval d'arçon ne lui suffisait pa Ce fut donc Touritcheva qui l'em porta.

• Les champions du monde cou ronnés à Varna, le Japonais Shiger Kasamatsu et la Soviétique Ludmil Touritcheva, seront présents l 29 octobre au gymnase de l'île de Vannes à Saint-Ouen, au gala d gymnastique organisé par la Fédé ration sportive et gymnique du tra vail (F.S.G.T.), dans le cadre de événements célébrant son quaran tième anniversaire.

Rugby

MANIFESTATION A L'ARRIVÉE DES SPRINGBOKS A NICE

(De notre correspondant.)

Nice. — L'arrivée à Nice, dimanche 27 octobre, de l'équipe d rugby sud-africaine des Springboks, a été marquée par un manifestation de protestation organisée par des syndicats et de associations antiracistes.

« Les rugbymen d'Afrique d Sud, pays de l'« apartheid », son *officiellement interdits de séjou dans plusieurs pays »*, pouvait-o lire sur les tracts distribués, qu invitaient également la populatio à ne pas assister au match, qu doit avoir lieu le 6 novembr contre l'équipe de Nice.

Un porte-parole des manifestants a déclaré qu'ils entendaien protester contre le racisme e contre le jumelage de Nice avec l ville du Cap.

Les importantes forces de polic placées aux abords de l'aéropor n'ont pas eu à intervenir, et le cars dans lesquels avaient pri place les joueurs sud-africains on pu gagner le centre de la ville

Résultats

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
DIVISION I
(Sixième journée)

*Villeurbanne b. Croix-Rousse	65-64
Le Mans b. *Challans	91-85
Bagnolet b. *Berck	103-96
*Tours b. Nantes	115-79
*Denain b. Roanne	101-80
*Vichy b. Monaco	94-84
*Caen b. Antibes	77-76
*Nice b. Bordeaux	103-79

CLASSEMENT. — 1. Villeurbanne, Le Mans, 16 pts ; 3. Bagnolet, Denain, Vichy, Tours, 14 pts ; 7. Berck, Caen, Nice, 12 pts ; 10. Challans, Roanne, Antibes, 10 pts ; 13. Lyon, 9 pts ; 14. Monaco, Bordeaux, 8 pts ; 16. Nantes, 5 pts.

Cyclisme

TROPHÉE BARACCHI

1. Moser (It.) - Schuiten (Pays-Bas), les 109 km. en 2 h. 15 min. 33 sec. (moy. hor. 48,247 km) ; 2. Rodriguez (Col.) - Pettersson (Suéd.), à 5 sec. ; 3. Merckx - De Vlaeminck (Bel.), à 1 min. 55 sec. ; 4. Thévenet - Danguillaume (Fr.), à 3 min. 19 sec. ; 5. G. Baronchelli - Zanoni (It.), à 8 min. 52 sec.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
DIVISION I
(Treizième journée)

Lyon bat *Nîmes	2-1
*Nantes bat Lille	1-0
*Saint-Etienne bat Metz	5-0
*Red Star bat Nice	4-1
*Strasbourg bat Angers	1-0
*Sochaux bat Reims	1-0
*Lens et Marseille	2-2
Paris S.-G. bat *Troyes	3-1
*Bordeaux bat Rennes	1-0
*Monaco bat Bastia	1-0

CLASSEMENT

1. Saint-Etienne, Reims et Lyon, 18 points ; 4. Bastia et Bordeaux, 17 pts ; 6. Marseille, Nîmes et Lille, 16 pts ; 9. Strasbourg, 15 pts ; 10. Troyes et Reims, 14 pts ; 12. Lens, Nantes, Metz et Paris S.-G., 13 pts ; 16. Monaco, 12 pts ; 17. Nice, 11 pts ; 18. Red Star et Sochaux, 8 pts ; 20. Angers, 6 pts.

DIVISION II
(Onzième journée)

GROUPE A

*Auxerre bat Laval	2-1
*Valenciennes bat Angoulême	2-1
*Amiens bat Cambrai	2-1
*Dunkerque et Hazebrouck	1-1
*Mantes bat Boulogne	1-0
Sedan bat *Fontainebleau	4-1
*Rouen bat Quimper	3-1
*Brest bat Paris F.C.	3-0
*Lorient et Gueugnon	1-1

CLASSEMENT

1. Sedan, 18 points ; 2. Valenciennes et Rouen, 17 pts ; 4. Lorient et Angoulême, 16 pts.

GROUPE B

*Toulouse et Toulon	0-[illegible]
*Besançon bat Béziers	2-[illegible]
Martigues bat *Mulhouse	3-[illegible]
Epinal bat *Bourges	1-[illegible]
*Chaumont bat Blois	2-1
*Nancy bat Cannes	2-1
*Tours et Montluçon	0-0
Châteauroux bat Sète	2-1

CLASSEMENT

1. Nancy, 20 points ; 2. Chaumont, Martigues et Montluçon, 14 pts ; 5. Besançon et Toulon, 13 pts.

Handball

L'équipe de France a confirmé, le 26 octobre, à Lyon, par 22 à 11, sa première victoire obtenue la veille à Saint-Etienne par 27 à 16 devant la sélection de Finlande.

Hippisme

Le prix du Nabob, disputé à Longchamp et comptant pour les paris couplés gagnant et tiercé, a été gagné par Mace Sun, suivi de Caltor et d'Afayoon. La combinaison gagnante est 9-17-7.

Judo

Au cours des pré-championnats du monde organisés à Vienne, le Français Jean-Paul Coche s'est imposé dans la catégorie des poids moyens tandis que ses compatriotes Rougé et Decherchi prenaient respectivement la deuxième et la troisième place chez les mi-lourds.

Rugby

Au cours d'une rencontre amicale disputée à Bucarest, l'équipe de Roumanie « espoirs » a battu son homologue française par 13 à 3. A la mi-temps, les deux formations étaient à égalité 3 à 3.

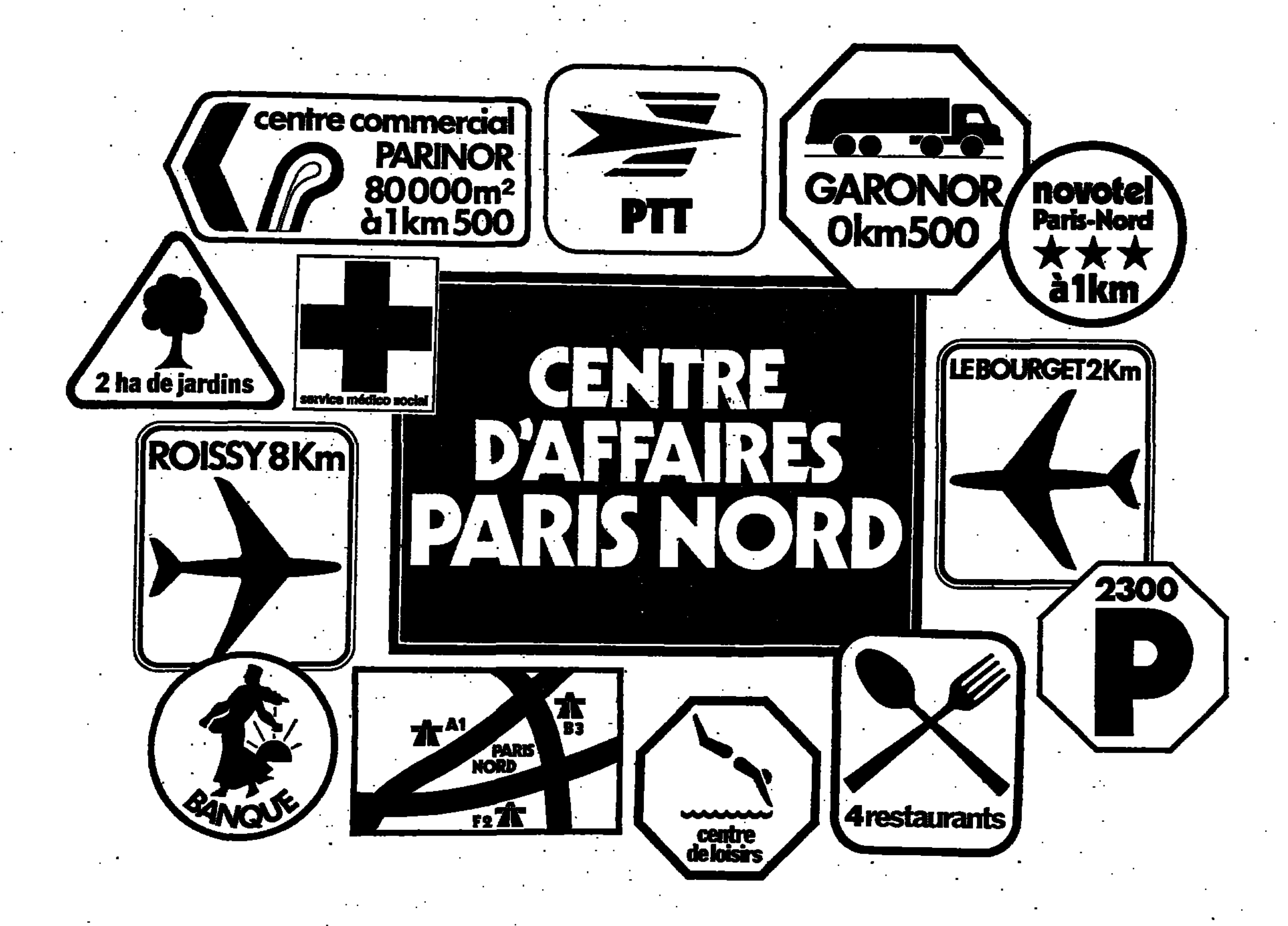
Tennis

L'Argentin Guillermo Vilas a remporté le tournoi de Téhéran, battant en finale le Mexicain Ramirez (6-0, 6-3, 6-1).

Volley-ball

En battant l'Union soviétique par 3 sets à 0, le Japon a gagné à Mexico les septièmes championnats du monde de volley-ball féminin. En poule de classement, l'équipe de France termine à la vingtième place. Dans le tournoi masculin, l'équipe de France a pris la seizième place tandis que trois équipes peuvent encore prétendre au titre mondial : la Pologne, l'Union soviétique et le Japon.

Louez vos bureaux à Paris Nord un vrai «centre» d'affaires.



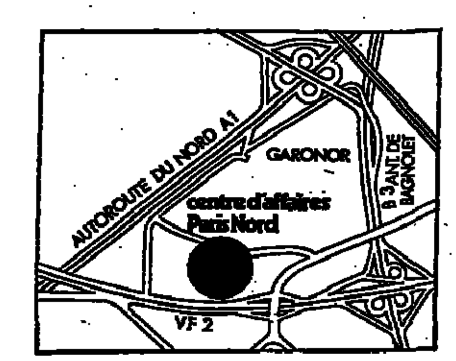
C'est un «centre» d'attraction. Paris Nord est branché en direct sur Paris avec lequel il communique aisément par l'effet du contre-flux de la circulation sur l'autoroute du Nord A1 et l'autoroute B3, antenne de Bagnolet (horaires inversés) et par les nombreux transports en commun (14 mn par le train, 25 mn par l'autobus). Mais le Centre d'affaires Paris Nord est aussi proche et accessible des agglomérations de Sarcelles-Gonesse (autobus), Aulnay-sous-Bois (train+autobus), Sevran-Villepinte (train+autobus), Drancy-Le Bourget (autobus), qui représentent plus de 400 000 habitants. Enfin, Paris Nord est situé au Bourget (l'aéroport d'affaires de la région parisienne) et à quelques minutes de l'aéroport international Charles de Gaulle de Roissy-en-France.

C'est le «centre» d'un vaste complexe existant. Le centre commercial Carrefour Parinor (ouvert en juillet 1974) - le Novotel Paris Nord (juillet 1974) : 140 chambres, salle de congrès, piscine - Garonor (1967) - le centre de distribution Paris Nord - Citroën (1973), font, dès à présent, de Paris Nord le centre d'un complexe de 400 ha qui ensuite couvrira plus de 600 ha et s'étendra jusqu'à Roissy.

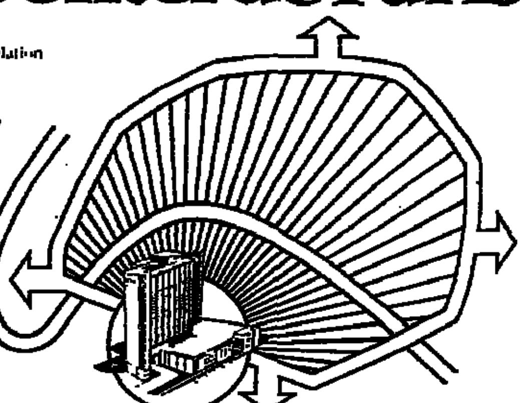
C'est un «centre» de services en fonctionnement. A l'intérieur même du centre d'affaires, les utilisateurs (17 Sociétés) trouvent sur place, depuis février 1974, tous les services d'un centre ville (variété des restaurants, brasserie, commerces, banques, PTT, etc.), plus l'agrément de travailler «sur jardins» (2 ha).

les charges les plus basses de la région parisienne.

Renseignements: GIL Centre d'affaires Paris Nord 93 Blanc-Mesnil tél. 931 31 90



Hôtel Sofitel-Sèvres ★★★★ le nouveau Sofitel de Paris.



En direct sur Paris
Le Sofitel-Sèvres est implanté à Paris, Porte de Sèvres. Il est en relation directe avec les centres d'affaires et les aéroports.

Chambres : confort intégral.
600 chambres insonorisées avec air conditionné, téléphone, radio, télévision, bar-réfrigérateur. Possibilité de bureau attenant.

Equipement exceptionnel pour Congrès et Séminaires.
2500 m2 de salles de réunions à espace modulable. Audio-visuel complet. Salle de cinéma (300 places). Traduction simultanée.

Et la détente...
Jardin intérieur, ascenseur bulle panoramique, bar-piscine, galerie marchande et cinéma d'exclusivité assurent votre détente entre deux rendez-vous.

Restauration : du snack au repas d'affaires
Sofitel-Sèvres vous offre un éventail de possibilités entre un lunch pris sur le pouce à "La Poterie" et un dîner au "Relais de Sèvres."

SOFITEL-SEVRES, 2 rue Gropnet, 75015 Paris.
Tél. 828.31.32. Télex : 20.261 (Métro : Place Balard, Porte de Versailles. A 5 mn du Parc des Expositions.)

Réservations : Bernadette JEANNIN, 828.31.32

Ouvert depuis le 19 août.

Immobilier, une nouvelle forme d'investissement : l'hôtellerie de luxe.

(elle rapporte jusqu'à 12 % sans charges ni impôts)

Problème. Le monde est en crise et vous ne savez plus où placer votre argent.

La fiscalité s'attaque à la dernière valeur sûre : l'immobilier.

Solution. Faire un placement exonéré d'impôts dans l'hôtellerie de luxe, car elle ne souffre d'aucune crise et sa fréquentation ne fait qu'augmenter.

Le Marbell Center, nouveau grand palace de Marbella (Costa del Sol) vous offre cette possibilité.

Rapport. Jusqu'à 12 % net d'impôts et de toutes charges garanti par contrat, plus 3 mois par an de vacances gratuites dans votre palace au bord de la plus belle plage de Marbella.

Décision. A prendre rapidement pour une rentabilité immédiate.

Action. Pour être informé en détail du rendement d'un placement au Marbell Center, renvoyez ce bon à : Marbell Center informations. 20 avenue Franklin D.-Roosevelt. 75008 Paris. Tél. 225.46.62.

Malaga
MARBELLA
Gibraltar

Nom
Adresse
Tél. MC 2

pierre bahon s.a

Faure, Arnaud & Associés

loterie nationale



tranche d'automne

Gros lot de 2 millions de francs

tirage mercredi

TLG A 36

JUSTICE

A Marseille

Un policier est inculpé de l'assassinat d'un jeune ressortissant algérien

Marseille. — Inculpé le samedi 26 octobre de l'assassinat d'un jeune Algérien de dix-sept ans, M. Ladj Lounès — dont le corps, atteint de plusieurs balles, avait été découvert le 29 août 1973 en bordure de l'autoroute nord de Marseille, — le sous-brigadier de police marseillais François Canto a-t-il agi seul ou faisait-il partie d'un groupe organisé qui aurait pu commettre d'autres crimes de caractère raciste ? L'instruction judiciaire n'étant pas terminée, la préfecture de police de Marseille, qui a annoncé cette inculpation par un bref communiqué, s'est refusée à tout commentaire.

Selon les témoignages du frère et d'amis de Ladj Lounès, trois ou quatre hommes prenaient part à l'action au cours de laquelle le jeune Algérien a été abattu. Les événements s'étaient produits le soir même des obsèques de M. Emile Guerlache, le chauffeur de bus marseillais poignardé à son volant par un dément algérien, M. Salah Bougrine. Le geste meurtrier de celui-ci avait déclenché une violente campagne raciste pendant laquelle plusieurs travailleurs algériens ont été découverts morts dans divers quartiers de la ville. Une seule des actions engagées en justice au nom des victimes a pour le moment permis de conclure à un homicide et à l'inculpation de ses auteurs. Mais trois autres affaires, dont l'instruction a abouti à un non-lieu, doivent être examinées en appel.

De notre correspondant régional

M. Ladj Lounès était sorti prendre l'air, dans la nuit du 28 au 29 août, et se trouvait sur le trottoir, à l'angle du boulevard de Beaumont et du chemin de la Madrague-Ville, non loin de la cité d'urgence de La Calade, où il habitait, quand deux voitures s'étaient arrêtées près de lui. D'après le récit fait par les témoins, trois ou quatre hommes étaient à bord des véhicules et donnèrent l'impression de vouloir obtenir un renseignement. Le jeune Algérien s'approcha et fut abattu par l'un des occupants de plusieurs coups de feu tirés avec un pistolet de calibre 7,65 millimètres. Atteint au dos et à la tête, M. Ladj Lounès succombait quelques heures plus tard, malgré une intervention chirurgicale.

La police n'avait pas cru devoir alors retenir l'hypothèse d'un crime raciste, en se fondant sur le fait que M. Ladj Lounès avait été poursuivi l'année précédente pour vols de cyclomoteurs et de voitures...

Rapatrié d'Algérie et père de six enfants, M. Canto aurait déclaré avoir agi par vengeance après que des musulmans eurent importuné l'une de ses filles. Au moment des faits, il était en congé de maladie depuis sept mois. Toujours soigné aujourd'hui pour des troubles cardiaques, *il a été placé en salle des consignés* à l'Hôtel-Dieu de Marseille. Le communiqué publié samedi en fin de matinée par la préfecture de police précise que M. Canto a été immédiatement relevé de ses fonctions.

La version du crime donnée par les témoins n'ayant pas été démentie par la police, il est permis de penser que d'autres inculpations, visant les complices du sous-brigadier marseillais, devraient être annoncées. L'instruction ne peut également manquer d'établir si M. Canto a agi de manière isolée, ou avec des complices d'une organisation raciste.

Sept meurtres en moins de dix jours

En plus de M. Ladj Lounès, six travailleurs immigrés, tous Algériens, avaient été trouvés morts à Marseille et dans la région entre le 24 août, date du drame qui coûta la vie au traminot marseillais, et le 2 septembre : Rachid Mouka, découvert le 24 août dans une carrière abandonnée au nord de Marseille, le corps criblé de plomb de chevrotines et de balles de gros calibre ; Abdelwahab Hemahoum, tué à coups de planche le 26 août sur le Vieux-Port ; Mébarki Hamou, ramassé près d'Aix-en-Provence, le 26 août, avec un enfoncement crânien et décédé le 29 août ; Saïd Aounallah, tué le 26 août par balles près de l'autoroute nord de Marseille ; Saïd Ghilas, blessé mortellement à l'aide d'un instrument contondant, le 28 août dans le quartier Saint-André de Marseille ; enfin, Bensaha Mekernef, blessé le 30 août dans le premier arrondissement, et décédé des suites d'une fracture du crâne, le 2 septembre.

Les meurtriers d'Abdelwahab Hemahoum, trois jeunes Marseillais âgés de dix-neuf et vingt et un ans ont été identifiés et inculpés à la fin de mars. Il n'y a pas eu d'information ouverte du chef d'homicide volontaire pour la mort de Mébarki Hamou. L'instruction relative à Rachid Mouka est en cours. Quant aux trois autres affaires, elles ont abouti à une ordonnance de non-lieu de laquelle Mᵉ Jean Dissier, avocat au barreau de Marseille et défenseur attitré des travailleurs immigrés partie civile au nom des victimes, a fait appel devant la cour d'Aix-en-Provence.

Dans le communiqué remis à la presse samedi, le Mouvement des travailleurs arabes (M.T.A.) exige pour sa part, « *qu'une justice réelle soit rendue à Ladj Lounès et à toutes les victimes du racisme* ».

GUY PORTE.

A Lyon

Le récent décès d'un détenu est tenu pour suspect par le Comité d'action des prisonniers

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Jean-Pierre Renaud, âgé de quarante ans, détenu à la maison d'arrêt Saint-Paul, à Lyon, a été trouvé mort dans sa cellule le samedi 19 octobre. La cause de ce décès est attribuée par l'administration à un malaise cardiaque. Cependant, dans un communiqué diffusé mercredi 23 octobre, la section lyonnaise du Comité d'action des prisonniers (C.A.P.) met en doute cette version officielle. « *Des informations très précises en provenance de la prison*, dit notamment ce texte, *nous permettent d'ores et déjà d'avancer que les véritables causes de cette mort sont beaucoup moins naturelles qu'on voudrait le faire croire.* » Sans vouloir préciser davantage, le C.A.P. annonce qu'il a décidé de constituer sa propre commission d'enquête qui « *s'attachera à faire toute la lumière* ».

Le décès de M. Renaud est le troisième survenu à la maison d'arrêt de Lyon depuis trois ans, après celui de M. Didier Gelineau, l'un des inculpés de l'affaire dite de « *la rue des Tables-Claudiennes* », et celui de M. Jacky Tournier. Dans les deux cas on avait imputé l'usage excessif de barbituriques. Selon le C.A.P., si la mort de M. Gelineau, qu'il rappelle dans son communiqué, peut être tenue pour naturelle, dans la mesure où le jeune homme s'était adonné avant son incarcération tant à l'usage de la drogue que de l'alcool, celle de M. Tournier lui apparaît toujours suspecte.

« *Lors de la reconnaissance du corps par la famille*, assure-t-il, *celle-ci découvrit des traces suspectes : sur le cuir chevelu, une longue cicatrice récente, au bras, des traces de brûlures, qui amenèrent les parents à se constituer partie civile, ce qui entraîna l'ouverture d'une seconde enquête. Si la deuxième autopsie confirma les résultats de la première, l'information judiciaire ouverte depuis trois ans piétine et le dossier s'empoussière dans le cabinet du juge d'instruction qui semble l'avoir oublié.* » Et c'est pourquoi le C.A.P. conclut son communiqué par cette phrase : « *Il y a trop d'hommes en bonne santé qui, en prison, meurent de crises cardiaques.* »

● **DEUX DES DIX TAPISSERIES D'AUBUSSON DEROBEES** le 10 septembre dernier à l'abbaye de Saint-Antoine (Isère) ont été retrouvées le 26 octobre dans une maison abandonnée, près de Villié-Morgon (Rhône) (*le Monde* du 13 septembre). C'est grâce à un appel téléphonique anonyme que les services de la police judiciaire de Lyon ont été avertis de l'endroit où se trouvaient les deux œuvres d'art qui, vraisemblablement, n'avaient pu être négociées par les voleurs. Selon certains renseignements recueillis par les enquêteurs, ces tapisseries auraient fait l'objet de tentatives de vente en Italie, en Suisse et aux Etats-Unis...

A BESANÇON

Une enquête est ouverte après la disparition de deux dirigeants de sociétés immobilières

De notre correspondant

Besançon. — Deux hommes d'affaires bisontins n'ont pas reparu à leur bureau depuis le 21 octobre. Il s'agit de deux frères, MM. Maurice et Jean-Claude Lamy, qui contrôlaient diverses sociétés immobilières. M. Jean-Claude Lamy a laissé une lettre dans laquelle il fait état de difficultés financières et déclare ne pas vouloir en rendre compte devant la justice française. Il semble donc que les deux hommes ont fui à l'étranger ; ils sont accompagnés du fils de M. Maurice Lamy.

Une enquête a été ouverte par le parquet de Besançon, et un administrateur désigné s'efforcera de déterminer le préjudice subi par les éventuelles victimes des deux frères. La plus importante des affaires dont s'occupaient les frères Lamy paraît être la société OTEIR (Omnium technique d'études industrielles et de réalisations), créée en février 1966.

Sous forme de S.A.R.L. transformée depuis en société anonyme dont Jean-Claude Lamy, trente et un ans, était le président-directeur général, la société OTEIR, spécialisée dans la promotion immobilière en lotissements ou immeubles *collectifs*, *s'appuyait* commercialement sur une autre société, la SOGEVIM, créée en juillet 1972 et gérée par M. Maurice Lamy. Celui-ci exploitait pour son compte personnel Le Logement moderne de Franche-Comté (transactions immobilières), créé en 1964, ainsi qu'un cabinet d'assurances. Enfin, une troisième société, la PROJEFI complète le groupe, mais seuls OTEIR et SOGEVIM ont été mis en liquidation de biens par le tribunal de Besançon.

Toutes ces affaires avaient leur siège à Besançon jusqu'au mois de juillet 1974, époque à laquelle le siège d'OTEIR fut transféré à Paris, 17, faubourg Poissonnière (9ᵉ). Une agence avait été en outre établie à Marseille. On ignore si des programmes de construction ont été engagés dans le Midi et sur la région parisienne. En revanche, on sait que des opérations importantes sont en cours dans l'est de la France, portant notamment sur des immeubles collectifs dans les villes de Vesoul, Montbéliard, et Besançon, où un programme de trois cents logements a été lancé par les frères Lamy.

De nombreux entrepreneurs n'ont pas été payés pour des travaux effectués bien que les promoteurs aient perçu des fonds importants de leurs clients. Il est encore trop tôt pour fixer le montant des dettes accumulées par les frères Lamy, mais il est probable que dans les jours qui viennent de très nombreuses plaintes vont être déposées au parquet de Besançon.

En l'état actuel de l'enquête, le parquet n'a pas délivré de mandat d'arrêt contre les frères Lamy, dont on dit d'ailleurs qu'ils se seraient réfugiés au Venezuela.

A noter que, dans la nuit du 22 au 23 octobre, les bureaux bisontins de la société OTEIR ont été cambriolés et que le coffre-fort a été enlevé. Ce fait, bien entendu, a intrigué les enquêteurs, mais il semble cependant sans rapport avec la disparition des frères Lamy. Au demeurant, il ne semble pas que des pièces comptables aient été soustraites par les cambrioleurs, qui se sont d'ailleurs introduits dans le courant de la nuit dans deux autres bâtiments industriels voisins des locaux d'OTEIR.

CLAUDE FABERT.

(*Publicité*)

sauvez vos cheveux...

Si vous vous alarmez parce que vos cheveux tombent au brossage ou spontanément parce qu'ils sont trop gras, trop secs ou cassants, parce que vous n'arrivez pas à vous débarrasser de vos pellicules, vous avez raison.

Ces manifestations sont les signes habituels d'une mauvaise défense de votre cuir chevelu. Celui-ci, agressé constamment par la pollution atmosphérique ou une hygiène inadaptée, réagit par une régénération naturelle du cheveu.

Cependant, ce déséquilibre permanent finit par amoindrir cette défense et cela se traduit par les signes qui vous inquiètent. Cette dégénérescence n'est pas inéluctable. Il existe en effet, un INSTITUT spécialisé dans la correction de ces troubles. A L'INSTITUT CAPILLAIRE, après une étude minutieuse de votre cuir chevelu, nous vous dirons objectivement si nous pouvons enrayer la perte de vos cheveux.

Des applications appropriées vous seront proposées afin de corriger et éliminer les désordres locaux pour obtenir une repousse de cheveux drus.

Si votre problème ne relève pas de la compétence de l'INSTITUT CAPILLAIRE, nous vous le dirons car nous avons l'habitude d'obtenir des résultats positifs.

N'attendez pas, car, avec le temps, la racine du cheveu se dégrade et finit par disparaître. Il est alors impossible de corriger une calvitie.

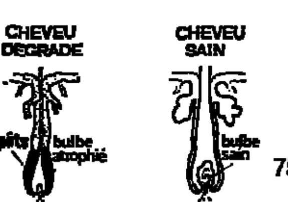
Téléphonez, écrivez ou rendez visite à l'INSTITUT CAPILLAIRE dès aujourd'hui. Des applications à domicile sont préparées pour les personnes habitant hors ville.

ou retrouvez-les..

BRIDGE CAP n'est ni un postiche, ni une implantation :
BRIDGE CAP entièrement réalisé à la main sur mesure, s'intègre à vos cheveux d'une façon parfaite et invisible.
Vous pouvez dormir, nager, vous laver les cheveux sans crainte : ni le vent, ni la pluie ne pourront vous gêner.

Nous n'avons pas sacrifié au bon marché, mais nous avons préféré vous assurer la qualité jusqu'à la perfection.

(resserrage toutes marques : nous consulter.)



INSTITUT CAPILLAIRE
BRIDGE CAP
75008 - PARIS - 116bis Champs-Elysées, 1 rue Lord Byron — tel 1.225 59-49

AIX-EN-PROVENCE - ANGERS - CLERMONT-FD - DIJON - LIMOGES - MARSEILLE - MONTPELLIER - NANTES - NICE - RENNES - TOULON - TOURS

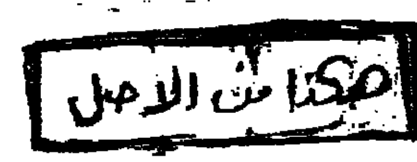
en plein centre des villes

Aix en P.	(91) 26.37.01	Limoges	(55) 32.45.37	Nice	(93) 87.11.18
Angers	(41) 88.57.03	Marseilles	(91) 33.21.60	Rennes	(99) 30.16.88
Clerm.-FD	(73) 93.18.34	Montpell.	(67) 72.81.56	Toulon	(94) 92.60.54
Dijon	(80) 32.97.57	Nantes	(40) 71.74.55	Tours	(47) 20.33.60

consultez l'annuaire

Ouvert du lundi au vendredi 11 h - 20 h — Samedi 9 h - 13 h.

havas atlantique nantes



Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Les causes de l'inflation et ses bénéficiaires

LES FAUX-MONNAYEURS

par MAURICE ALLAIS (*)

LE monde occidental, et tout spécialement la France, connaît aujourd'hui une crise sans précédent que les esprits les plus lucides avaient pressentie depuis des années. Si l'on n'y prend garde, elle entraînera l'effondrement des sociétés qui le composent.

Cette crise a un double aspect : une inflation accélérée et non maîtrisée, et l'augmentation considérable du prix des hydrocarbures. Ce serait, en fait, une erreur manifeste que d'attribuer la première à la seconde, car elle l'a précédée, et, pour une large part, elle a contribué à la susciter.

L'inflation dont souffre à des degrés divers le monde occidental tout entier, et tout particulièrement la France, résulte fondamentalement de deux causes étroitement liées l'une à l'autre et qui se renforcent l'une l'autre : *le système éminemment vicieux de la création de monnaie, l'action directe ou indirecte des groupes de pression sur le fonctionnement de ce système.* Pour l'essentiel, leur jeu conjugué peut se résumer comme suit :

Tendance à l'accélération

1) A l'accroissement de la masse monétaire correspond la création d'un pouvoir d'achat *ex nihilo* auquel ne correspond aucun service rendu, c'est-à-dire à la création de faux droits. Il s'agit en fait de sommes *considérables*. Au cours de l'année 1973, la masse monétaire française s'est accrue de 493,8 à 567,6 milliards, soit de 73,8 milliards de francs, correspondant à un taux d'accroissement d'environ 15 %, pour une production intérieure brute de 1 016 milliards de francs. Ce montant est sensiblement égal à celui de *tous* les impôts directs, soit 76,6 milliards de francs.

2) La création de faux droits explique les « miracles » du crédit puisqu'il est effectivement miraculeux de pouvoir exercer sur la production un prélèvement payé par une création de pouvoir d'achat par simple jeu d'écritures. *Mais, en fait, il n'y a pas de miracle véritable en termes réels.* Les faux droits viennent s'ajouter aux droits réels qui s'exerceraient en dehors de leur création. Ils ne peuvent être utilisés qu'en suscitant la hausse des prix qui dépouille toutes les autres parties prenantes en faveur des bénéficiaires des faux droits.

3) Pour des encaisses désirées données, toute augmentation des moyens de paiement suscite une augmentation de la dépense globale, cette dernière excédant le revenu global de l'excès des moyens de paiement sur les encaisses désirées. Comme on constate que le volume global des encaisses désirées croît moins vite que le revenu global, on peut affirmer qu'en temps d'inflation, si les moyens de paiement s'accroissent à *un* taux annuel de 18 % (taux moyen d'accroissement de la masse monétaire correspondant aux années 1971 et 1972) et *si* la production ne s'accroît que de 6 %, les prix s'élèveront nécessairement à un taux annuel au moins égal à l'excès du premier taux sur le second, soit 12 %. Mais la différence pourra être beaucoup plus élevée, et *elle le sera d'autant plus que le processus inflationniste sera plus prononcé.* Ainsi, à la fin de l'hyperinflation allemande, d'avril à août 1923, une augmentation moyenne de 70 % par mois des moyens de paiement a entraîné une augmentation moyenne des prix de l'ordre de 120 % *par mois*, provoquant une hausse des prix de 1 à 135 alors que les moyens de paiement n'augmentaient que de 1 à 15, soit près de dix fois moins.

4) Du fait qu'au cours du processus inflationniste l'encaisse globale désirée relative (rapport de l'encaisse globale désirée au revenu national mensuel) ne cesse de décroître, *le taux de hausse des prix tend à excéder de plus en plus le taux de croissance de la masse monétaire.* Il résulte de là qu'au cours de son développement toute inflation *tend à s'accélérer*. Si on la laisse se développer, elle peut devenir *totalement incontrôlable* comme le démontre l'expérience historique de toutes les hyperinflations.

Qui en profite ?

5) Quels sont les bénéficiaires d'un tel système ? Une réponse simpliste consisterait à dire que les bénéficiaires sont d'une part l'Etat quant à la création de monnaie de base (monnaie manuelle, dépôts dans les chèques postaux, dépôts à la Banque de France et auprès du Trésor) et d'autre part les banques quant à la création de monnaie bancaire non couverte par de la monnaie de base. La réalité est plus complexe. Si, directement ou indirectement, l'Etat prête la monnaie de base créée à des taux d'intérêt plus bas que ceux qui se constateraient autrement, tous les emprunteurs deviennent des bénéficiaires. Quant aux banques, leur concurrence les amène à rendre gratuitement des services à leurs clients pour attirer les dépôts et à leur prêter à des taux d'intérêt plus bas que ceux que l'on constaterait autrement. Il y a donc un très grand nombre de bénéficiaires.

Mais le système est encore plus complexe. Si, en effet, et par exemple, une entreprise, en raison des prêts qui lui sont accordés, est en mesure de consentir à ceux qu'elle emploie des hausses de salaires plus élevées que celles qu'elle pourrait consentir autrement, le prélèvement réel sur la production du pays correspondant à la création de faux droits par le système bancaire se fait dans ce cas au profit du personnel de l'entreprise considérée.

(*) Professeur à l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris.

(Lire la suite page 18, 1re col.)

Tout en constituant un grand progrès

L'accord sur la garantie de ressources des chômeurs risque de créer des illusions

PERSONNE ne doit en douter, c'est un pas considérable qui va être accompli. Mais avant même que l'accord du 14 octobre entre le C.N.P.F. et les syndicats sur les garanties de ressources aux travailleurs privés d'emploi ait été complété, intégré dans le règlement UNEDIC et étayé par une loi, il paraît convenable de dissiper certaines illusions qui seraient, demain, cruellement déçues. Le public risque en effet d'être abusé par une formule trop souvent répétée, selon laquelle « les chômeurs bénéficieront désormais du maintien de leur salaire pendant un an ». Pareille formule appelle de sérieuses réserves, tant en ce qui concerne le « risque » envisagé qu'en ce qui touche sa « réparation ».

Le risque d'abord. Aux termes de l'article 3-21 de l'accord, il faudra, pour bénéficier de la nouvelle garantie, « *être licencié pour un motif économique d'ordre conjoncturel ou structurel entraînant suppression d'emploi ; le motif du licenciement devra être attesté par l'inspecteur du travail* ». La pierre angulaire du nouveau système, c'est donc la suppression d'emploi : parmi tous les chômeurs, c'est-à-dire parmi toutes les personnes involontairement privées d'emploi et désireuses d'en retrouver un, une situation hautement privilégiée est faite aux victimes d'une telle suppression. Cette discrimination radicale laisse perplexe.

Perplexe parce que sa mise en œuvre va s'avérer fréquemment délicate. La notion même de suppression d'emploi s'enveloppe en effet d'incertitude. Exemple immédiat, celui des quelques centaines de milliers de salariés du bâtiment engagés pour la durée d'un chantier et licenciés lorsqu'il s'achève : s'ils ne retrouvent pas d'embauche, auront-ils alors vocation à bénéficier des nouvelles garanties ?

D'une façon plus générale, qui dit supression d'emploi dit réduction d'effectifs ou, plus précisément, non-remplacement du salarié licencié. Doit-on à cet égard s'en tenir aux seules déclarations d'intention de l'employeur ? Sûrement pas : il faudra bien, au moins en principe, vérifier que le partant est sans successeur ; mais pendant combien de temps ?

Se contenter du délai le plus bref dans la louable intention de fixer au plus tôt les droits du licencié risque d'aboutir à l'absurde. Mais avec l'allongement de la période de référence les problèmes se multiplient, soit que l'on attende son expiration pour régler la situation de l'intéressé, soit que l'on modifie rétroactivement cette situation parce qu'un contrôle des effectifs de l'entreprise aura révélé que l'allocataire y a été finalement remplacé et qu'il n'a donc pas été victime d'un licenciement entraînant suppression d'emploi... Et comment éviter que certaines entreprises dont l'activité est sujette à fluctuations ne soient tentées de mettre « *en dépôt* » certains de leurs salariés pendant les périodes creuses pour les reprendre ensuite à leur service ? Cette question en appelle inévitablement une autre : ne conviendrait-il pas d'étendre la pleine garantie du salaire au cas du chômage simplement partiel ?

JEAN-JACQUES DUPEYROUX,

directeur du département de droit du travail de l'université de Paris-Assas.

(Lire la suite page 16, 2e col.)

BULLETIN

LES FONDS QUI MANQUENT LE PLUS

« *JE suis navré de voir... que beaucoup d'entreprises françaises, dont on voit les difficultés, disposent de fonds propres insuffisants. Or on ne peut pas, dans une économie comme la nôtre, entreprendre, développer une entreprise sans faire une effort de fonds propres.* »

On ne saurait trop souscrire à ces propos, tenus par M. Giscard d'Estaing à l'occasion de sa dernière réunion de presse. Le temps est passé où de faux prophètes annonçaient à qui voulait les entendre — et il y en avait beaucoup — que, dans le monde moderne, les sociétés pouvaient se passer de capital étant donné qu'il s'agissait là d'un frein à l'expansion : la meilleure méthode, à les en croire, était de faire appel au crédit et toujours au crédit. On connaît les résultats d'une telle politique (voir page 17 l'article de Jacqueline Grapin).

On s'aperçoit aujourd'hui que l'endettement excessif de tous les agents économiques obère sérieusement la poursuite de l'activité à un niveau satisfaisant. Il arrive toujours un moment où les prêteurs ne font plus confiance aux débiteurs lorsque ces derniers sont incapables d'offrir les garanties nécessaires.

Si donc on ne peut qu'approuver le président de la République dans son diagnostic, on ne voit pas très bien, hélas ! comment on peut remédier rapidement à la situation qu'il décrit. Pour accroître leurs fonds propres, les entreprises doivent, d'une façon ou d'une autre, faire appel à l'épargne. Mais comment lancer avec quelque chance de succès une augmentation de capital en numéraire dans l'état où se trouve actuellement la Bourse ? De toute façon, l'accès du marché financier est pratiquement réservé aux plus grandes firmes. La question reste donc ouverte pour la multitude des autres.

Une autre méthode consiste, pour les sociétés, à accroître leurs réserves, c'est-à-dire leur propre épargne. Mais cela suppose qu'elles continuent à réaliser des profits. L'inflation ne rogne-t-elle pas leurs marges bénéficiaires ?

Puisque cette voie est difficilement praticable dans les circonstances actuelles, on pourrait théoriquement conseiller aux entreprises d'améliorer leur bilan en consolidant une partie de leurs dettes, c'est-à-dire en transformant une partie de leurs engagements à court terme en endettement à long terme. Mais deux obstacles, tenant à la même cause, s'opposent aussi à cette solution. La hausse des taux d'intérêt a, en effet, une double conséquence : elle déprime le cours des obligations et elle aggrave la charge financière des sociétés émettrices.

Pendant longtemps encore, les fonds propres risquent d'être ceux qui manqueront le plus.

L'O N U S'INTERROGE SUR LE DÉVELOPPEMENT

Peut-on empêcher l'extension de la famine ?

De notre envoyé spécial

New-York. — Célébrant la semaine dernière la journée d'information pour le développement, l'ONU avait convié une dizaine de spécialistes, dont le nouveau prix Nobel, M. Gunnar Myrdal, les professeurs Galbraith, Samir Amin (de Dakar), Menshikov (de Novosibirsk) et l'ambassadeur Edwin Martin, chef de la délégation américaine à la prochaine conférence mondiale de l'alimentation, à discuter avec une vingtaine de journalistes des moyens d'assurer dans les pays sous-développés la croissance à laquelle beaucoup ne peuvent encore prétendre.

Traiter en une journée de sujets aussi variés que la crise alimentaire et les risques d'extension de la famine, les conséquences de l'enchérissement du pétrole, le désordre monétaire international et l'extension de l'inflation, relevait de la gageure. Sous l'autorité souriante de M. Philippe de Seynes, secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l'ONU, l'affaire ne s'est pas trop mal passée, même si les conclusions du débat n'incitent guère à l'optimisme.

Dialogue de sourds

M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, avait pourtant bien introduit la discussion en rappelant qu'au moment où une partie de l'humanité est encore privée de cet élément essentiel qu'est la nourriture, un nouvel ordre économique et social est nécessaire pour réduire la misère, répartir mieux les richesses, améliorer la quantité de produits alimentaires disponibles, éviter le gaspillage et notamment contrôler les dépenses militaires. « *Toute addition faite aux machines de la mort, qui coûtent déjà presque 1 milliard de dollars par jour, est une soustraction aux forces de la vie* », a déclaré M. Waldheim avant de rappeler que plus l'opinion comprendra vite les problèmes, plus les financiers et les gouvernants trouveront facilement leur solution. Le débat allait montrer, une fois encore, que ce n'est pas si facile.

D'abord parce que le dialogue n'existe pas ou guère sur toute une série de sujets essentiels. On l'a bien vu lorsque Américains et Russes, invités par les représentants des pays sous-développés à s'expliquer sur les conditions dans lesquelles leurs pays, premiers producteurs mondiaux de céréales, se sont entendus sur la livraison, cette année et les précédentes, de quantités supplémentaires de blé, alors que des peuples entiers manquent de l'essentiel, ont jugé qu'il n'y avait pas matière à réponse : « *Transactions commerciales normales* », a simplement commenté M. Menshikov, pour qui, à l'évidence, le droit du payeur est le meilleur dans un monde où la crise de l'énergie a pourtant encore appauvri les peuples les mieux pourvus en... affamés.

Même indifférence apparente des grands sur les moyens de modifier les rapports de forces entre riches et démunis ; sur la nécessité et la manière d'augmenter l'aide publique au tiers-monde, qui a baissé de 40 % en un an (alors que l'ONU avait voté son augmentation) ; sur la façon de permettre aux peuples pauvres de payer les aliments et les engrais qui leur sont indispensables aujourd'hui et, à terme, les énormes investissements indispensables pour assurer leur survie.

Les chiffres pourtant sont là qui montrent l'incohérence du *statu quo*. Chaque année, l'écart entre les besoins et la production d'aliments s'accroît globalement de 3 % en Afrique, de 2 % en Asie et en Amérique latine. De sorte que dans quinze ans le retard de la production atteindra 13 % de la demande (80 à 100 millions de tonnes de céréales, soit 16 à 20 milliards de dollars au prix actuel). Le choix est entre la famine accrue ou le partage de cette énorme ardoise. Or ce n'est pas du tout vers une aide majorée des pays riches que l'on s'oriente, mais bien le contraire. Le service de la dette extérieure coûte pourtant aux pays pauvres autant que l'aide publique qu'ils reçoivent chaque année.

Circonstance aggravante dans une perspective de développement : les élites locales ne paraissent guère avoir pour souci majeur de diffuser les progrès technologiques ou de généraliser les réformes agraires, points de passage obligés pourtant de la croissance. M. Myrdal, le plus sévère à leur égard, a parlé de « *simulacre* » et réclame un changement de « *toute la structure de la société* ». Ce qui lui a valu une réplique — en partie injuste, car tel n'était pas le propos du Prix Nobel — d'un journaliste sénégalais rappelant que si les peuples africains manquent de cultures vivrières, la faute en incombe d'abord aux colonisateurs qui, après avoir décimé les populations à l'époque de l'esclavage, ont remplacé les cultures traditionnelles par l'exploitation à des fins industrielles de l'arachide, du coton, du jute, du cacao...

Début de déblocage

Le débat a cependant permis de constater un début de déblocage des positions. D'abord parce que M. Martin a annoncé que le 5 novembre, à Rome, la délégation américaine demanderait une augmentation de l'aide et des stocks alimentaires au moins égale à ce que propose la F.A.O. et que, éventuellement, les tonnages fantastiques de céréales destinées à l'alimentation du bétail américain pourraient être mis en réserve pour nourrir les hommes. Réponse indirecte à M. Galbraith, qui, après René Dumont, avait reproché aux Etats-Unis d'encourager la consommation de viande, gaspillage indirect puisqu'il faut 7 kilos de protéines végétales pour produire un kilo de protéines animales.

Ensuite, parce que des facteurs nouveaux existent, qui permettent d'espérer que les pays sous-développés passeront bientôt « *du temps de la sollicitation à celui de la négociation* ».

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 18, 4e col.)

pétrole :
tout peut se
prévoir

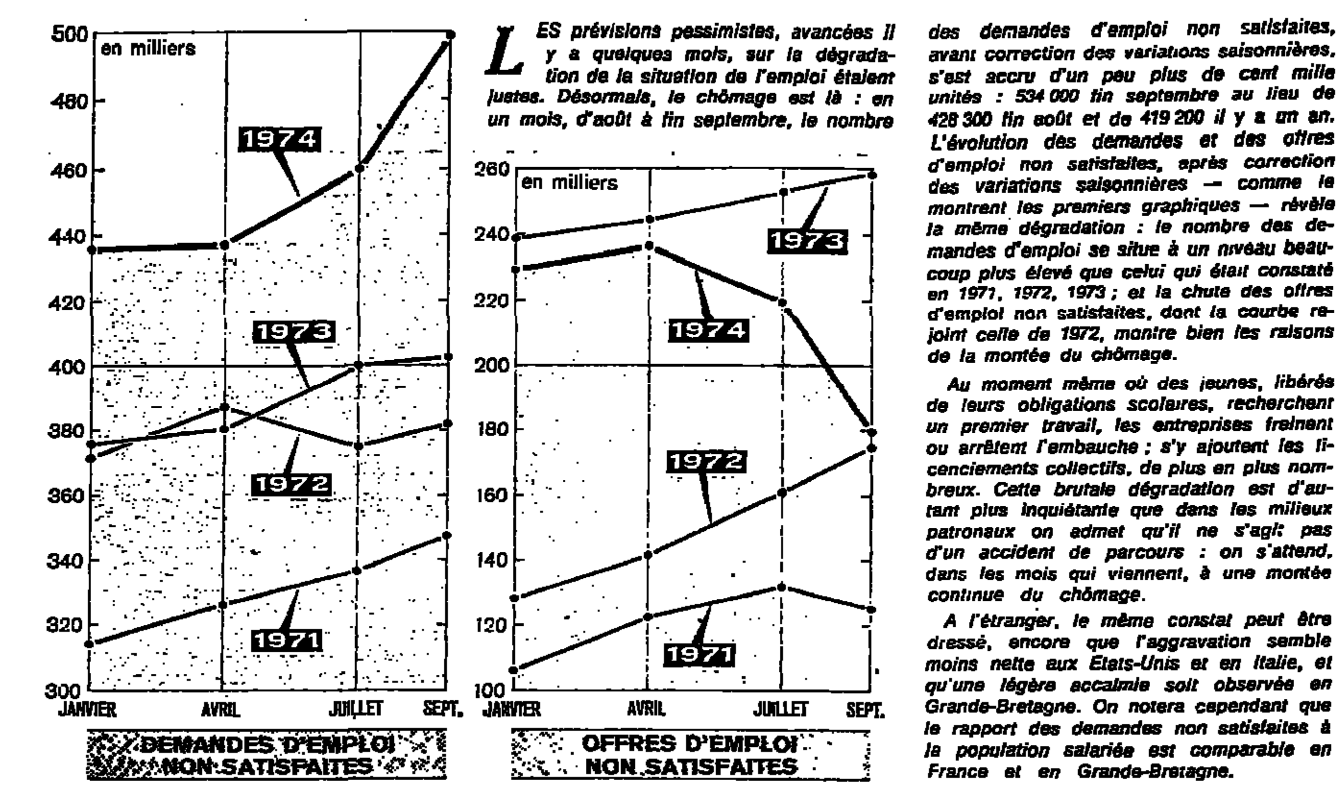
- **pour être informé avant les autres**
- **pour connaître le détail des contrats**
- **pour comprendre les tendances**

Remplissez ce Bon à découper et adressez-le à la **SOCIDOC**, 156, rue Montmartre, 75002 Paris, avec un règlement de 1.000,00 F pour recevoir un abonnement de 6 mois (130 numéros) au **BULLETIN DE L'INDUSTRIE PETROLIERE**, depuis dix ans **le seul quotidien français d'information sur les hydrocarbures.**

NOM : ....
PRENOM : ....
FONCTION : ....
ADRESSE : ....
....
....
SIGNATURE : ....

FAITS ET TENDANCES

EMPLOI : la situation s'est brutalement dégradée

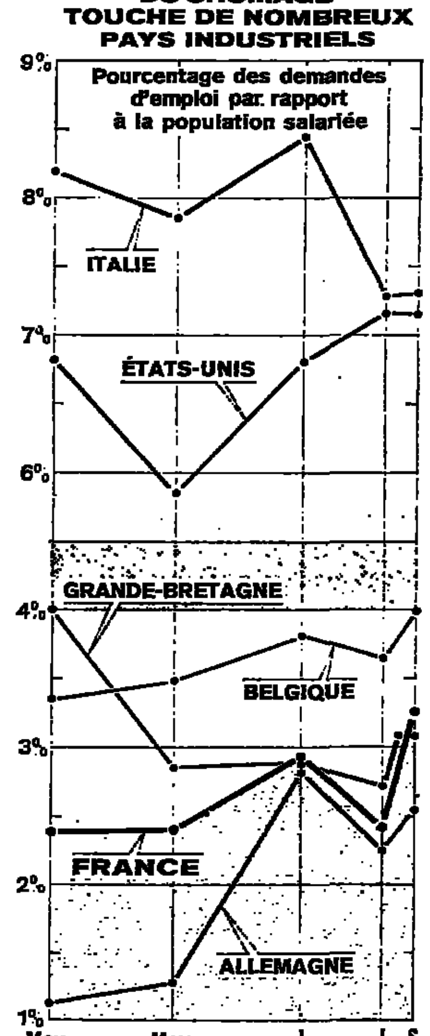


LES prévisions pessimistes, avancées il y a quelques mois, sur la dégradation de la situation de l'emploi étaient justes. Désormais, le chômage est là : en un mois, d'août à fin septembre, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites, avant correction des variations saisonnières, s'est accru d'un peu plus de cent mille unités : 534 000 fin septembre au lieu de 428 300 fin août et de 419 200 il y a un an. L'évolution des demandes et des offres d'emploi non satisfaites, après correction des variations saisonnières — comme le montrent les premiers graphiques — révèle la même dégradation : le nombre des demandes d'emploi se situe à un niveau beaucoup plus élevé que celui qui était constaté en 1971, 1972, 1973 ; et la chute des offres d'emploi non satisfaites, dont la courbe rejoint celle de 1972, montre bien les raisons de la montée du chômage.

Au moment même où des jeunes, libérés de leurs obligations scolaires, recherchent un premier travail, les entreprises freinent ou arrêtent l'embauche ; s'y ajoutent les licenciements collectifs, de plus en plus nombreux. Cette brutale dégradation est d'autant plus inquiétante que dans les milieux patronaux on admet qu'il ne s'agit pas d'un accident de parcours : on s'attend, dans les mois qui viennent, à une montée continue du chômage.

A l'étranger, le même constat peut être dressé, encore que l'aggravation semble moins nette aux Etats-Unis et en Italie, et qu'une légère accalmie soit observée en Grande-Bretagne. On notera cependant que le rapport des demandes non satisfaites à la population salariée est comparable en France et en Grande-Bretagne.

L'AGGRAVATION DU CHÔMAGE TOUCHE DE NOMBREUX PAYS INDUSTRIELS



La garantie de ressources des chômeurs

(Suite de la page 15.)

Mais beaucoup plus encore que ses difficultés d'application, c'est le principe même d'une telle discrimination entre les personnes involontairement privées d'emploi qui laisse perplexe. Ainsi, indépendamment de toute suppression d'emploi, les mutations économiques entraînent le licenciement de tous ceux qui ne peuvent s'adapter à de nouvelles méthodes, de nouvelles techniques, de nouvelles exigences : s'ils n'ont pas « la chance » d'être compris dans des compressions d'effectifs mais ont, au contraire, la malchance d'être remplacés par d'autres, plus capables ou supposés tels, ils ne seront pas considérés par les ASSEDIC comme chômeurs à part entière mais comme chômeurs de deuxième qualité, moins « intéressants » que les autres...

En réalité, on ne comprend pas bien pourquoi *l'importance* de la réparation devrait varier selon la *cause* du préjudice — c'est-à-dire de la privation d'emploi — du moment que ce préjudice est involontaire.

Cet illogisme sera générateur de trop de difficultés d'application, de trop de fraudes et de trop d'amertumes pour survivre longtemps : tôt ou tard, le droit du chômage devra être uniformisé par le haut.

Par ailleurs, on a indéfiniment répété que les chômeurs visés par l'accord auraient vocation à percevoir pendant une année des prestations équivalant à leur salaire. Il est exact qu'aux termes de l'article 4, alinéa premier, de l'accord, *« le droit à l'allocation supplémentaire d'attente... est ouvert pour une période d'un an »*. Mais, avec l'alinéa suivant, l'éclairage se modifie : à l'expiration du troisième, du sixième et du neuvième mois, le dossier de chaque bénéficiaire sera examiné par une commission paritaire qui, compte tenu d'un ensemble de données inévitablement imprécises (efforts de reclassement, offres d'emploi faites à l'intéressé, stages de formation professionnelle proposés ou suivis), *« décidera s'il y a lieu de maintenir le versement de l'allocation supplémentaire d'attente »*. *Maintenir* et non *supprimer* : choix lourd de conséquences.

Laissons de côté le problème difficile — mais nullement théorique, car on ne voit pas du tout pour l'instant comment les commissions paritaires pourraient venir à bout de tous les dossiers ! — soulevé par une carence de ces organismes et par l'absence de décisions ; et supposons que tout se passe, à l'expiration de chaque trimestre, le plus régulièrement du monde. Partage des voix ? Pas de décision positive de maintien, donc suppression des allocations. En clair, et compte tenu du caractère paritaire des commissions, cela signifie que le renouvellement trimestriel de ces allocations est pratiquement subordonné à un feu vert patronal. A tort ou à raison, cette perspective paraîtra peu rassurante aux intéressés.

Sans doute, s'ils s'estiment victimes d'une injustice, pourront-ils s'adresser aux tribunaux judiciaires. Mais ce recours ne leur sera pas d'un très grand secours.

Il est vrai qu'un arrêt récent de la Cour de cassation a admis que les juges pourraient contrôler les motifs d'une décision d'exclusion prise par une association, mais en général les tribunaux judiciaires répugnent à s'immiscer dans le fonctionnement des associations et autres institutions privées : ils préfèrent s'en tenir au contrôle de la seule régularité formelle de leurs décisions.

Utilité du recours : zéro

Ainsi, cette année même, un conflit typique, opposant un allocataire et son ASSEDIC, a été justement soumis à la cour d'appel de Colmar. Parce que le premier avait refusé un certain emploi, l'ASSEDIC avait suspendu le service de ses allocations. Or l'intéressé assurait que l'emploi litigieux était insuffisamment rémunéré et ne correspondait pas à sa formation : en conséquence de quoi il demandait aide et protection à la justice contre la décision de l'ASSEDIC. *« La cour ne peut que constater la régularité formelle de cette décision »*, lui a-t-il été répliqué par des magistrats peu soucieux de se pencher sur le fond du problème et de contrarier la liberté des gestionnaires. Utilité du recours : zéro.

Au moment où l'on met en place un système dont le fonctionnement va soulever un grand nombre de difficultés et dont l'enjeu va être considérable, ce zéro doit faire réfléchir : il serait désastreux que les intéressés puissent avoir l'impression — fondée ou pas — d'être livrés sans défense à l'arbitraire. Il conviendrait donc soit que les partenaires sociaux renoncent d'eux-mêmes aux délices du pur paritarisme au niveau des décisions des organismes appelés à gérer le nouveau système, soit que le législateur aménage un contentieux offrant des garanties suffisantes.

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

ROGER AUBOIN
ou la croisade pour de « vraies monnaies »

Nous avons annoncé dans « le Monde » daté 19 octobre la mort de Roger Auboin, conseiller d'Etat honoraire, ancien directeur général de la Banque des règlements internationaux. Il avait joué un rôle important dans l'histoire monétaire internationale de l'après-guerre, et s'était exprimé à maintes reprises dans les colonnes du « Monde ».

Aux environs de 1945 la mode était à des idées nouvelles consistant à lâcher la bride aux politiques nationales d'expansion, à financer allègrement les déficits des balances de paiements avant de se préoccuper de les corriger, à considérer comme indépendants les uns des autres les problèmes de la gestion interne des Etats et ceux du du système monétaire international. Cette tendance menait à la réduction des responsabilités des banques centrales. A la conférence de Bretton-Woods la Banque des règlements internationaux, banque des banques centrales européennes, fut condamnée à mort.

L'arrêt, heureusement, ne fut pas exécuté, et la petite équipe de Bâle survécut. Elle ne partageait pas les belles idées dont il s'agit. Elle savait que des monnaies nationales saines sont à la fois la condition d'une expansion intérieure continue et celle d'un système ordonné des paiements internationaux. Avec discrétion, mais avec intelligence et ténacité, elle entreprit de remonter la pente et d'éduquer les esprits. Elle le fit par ses rapports annuels. Elle le fit par ses contacts suivis avec les autorités monétaires des pays de l'Europe occidentale. Et en 1958, quand Roger Auboin prit sa retraite comme directeur général de la Banque des règlement internationaux, la partie était dans une large mesure gagnée — au moins temporairement.

Cela avait été un travail collectif, dans lequel une part importante avait été prise par Maurice Frère, président de la Banque depuis la guerre, par divers gouverneurs de banques centrales siégeant au conseil d'administration, et par les membres de la direction, tout spécialement par Per Jacobsson. Mais le rôle de Roger Auboin, directeur général, avait été essentiel.

Pendant toute sa carrière, dans des articles ou dans des conférences, il n'a cessé de s'employer à montrer que les peuples et leurs gouvernants se leurrent lorsqu'ils croient pouvoir se dispenser de se donner des monnaies dignes de ce nom. Il a tenu, avant de mourir, à le redire avec force dans son livre les Vraies Questions monétaires *publié en 1973, dans lequel il passe en revue les cinquante années de la vie financière internationale auxquelles il a été associé comme acteur ou comme témoin.*

Ce spécialiste des questions économiques était aussi un gentilhomme, un esprit lucide, un observateur avisé des choses humaines. Il nous laisse, en même temps qu'un exemple de sagesse, une leçon sur la monnaie bien digne aujourd'hui d'être méditée.

GUILLAUME GUINDEY.

LES BANQUES ONT RALENTI EN 1973 LEUR CONCOURS au financement de la construction

LES crédits bancaires accordés au secteur de la construction ont stagné en 1973 par rapport à 1972. Selon les comptes financiers du logement établis par la Banque de France, ils se sont élevés l'an dernier à 39,6 milliards de francs, contre 39,8 milliards il y a deux ans. Leur part dans le total des prêts destinés aux particuliers et aux promoteurs, et qui s'élève à 63,9 milliards de francs, a diminué, s'établissant à 62 %, au lieu de 65 % en 1972. Leur concours reste néanmoins en pourcentage supérieur à celui enregistré en 1971 (58 %).

A cause du ralentissement bancaire, le montant des crédits nouveaux consacrés au financement du logement n'a progressé qu'à un rythme nettement plus faible qu'auparavant (+4,8 % entre 1972 et 1973, contre + 33,6 % de 1971 à 1972, et + 31,3 % de 1970 à 1971).

Les crédits publics ont augmenté d'une année à l'autre de 17,5 %, représentant 25 % de la somme totale, au lieu de 22 % en 1972. Les prêts du Crédit foncier (+ 13,2 %) sont intervenus pour 8 %, et les crédits divers (+ 5,4 %) pour 5 %.

En 1973, seuls les crédits consacrés à la construction neuve ont augmenté (46,4 milliards contre 43), alors que les prêts attribués aux logements anciens et les crédits pour le gros entretien des immeubles ont stagné (11,9 milliards contre 12,1, 5,6 milliards contre 5,8). Par ailleurs, les crédits accordés aux ménages représentent, avec 51 milliards de francs, 80 % de l'enveloppe, en progression de 5,1 % par rapport à 1972. Le reste comprend les prêts aux entreprises de location — y compris les H.L.M. à louer — (11,2 milliards de francs) et aux promoteurs (1,7 milliard de francs).

L'ORIGINE DES CRÉDITS NOUVEAUX ACCORDÉS AU LOGEMENT
(en millions de francs)

Organismes distributeurs	1971	1972	1973
Prêteurs à caractère public (1) ..	11 900	13 339	15 667
Crédit foncier de France	4 399	4 664	5 281
Secteur bancaire (2)	26 587	39 763	39 572
Divers (3)	2 735	3 195	3 368
TOTAL	45 621	60 961	63 888

(1) Caisse des dépôts et consignations, caisses d'épargne, Caisse de prêts aux organismes d'H.L.M., Sécurité sociale, collectivités locales, Etat.
(2) Banques inscrites, Crédit populaire, établissements financiers, Crédit agricole, Crédit mutuel, Crédit coopératif, Comptoir des entrepreneurs.
(3) Contribution des entreprises au titre du 1 % sur les salaires : assurances : caisses de retraite complémentaire ; ménages (souscription des actions émises par les sociétés immobilières d'investissement).

EN RAPIDE AUGMENTATION

La production de charbon de la Chine a atteint 400 millions de tonnes en 1973

De notre correspondant

Pékin. — La production charbonnière était depuis dix ans la grande inconnue de l'économie chinoise. On n'en connaissait le volume que par approximations grossières avec des marges d'erreurs de cinquante millions de tonnes. Les informations fournies dans *le Quotidien du peuple* du jeudi 24 octobre, combinées aux précisions apportées il y a une semaine par une haute personnalité gouvernementale chinoise, permettent d'y voir beaucoup plus clair. La Chine, en fait, semble avoir un avenir brillant sur le plan charbonnier.

Le volume de l'extraction, l'année dernière, a atteint 400 millions de tonnes (chiffre inférieur aux estimations — 450 millions — publiés par *le Monde* du 2 octobre. Il convient d'augmenter, en revanche, le chiffre de la production sidérurgique qui est de 27 millions de tonnes, au lieu de 25, comme nous l'écrivions à la même date. La Chine se trouve donc la troisième puissance charbonnière mondiale, l'Union soviétique la précédant de plus de 250 millions de tonnes.

On ne peut néanmoins manquer d'être frappé par le rythme de cette croissance. Les objectifs du troisième plan quinquennal, atteints en 1970, s'élevaient à 300 millions de tonnes. La progression des années suivantes a donc dépassé 30 millions de tonnes en moyenne, soit à peu près le volume de la production nationale de 1949 pendant la période du « bond en avant ».

C'est toujours la Chine du Nord qui fournit la plus grande partie du combustible. Cependant les régions situées au sud du Yangtsé ont accompli un effort considérable au cours des dernières années. De grandes provinces autrefois dépourvues de charbon comme le Setchuan, le Yunnan et le Kuitchou satisfont maintenant une partie de leurs besoins. Une mine a même été ouverte au Tibet dont on ignore la production.

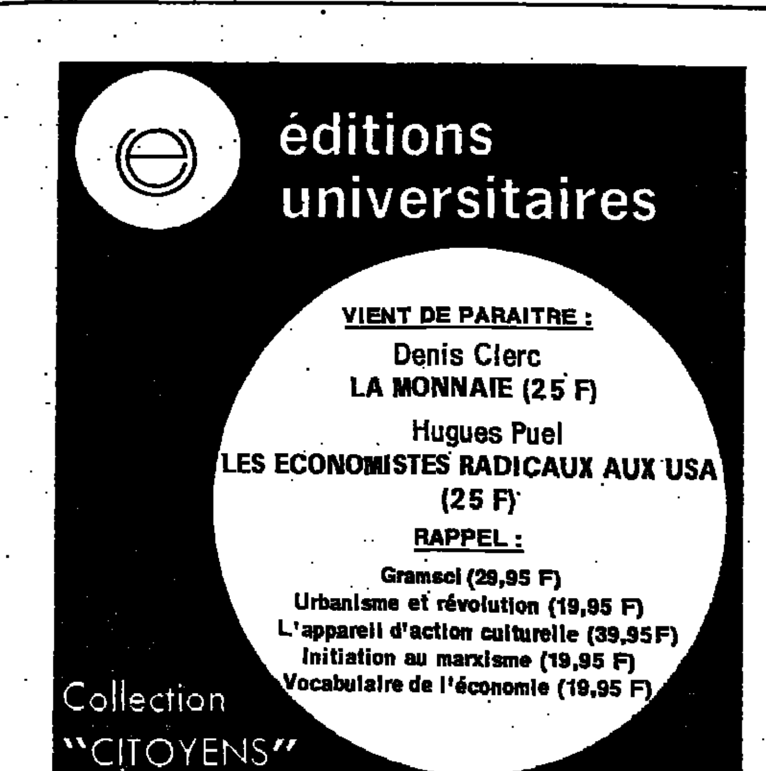
A côté des grands gisements d'où provient l'essentiel du minerai, il convient de noter l'apport des petites exploitations prises en charge par les districts, les communes populaires, voire les brigades de production, c'est-à-dire les villages. Leur production dépasse 110 millions de tonnes grâce aux efforts de prospection de la dernière période.

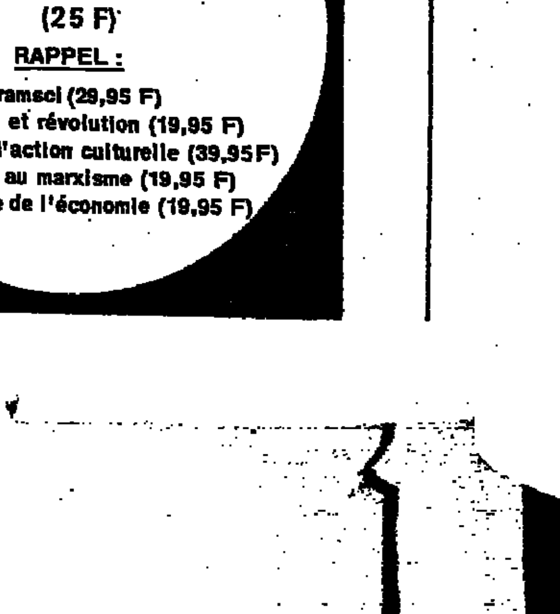
Le combustible ne coûte rien ou presque rien, même si sa qualité est parfois médiocre, et son extraction emploie la main-d'œuvre rurale libérée par le début de mécanisation tout en occupant les agriculteurs pendant la morte-saison. Le charbon est destiné entre autres aux fours des petites unités sidérurgiques — alimentées de même en minerai de fer local, — des fabriques d'engrais ou des cimenteries, sans parler des forges des ateliers de machines agricoles.

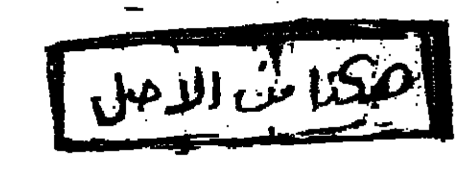
Depuis 1958, sept cent soixante-dix puits de grande et moyenne dimension ont été ouverts ; parmi eux se trouvent une quinzaine de mines d'importance nationale réparties à travers le pays, de la Mongolie intérieure à la province du Kuangtong. Néanmoins tous ces progrès ne suffisent pas à satisfaire les besoins. Le minerai de charbon et de fer existe en quantités quasi inépuisables mais la Chine manque de matériel d'extraction. Dans quelques années sans doute son équipement aura progressé et il est possible que le charbon lui rapporte des devises.

Mais le gouvernement chinois ne cache pas que le commerce extérieur l'intéresse moins que le développement par l'industrialisation intérieure.

ALAIN BOUC.







BANQUES ONT RA… 1973 LEUR CONC… …ment de la cons…

… RAPIDE AUGMENTATION … production de charbon de la … 400 millions de tonnes …

LE MONDE DES AFFAIRES

Le monde industrialisé peut-il continuer à vivre à crédit ?

LES grandes entreprises américaines ne semblent pas croire à une prochaine baisse des taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis : un certain nombre d'entre elles viennent d'annoncer d'importantes émissions d'obligations, accroissant ainsi à nouveau leur endettement. C'est notamment le cas de Dupont, qui prévoit une émission de 300 millions de dollars d'obligations, soit le montant le plus élevé jamais annoncé par une entreprise américaine. Cette initiative confirme le revirement de la politique financière de Dupont, qui, jusqu'à cette année, ne s'était jamais adressé au marché des obligations pour rassembler des fonds. Une autre entreprise peu habituée à ce marché, Xerox, vient d'annoncer deux émissions totalisant 300 millions de dollars, tandis que Caterpillar projette de son côté d'offrir pour quelque 200 millions d'obligations.

De telles émissions vont accroître les charges financières déjà lourdes des entreprises américaines. Dans le secteur pétrolier, une compagnie, Atlantic Richfield, vient d'annoncer son intention de vendre certains de ses actifs aux Etats-Unis afin de pouvoir financer ses projets d'investissements.

« L'économie américaine a assise sur un tas de 2 500 milliards de dollars de dettes, la montagne de toutes les automobiles, tous les logements, les usines, les machines qui ont constitué la plus grande et la plus riche économie de l'histoire du monde. Tout de suite après vient l'économie japonaise, mais il faudrait une somme correspondant à plus du tiers du produit national brut japonais rien que pour payer les intérêts de la dette américaine cette année. » Tels sont les faits sur lesquels les dirigeants de l'économie américaine ouvrent les yeux et auxquels *Business Week* (1) vient de consacrer un numéro spécial.

Sera-t-il possible de rembourser ou de refinancer cette masse de dettes lorsque viendront ses échéances ? Et l'économie pourra-t-elle continuer à faire toujours assez de nouvelles dettes pour maintenir son rythme d'expansion à un taux voisin de celui de l'après-guerre ? Sinon qu'arrivera-t-il ? Ce sont les questions qui sont enfin ouvertement posées. Et, comme il arrive souvent outre-Atlantique, cela se fait avec un luxe de détails de chiffres et de données qui n'apporte sans doute rien à la solution des problèmes, mais qui au moins a le mérite d'aider à les mieux poser.

On a cherché pour la France des données qui permettent d'établir des comparaisons avec les Etats-Unis : elles n'existent pas. L'état d'endettement exact des agents économiques français, donc de la nation, est inconnu. La direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances a établi il y a plusieurs années un « *tableau des opérations patrimoniales* » traitant des statistiques s'arrêtant en 1962. C'est ce tableau — qui n'était qu'une approximation expérimentale — que les experts tentent actuellement de mettre à jour en commençant par les situations de la Banque de France, de la Caisse des dépôts, et du Trésor, plus faciles à appréhender que celles des banques, des entreprises, et des ménages. La difficulté de la tâche entreprise semble indiquer que les chiffres américains doivent être maniés avec prudence : c'est tout au moins ce qu'on en pense en France. Il reste qu'une statistique, même approximative, vaut mieux que pas de statistique du tout, et que sans fournir une mesure exacte des phénomènes elle peut en décrire quand même la nature.

« Les Etats-Unis sont sans conteste les champions de l'économie de crédit (debt economy). Ils ont les plus grands prêteurs, les plus grands emprunteurs, le système financier le plus sophistiqué du monde », explique *Business Week*. *« Les chiffres sont si énormes qu'ils échappent à l'imagination : 1 000 milliards de dollars de dettes sur les logements, 500 milliards de dollars de dettes du gouvernement fédéral, 200 milliards de dettes des organismes parapublics et collectivités locales, 200 milliards de dettes des consommateurs. Pour alimenter trois décennies de boom économique chez elle et l'exporter à l'étranger, la nation américaine a emprunté une moyenne de 200 millions de dollars nets par jour depuis la fin de la seconde guerre mondiale.*

» La dette des entreprises s'élève à plus de quinze fois leurs bénéfices après impôts, au lieu de huit fois en 1955. Le crédit à la consommation atteint 93 % du revenu disponible, au lieu de 65 % en 1955. Et les Etats-Unis ont emprunté des milliards à l'étranger à travers des euro-marchés qui n'existaient pas en 1955. »

Encore quelques chiffres. La dette de l'ensemble des agents économiques (sans compter le Trésor américain) est passée de 110 % du P.N.B. en 1955 à 155 % actuellement. Les investissements des entreprises, qui n'étaient financés qu'à 27 % par des ressources extérieures, il y a vingt ans, le sont à 55 % maintenant. Les prêts commerciaux des banques, qui ne correspondaient qu'à moins de 45 % de leurs dépôts, en représentent 75 % aujourd'hui. Et s'il y a en ce moment près de 8 dollars de crédit pour 1 dollar de monnaie en circulation, il n'y en avait que 3 en 1955. Le mouvement est cumulatif et tend à s'accélérer : alors qu'il a fallu quinze ans à la dette américaine pour doubler de 1946 à 1960, il lui a fallu seulement dix ans, de 1960 à 1970, pour faire à nouveau la culbute. Les entreprises ont triplé leurs financements externes depuis quinze ans, le marché financier étant insuffisant pour leurs « besoins », mais surtout ce marché finançant principalement des innovations (services, conglomérats, etc.) et peu les industries de base.

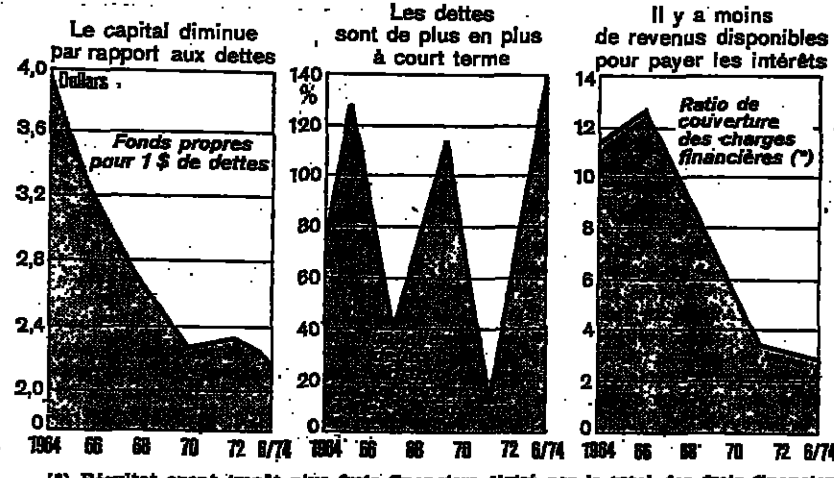
Cependant le rapport entre les dettes à terme et les fonds propres ne se maintient pas : il augmente. Sur un échantillon de firmes examiné par le Crédit national, il est passé de 41 à 65 % dans les cinq dernières années. Au surplus, la hausse des prix se répercute dans les fonds de roulement et provoque des appels supplémentaires de crédits à court terme transformés régulièrement en moyen et long terme par leur renouvellement depuis 1966. Au total, les frais financiers, qui représentaient 4 % de la valeur ajoutée en 1967, sont maintenant de plus de 7 % de celle-ci, l'escalade des taux d'intérêt aidant. Les capacités d'autofinancement des entreprises sont notoirement insuffisantes par rapport à leurs besoins... A moins que ce ne soit leurs besoins qui soient excessifs par rapport à leur capacité, mais on dira que la concurrence — notamment américaine — oblige.

A l'intérieur, si l'on compare la situation française à celle des Etats-Unis, il ne semble guère qu'elle soit bien différente. Le total des liquidités est de plus de 800 milliards de francs pour moins de 100 milliards de monnaie en circulation (8 dollars pour 1, disions-nous). On s'étonne, outre-Atlantique, de voir le volume des engagements atteindre 75 % du total des dépôts, mais il en va à peu près de même dans les banques françaises, à cette différence près que les fonds propres des grandes banques de dépôts américaines sont de l'ordre de 10 % au total de leurs bilans tandis que ceux de nos nationalisées sont d'environ 1 % seulement (mais elles sont nationalisées...).

Le crédit à la consommation a été follement encouragé au cours des quinze dernières années. Et si l'on prend les prêts accordés au financement des investissements en logements (45 milliards en 1973), on constate que leur total cumulé depuis quinze ans représente, proportionnellement au revenu national, beaucoup plus que l'ensemble des prêts hypothécaires américains. Même l'agriculteur français, que les étrangers imaginent encore dormant sur un matelas cousu d'or, est souvent endetté au point de céder à des manifestations qui sont plus d'inquiétude que de mécontentement.

Que sortira-t-il de tout cela ? Probablement au moins un renforcement des institutions de contrôle du crédit, de sorte que les Américains voient d'un mauvais œil se profiler non seulement la perspective d'une crise conjoncturelle, mais la menace d'une concentration accrue des instruments de direction de l'économie nationale et internationale. Un nouveau dirigisme en somme, qui serait directement issu du libéralisme.

LA CHARGE FINANCIÈRE DES ENTREPRISES AMÉRICAINES A BEAUCOUP AUGMENTÉ EN DIX ANS



(*) Résultat avant impôt plus frais financiers divisé par le total des frais financiers. (Source : *Business Week, 12 octobre 1974.*)

Payer ou emprunter

Naturellement, les Américains ont endossé cette énorme charge financière dans la perspective d'un accroissement constant des revenus à tous les échelons de l'économie, et sans douter une seule seconde que la politique gouvernementale puisse être autre chose que fortement expansionniste.

Si l'exemple américain est particulièrement spectaculaire, les autres pays n'échappent pas à des difficultés du même ordre. A travers les financements internationaux et le jeu de la concurrence commerciale internationale, les Etats-Unis ont exporté — en même temps que l'expansion — l'économie de crédit et l'inflation. Il suffit, pour s'en convaincre, d'entendre le concert des voix étranglées qui s'élève à chaque fois qu'il est question de toucher au crédit, qu'il soit national ou international.

La France, à cet égard, bénéficie tout au moins d'une prime de retard. L'Etat français est incomparablement moins endetté que son homologue américain. La politique de quasi-équilibre budgétaire menée à l'intérieur depuis une décennie porte ses fruits. A l'extérieur, l'équilibre commercial et celui des paiements ont été assurés — et même largement au-delà — jusqu'à l'année dernière, de sorte que la France a abordé 1974 avec une dette extérieure pratiquement nulle et un matelas de réserves d'or et de devises estimé à 35 milliards de francs. La crise du pétrole est évidemment venue bouleverser ces données, et l'on s'attend que le déficit de la balance commerciale soit de l'ordre de 30 milliards de francs cette année. Le déficit se propagera maintenant au fil des ans, et l'équilibre ne pourrait être retrouvé, au mieux, que vers la fin de la décennie. C'est dire qu'il va falloir payer ou emprunter. Déjà, l'Etat français a annoncé un emprunt international de 1,5 milliard de dollars.

Cependant, à travers le système bancaire et les entreprises, l'endettement extérieur s'accroît bien au-delà. Des 20 milliards de dollars de crédits internationaux (eurodollars) souscrits pendant le premier semestre de cette année, environ la moitié sont allés à seulement trois pays : l'Italie, la Grande-Bretagne et la France. La somme des emprunts internationaux à moyen et long terme contractés officiellement depuis 1970 représente 3,3 milliards de dollars pour la France, 8,9 pour la Grande-Bretagne, et 9,7 pour l'Italie.

Si la part des Etats va croissant dans les nouvelles opérations internationales, c'est que leur déficit augmente (au bénéfice des pays producteurs de pétrole qui placent eux-mêmes une partie de leurs capitaux sur le marché international des « pétrodollars »), mais cela ne signifie pas que la demande de moyens de financement des entreprises baisse pour autant, car les grandes firmes reportent à l'étranger les appels au crédit que les politiques de restriction intérieures leur refusent. Le taux de l'investissement des sociétés par rapport à leurs ventes ne cesse d'augmenter. En France, il est passé de 9,50 % en 1968 à 10,50 % en 1971 et 17,50 % en 1973...

JACQUELINE GRAPIN.

(1) Business Week, *The debt economy*, 12 octobre 1974.

Après une année difficile

LES PUBLICITAIRES NE SONT GUÈRE OPTIMISTES POUR 1975

LE monde brillant, chatoyant, imaginatif et élégant des agences de publicité est morose. Certes, on garde encore le sourire, mais ce sourire demande une bonne dose de courage. Déjà, depuis un an, ce secteur a ressenti, le tout premier, les effets de la crise du pétrole, de la hausse des coûts de l'énergie. En 1974, le chiffre d'affaires global de la branche sera à peine supérieur à celui de l'an dernier, ce qui, compte tenu de l'inflation, représente une baisse d'activité de 15 à 20 %. Le plan de refroidissement économique n'a fait qu'accentuer le phénomène, et les responsables d'agences — des plus grosses aux plus petites — n'ont aucune illusion sur ce que 1975 leur apportera : au mieux un maintien relatif de leurs chiffres d'affaires, mais une nouvelle baisse de l'importance réelle des budgets qui leur seront confiés.

Le phénomène est connu : en cas de difficultés, les premières coupes sombres dans les investissements des industriels sont pratiquées sur les investissements publicitaires. A la vérité, bon nombre d'industriels, considérant à tort ou à raison ces dépenses comme un luxe et non comme un véritable investissement, sont évidemment tentés, en période d'austérité, de se passer de ce luxe-là.

Entre deux feux

De tout temps, l'époque du renouvellement des budgets (octobre, novembre) est pour les agences la minute de vérité. Grande ou petite, l'agence redoute toujours la désertion d'un gros client ; mais, durant les années d'expansion, le chassé-croisé des budgets, d'une agence à l'autre, faisait plus penser aux foucades des élégantes, vite séduites et vite lassées par un nouveau couturier, qu'à des décisions économiques mûrement et sagement réfléchies. Le client défaillant, pour peu qu'une prospection bien organisée porte ses fruits, était vite remplacé par un autre. Aujourd'hui, les réticences des producteurs sont plus inquiétantes : en admettant qu'ils restent fidèles, ils ne se décideront vraiment qu'en janvier, et risquent, en toute hypothèse, de rogner leurs dépenses, d'être plus modestes dans leurs ambitions et de ne s'engager que pour six mois... « *Nous sommes pris entre deux feux*, confie un publicitaire : *la hausse des prix des media* (minutes d'antenne, coût du lignage des journaux) *et la baisse des liquidités des entreprises !* »

Déjà, en 1974, des secteurs entiers ont renoncé à une grande partie de leurs efforts publicitaires : l'énergie, bien sûr, mais aussi, en partie, l'automobile, et, surtout, l'immobilier, le tourisme, la banque (là encore avec des exceptions, certains se jugeant mieux armés, cherchant à tirer parti des faiblesses avouées de leurs concurrents). Le plan de redressement du gouvernement et l'encadrement du crédit ont amplifié le phénomène : le second semestre de l'année ne tiendra même pas les bien faibles promesses du premier : on sait déjà que, en septembre, le volume publicitaire des magazines a baissé en lignage de 6,2 %, et celui de la presse quotidienne de 14,9 %, par rapport à septembre 1973. Sur les neuf premiers mois de l'année, par rapport à 1973, les magazines ont plus perdu que les quotidiens (9,3 contre 4,5 %).

Depuis toujours, les plans, qu'ils soient de stabilisation ou de refroidissement, ont touché de plein fouet l'activité publicitaire. Les professionnels le savent et pensent donc que 1975 sera une année difficile, ne serait-ce que dans la mesure où l'austérité ralentit le lancement sur le marché de produits nouveaux, grands pourvoyeurs de budgets fastueux.

La publicité étant essentiellement une activité de « matière grise » (les salaires représentent parfois jusqu'aux trois quarts des charges d'une agence), les difficultés se traduisent plus automatiquement encore qu'ailleurs par des compressions de personnel. Certains syndicalistes les évaluent à environ 10 % des salariés et s'attendent à de nouvelles mesures du même genre. Jusqu'ici, ces coupes sombres n'avaient pas provoqué de réactions, mais les syndicats semblent aujourd'hui vouloir se montrer plus combatifs.

Le tableau brossé n'est pas aussi noir qu'il y paraît : en fait, les grandes firmes — ce sont elles qui fournissent l'essentiel des budgets — diffèrent leurs ordres, comme elles le font pour leurs commandes d'équipement, mais il n'est pas question d'une chute verticale des dépenses publicitaires. Et d'autres annonceurs ont même récemment développé leurs campagnes : le grand commerce (grands magasins, hypermarchés), mettant à profit l'opération « Frein sur les prix » lancée par M. Fourcade, a intensifié ses messages.

Les grandes agences, grâce à leur assise financière, résistent mieux durant cette phase d'attente, et s'il circule des bruits alarmants sur la situation de certaines agences moyennes, il n'y a pas eu jusqu'ici de dépôts de bilan retentissants, comme ceux qui affectent le secteur des travaux publics et du bâtiment, par exemple.

Quant aux petites firmes, dont deux ou trois clients assurent l'essentiel de l'activité, il est certain que la perte ou la diminution sensible d'un budget peut être catastrophique. Cela était déjà vrai dans les années fastes ; c'est un peu plus fréquent en ce moment, sans qu'il soit possible de mesurer l'ampleur du phénomène.

La province tient mieux le choc

La situation au demeurant est meilleure en province, où la publicité locale a moins fléchi. Les chiffres que publie la SECODIP (1) le prouvent : durant les huit premiers mois, le chiffre d'affaires publicitaire de la presse de province a augmenté de 24,7 %, tandis que celui de la presse quotidienne parisienne n'a crû que de 3,7 %, et celui des magazines de 7,4 %.

Pour l'instant, il ne s'agit donc pas de panique, mais d'une situation inconfortable et d'autant plus inconfortable soit dit en passant que les publicitaires vendent à leurs clients (annonceurs aussi bien que consommateurs) de l'optimisme et du bonheur. L'attentisme des chefs d'entreprise s'accompagne d'une plus grande sévérité quant à l'utilisation qui est faite de leurs deniers, si parcimonieusement distribués. L'envoi à l'autre bout de la planète d'une équipe complète pour rapporter quelques clichés semble aujourd'hui une coûteuse provocation : « *On n'est plus au temps des largesses ; il faut revoir tous les comptes* », nous a dit un annonceur.

S'il s'agit seulement d'une pause dans l'expansion, la profession est prête à redémarrer au quart de tour, de plus belle. Si l'atmosphère de crise que nous vivons est le signe avant-coureur de changements plus profonds, si la croissance à tout prix n'est plus le maître mot de l'économie, les publicitaires sauront s'adapter, n'en doutons pas : « *S'il s'agit de promouvoir un nouveau type de civilisation, les hommes de publicité ne répugneront pas à le faire* », affirme l'un d'entre eux. Les techniques et les méthodes publicitaires restent applicables dans des domaines très variés : la rapidité avec laquelle les messages pour un même objet — voiture ou chaudière à gaz, — après avoir incité au gaspillage, se sont mis à prêcher l'économie est la meilleure preuve de ces facultés d'adaptation. Mais qui pourrait financer la « promotion » publicitaire d'un nouveau mode de vie ? Les « promoteurs » des grandes causes ont beaucoup moins de possibilités financières que les producteurs d'objets toujours nouveaux, toujours plus sophistiqués. Et le gouvernement français n'est pas près de devenir, comme ses homologues américain, britannique ou suédois, un gros annonceur, le budget de 1975 en est la preuve.

Alors, en attendant qu'un changement de mentalité rende possible une telle évolution, les hommes de publicité seront bien obligés d'attendre le bon vouloir des entreprises.

JOSÉE DOYÈRE

(1) Société d'études de la consommation, de la distribution et de la publicité (Chambourcy).

Nouvelle collection DALLOZ GESTION
Série marketing
DROIT DU MARKETING
par Jean-Claude Fourgoux
Avocat au Barreau de Paris
Droit du marketing
broché, 253 p., 50 F
(franco : 56 F)
En vente chez votre libraire ou au
DALLOZ - 11 rue Soufflot - 75240 Paris cedex 05



LES FAUX-MONNAYEURS

(Suite de la page 15.)

Derrière la complexité des faits se dégage *une réalité bien tangible*. Certains groupes sociaux bénéficient de faux droits et ils les exercent au détriment des autres groupes, qui sont spoliés. Le mécanisme tout entier aboutit ainsi à un transfert gigantesque de pouvoir d'achat au profit de certains et au détriment des autres. *Les uns et les autres se comptent par millions, et ils appartiennent à tous les secteurs de l'économie et à toutes les classes sociales.*

Certains salariés ont vu leur situation améliorée grâce à l'inflation en obtenant des rémunérations réelles plus élevées que celles qui, autrement, auraient été les leurs ; d'autres ont vu leur pouvoir d'achat injustement réduit. Certaines entreprises ont puissamment profité de l'inflation ; d'autres se sont appauvries en valeur réelle et se trouvent placées dans des conditions difficiles. Certains Français se sont indûment enrichis, d'autres ont été injustement spoliés.

Non seulement les produits de la croissance ont été injustement répartis, mais des millions de Français ont été entièrement privés de toute participation aux gains de la croissance et ont même vu leur situation se détériorer.

Que l'on soit libéral ou socialiste, il est impossible d'approuver ou de soutenir une politique qui conduit à de tels résultats.

6) Contrairement à une opinion commune, l'augmentation *continue et régulière* des moyens de paiement dans une situation de plein emploi des ressources ne peut favoriser la croissance en termes réels. Elle ne fait que susciter la hausse des prix. Si elle devient importante, elle ne peut même que défavoriser la croissance, car, dans une économie où l'inflation s'accélère, tout calcul économique efficace devient impossible et le gaspillage des ressources est inévitable.

Le « miracle du crédit » conduit à la crise

7) Toutes les crises du dix-neuvième et du vingtième siècle, la grande dépression de 1929-1934, toutes les crises des monnaies sur le plan international, ont tiré leur origine des prétendus « miracles du crédit » et de la multiplication abusive des moyens de paiement au seul profit de quelques-uns. Dans ces toutes dernières années, la spéculation contre certaines monnaies a été presque entièrement financée par la création de moyens de paiement *ex nihilo* par simple jeu d'écritures bancaires.

Mais il n'est pas possible de maintenir indéfiniment des situations malsaines. Comme Lénine l'a dit autrefois, *les faits sont têtus*, et, tôt ou tard, les rajustements deviennent *inévitables*.

8) Pour comprendre réellement ce qui est en question, rien n'est plus suggestif que de comparer la création de monnaie dans le cadre des institutions actuelles avec une création massive de monnaie par une association de faux-monnayeurs qui prêteraient moyennant intérêt la fausse monnaie qu'ils fabriqueraient. Si une telle association fonctionnait, elle serait tout aussitôt, une fois découverte, violemment dénoncée à l'opinion publique comme un véritable gang exerçant un gigantesque racket. Il n'y aurait cependant aucune différence essentielle entre le fonctionnement de cette association et le mécanisme de la création de monnaie dans le cadre de nos institutions. *Les effets quant à la « stimulation » de l'économie et à la hausse des prix seraient identiques. Seuls les bénéficiaires changeraient.*

9) Du fait que l'inflation profite à certains groupes sociaux, soit que la charge effective du financement d'un grand nombre d'investissements retombe sur les victimes de l'inflation, soit que certains groupes de salariés voient leurs salaires réels portés à des niveaux plus élevés que ceux qu'ils auraient autrement, ces groupes, par leurs exigences, suscitent la poursuite et l'accélération de l'inflation. Naturellement, ces groupes ne cessent de protester contre les hausses des prix, conséquences de l'inflation, qui tendent à annuler les accroissements des revenus réels ou les enrichissements indus dont l'inflation les fait bénéficier. Ce faisant, certains d'entre eux cherchent délibérément à tromper l'opinion, mais la plupart d'entre eux se trompent eux-mêmes, en ne réalisant pas la nature effective des faux droits dont ils bénéficient et en prétendant les exercer sans que les prix s'élèvent, ce qui est tout à fait impossible.

L'effondrement prochain

10) En outre, pour gagner les élections, les gouvernants des pays démocratiques n'ont cessé de recourir délibérément à la multiplication des moyens de paiement dans les mois qui les ont précédées, car cette politique a permis de leur assurer de nombreuses clientèles. Mais de telles pratiques, réellement indignes de dirigeants responsables, ne peuvent que conduire finalement les démocraties libérales à leur perte.

Pendant des années, par application de politiques de facilité, démagogiques et imprévoyantes, les dirigeants des pays occidentaux n'ont cessé à des degrés divers d'entretenir de dangereuses illusions et de rejeter les véritables remèdes dans l'avenir. Mais on ne peut indéfiniment reculer les échéances, et, à moins d'un renversement des politiques suivies, on peut prédire en toute certitude l'effondrement prochain des sociétés libérales.

11) *L'inflation a créé une situation où son arrêt impliquera nécessairement des ajustements de revenus réels. Certains revenus réels sont actuellement trop bas, d'autres trop élevés.* Ce que l'on peut affirmer, c'est que ces ajustements se feront tôt ou tard. La seule question est de savoir s'ils seront effectués par une politique mise en œuvre par la présente majorité ou par l'opposition, s'ils se feront dans l'ordre ou dans le désordre, dans le cadre du maintien des libertés politiques ou dans celui d'une dictature.

Le dangereux engrenage de l'inflation

Quoi qu'il arrive, l'impopularité de la politique nécessaire pour arrêter le développement du dangereux engrenage de l'inflation sera *inévitable* auprès de tous ceux, très nombreux, qui en bénéficient, et elle impliquera un grand courage politique.

Plus l'inflation se développera, plus elle sera difficile à arrêter, car en améliorant indûment la situation de certains groupes aux dépens des autres et en les habituant à des revenus réels qui ne pourront se maintenir, elle aboutira à une situation où les bénéficiaires de l'inflation finiront par considérer comme des droits acquis les avantages indus qu'ils en tirent et comme de véritables injustices les rajustements qui tôt ou tard devront s'effectuer.

Il est faut de soutenir que les sociétés libérales ne peuvent survivre qu'en acceptant l'inflation, car l'inflation les mène inévitablement à des situations explosives où elles ne pourront que sombrer.

Une fois que l'inflation s'est développée, il n'y a plus de solution miraculeuse. L'économie se trouve dans la même situation qu'un autocar qui dévale à grande vitesse une pente dangereuse en montagne. Le choix pour le conducteur est d'arrêter son véhicule en le jetant à temps contre la muraille avec tous les risques que cela comporte, ou de le laisser dévaler à une vitesse accélérée en entraînant tous les passagers à une mort certaine.

12) C'est de la pure mythologie que de soutenir que la responsabilité de l'inflation française doit être cherchée dans le dérèglement du système monétaire international, et notamment dans l'inflation américaine qui a toujours été plus modérée, ou dans la multiplication inadmissible des eurodollars, ou encore dans l'élévation exorbitante du prix des hydrocarbures. Tous ces facteurs ont certainement contribué et contribuent au développement de l'inflation en ce sens que, pour la plus grande part, ils ont donné, ou donnent aux gouvernements et aux groupes sociaux bénéficiaires de l'inflation, des alibis pour justifier des politiques insensées. *La responsabilité réelle de l'inflation française revient entièrement, dans le cadre du système malsain de création monétaire qui est le nôtre, à la politique des gouvernements et à l'action conjuguée de certains partenaires sociaux, dont l'opposition n'est qu'apparente, les uns et les autres exigeant sans cesse des mesures qui ne peuvent qu'accélérer l'inflation.*

13) C'est un fait indiscutable que la responsabilité de l'inflation française actuelle incombe *pour une très large part* aux autorités monétaires, car ou bien elles avaient les moyens de modérer, sinon d'arrêter l'inflation, et elles ne les ont pas utilisés, ou bien elles ne les avaient pas, et elles devaient alors expliquer clairement au pays en quoi et pourquoi leur action était paralysée, et elles devaient demander les moyens nécessaires.

Soit par méconnaissance des enseignements fondamentaux de l'analyse économique, soit par démagogie, soit en raison d'un calcul politique machiavélique, soit pour ces trois raisons à la fois, une politique monétaire incroyablement laxiste et imprévoyante a été *délibérément pratiquée*, au nom de la croissance, dont les effets pour tout analyste compétent apparaissaient inévitables. Au nom d'un faux libéralisme, un capitalisme malsain s'est développé, générateur d'enrichissements scandaleux pour certains, de dangereuses illusions pour d'autres, et de privations et de malheurs pour les innombrables victimes.

On n'a pas le droit de dire que l'on défend la justice quand on laisse se développer un système qui aboutit à la spoliation de millions de gens et quand on recourt à une fiscalité qui pour une large part en vient frapper précisément les victimes.

L'heure des échéances inéluctables et de la vérité est arrivée. Le président de la République a fondé toute sa campagne électorale sur son engagement solennel de toujours exposer la vérité aux Français. Sur la question capitale de l'inflation il n'en a rien fait. Ce serait beaucoup plus qu'une faute que de ne pas en analyser devant le pays les causes réelles et de ne pas tirer de cette analyse les décisions qui s'imposent.

MAURICE ALLAIS.

● UN DINER-DEBAT SUR « L'ANTI-CAPITALISME » DE PAUL FABRA est organisé par la Société de statistique de Paris, en liaison avec l'ANDESE (Association nationale des docteurs ès sciences économiques) et le C.P.A.D.E. (Conseil permanent des agriculteurs français docteurs de l'Etat). Présidant ce débat, notre collaborateur parlera de son livre *l'Anticapitalisme* (publié chez Arthaud). La réunion aura lieu le jeudi 21 novembre à la Maison des polytechniciens, 12, rue de Poitiers, 75007, Paris, à partir de 19 heures. Les invitations ne pouvant être actuellement acheminées par la voie postale, prière de s'inscrire par téléphone (387-50-90) auprès du secrétaire général de la Société de statistique de Paris (29, rue de Rome, à Paris), Jacques-Michel Durand. Participation aux frais : 70 francs pour les adhérents des associations organisatrices ; 100 francs pour les personnalités extérieures.

M. Edmond Malinvaud, directeur de l'INSEE et président de la Société, participera aux débats.

P.C.E.M. 1

Si vous voulez assurer vos chances au concours de fin d'année, des équipes de maîtres-assistants suivent les étudiants parallèlement à chaque CHU, par groupe de 15, dans les principales matières, LE SOIR.

CEPES Groupement libre de professeurs, 57, rue Charles Laffitte — 92 NEUILLY

722-94-94

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 695
ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits-Champs, 75080 PARIS - CEDEX 02

(Publicité)

APRÈS LA HAUSSE PÉTROLIÈRE, LES QUATRE NOUVELLES PARTIES DU MONDE
le 9 novembre 1974
de 9 heures à 13 heures avec :
Louis PUISEUX
Jacques DELORS

Inscription à la conférence.
Centre de Formation Internationale
30, rue Cabanis - 75014 PARIS
336-04-41.

Peut-on empêcher l'extension de la famine ?

(Suite de la page 15.)

Selon le mot de M. Gamani Corea, secrétaire général de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, maintenant qu'il a éprouvé, grâce au pétrole, sa capacité de pression, le tiers-monde est davantage prêt à profiter du nouveau climat diplomatique mondial pour discuter des mécanismes financiers qui assureront, à l'avenir, l'indispensable transfert des richesses vers les pays qui en ont le plus besoin ; pour réclamer un lien entre les liquidités monétaires internationales qui seront créées et l'aide aux pays pauvres ; pour examiner sur de nouvelles bases les prix et le commerce des matières premières de base ; éventuellement pour participer à une planification des ressources mondiales redistribuant les cartes.

Vues de l'esprit ? Peut-être, si l'on admet, avec M. Samir Amin, que la stratégie américaine est tout entière tendue vers le rétablissement d'une hégémonie un moment troublée par le cours des choses ; ou bien si l'on se souvient, comme l'a rappelé M. Ben Yahmed (*Jeune Afrique*), que les pays de l'OPEP n'ont pas encore à eux tous un revenu égal à 5 % de celui des nations de l'O.C.D.E.

Espoir fragile, en tout cas, quand on constate que les Etats-Unis n'envisagent toujours pas de fournir des engrais aux pays qui en manquent, autrement que moyennant paiement ; que la question du développement de l'aide future aux pays pauvres reste sans solution ; que l'U.R.S.S. ne sait toujours pas comment elle évitera, en développant sa production agricole, de pomper à son profit les rares céréales excédentaires du monde ; enfin, que les Grands font semblant de ne pas comprendre quand on les accuse d'utiliser à des fins politiques leur système de prix alimentaires et d'échanges agricoles...

Espoir ?

Mais il est vrai, en sens inverse, que si la volonté politique de trouver des solutions de solidarité aux dramatiques problèmes de l'heure n'existe guère, la conscience progresse peu à peu dans le monde — et pas seulement le tiers-monde — que le *statu quo* a trop duré. Humanitarisme, respect de la vie, émotion devant le drame de la misère... Les expressions varient d'un pays à l'autre, mais l'idée est la même : celle d'un refus des excès de l'époque, qu'ils s'appellent famine, gaspillage éhonté, ou inflation cavalante.

« *Il faut aider davantage les peuples à prendre conscience de leur solidarité* », a déclaré M. Mensah, directeur général adjoint de la F.A.O. En écho, M. de Seynes a invité « *à ne pas désespérer des institutions internationales. Un vent de changement commence à souffler qui permet un optimisme raisonné. Une nouvelle redistribution des industries et des revenus peut être espérée, car les pays les plus puissants écoutent mieux désormais la voix du tiers-monde.* »

Constatation vécue ou méthode Coué ? On ne perd pas grand-chose, en tout cas, à espérer qu'il en sera ainsi. A condition bien sûr de faire plus confiance à la pression des peuples pauvres qu'à la bonne volonté des dirigeants des pays riches.

GILBERT MATHIEU.

(Lire page 28 le dernier article de la série : Les tiers mondes.)

(PUBLICITE)

Lanvin, 15, Faubourg St-Honoré, Paris

Les chemises Lanvin

ou la "juste mesure"

Beaucoup de gens prétendent se moquer de leur première chemise. C'est leur affaire. Chez Lanvin, au contraire, on attache beaucoup d'importance à la première chemise d'un client. Le moindre détail compte, le moindre pli, la moindre couture : il faut qu'elle soit parfaite. Car c'est elle qui sert ensuite de modèle pour réaliser toutes les autres. Et on la baptiserait volontiers « prototype » si le terme n'était pas aussi souvent employé dans l'industrie moderne.

Treize cents tissus précieux

Car il faut savoir que chez Lanvin, rue du Faubourg-Saint-Honoré, on a sans doute plus de respect pour la qualité d'autrefois, pour le bel ouvrage, que d'admiration pour les prodigalités synthétiques de notre temps.

Il suffit pour en juger d'écouter le maître des lieux, M. Van Hangel, et de regarder cette lueur scintiller au fond de son œil quand, parlant de l'origine des treize cents tissus précieux qu'il détient, il évoque ces tisseurs de Lombardie ou du Nord à qui il rend visite chaque année.

Quarante couturières

Vos mesures prises, et si vous êtes homme à poser des questions, vous pourrez monter un instant au troisième étage pour voir. Car c'est là, au fond, que se passe l'essentiel. Dans cet atelier, sans doute le dernier du Faubourg, quarante couturières piquent au « point de fée » des coutures presque invisibles. Et c'est sous leurs doigts, qu'à partir d'un patron de papier, naîtra votre première chemise.

Certaines sont là depuis plus de vingt ans. Et elles ont autant l'art que la manière. Car la tenue d'un col - détachable ou non - le tombé d'un plastron, les épaules, les manchettes... tout cela ne se fabrique pas, mais s'invente, se crée et se peaufine.

Un mois et six chemises

Votre première chemise achevée, il vous faudra la porter, puis la faire laver, de préférence chez soi et bien sûr à la main. Et puis il faudra la rapporter. Patience.

De nouvelles mesures seront prises, des corrections apportées. Et c'est alors que pourra être enfin réalisée votre première série de trois ou six chemises. Au total, cela prend parfois près d'un mois. Mais rassurez-vous, par la suite, il suffira de choisir les étoffes, car vos mensurations au millimètre près seront conservées parmi celles de tous les habitués de la maison. Sept mille hommes de par le monde ont là une trace, dans la pièce à côté. Têtes couronnées, chefs d'État, « jet-set », M. Van Hangel aurait tellement de choses à vous raconter... Mais discrétion oblige.

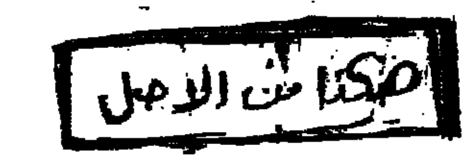
Un dernier point. Chez Lanvin, la « juste mesure » n'est pas seulement affaire de millimètres, mais aussi de nuances, de subtilité des teintes que l'on vous proposera. Comme ce bleu voilé pour une chemise de ville dont le charme discret constitue à lui seul une griffe de la maison. Comme ces dessins fantaisie que l'on ne trouve nulle part ailleurs.

Mais au fait... Comment fait-on faire sa première chemise chez Lanvin ?

Un peu par privilège, un peu par vocation. Jamais du jour au lendemain. G.L.



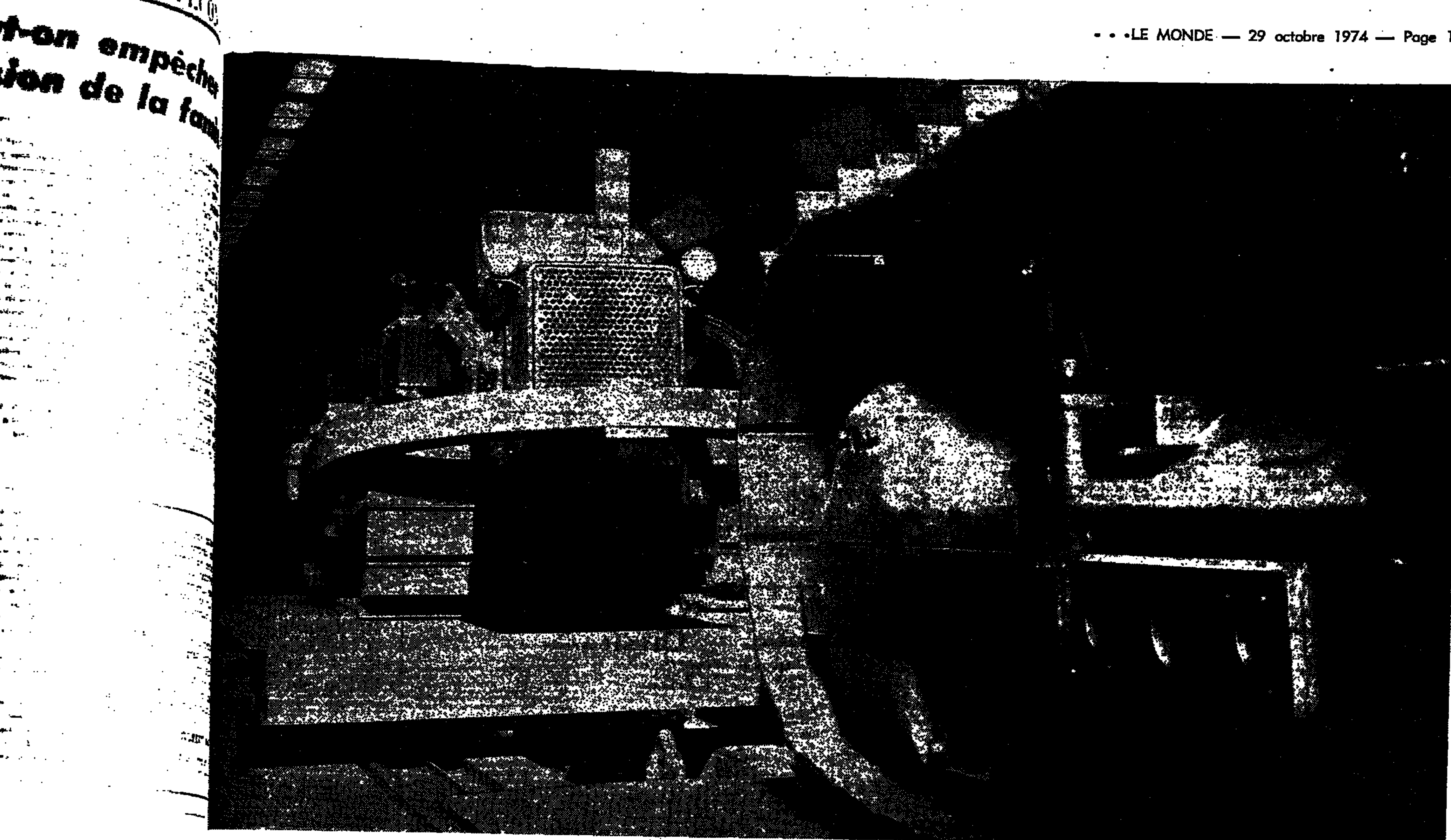
Le moindre détail, le moindre pli, la moindre couture...





Huit us

هكذا من الأصل



Huit usines implantées sur trois continents.

Fiat-Allis : un nom nouveau dans l'industrie du matériel de travaux publics. Mais un nom qui veut déjà dire beaucoup de choses.

Fiat-Allis est née avec un outil de production sans équivalent dans la profession. Il y a des usines Fiat-Allis aux Etats-Unis. En Grande-Bretagne. En Italie. Au Brésil. Certaines d'entre elles sont parmi les plus modernes dans le monde.

La nouvelle usine de Lecce, par exemple, dans le Sud de l'Italie. 65 millions de dollars d'investissement. L'exploitation systématique des derniers progrès de l'automation, de l'organisation du travail, du contrôle de la qualité.

Fiat-Allis a intégré les moyens de production de deux grands constructeurs de matériel de travaux publics : Allis-Chalmers, un pionnier dans cette industrie en Amérique, et Fiat, de loin le leader en Europe.

Dès le départ, Fiat-Allis est installée aux premiers rangs mondiaux. Avec une gamme complète de machines – dozers, chargeurs sur chenilles et sur pneus, excavateurs hydrauliques, graders, scrapers. Avec une organisation de vente et d'assistance qui couvre 125 pays.

L'industrie américaine et l'industrie européenne n'ont peut-être jamais été aussi loin ensemble. Deux énormes entreprises mettant en commun leur spécialisation dans les travaux publics, leurs moyens de production et de recherche, leurs ressources financières.

Fiat-Allis veut maintenant rendre la vie un peu plus dure à ses concurrents. En construisant de meilleures machines. En assurant un meilleur service. Et en apportant la preuve à ses clients qu'on peut être grand et ne pas oublier à qui on le doit.

Fiat-Allis a de l'ambition, beaucoup d'ambition. Mais derrière le nom Fiat-Allis, il y a plus que cela.

Nous n'avons pas que de l'ambition.



CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur d'Autriche et Mme Otto Eiselsberg ont donné une réception vendredi dans les salons de leur résidence.

— A l'occasion du cinquante-cinquième anniversaire du Shadanshah Mohamed Reza Pahlavi Aryamehr, l'ambassadeur de l'Iran et Mme A. Chilaty ont donné une réception vendredi dans les salons de l'ambassade.

Naissances

— Adrienne et Arnaud Dubessay ont la joie d'annoncer la naissance d'Amandine.
Le 9 octobre 1974.
13, rue J.-Mermoz,
78 L'Etang-la-Ville.

— M. et Mme Bertrand de Largentaye annoncent la naissance de leur fille
Claire.
Paris, le 25 octobre 1974.

Mariages

— M. et Mme Maxime Garence,
M. et Mme Etienne Guelaud,
ont le plaisir d'annoncer le mariage de leurs enfants,
Patricia et Yves,
célébré à Rome dans l'intimité, le 26 octobre 1974.

Décès

— Mme Bruno Bernieri,
MM. Claude et Marc Bernieri,
ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de
M. Bruno BERNIERI,
croix de guerre 1939-1945,
médaillé de la Résistance,
leur époux et père, décédé le 23 octobre 1974, à l'âge de soixante-deux ans, en son domicile, 201, rue du Général-Leclerc, 94 000 Créteil.
L'incinération aura lieu le mercredi 30 octobre 1974, à 11 heures, au Columbarium du Père-Lachaise.

— Le conseil d'administration,
La direction et le personnel de la Société P.B.C.,
ont la tristesse de faire part du décès de
Mlle Bérangère BLANCHARD,
administrateur-directeur général,
survenu le 21 octobre 1974.

— Le professeur Paul Giraud,
M. et Mme Jean Bernardi, leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mme Henri Giraud, leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mme Marcel Redon et leurs enfants,
Le Père Michel Giraud,
M. et Mme André Bouleuc et leurs enfants,
Le professeur et Mme Francis Giraud et leurs enfants,
Mme Clotilde Rastoin,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Paul GIRAUD,
née Marie-Louise Jauffret,
survenu à Marseille le 21 octobre 1974, dans sa quatre-vingt-unième année.
Le Prieuré, route de La Ciotat,
13 260 Cassis.

— Le professeur et Mme Serge Gorodetzky,
M. et Mme Georges Bugnon,
ses enfants ;
L'ingénieur général André Angot,
son gendre ;
M. et Mme Philippe Gorodetzky,
M. et Mme Csaba Biro,
Mlle Elisabeth Gorodetzky,
M. et Mme François Bugnon,
Mlle Danielle Bouveyron,
Mlle Catherine Bouveyron,
ses petits-enfants ;
Delphine et Emmanuelle Gorodetzky,
Sophie et Caroline Biro,
Guillaume Bugnon,
ses arrière-petits-enfants ;
Les familles Krementchoutsky, Porterre, Biro, Guesnon, Leroy, Bouveyron, Bugnon, Mauro et Kupelwieser,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Grégoire GARODETZKY,
survenu le 20 octobre, dans sa quatre-vingt-treizième année.
Les obsèques ont eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans l'intimité familiale.
24, rue Barbet-de-Jouy, Paris-7e.
4, rue J.-Kablé, 67 000 Strasbourg.
« Les Morvrains », avenue Henri-Dunant, 94 350 Villiers-sur-Marne.
2, rue Eugène-Poubelle, Paris-16e.

— M. et Mme Charles Monier et leur famille ont la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Casimir MONIER,
née Annette Gonon,
survenu dans sa cent deuxième année, à La Celle-Saint-Cloud.
Les obsèques auront lieu le mercredi 30 octobre 1974, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Chatou, suivies de l'inhumation au cimetière d'Ivry-Parisien, dans le caveau de famille.
24, avenue Gambetta,
78 400 Chatou.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Raïssa TARR,
née Fleichitz,
survenu le 22 octobre 1974, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
De la part de tous ses amis.
Un service sera célébré mardi 29 octobre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont. L'inhumation, précédée d'une bénédiction, aura lieu le même jour, à 12 heures, au cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois (91).

— On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-treizième année, de
Emile Florent TERROINE,
professeur honoraire
à l'université de Strasbourg,
directeur honoraire
du Centre national de coordination
des études et recherches
sur la nutrition et l'alimentation,
président d'honneur
de l'Union internationale
des sciences de la nutrition,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques,
rosette de la Résistance.
Les obsèques ont eu lieu le 26 octobre, dans la plus stricte intimité.
De la part de :
Mme Terroine, son épouse ;
Mlles Anne et Thérèse Terroine.
Le docteur et Mme Jean-Pierre Wolff,
ses enfants :
M. et Mme Jean-Claude Wolff,
M. et Mme Jean-Charles Bonherbe,
MM. Denis et Etienne Wolff,
ses petits-enfants.
8, rue de Greffulhe, 75 008 Paris.

[Né le 21 janvier 1882 à Paris, fils d'un ouvrier ajusteur, le professeur Emile Terroine avait fait ses études au collège Chaptal, puis à la faculté des sciences de Paris, où il obtint le diplôme de docteur ès sciences. Successivement préparateur (1907), maître de conférences (1909) à l'Ecole pratique des hautes études, puis professeur à l'université de Strasbourg de 1929 à 1953, il avait dirigé pendant près de trente ans le Centre national de coordination d'études et de recherches de la nutrition et de l'alimentation avant d'en devenir le directeur honoraire.

Il a publié de nombreux travaux, notes et mémoires portant sur le métabolisme de base, le métabolisme de l'azote, la sécrétion pancréatique, la synthèse des protéines. Grand résistant, il avait aussi écrit un livre : « Dans les geôles de la Gestapo, souvenirs de la prison de *Montluc* ».]

Maintenant quand vous demandez un SCHWEPPES, précisez lequel. « Indian Tonic » ou Bitter Lemon.

VENTES

A Munich

1 MILLION 200 000 F POUR LA VAISSELLE DE GOERING

Acheteurs arabes et américains se sont arrachés, ce dernier week-end, au cours d'une vente aux enchères, trois cent cinquante pièces de vaisselle frappées aux armes du reichsmarschall Hermann Goering, devant des collectionneurs et antiquaires allemands, dépités par les prix prohibitifs.

Alors que, sur le catalogue, la mise à prix n'était que de 120 000 marks (environ 200 000 F), les enchères ont atteint, pour l'ensemble du lot de vaisselle (dont certains éléments étaient (soit 1 200 000 F).

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITIONS
de 11 h. à 18 h.

S. 3. - Bx meubles. Me Engelmann.
S. 6. - Succes. Mme M... et à divers. Tableaux anciens. Objets d'art. Sièges et meubles anciens. Tapis. M. Touzet. Me Champetier de Ribes.
S. 8. - Succes. Mme W... et à divers amateurs. Art d'Asie. Tapis d'Orient. S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud.
S. 12. - Poupées. Beau mobilier. Me Delorme.

Vente le 30 oct. S. 7. Expos. le 29.
LITHOGRAPHIES - DESSINS
GOUACHES - PEINTURES
principalement de Bouche, Chmaroff, Cocteau, Courtin, Friesz, Gen Paul, Goetz, Kars, Maclet, Moualla, Ten Cate, Tutundjan, Van Dongen.
Me LIBERT, c.-pris., 824-51-20.

VENTE EN VILLE

HOTEL GEORGE V
31, avenue George-V (75008)
Vente le 29 OCTOBRE à 21 h.
(exposition de 11 h. à 18 h.)
TRES IMPORTANTS
TABLEAUX MODERNES
S.C.P. Guy Loudmer, Hervé Poulain, Pierre Cornette de Saint-Cyr.
MM. Schoeller, Trigano, Mme Fabre.

VENTE A GRENOBLE

Me GAUCHER, com.-pris., 6, rue Thiers, Grenoble, tél. (76) 44-66-61
LUNDI 11 novembre à 14 h. 30
Château SASSENAGE
BEAUX LIVRES ANCIENS, ROMANTIQUES et MODERNES, AUTOGRAPHES.
Catalogue à l'Etude et chez les experts :
M. M. LECOMTE, 17, rue de Seine, Paris ; L. LECONTE, 73, rue des Saints-Pères, Paris.



(Publicité)

Les perturbations postales actuelles empêchant les participants du C.I.P.A.C./E.S.P., département *Formation Continue de l'Ecole* Supérieure de Publicité et de Marketing, de recevoir confirmation de leurs inscriptions, l'E.S.P. confirme que toutes les sessions prévues auront lieu aux dates fixées.

Etant donné ces difficultés momentanées, prière de demander par téléphone toutes informations concernant les sessions de courte ou longue durée : PUBLICITE-PROMOTION DES VENTES - MARKETING - RELATIONS PUBLIQUES, inscrites au programme octobre, novembre, décembre, au secrétariat : 9, rue Léo-Delibes, Paris (16e), 727-77-49.

NOTRE Télex A VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télexons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous téléphonons. 40 mots pour l'Europe : 7 à 9 F USA : 21,10 F Japon : 26,50 F etc. + abonnement 75 F par mois ou supplément 7,50 F par télex.
étrave
SERVICE TÉLEX
345.21.62 + / 346.00.28
15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS
Agence à Lille et 30 correspondants.

SPECTACLES

Lundi 28 octobre

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. : les Contes d'Hoffmann.
Opéra-Studio, 20 h. 30 : la Flûte enchantée.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Hernani.
Odéon, 20 h. 30 : Soirée littéraire (Quand on me parle de culture...).

Les autres salles

Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Cour des miracles, 18 h. 30 : la Terrine du chef ; 20 h. : Tonton Couteau ; 21 h. 30 : Occupations.
Dannon, 21 h. : Hello Douby.
Espace Cardin, 21 h. : Khôma.
Fontaine, 20 h. 45 : les Jeux de la nuit.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Nouveautés, 20 h. 45 : la Chambre mandarine.
Plaisance, 20 h. 30 : Un étrange après-midi.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Récamier, 20 h. 30 : l'Eveil du printemps.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Croque-Monsieur.
Théâtre de la Cité internationale. — La Galerie, 21 h. : Nuit de guerre dans le musée du Prado. — La Resserre, 21 h. : le Soleil foulé par les chevaux. — Grand Théâtre, 21 h. : Danse.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 30 : la B I D.
Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : Concert.

Les opérettes

Châtelet, 20 h. 30 : les Trois Mousquetaires.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 18 h. 30 : Les blondes préfèrent les hommes ; 21 h. 30 : les Amours de Jacques le Fataliste ; 22 h. 45 : Chansons interdites.
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. 30 : Femmes parallèles ; 21 h. 30 : Huis clos ; 23 h. : Quand j'serai grande, J'serai paranoïaque ; 24 h. : Show Cheba.
Le Jour-de-Fête, 21 h. 30 : J.-C. Abadie, Laville ; 23 h. : J. Mauzac ; 23 h. : Ch. Mousset.
Pizza du Marais, 20 h. 30 : Sainte-Jeanne du Larzac ; 22 h. 30 : Jean Vasca.
Sélénite, salle I, 20 h. 30 : Tous des frères ; 22 h. : Prévert ; 23 h. 30 : les Mille et Une Nuits. — Salle II, 21 h. : la Folle ; 22 h. 30 : la Jacassière ; 24 h. Nuits de sabbat.

Les concerts

Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : A. Dumond, guitare (Bach, Ohana, Brouwer, Villa-Lobos).
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Chorale « les Vilains de Massy » (folklore du monde).
Théâtre Présent, 20 h. 30 : E. Chojnacka, clavecin (Meyer, Bruzdowicz, Ton-Thât-Tiet).
Salle Chopin-Pleyel, 20 h. 30 : M.-J. Morais, piano (Beethoven, Scarlatti, Chopin, Liszt, Messiaen, Prokofiev).

Le music-hall

Alcazar, 23 h. : Une nuit à l'Alcazar.
Caf' Conc de Paris, 21 h. : Coluche.
Casino de Paris, 20 h. 45 : Zizi, je t'aime.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Elysée-Montmartre, 21 h. : Oh ! Calcutta !
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Lido, 22 h. 30 et 0 h. 45 : Grand jeu.
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Q nu.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.
Olympia, 21 h. 30 : Claude Nougaro, Baden Powell.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : La p'tite cai baisse qui monte.
Deux-Anes, 21 h. : Au nom du pèze et du fisc.
Dix-Heures, 22 h. : l'Esprit fraudeur.

Festival d'automne

Théâtre Récamier, 20 h. 30 : l'Eveil du printemps.
Musée Galliera, 20 h. 30 : Strider, ballets contemporains.

Le jazz

River Bop, 22 h. : Quartet George Coleman.
Théâtre Mouffetard, 20 h. 30 : Matchi Oui Big Band.
Marly-le-Roi, M. J.C., 16 h. : François Guin, les Swingers.



Jeudi 31 à 20 h. 30
la Maison de la Culture
de la Seine-Saint-Denis
le Théâtre Gérard-Philipe
présentent
LE CHANT DE L'HOMME
par le
THÉATRE BALLET
DE TOULOUSE
Michèle Lazès - Serge Dekramer
musique Bernard Lubat
avec le groupe
Expérience Percussion
59, bd Jules-Guesde - 243-00-59

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Rue d'Ulm, 19 h. 30 : Tant qu'il y aura des hommes, de F. Zinneman ; 21 h. : Picnic, de J. Logan.

Les exclusivités

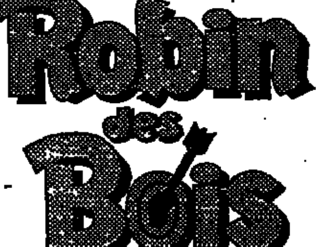
A BIGGER SPLASH (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19), Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
AMARCORD (It., v.f.) : P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.o. : Studio Galande, 5e (033-72-71).
ANNA ET LES LOUPS (Esp., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Studio Raspail, 14e (326-38-98).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : U G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), la Clef, 5e (337-90-90) ; v.f. : Omnia, 2e (231-39-36), Bretagne, 6e (222-57-97).
CELINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : Dragon, 6e (548-54-74), Hautefeuille, 6e (633-79-38)
CONRACK (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LA COUSINE ANGELIQUE (Esp., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)
LES CONTES IMMORAUX (Fr.) (**) : Vendôme, 2e (073-97-52), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), Hollywood-Boulevards, 9e (770-10-41), Mistral, 14e (734-20-70)
DE LA CHAIR POUR FRANKENSTEIN (It., v.f.) (**) (en relief) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16), Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27)
LES DERNIERES FIANÇAILLES (Can., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Marivaux, 2e (742-83-90), Studio Cujas, 5e (033-89-22), Arlequin, 6e (548-62-25), Triomphe, 8e (225-45-76), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-35), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Lux-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Plaza, 8e (073-74-55).
ERICA MINOR (Suis.) : Studio Logos, 5e (033-26-42)
LE FANTOME DE LA LIBERTE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Concorde, 8e (359-92-84), Ermitage, 8e (225-15-99), Caméo, 9e (770-20-89), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Murat, 16e (288-99-75)
FROGS (A.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
L'EXORCISTE (A., v.o.) (**) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Normandie, 8e (359-41-18), Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80), U.G C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; (v.f.) : Bretagne, 6e (222-57-97), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Max-Linder, 9e (770-40-04), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Caravelle-Pathé, 18e (387-50-70).
GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Biarritz, 8e (359-42-33), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Saint-Michel, 5e (326-79-17), Bonaparte, 6e (326-12-12) ; (v.f.) : Madeleine-Gaumont, 8e (073-56-03), Biarritz, 8e (359-42-33), Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90), Telstar, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (734-20-70), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
GENERAL IDI AMIN DADA (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), Murat, 16e (288-99-75)
LES GUICHETS DU LOUVRE (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Royal-Passy, 16e (527-41-16)
HISTOIRE D'A (Fr.) (**) : Ciné-Halles, 2e (236-71-72), St-Germain-Village, 5e (633-87-59), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), St-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16).
ILLUMINATION (Pol., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
KASHIMA PARADISE (Fr.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
KID BLUE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50)
LANCELOT DU LAC (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36), Impérial, 2e (742-72-52), Marignan, 8e (359-92-82), Cambronne, 15e (734-42-96)
LA PROPRIETE C'EST PLUS LE VOL (It., v.o.) (*) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Marais, 4e (278-47-86) - V.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13)
LARRY LE DINGUE, MARRY LA GARCE (A., v.o.) : UGC-Odéon, 6e (325-71-08)
LE MARCHAND DES QUATRE-SAISONS (All., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
MEMOIRES DU SOUS-DEVELOPPEMENT (Cub., v.o.) : la Pagode, 7e (551-12-15)
LES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) (**) : Studio Médicis, 5e (633-25-97), U.G C. - Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE MILIEU DU MONDE (Suis.) : Quintette 4 et 5, 5e (033-35-40), 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LA MOUTARDE ME MONTE AU NEZ (Fr.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), A.B.C., 2e (236-54-55), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Fauvette, 13e (331-56-86), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
NE VOUS RETOURNEZ PAS (A., v.o.) (*) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19)
NOUS VOULONS LES COLONELS (It., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82)
LA RIVALE (Fr.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Grand-Pavois Bâbord, 15e (531-44-58).
RUBY (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LE SECRET (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Concorde, 8e (359-92-84) Mercury, 8e (225-75-90), Lumière, 9e (770-84-64), Maxeville, 9e (770-72-87), Fauvette, 13e (331-60-74), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Mayfair, 16e (525-27-06), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LES SEINS DE GLACE (Fr.) : George-V, 8e (225-41-46), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Moulin-Rouge, 18e (606-63-26), Ermitage, 8e (359-15-71).
S.P.Y.S. (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90), Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; v.f. : Miramar, 14e (326-41-02), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Clichy-Palace, 17e (387-77-29).
LA TERRE PROMISE (Chil., v.o.) : Studio St-Séverin, 5e (033-50-91), 14-Juillet, 11e (700-51-13)
VERDICT (Fr.) : Gaumont-Champs-Elysées-II (s.f.), 8e (225-67-29), St-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Athéna, 12e (343-07-48), Montréal-Club, 18e (607-16-81)
VINCENT, FRANÇOIS, PAUL ET LES AUTRES (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Fauvette, 13e (331-56-86), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) Victor-Hugo, 16e (727-49-75), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

Les films nouveaux

REFROIDI A 99 %, film américain de John Frankenheimer, avec Richard Harris. — v.o. : Bilboquet, 6e (222-87-23), Ermitage, 8e (359-15-71), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Liberté-Club, 12e (343-01-59), Murat, 16e (288-99-75), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Rex, 2e (236-83-93), Paramount-Maillot, 17e (747-24-24).
LES BICOTS NEGRES VOS VOISINS, de Med Hondo. — v.o. : Studio de La Harpe, 5e (033-34-83)
ON N'EST PAS SERIEUX QUAND ON A DIX-SEPT ANS, film français d'Adam Planka. — Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Jean-Renoir, 9e (874-40-75)
LE TROISIEME CRI, film suisse d'Igaal Niddam, avec Jacques Denis. — Luxembourg, 6e (633-97-77), Studio République, 11e (805-51-97)
L'EXECUTEUR NOIR, film américain de Gordon Douglas. — v.f. : Hollywood-Boulevards, 9e (770-10-41)
QU'EST-CE QUE JE SUIS VENU FOUTRE DANS CETTE REVOLUTION, film italien de Sergio Corbucci, avec Vittorio Gassman. — v.o. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Maréville, 9e (770-72-87), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
BORSALINO AND CO, film français de Jacques Deray, avec Alain Delon. — Danton, 6e (326-08-18), Le Paris, 8e (359-53-99), Madeleine-Gaumont, 8e (073-56-03), Helder, 9e (770-11-24), Richelieu-Gaumont, 2e (223-56-70), La Rotonde, 6e (633-08-22), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Napoléon, 17e (380-41-46), Images, 18e (522-47-94), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA GIFLE, film français de Claude Pinoteau, avec Lino Ventura, Annie Girardot, Isabelle Adjani. — Berlitz, 2e (742-60-33), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11), Ambassade-Gaumont, 8e (359-19-08), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Wepler-Pathé, 18e (387-50-70)
ONCE, film américain de Morton Heilig : Studio de l'Etoile (17e) (ETO 19-93).
LES MURS ONT DES OREILLES, film français de Jean Girault, avec Louis Velle. — Boul-Mich, 5e (551-44-11), Galaxie, 13e (331-76-86), Maine-Rive-Gauche, 14e (567-06-96), Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), George-V, 8e (225-41-46), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Odéon, 14e (580-03-75), Publicis-Sofitel, 13e (842-04-68), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (747-24-24), Moulin-Rouge, 18e (606-63-26).

HAUTEFEUILLE
film : 11 H 30 - 14 H 55 - 18 H 20 - 21 H 50
DRAGON
film : 14 H 15 - 17 H 30 - 20 H 50
Céline & Julie vont en bateau

MERCREDI
GRAND REX VF 2800 PLACES
FÉERIE DES EAUX
ERMITAGE
MATINÉES VF SOIRÉES VO
MIRAMAR VF
UGC ODEON VO

WALT DISNEY
PRODUCTIONS présente


Le Nouveau
Grand Dessin Animé
© WALT DISNEY PRODUCTIONS
CYRANO VERSAILLES VF
ARTEL NOGENT VF
GAMMA ARGENTEUIL VF
CARREFOUR PANTIN VF

L'ALAP (agence littéraire et artistique parisienne pour les échanges culturels) et les spectacles LUMBROSO présentent au

PALAIS DES SPORTS
PORTE DE VERSAILLES
DU 15 NOV. AU 12 JANVIER

LES CHŒURS ET DANSES DE L'ARMEE SOVIETIQUE

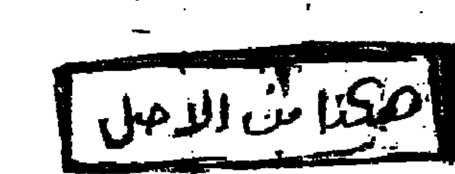
200 ARTISTES sous la direction du général ALEXANDROV

DU 15 NOVEMBRE AU 12 JANVIER. Du 15 au 21 complet : Soirées à 20 h 30 - tous les vendredis, samedis, mardis et mercredis (sauf 25 décembre et 1er janvier). Matinées à 14 h 15 - tous les dimanches. Matinées à 15 h 30 - tous les samedis. Matinées à 18 h - 25 décembre et 1er janvier. Matinées à 18 h - tous les dimanches. PRIX DES PLACES Orchestre - 1re série : 58 F - Orchestre 2e série : 50 F - Orchestre 3e série : 40 F - Balcons 1re série : 30 F.

ATTENTION !

A LA SUITE DES PERTURBATIONS SURVENUES DANS L'ACHEMINEMENT DU COURRIER, L'ENVOI DES BILLETS PAR CORRESPONDANCE EST SUSPENDU.
Les guichets de location pour les CHŒURS ET DANSES DE L'ARMÉE SOVIÉTIQUE seront ouverts dès le MARDI 29 OCTOBRE, de 12 h. 30 à 19 h. 30, au Palais des Sports, Porte de Versailles.

Les personnes et les groupements ayant déjà expédié leur chèque sont priés de téléphoner au 250-79-80 avant de se présenter aux guichets pour retirer leurs billets.



ARTS ET SPECTACLES

Danse



DE SRIDER A NOURKIL

● Le groupe Strider est composé de quatre danseurs en rupture d'école : Richard Alston et Dennis Greenwood, qui ont étudié le style Graham à Londres ; l'Américaine Nanette Hassal, élève chez Cunnigham, et l'Israélienne Eva Karczag. Nourkil et sa partenaire Marcia Erika ont fait partie de la compagnie Martha-Graham, à New-York. Les deux groupes se sont produits cet été aux Ateliers chorégraphiques d'Angers. Vus sur la même scène, dans une confrontation ouverte à tous les courants, ils ne paraissaient pas tellement opposés. Aujourd'hui, à Paris, un abîme les sépare : Strider se place sous le signe de l'avant-garde ; Nourkil perpétue une tradition.

● Strider n'aime pas se produire sur une scène ; il préfère utiliser des lieux qui permettent d'établir de nouveaux rapports avec le public. Invité par le Festival d'automne, il a utilisé simultanément les deux salles de Galliera pour des chorégraphies conçues spécialement à cette occasion. Malheureusement pour le premier programme, on avait disposé le public d'une manière habituelle. Sagement assis en rang d'oignons, dans l'attente d'un spectacle organisé, il a vu un garçon barbu et une fille au minois chiffonné couchés sur le plancher. Ils se relaxaient, s'étiraient puis ils ont commencé à courir, à se croiser. Un garçon blond en collant rouge les a rejoints dans une galopade effrénée, avec des virevoltes, des arrêts brusques. On les regardait tremper leurs pieds dans l'eau, pour mieux adhérer au sol, avec le sérieux d'une ballerine frottant ses pointes dans la colophane. Puis disparaître et continuer à danser hors de vue, dans l'autre salle, devant le gardien du musée perplexe.

● Au second programme, les chaises raréfiées étaient dispersées et on incitait les spectateurs à circuler dans les deux salles. Dès lors, tout change : on peut choisir ses angles de vue, varier sa propre position par rapport aux danseurs — au risque de se trouver sur leur trajectoire, — observer de près les manipulations des musiciens. On éprouve le sentiment euphorique d'être associé à une sorte de jeu. Et les gens ont commencé à se parler, à discuter entre eux.

« Streamline » (suite de déplacements rapides), « Split » (combinaison de deux espaces), « Simple dancer » (où les danseurs déplacent des objets), sont des collages qui mêlent librement la technique, l'improvisation et la musique. Certaines pièces sont plus travaillées, comme « We love you Dennie », où Dennis Greenwood joue avec la notion de temps sur un fond sonore de méthode Assimil, et « Dansan », où Eva Karczag prend la mesure de son corps dans l'espace. On sort de là tout léger... libéré. Strider a ouvert une voie.

● Nourkil et Marcia Erika, eux, se sont installés pour cinq semaines à la Cité universitaire, où ils s'étaient révélés l'an dernier. On retrouve avec plaisir leurs gestes précis, leurs pliés hiératiques et leurs équilibres impeccables. Seulement, leur spectacle n'apporte rien de nouveau. Une création importante comme « Messe » n'est qu'une brillante démonstration technique répétant les mêmes attitudes et les mêmes gestes que les ballets précédents. Nourkil semble s'être laissé enfermer dans un vocabulaire moderne déjà figé dans son classicisme. Il faut espérer que « Perséphone », qui sera créé le 19 novembre, dissipera cette fâcheuse impression.

MARCELLE MICHEL.

Cinéma

« Les Bicots-nègres, vos voisins »

Dans « les Bicots nègres, vos voisins », Med Hondo, cinéaste mauritanien vivant à Paris, raconte un aspect que l'on continue de méconnaître dans l'histoire de la France contemporaine.

Avec quatre millions de ressortissants, la nation immigrée en France est une petite Suisse. Cependant, les adjectifs que l'on emploie lorsqu'on parle d'elle n'indiquent ni le calme ni la prospérité. La télévision l'a décrite en deux films, De Maurice Failevic et de Gérard Chouchan. Le cinéma français l'a évoquée dans *Elise ou la vraie vie* et dans *O Salto*. (Trois films sur quatre tournant autour du Portugal.)

Toutefois, la majorité des travailleurs immigrés provient de l'ancien empire colonial français du Maghreb et d'Afrique noire, et, dans ces nations, parvenues à l'indépendance au cours des quinze dernières années, des cinéastes tentent de rompre le silence auquel la colonisation avait condamné leurs pays. Mais leurs films parviennent rarement à Paris. Il y a de nombreuses raisons à cela.

La difficulté de tourner dans des Etats sans tradition cinématographique, et sans structures industrielles et techniques n'est, en effet, rien à côté de la force de ce qu'on appelle là-bas le néo-colonialisme. Car notre cinéma et, partant, nos idées, nos mythologies, notre vision du monde, occupent la *quasi-totalité* des écrans du continent africain : l'ennemi principal des cinéastes d'Afrique noire se nomme cinéma euro-hollywoodien, ou tout simplement U.G.C., car l'Union générale cinématographique, un de nos principaux circuits d'exploitation (présidée jusqu'ici par M. Jean-Charles Edeline, qui vient de se voir confier la responsabilité de la production télévisée), s'est assuré le contrôle de la majorité du marché dans nos anciennes colonies. Une situation dominante que les nationalisations, décidées ici et là, n'ont pas encore altérée.

Cependant, parfois, comme s'il n'y avait pas assez d'encerclements à rompre, certains artistes d'Afrique sont amenés à venir faire carrière à Paris, puisque c'est à Paris que beaucoup de choses se décident, et, par exemple, la destinée d'un film africain, qui gagne dans nos salles le droit — commercial — d'être vu sur son continent d'origine. Med Hondo est devenu, ainsi un cinéaste renommé en France. Son premier film, *Soleil d'or*, a été présenté à Cannes, à la semaine internationale de la revue *Positif*, dans une mini-salle du quartier Latin. Soixante-douze places ont permis que le film soit vu, demandé ailleurs. Rien à voir avec les recettes d'un film coté au box-office. Mais c'est déjà une prise de parole.

Un film dénonciateur

Dans *Soleil d'or*, Med Hondo décrivait, avec de nombreuses réminiscences godardiennes, mais dans un langage pamphlétaire original, la condition des Africains à Paris. *Les Bicots-nègres, vos voisins*, reprend et amplifie son propos. *Soleil d'or* était un film d'auteur, sur les mensonges qui dressent des remparts entre la condition blanche et la condition noire ; un film démythificateur. Le « rêve européen » mis en pièces par le regard d'un étranger, et qui nous connaît bien.

Les Bicots-nègres, vos voisins, est un film dénonciateur. Med Hondo plonge avec sa caméra dans un des principaux cancers de notre société : l'exploitation d'un certain *Lumpenproletariat* parqué dans les lisières de nos villes, et tenu à l'écart de ce nouveau mythe qu'on appelle « qualité de la vie ».

Med Hondo n'a rien d'un sociologue, et c'est donc en poète qu'il décrit les causes et les effets. Un prologue qui figurera dans les anthologies du cinéma lui permet d'exposer (par la voix de Bachi Touré) pourquoi — l'équivalent cinématographique de *Nos ancêtres les Gaulois* s'appelant Tarzan ou Ringo — il a choisi d'emprunter une autre forme à la fois documentaire, critique et allégorique, jouant sur tous les registres, allant de la comédie au drame, pour établir son constat. Car c'est cela, le cinéma des « bicots-nègres », un cinéma condamné à se vouloir global, universel, s'il veut tout embrasser en deux heures et demie. Une gageure pour laquelle Med Hondo a dû se faire, tour à tour, producteur (avec ses cachets de comédien), auteur-réalisateur, distributeur, et même colleur d'affiches.

Sans exotisme révolutionnaire

Et le résultat est là. Comme dans les cirques d'antan, on y verra : les seigneurs d'aujourd'hui et d'hier s'entendre sur le partage de l'Afrique, le trafic des passeports et l'élimination des oppositions politiques, l'initiation d'un petit bourgeois français à la dialectique révolutionnaire par un révolutionnaire de couleur, la complainte de la prostituée noire qui gagne plus d'argent qu'un O.S., la démonstration de la similitude des usages du capitalisme européen et du néocolonialisme multinational, la naissance d'une conscience politique au sein d'une collectivité, que les uns rejettent, et que les autres veulent diviser, ou bien s'approprier : on y comprendra mieux, devant la misère des foyers-taudis, sommiers rafistolés, matelas éventrés, poêles à mazout d'une incroyable vétusté, fenêtres colmatées avec du papier journal, waters bouchés à longueur d'année, ce dont Lénine parlait lorsqu'il employait le terme de revendication quotidienne ; on y devinera, devant l'insuffisance et l'aspect carcéral des foyers-modèles — ou prétendus tels — que l'assistance (le plus souvent prélevée sur les salaires des immigrés) n'est pas tout, et que la France, pays de la liberté, n'est pas forcément celui de la dignité pour tous.

On y verra bien d'autres choses encore, car le film de Med Hondo est de ceux qui obligent à voir, sans ellipses subtiles, sans raccourcis « ci-né-ma-to-graphiques » : le propos du cinéaste n'étant pas de donner la parole à ses frères pour la leur couper au montage.

Bien sûr, la réalité que nous montre Med Hondo n'a pas l'avantage d'être auréolée d'exotisme misérabiliste comme la guerre du Biafra, ou d'épopée révolutionnaire comme les splendides films sud-américains. Et, comme on n'est plus au temps d'« Hernani », personne ne s'indignera de la naissance d'une nouvelle parole, forte et vraie, irréductible aux grilles de la critique traditionnelle.

Cependant, ce serait une faute civique de négliger l'avertissement : il y a plus d'immigrés que de Bretons, et ils sont, à chaque coin de rue, nos voisins.

MARTIN EVEN.

★ Studio de la Harpe, Myrrha, en version originale « bicot-nègre » (le français étant souvent employé comme langue véhiculaire) sous-titrée.

MORT DU COMÉDIEN PAUL FRANKEUR

Le comédien Paul Frankeur est mort dimanche à l'hôpital de Nevers. Il était âgé de soixante-neuf ans.

Il était né à Paris en 1905 et il conserva toute sa vie la gouaille du titi parisien qui n'oubliait pas qu'il avait d'abord exercé les métiers les plus divers : livreur, transporteur, terrassier, courtier en livres, camelot aussi où il avait sans doute acquis son étonnante volubilité.

C'est Yves Deniaud, autre ancien camelot, autre type populaire du cinéma français, qui l'entraîna dans la chanson, au cabaret d'Agnès Capri. C'était en 1939. Deux ans plus tard, il commençait au cinéma sous la direction de Louis Daquin dans Nous les gosses *une carrière de plus de cent films au cours de laquelle il promena un personnage bourru au grand cœur mais capable de coups de gueule. Il tourna notamment dans* les Frères Bouquinquant, *de Louis Daquin toujours (1947), dans* Justice est faite, *d'André Cayatte (1950).* Thérèse Raquin, *de Marcel Carné,* Touchez pas au grisbi, *de Jacques Becker (1953), s'imposa dans des films populaires* (Des gens sans Marie-Octobre, Rue des Prairies, En votre âme et conscience, le Sang à la tête, Un singe en hiver, le Tonnerre de Dieu) *avant de devenir — peut-être parce qu'il y avait finalement quelque chose d'inquiétant dans sa truculence — un des acteurs favoris de Luis Bunuel pour qu'il joua dans* la Voie lactée, le Charme discret de la bourgeoisie *et* le Fantôme de la liberté. — C. F.

En bref

Cinéma

Le Troisième cri

La singularité du *Troisième Cri* est de nous laisser ignorer, jusqu'à la dernière image (apocalyptique), le postulat de science-fiction sur lequel repose le récit. Cinq hommes et cinq femmes appartenant au personnel de surveillance et d'entretien d'un gigantesque abri antiatomique se trouvent enfermés dans cet abri. Totalement coupés du monde extérieur, ils croient d'abord à un exercice d'alerte. Cependant, les jours, les semaines passent. Dans cet univers hermétiquement clos, où rien ne différencie le jour de la nuit, l'angoisse monte peu à peu. Sous l'influence d'un péril pressenti, mais qui reste ignoré, les sentiments, les gestes les plus naturels « dérapent », se métamorphosent, changent insidieusement de signification.

Habilement construit, mis en scène avec un constant souci d'efficacité par le réalisateur suisse Igaal Niddam, bien joué (Jacques Denis), *le Troisième Cri* zigzague curieusement entre le récit d'aventures et l'apologue futuro-kafkaïen. On s'ennuie parfois un peu, mais le choc de la révélation finale secoue les nerfs. — J. B.

★ Luxembourg, Studio République.

Lundi 28



Lisez
Le Monde des Philatélistes
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

« Borsalino and Co »
de Jacques Deray

Sous les cheveux noirs, gominés, quelques rides sillonnent le front. Le regard, presque fixe, est bleu, d'un bleu d'acier. Parfois, à l'approche du danger, la narine palpite. Les lèvres minces ne s'entrouvrent que pour donner des ordres brefs, la mâchoire est crispée...

Tel qu'en lui-même *Borsalino* le change, Alain Delon traverse le film taciturne, impassible, hiératique. Ce n'est plus un homme, mais un mythe incarné. Le mythe du vengeur que rien ne peut empêcher d'assouvir sa vengeance, celui du mauvais garçon au cœur chevaleresque. Delon-Siffredi ou le Lancelot des mecs.

Le premier *Borsalino* était une chronique aimable et pittoresque du Marseille faisandé des années 30. Belmondo y apportait sa gouaille, sa bonne humeur, sa présence chaleureuse. L'amitié, le soleil, le grouillement du Vieux-Port et de ses petits bistrots parfumés au pastis, permettaient à Jacques Deray de camoufler sous les sourires le caractère sanglant de son histoire. On oubliait Carbone et Spirito. On découvrait la mode « rétro ». Nous étions, au lendemain des « années folles », à Chicago-sur-Canebière.

Le second *Borsalino* est d'un tout autre ton. Ici la Némésis triomphe, et la rude tâche qui attend Siffredi-Delon ne laisse guère de place aux flâneries et à la rigolade.

Borsalino and Co est une tragédie en trois actes. Premier acte : Roch Siffredi venge la mort de son ami François Capella. Le tueur est tué par défenestration d'un train en marche. Simple formalité... Second acte : Giovanni Volpone, instigateur du meurtre de Capella, se venge de cette vengeance en saccageant l'empire marseillais (music-halls et lupanars) de Siffredi et en l'humiliant gravement. Pour noircir ce Volpone (fort bien interprété par Riccardo Cucciolla), Jacques Deray et Pascal Jardin ont imaginé d'en faire un gangster aux gages de l'axe Berlin-Rome, un fourrier crapuleux de l'ordre hitlérien, face auquel Siffredi se trouve quasiment en état de légitime défense nationale... Troisième acte : après s'être mis au vert, Siffredi regagne Marseille et rend à Volpone la monnaie de sa pièce : extermination du gang et rotissage du caïd, enfourné vivant dans le foyer d'une locomotive Pacific.

La cruauté de ce dernier épisode contraste avec la volonté manifestée par Jacques Deray tout au long du film d'échapper au réalisme en jouant sur les conventions et les archétypes du roman noir et en stylisant au maximum les scènes de violence. L'élégance de la mise en scène vient d'ailleurs souvent au secours d'un scénario moins riche et surtout moins varié que celui du premier *Borsalino*. Grâce à cette mise en scène et aux superbes décors de François de Lamothe, nous prenons finalement plus de plaisir à fréquenter le vieil Alcazar de Marseille, une maison close « trois étoiles » et la villa « art déco » où s'est réfugié Siffredi, qu'à suivre les péripéties d'un combat douteux et d'une vendetta un peu monotone.

Divertissement à grand spectacle, *Borsalino and Co* répond aux ambitions d'Alain Delon (qui est aussi le producteur du film) et de Jacques Deray. Mission accomplie. Ajouterons-nous : « service inutile » ? Devant le luxe et l'éclat de ce divertissement nous ne pouvons, en effet, passer sous silence notre regret de voir tant de talent mis au service d'une si médiocre cause. Le comédien Alain Delon, le cinéaste Jacques Deray nous semblent mériter mieux que ces histoire de règlements de comptes et de meurtres en série. Disons-le franchement : nous commençons à être las de ces truands travestis en héros. La geste de la pègre a fait son temps. Pour nous, le romancero du « milieu », c'est fini.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Le Paris, Napoléon, Madeleine-Gaumont, Helder, Images, Richelieu-Gaumont, la Rotonde, Montparnasse-Pathé, Magic-Convention, Danton, Gambetta-Gaumont, Gaumont-Sud.

Lettres

Les Goncourt au Québec

(Suite de la première page.)

Les choses se sont passées de la sorte. Tandis qu'ils étaient somptueusement traités par leurs hôtes, tandis qu'ils étaient reçus presque à l'égal de chefs d'Etat, d'abord par le maire de Montréal, puis à Québec par le premier ministre de la province, M. Bourassa, enfin à Ottawa par deux ministres francophones du gouvernement fédéral, et, honneur suprême, par M. Léger, gouverneur général du Canada, une violente campagne de presse s'est déchaînée contre eux à Montréal. Elle a été menée au début par deux écrivains québécois, M. André Langevin, qui a la cinquantaine, et M. Victor-Levi Beaulieu, représentant de la jeune littérature « joualisante », directeur des nouvelles éditions de l'Aurore, mais elle s'est élargie par la suite.

Trois jours après leur arrivée, les membres de l'académie Goncourt présents à Montréal, MM. Armand Lanoux, Robert Sabatier, Michel Fournier, Jean Cayrol, Emmanuel Roblès, Mme Mallet-Joris, et le correspondant belge de l'Académie, M. Georges Sion, se sont vu traités dans *le Devoir*, tantôt de « *petits-bourgeois ahuris* » dont le Québec n'avait nul besoin pour maintenir sa langue et ériger sa culture, tantôt de « *flagorneurs* » s'il s'avisaient de trop louer le québecois et le joual. On les accusait successivement de venir faire du *tourisme gastronomique* (pourquoi diable le chef de chez Drouant les avait-il suivis dans leur tournée ?), de l'impérialisme, du colonialisme, du parternalisme et de « *se laisser flatter la bedaine* » par les ministres fédéraux.

C'est André Langevin qui a ouvert les hostilités. Or son roman « *Une chaîne dans le parc* » est un des trois livres québécois que l'Académie a retenus cette année parmi les dix ouvrages entre lesquels elle choisira son lauréat, le 18 novembre. Elle en avait arrêté la liste le lundi 22 octobre, tenant à Montréal une séance de travail « historique » dans un des salons de l'hôtel Ritz Carlton où elle était descendue, et qui portera désormais le nom de « salon Goncourt ». Les deux autres romanciers québécois étaient Jacques Folch-Ribas (« *l'Aurore boréale* ») et Roger Fournier (« *Moi, mon corps, mon âme, Montréal* »).

Tous deux étaient publiés à Paris, respectivement chez Robert Laffont et chez Albin Michel, tandis que Langevin l'était à Montréal. Le malheur veut que Le Seuil, avec qui Langevin était en pourparlers pour une édition française, lui ait demandé des coupures, pour « *adapter l'ouvrage à la sensibilité française* ». Ces coupures, difficilement admissibles, puisqu'il s'agissait d'un ouvrage publié, mais, hélas ! plus couramment pratiquées que ne le croit M. Langevin, ont ulcéré l'écrivain. Après cela, il avait beau jeu de dénoncer « *l'attitude hautaine et méprisante des éditeurs français* » et cette « *forme d'impérialisme qui voudrait transformer le roman québécois en des romans « français de » France » et qui nie aux écrivains québécois leur propre originalité* ».

Le ton de la campagne était donné. Car c'est cette originalité viscéralement ressentie par rapport au Canada, mais aussi par rapport à la France, que le Québec, à cause de sa langue, de ses origines, de ses coutumes, de son histoire et d'un tempérament qui lui sont propres, veut à la fois pouvoir exprimer et faire reconnaître de par le monde. Ce n'est pas un hasard si presque toute l'intelligentsia québécoise, surtout dans la génération des moins de cinquante ans, milite ou du moins soutient le parti de l'indépendance.

Les Goncourt qui le savaient déjà, devaient à Montréal en prendre une conscience encore plus vive. Cela s'est passé le jeudi 24 octobre, au cours d'un déjeuner que la presse offrait à l'occasion de deux prix littéraires qu'elle décernait pour la première fois. Ses lauréats, Hubert Aquin et Jacques Poulin, sont peu suspects, il faut le dire, de complaisance envers le fédéralisme. Aquin a fait naguère de la prison pour sa cause ; quant à Poulin, il nous a déclaré sans ambages : « *Le séparatisme est un mouvement irréversible.* »

De nombreux écrivains québécois étaient conviés, ceux-là mêmes que l'académie Goncourt, vouée jusqu'alors aux rencontres officielles et aux « parties » d'ailleurs charmantes, mais assez peu littéraires, des riches puissances invitantes, se désolait de ne jamais rencontrer. Ils ne vinrent pas tous. Le grand poète Gaston Miron, entre autres, avait refusé l'invitation. Mais en plus des deux lauréats, Anne Hébert, Robert Choquette, parmi les anciens, Claude Jasmin, Jacques Godbout, parmi les jeunes, étaient présents. De ce dernier, à Paris on connaît et apprécie les œuvres publiées au Seuil (*Salut Galarneau ! D'amour P.Q.*). Etait là aussi la délicieuse Acadienne Antonine Maillet, dont *la Sagouine*, monologue théâtral, et le roman, *Maria Agelas*, seront publiés à Paris en février prochain.

La fin du repas tourna en un véritable « happening ». Tout le monde se mit à engueuler et à vexer tout le monde. Tandis que l'académie Goncourt, tout à son rêve de francophonie, recevait en plein cœur la déclaration d'Hubert Aquin : « *Il faudrait que les Français arrivent enfin à nous percevoir comme des étrangers qui, par une aberration de l'histoire, parlent aussi français.* » Jacques Godbout félicitait Roger Lemelin de l'opération publicitaire qu'il avait réussie sur le dos des Goncourt pour ses affaires et pour sa politique.. « *Les écrivains québécois mêmes ici présents n'entendent pas s'y laisser associer.* » Armand Lanoux réaffirma ce qu'il ne cessait de dire : que ses collègues et lui n'étaient ni des paternalistes ni des commis-voyageurs de leurs propres œuvres ou d'une culture française dominatrice. « *Mais,* ajouta-t-il, élevant la voix, *on a essayé de nous faire passer pour des guignols, et cela nous ne l'aimons pas.* »

Curieusement — mais tout est surprenant chez ce peuple qui allie la bonne humeur joviale à une susceptibilité d'écorché et où les adversaires qui se sont injuriés se donnent ensuite l'accolade, — ce déjeuner houleux a fait tomber les obstacles entre les Goncourt et les écrivains québécois les plus engagés. Après, ils se sont vus, ils se sont expliqués, et l'Académie n'est pas repartie en ignorant tout un côté de la réalité.

A-t-elle assisté à une querelle de famille se déroulant « devant de la visite », comme l'a affirmé *la Presse*, qui a insisté sur la honte ressentie par beaucoup des assistants, ou à la « *prise de parole* » d'une minorité qui revendique son droit à l'existence et profite de toutes les occasions pour se donner une tribune ? Une chose est certaine : par les uns comme par les autres, sa visite au Canada aura été utilisée à des fins beaucoup plus politiques que culturelles. Et cela par les deux fractions d'une population prise dans une situation déchirante. Car si l'opinion québécoise est unanime dans son désir de sauver et d'affirmer une originalité foncière, elle est divisée sur les moyens à employer pour y parvenir.

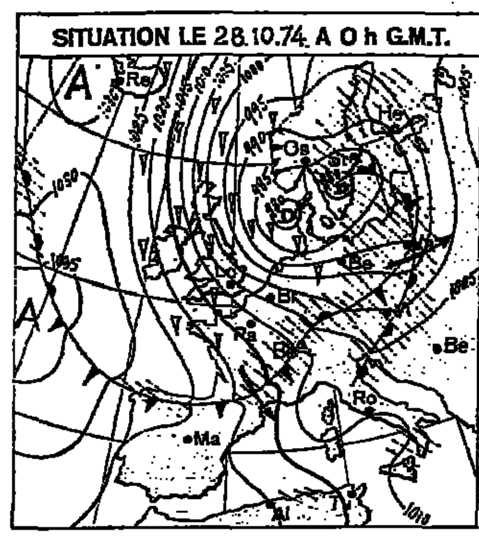
JACQUELINE PIATIER.

■ Le spectacle « Comme la neige en été » (Théâtre des Variétés) est différé pour une période encore indéterminée. Cette décision a été prise à la suite du malaise dont a été victime, dimanche, Régine, interprète aux côtés de Mouloudji et de Nicole Croisille.

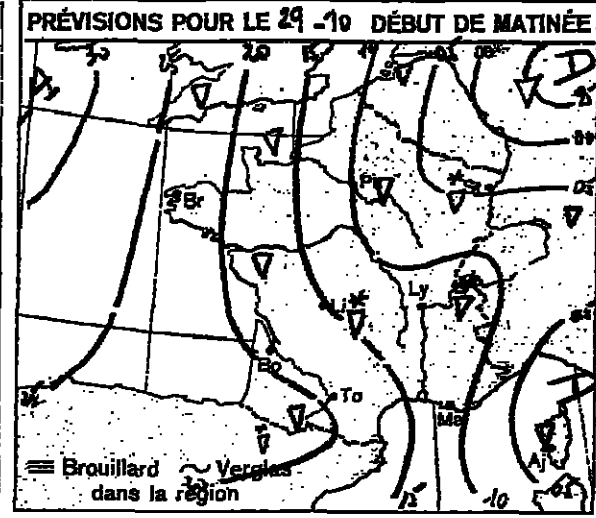
INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28.10.74 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 29-10 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ averses orages Sens de la marche des fronts
Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en *France entre le lundi 28 octobre à* **0 heure et le mardi 29 octobre à 24 heures :**

La profonde dépression centrée près du Danemark se déplacera vers le sud-est et continuera de diriger sur la France un flux instable et froid de secteur nord-ouest.

Mardi 29 octobre, sur l'ensemble du pays, le temps sera froid et variable, avec alternance d'éclaircies et de nuages. Ceux-ci donneront des averses de pluie, de neige ou de grêle, qui seront parfois accompagnées d'orages, en particulier sur les régions voisines de la Manche et de la mer du Nord, ainsi que sur l'extrême Sud-Est et la Corse. Des chutes de neige auront lieu, principalement sur les massifs à partir de 400 mètres environ : elles seront plus *fréquentes sur les versants nord-*ouest, où les nuages demeureront abondants. Les éclaircies entraîneront des gelées locales de l'ordre de 0 à — 3 degrés au lever du jour. Les vents, de secteur nord-ouest, seront irréguliers, modérés à assez forts dans l'intérieur, assez forts à forts sur les côtes. Des rafales accompagneront les averses.

Lundi 28 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au *niveau de la mer était, à Paris-*Le Bourget, de 1 008,4 millibars, soit 756,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Biarritz, 14 et 11 degrés ; Bordeaux, 16 et 10 ; Brest, 11 et 8 ; Caen, 12 et 6 ; Cherbourg, 11 et 5 ; Clermont-Ferrand, 13 et 6 ; Dijon, 12 et 6 ; Grenoble, 10 et 6 ; Lille, 11 et 6 ; Lyon, 12 et 7 ; Marseille, 16 et 11 ; Nancy, 11 et 4 ; Nantes, 14 et 8 ; Nice, 17 et 7 ; Paris-Le Bourget, 12 et 6 ; Pau, 14 et 9 ; Perpignan, 18 et 12 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 12 et 4 ; Tours, 12 et 7 ; Toulouse, 14 et 9 ; Ajaccio, 17 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 11 et 4 degrés ; Athènes, 22 et 14 ; Bonn, 11 et 5 ; Bruxelles, 10 et 6 ; Le Caire, max. 32 ; îles Canaries, 22 et 17 ; Copenhague, 9 et 4 ; Genève, 11 et 5 ; Lisbonne, 22 et 11 ; Londres, 11 et 6 ; Madrid, 22 et 1 ; Moscou, 7 et 0 ; New-York, 17 et 8 ; Palma-de-Majorque, 20 et 9 ; Rome, 19 et 7 ; Stockholm, 7 et 5.

Automobile

L'AUDI 50 VA ÊTRE COMMERCIALISÉE EN DÉCEMBRE

Annoncée au mois d'août, présentée au Salon de l'automobile de Paris, l'Audi 50 vient d'être soumise aux essais de la presse spécialisée. Elle sera commercialisée en décembre.

Comme on pouvait s'y attendre, avec son moteur transversal à l'avant et ses roues avant motrices, cette voiture a une tenue de route qui n'a rien à envier aux autres Audi. Sa suspension est bonne quoique peu efficace dans l'amortissement des petites aspérités. La finition est satisfaisante, les instruments de bord et les commandes sont bien disposées, la boîte de vitesse bien étagée. En revanche, le confort des sièges laisse à désirer.

La version GL (60 ch), que nous avons eu l'occasion d'essayer, nous a paru d'une bonne nervosité et peut tenir aisément la vitesse autorisée sur nos autoroutes. Son équipement est, on le sait, plus complet que celui de la 50 LS (50 ch). Les deux voitures, dont le prix de base est de 15 750 francs pour la LS et 16 750 francs pour la GL (non compris les frais de livraison et de préparation) peuvent bénéficier d'une douzaine d'options, dont un « équipement confort », coûtant environ 1 000 francs, et qui comprend : *repose-tête, ceintures de sécurité* à enrouleur, lunette arrière chauffante, essuie et lave-glace arrière. — D. C.

Exposition

LE 27e SALON DE L'ENFANCE EST OUVERT JUSQU'AU 11 NOVEMBRE

Le vingt-septième Salon de l'enfance, de la jeunesse, des sports et des loisirs s'est ouvert, le dimanche 27 octobre, au Palais du CNIT, à Paris. Il sera inauguré officiellement par M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, le mardi 29 octobre.

Comme chaque année, les jeunes visiteurs pourront participer à des jeux et à des activités sportives patronnés par des marques commerciales ou des organismes officiels, ou bien s'informer, dans des stands tels que, par exemple, celui de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP, ministère de l'éducation).

★ Le salon est ouvert tous les jours, de 10 heures à 19 heures, jusqu'au 11 novembre. L'entrée est de 6 F ; 3 F pour les familles nombreuses ; elle est gratuite pour les moins de six ans. (Palais du C.N.I.T., à la Défense.)

● *Au Salon du bricolage et de la décoration pratique,* qui se tiendra au palais de la Défense du 30 octobre au 11 novembre prochain, une exposition consacrée aux arts de loisirs réunira dans une salle annexe un certain nombre d'objets insolites : parmi ces œuvres conçues durant les moments de détente que s'accordent parfois les célébrités, la clarinette molle de Raymond Devos, des objets divers fabriqués par Hervé Bazin, Michel Bataille, Maurice Genevoix... mais aussi un coussin vert, bleu et rose, dû aux talents de Mme Giscard d'Estaing.

● *Le premier Salon des années folles* se tiendra du 1er au 11 novembre dans les anciennes halles de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e, de 12 heures à 21 heures (à partir de 9 heures les vendredi, samedi, dimanche). Prix d'entrée, 5 francs.

Journal officiel

Sont publiés, au Journal officiel *du 27 octobre 1974 :*

DES DECRETS

● Relatif aux espaces boisés et portant modification du titre III du livre premier de la deuxième partie du code de l'urbanisme ;

● *Modifiant* le décret n° 65-803 du 22 septembre 1965 modifié portant statut du personnel particulier des centres de soins, d'enseignement et de recherche dentaires des centres hospitaliers et universitaires ;

● Relatif à l'émission de bons des postes et télécommunications 11,40 % 1974 et *arrêté* du 25 octobre 1974 fixant les conditions d'émission de ces bons.

DES LISTES

● Des élèves de l'école française de papeterie ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1972 ;

● Des élèves de l'école nationale supérieure de chimie de Strasbourg ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1974.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 984

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II						■			
III						■			
IV				■					
V		■			■	■		■	
VI			■				■		
VII									
VIII			■			■			
IX						■			
X	■				■				
XI	■								■

HORIZONTALEMENT

I. Expulse des locataires particulièrement indésirables. — II. Conduite répugnante ; C'est une façon de parler. — III. Tient donc moins de place ; Eau douce. — IV. Pronom ; Pouvoir... exécutif. — V. Abréviation. — VI. C'est encore ce que les hommes ont trouvé de mieux pour se mettre d'accord ; D'un auxiliaire ; Participe. — VII. Ont toutes les chances de l'emporter. — VIII. Evoque un désarmement généralisé ; Possessif ; Article. — IX. Veiller à ne pas dépasser certaines prescriptions ; Coule à Londres. — X. Se lance dans la résistance ; Furent écartelés dans bien des cas. — XI. Points d'attache.

VERTICALEMENT

1. Un qui ne pense qu'à la bagatelle. — 2. Sans changement ; Oiseaux qui ont une certaine envergure. — 3. Genre de chameau ; Ne circule plus. — 4. Déplacés ; Fardent la vérité. — 5. Mot d'inventaire ; Belle étoile. — 6. Possessif ; Fin de mode. — 7. Bon, il exige bien des choses ; Ne se conserve que dans les endroits très frais. — 8. Sait cajoler ; Ont donc déjà fait leurs preuves. — 9. Se complaisent dans le ruisseau.

Solution du problème n° 983

HORIZONTALEMENT

I. Chapelet. — II. Audacieux. — III. Nénies. — IV. Eer ; Aux. — V. Iles ; Visse. — VI. Bassets. — VII. Ai (synovie du poignet) ; Il ; Ile. — VIII. Lèvre ; Ses. — IX. Esses. — X. Soin ; Asti. — XI. Noémi ; Es.

VERTICALEMENT

1. Cannibales. — 2. Hue ! ; Laie ; On. — 3. Adnées ; Io. — 4. Paie ; Sirène. — 5. Ecervelés. — 6. Lis ; It ; Sai. — 7. Ee ; Assises. — 8. Tutus ; Lesté. — 9. Xérès ; Is.

GUY BROUTY.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	69 F	123 F	177 F	230 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	94 F	173 F	252 F	330 F
II. — TUNISIE	104 F	193 F	282 F	370 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Télévision et radiodiffusion

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

LUNDI 28 OCTOBRE

● CHAINE I

18 h. 50 Pour les jeunes : Sur mon cahier.
20 h. 15 Feuilleton : Les Fargeot.
20 h. 30 Téléfilm : « Socrate », de Rossellini. Adaptation française et dialogue : J.-D. de La Rochefoucauld. Avec J. Sylvere, A. Caprile, B. Mannaiulo.

Au cinquième siècle avant Jésus-Christ dans Athènes occupée par les soldats spartiates, Socrate enseigne aux jeunes gens qui l'entourent les fondements d'une nouvelle morale.

21 h. 30 Emission littéraire : « Ouvrez les guillemets », de B. Pivot.

Avec la participation de MM. Michel Jobert, Kléber Haedens, Michel Vovelle, Claude Klotz, Maurice Mourier, Georges Perec.

Si vous aimez vos livres...
Si vous ne savez plus où les mettre...
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
61, rue Froidevaux - 75014 Paris
vous offre son catalogue gratuit
100 modèles standard et de style
Ecrivez ou téléphonez au 633 73 33

● CHAINE II (couleur)

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton : Le dessous du ciel.
20 h. 30 Actuel 2.

« Le parti communiste : le déclin ou le pouvoir ? », avec M. Georges Marchais.

21 h. 35 Jeu : Le défi.

● CHAINE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Documentaire : La psychologie en question. « Les tests ».
20 h. 35 Film : « Duel dans le Pacifique », de J. Boorman (1968), avec L. Marvin et T. Mifune.

La rencontre, en 1944, sur une île déserte du Pacifique, de deux soldats ennemis, un Japonais et un Américain.

Le choc spectaculaire de deux monstres sacrés.

● FRANCE-CULTURE

20 h. (S.). Concert au Théâtre des Champs-Elysées. Orchestre national de l'O.R.T.F., direction S. Celibidache, avec P. Fournier, violoncelle : « Rosamonde », ouverture (Schubert), « Concerto pour violoncelle, opus 104 » (Dvorak), « Métaboles » (Dutilleux), « la Valse » (Ravel). — 21 h. 30, Indicatif futur : Réflexions sur l'éducation. — 22 h., Black and Blue : Vraie et fausse stéréophonie. — 22 h. 45, Piste rouge. — 22 h. 15, Libre parcours récital.

● FRANCE-MUSIQUE

19 h. 15, En direct de Bucarest. Orchestre symphonique du conservatoire George Enesco, de la ville de Jassy : « Episodes, pour soprano, récitant et orchestre » (Ch. Misievici), « Concerto n° 2 pour piano et orchestre » (Saint-Saëns), « Deuxième symphonie en ré majeur » (Brahms). — 21 h. 50 (S.), Musique ancienne (Purcell, Bach, Eccles, Vivaldi). — 23 h. (S.), Reprises symphoniques : « Alternances » (A. Casanova), « Concerto pour orchestre » (I. Golowsky). — 24 h. (S.), Molto Cantabile. — 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

TRIBUNES ET DEBATS

TELEVISION (chaîne 2) : 20 h. 30, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, répond aux questions de Michel Bassi (A.C.P.), Roland Faure (« l'Aurore »), Xavier Marchetti (« le Figaro ») et de notre collaborateur Raymond Barrillon.

RADIO-MONTE-CARLO : 21 h. 15, « L'évangélisation du monde moderne », avec Mgr Matagrin.

MARDI 29 OCTOBRE

● TÉLÉVISION : Programme unique sur les trois chaînes

13 h. Vingt-quatre heures sur la une (chaîne I).
20 h. Journaux télévisés (chaînes I et II).
20 h. 30 Film : « Hatari », d'H. Hawks (1962), avec J. Wayne, E. Martinelli, H. Kruger, M. Girardon, G. Blain.

Au Tanganyika, des chasseurs de fauves capturent des bêtes sauvages destinées aux zoos du monde entier et vivent des aventures amoureuses.

Le monde civil de Howard Hawks où la femme est un adversaire plus complexe que les lions et les éléphants.

23 h. Ballet : « La Symphonie inachevée », musique de Schubert, chorégraphie de P. Van Dyk ; avec J. Rayet et J.-P. Franchetti. Réal. Y.-A. Hubert.

TÉLÉVISIONS PÉRIPHÉRIQUES

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Schulmeister, l'espion de l'empereur ; 21 h., « Tilt à Bangkok ».

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Daktari ; 21 h., « Fumée blonde ».

TELEVISION BELGE : 20 h. 15, La grande aventure de James Onedin ; 21 h. 5, Sports et vie.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 20, Le renard à l'anneau d'or ; 21 h. 5, En direct avec... ; 22 h. 5, Concert.

● RADIO :

Programme unique de musique ininterrompue sur toutes les stations. Bulletin d'information à 8 heures, 13 heures et 18 heures.

EUROPE 1 : 19 h., Europe-soir ; 19 h. 45, Radio 2 ; 23 h., Europe-panorama.

RADIO-MONTE-CARLO : 18 h. 45, Journal ; 19 h., Hit-parade ; 20 h., Tohu-bohu ; 21 h. 5, Flash-back.

R.T.L. : 18 h. 30, Journal ; 19 h., Hit-parade ; 21 h., Poste restante ; 22 h., R.T.L.-digest.

Visites, conférences

MARDI 29 OCTOBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Legregeois : « Hôtel de Lauzun ». — 15 h., devant l'église, Mme Bouquet des Chaux : « Saint-Germain-l'Auxerrois ». — 15 h., 11, rue de la Chaise, Mme Lamy-Lasalle : « Abbaye aux Bois et l'hôtel de Vaudreuil ». — 15 h., place de la Contrescarpe, Mme Bachelier : « La rue Mouffetard et l'église Saint-Médard ». — *15 h., 6, place des Etats-Unis,* Mme Chapuis : « Peintres contemporains : Tremois ».

15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A travers Paris). — 15 h., 84, quai de Jemmapes : « Chez un restaurateur de cristal » (Mme Hager). — 15 h., entrée principale, boulevard de Ménilmontant : « Le cimetière du Père-Lachaise » (Paris et son histoire).

CONFERENCES. — 17 h. 30, Théâtre Edouard-VII, 10, place Edouard-VII, docteurs Le Prestre et Guermonprez : « Acupuncture, homéopathie, médecines différentes » (Conférence des Ambassadeurs) (1).

14 h. 45, Institut de France, 23, quai Conti, M. Martial Gueroult : « Les postulats de la philosophie de l'histoire » (le Sens de l'histoire). —

(1) Par suite de mouvements de grève dans les P. T. T., les invitations n'ont pu être acheminées normalement. En conséquence, il suffit pour assister à cette manifestation gratuite de se présenter au contrôle du théâtre.

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

Depuis mars 1973, le Monde publie pendant l'année scolaire — dix numéros par an — des « Dossiers et Documents » qui regroupent, sur un thème donné, des articles ou extraits d'articles déjà publiés dans le Monde et le Monde diplomatique. Ils sont, en particulier, destinés aux élèves du second degré, aux étudiants et aux professeurs. Conçus pour être utilisés individuellement ou en groupe dans les établissements scolaires, ils peuvent aussi constituer la base d'une documentation personnelle.

Les « Dossiers et Documents » comportent deux séries :

Série « Vie sociale et politique »	*Série « Economie et société »*
LA DEUXIEME GUERRE DU VIETNAM	L'INEGALITE DES REVENUS EN FRANCE
LE SYNDICALISME OUVRIER FRANÇAIS	L'INFLATION
LA QUESTION ALLEMANDE	LA CONDITION OUVRIERE
L'URBANISME	LA CROISSANCE DE LA FRANCE
LE CONFLIT DU PROCHE-ORIENT	LES CONCENTRATIONS D'ENTREPRISES
LE REGIME POLITIQUE FRANÇAIS	ANCIEN JAPON, NOUVEAU JAPON
LA FAMILLE	LES FIRMES MULTINATIONALES
LA REGIONALISATION	LA CRISE DE L'ENERGIE
LA VIE EN U.R.S.S.	LA CRISE ECONOMIQUE EN GRANDE-BRETAGNE
L'ECOLE	LES FRANÇAIS ET LA FISCALITE
LES FORCES ARMEES EN FRANCE	L'ALGERIE DEPUIS L'INDEPENDANCE
LES GRANDS TRAVAUX DANS LE MONDE	L'EUROPE VERTE
LE TOURISME	

Prix de vente : le numéro (comprenant un exempl. de chaque série) : 2 F
Conditions d'abonnement : les deux séries, 1 an (20 dossiers) : 18 F
Des tarifs dégressifs sont appliqués pour les abonnements groupés expédiés à une même adresse.

Renseignements et abonnements : « le Monde », Dossiers et Documents, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS - CEDEX 09 - Téléph. : 770-91-29.

(PUBLICITE)

VOUS PERDEZ VOS CHEVEUX ?
Ce n'est pas irrémédiable...
...si vous agissez sans délai pour conserver ceux qui ne sont pas tombés.

Votre chevelure n'est pas à l'abri des agressions de la vie moderne. Si l'atmosphère est polluée, votre cuir chevelu et les racines de vos cheveux s'encrassent, ils ne respirent plus. Vous commencez à perdre vos cheveux, la calvitie vous menace.

Pour enrayer la chute des cheveux, vous avez tout essayé ? Peut-être des produits de hasard, mais avez-vous consulté EUROCAP ?

N'hésitez pas à vous adresser à des spécialistes reconnus. Ils examineront l'état de votre chevelure et vous conseilleront un traitement adapté à votre cas.

Ces spécialistes vous attendent à l'Institut Capillaire EUROCAP. Ils vous diront ce qu'ils peuvent faire pour vous et vous renseigneront sur la possibilité d'amélioration de votre chevelure, mais s'ils ne peuvent rien, ils vous le diront aussi.

Les installations de l'Institut sont à votre disposition pour l'application du traitement nécessaire. Si vous habitez en banlieue ou en province, un traitement à domicile sera préparé à votre intention.

Ecrivez ou téléphonez pour un rendez-vous. L'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert sans interruption de 11 heures à 20 heures, le samedi de 10 heures à 17 heures.

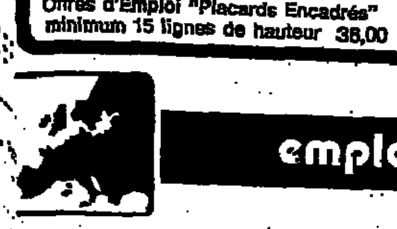
INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP (R)
Produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire
PARIS : 4, rue de Castiglione - Tél. : 260-38-84

59 - LILLE, 16, rue Faidherbe. Tél. : 51-24-19.
35 - RENNES, 12, quai Duguay-Trouin. Tél. : 30-02-07.
13 - MARSEILLE, 58, r. Saint-Ferréol. Tél. : 33-07-50.
76 - ROUEN, 18, avenue de Bretagne. Tél. : 73-08-22.
33 - BORDEAUX, 34, pl. Gambetta. Tél. : 48-06-34.
68 - MULHOUSE, 1, rue du Sauvage. Tél. : 45-80-88.
54 - NANCY, 27, rue des Carmes. Tél. : 52-03-14.
57 - METZ, 2-4, en Chaplerue. Tél. : 75-00-11.
21 - DIJON, 10, place de la Libération. Tél. : 32-04-02.
31 - TOULOUSE, 42, rue de la Pomme. Tél. : 21-90-84.
63 - CLERMONT-FERRAND, 46, pl. de Jaude. 93-67-68.
44 - NANTES, 3 bis, place Neptune. Tél. : 73-31-75.

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat — Vente — Location	24,00	28,02
AUTOS — BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

HERCULES

International salesman

Hercules is a major International chemical company with its headquarters in the U.S.A. It has a broadly based and rapidly expanding series of operations at 15 production facilities located throughout Europe.

We need an internationally experienced salesman to help us increase our growth rate.

The person we seek would initially be expected to participate actively in our POLYOLEFINS sales programme after which he would be expected to supervise and organize a successful marketing team.

To be effective, selling should be his second nature and whilst experience of selling to the European Plastics industry would be a great advantage, it is not essential.

The successful candidat will probably be in his late thirties and should be accustomed to working independently. Initially he will be stationed at our European headquarters in Brussels where he will report directly to the General Sales Manager Polyolefins. From there he will cover France and a number of other areas. Therefore it is essential that he is already fluent in at least French and English.

Reply in the first instance to : Madame Varene réf. B/2604

bernard Julhiet psycom
93, av. Ch. de Gaulle - 92200 Neuilly membre de l'ANCERP

THE WORLD BANK

offers challenging opportunities for highly qualified men and women who are interested in international development work and invites applications from

1. **ECONOMISTS :** a) for the analysis of economic policy and social development of individual countries with emphasis on broad issues, such as GDP growth and income distribution; and/or b) for the analysis of individual sectors of national economies namely Agriculture, Education/Manpower, Industry, Population, Public Utilities, Transportation, Urban Development.
2. **FINANCIAL ANALYSTS :** for evaluating the financial management, viability and investment potential of projects in the following sectors : Agriculture, Industry, Public Utilities, Transportation.
3. **SANITARY ENGINEERS :** for feasibility studies, appraisal and supervision of projects, and review of water supply and sewerage sector.
4. **EDUCATION SPECIALISTS :** for projects in the area of general, technical, agricultural and non-formal education.
5. **AGRICULTURAL SPECIALISTS :** in various disciplines, such as agronomy, irrigation and drainage engineering, livestock, agricultural credit, and forestry, for the appraisal and supervision of projects.

GENERAL INFORMATION

Candidates must possess a relevant university degree and be experienced in the organizational, managerial and operational aspects of their profession.

Staff are stationed at the World Bank Headquarters in WASHINGTON, D.C., but frequent international travel is involved. A GOOD COMMAND OF WRITTEN AND ORAL ENGLISH IS ESSENTIAL; knowledge of other languages, particularly French, Spanish and Arabic, is desirable. Salaries are commensurable to the qualifications and experience of candidates.

For further information on career opportunities, benefits and pension scheme, job descriptions and applications forms please call Paris, at 720-25-10, extension 499.

TEXUNION
Groupe Textile Français DMC
recherche pour sa Filiale commerciale à FRANKFURT / MAIN

un Adjoint au Directeur

Il sera chargé de développer auprès des Confectionneurs la vente d'articles classiques et d'animer le réseau de Représentants de la Société.
Ce poste conviendrait à un

CADRE COMMERCIAL CONFIRME Diplômé d'Etudes Supérieures

bilingue FRANCAIS-ALLEMAND possédant un esprit Marketing et une expérience de Vente de plusieurs années lui permettant de s'adapter aux exigences du Marché Allemand.
Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
membre de l'ANCERP, service M. 921
10 rue de la Paix. 75002 Paris

Bureau d'études parisien à vocation internationale recherche

INGENIEUR ROUTIER GEOTECHNICIEN

pour participer à des missions de toute durée en Amérique latine, Afrique, Asie. La pratique des langues anglaise et espagnole est un atout pr ce poste. Les ingénieurs intéressés sont invités à transmettre leur candidature (C.V. dét. + photo + salaire) en indiquant la référ. 364/760 à PUBLIPRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS CEDEX 02.

Société Ingénieurs-Conseils à vocation internationale recherche

INGENIEUR URBANISTE

ayant l'expérience des problèmes de planification urbaine et régionale dans les pays en voie de développement. La pratique de la langue espagnole est souhaitée. Veuillez adresser votre candidature (C.V. dét. + photo + sal. à n° 358/748, Publipress, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS CEDEX 02.

Important Bureau d'Etudes siège social PARIS rech. pour missions à l'étranger

INGENIEUR PORTUAIRE et INGENIEUR STRUCTURE

ayant si possible une expérience des problèmes de structure portuaire. Les ingénieurs intéressés peuvent prendre un premier contact en adressant leur candidature (C.V. détaillé + photo + salaire) à PUBLIPRESS, sous n° 361/760, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02.

EMBAUCHE URGENT

CHEF CHANTIER MECANICIEN DIESELISTE

pour chantiers forestiers au CAMEROUN, départ IMMEDIAT. Heures bureau : 903-74-89.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS CRÉE POSTES :

DIRECTEURS RÉGIONAUX RÉSIDENTS

— Un en Amérique Latine,
— Un en Asie.

Pour assurer développement opérationnel, gérance et administration des intérêts de la Société dans région assignée, après études des méthodes d'implantation appropriées.
— Etudes supérieures complétées par minimum 6 années dans milieu pharmaceutique souhaitées dont 3 sur plan gérance et administration affaires internationales.
— Expérience commerciale dans région désirée.
— Langue espagnole pour l'Amérique latine, anglaise pour Asie exigées.
— Salaire et avantages divers importants.
Adressez C.V. détaillé à Direction du Personnel.

Laboratoires ANPHAR
71, avenue Laplace - 94110 ARCUEIL, France.

IMPTE ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS à Vocation Internationale recherche :

ADJOINT ADMINISTRATIF pour Pays d'AFRIQUE NOIRE

L'intéressé devra :
— Etre âgé minimum 30 ans ;
— Avoir occupé poste similaire, de préférence à l'étranger ;
— Etre H.E.C.-E.S.S.E.C.-SUP de CO, Sciences PO ou équivalent ;
— Posséder parfaitement langue anglaise.

L'intéressé bénéficiera :
— D'une rémunération élevée ;
— De garanties maxi en retraite et prévoyance ;
— De larges pouvoirs ;
— D'avantages matériels divers.

Ecrire avec C.V. et photo (ou faire porter lettre de candidature) n° 79.164, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

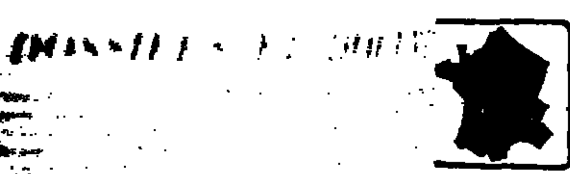
SALES MANAGER INDUSTRIAL

U.S. based International Corporation now expanding throughout West Europe has an opening for an executive to help us start in France.

We seek a young, educated manager with industrial sales and sales management experience, capable of assuming general management responsibilities at an early date.

We offer an unusually attractive growth opportunity, and a fully competitive compensation program.

Forward your Curriculum Vitae in confidence to 96.841 REGIE PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Régions NORD et EST

Pour chacune de ces régions notre département BIOCHIMIE en pleine expansion, crée un poste de :

DELEGUE REGIONAL AGRONOMIQUE

Nous recherchons des candidats désireux :
- d'agir avec une supervision minimum,
- de mettre en valeur leur expérience de la vente et du développement des produits phytosanitaires.

Le titulaire du poste :
- sera responsable du marketing des produits phytosanitaires à l'échelle d'une Région en collaboration avec nos distributeurs,
- il sera également amené à participer au travail de développement technique des nouveaux produits.

Le candidat retenu devrait :
- être diplômé d'une Ecole Supérieure d'Agronomie,
- avoir quelques années d'expérience dans des activités touchant à la vente et au développement des produits phytosanitaires,
- connaissance pratique de l'anglais, souhaitée.

Le lieu de résidence se situera dans une importante ville du secteur.

DISCRETION ASSURÉE

Ecrire à Département du Personnel sous référence 126 M
DU PONT
Du Pont de Nemours (France) S.A.
9, rue de Vienne
75008 Paris

Du fait des perturbations dans la distribution du courrier

PROCTER & GAMBLE FRANCE

prie les JEUNES INGENIEURS intéressés par son annonce du 15 octobre 1974 proposant des postes de départ dans ses départements PRODUCTION, ENGINEERING et GESTION (à MARSEILLE et AMIENS), de bien vouloir téléph. à M. Y. Loisance, 747-55-11 de 8 h. 30 à 17 h.

Nous recherchons pour une Entreprise de STRASBOURG (plus de 1.000 personnes)

INGÉNIEUR EN CHEF
(réf. MB 162)

Mission : aux ordres du Directeur général et en liaison avec tous les chefs de service, assumer la responsabilité complète des études et réalisations du département entretien. Travaux neufs.
A ce titre, diriger :
— Le service étude d'outillages, machines et équipements.
— Le département d'exécution entretien et réalisation travaux neufs (construction d'équipements et machines de production).
— Le service outillage (usinage de fonte d'aluminium).
— Les services généraux (bâtiments, énergie, fluides) - Effectifs : 200 personnes.
— Ingénieur Mécanicien ou Electricien, diplômé ou équivalent.
— Expérience de plusieurs années dans un poste similaire et dans une entreprise de fabrication d'articles de grande série.
Poste de premier plan, très bien rémunéré (80.000 F par an au minimum).

Ecrire ou téléphoner, sous numéro de référence, à : S.E.P.A.M. (Conseil en Recrutement), 43, rue de la Couronne — 68400 Riedisheim, MULHOUSE. Tél. : (89) 44.23.93.
Discrétion de rigueur. Réponse à toute candidature accompagnée d'un curriculum vitae.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE DIMENSION EUROPÉENNE recherche

DIRECTEUR RÉGIONAL
pour la région Lorraine (Siège à Nancy)

PROFIL :
— 30 ans minimum ;
— Expérience en matière de direction de sociétés ;
— Formation financière et juridique permettant d'aborder le domaine des études d'investissement ainsi que les différentes phases d'une opération de construction.

ROLE :
Dans le cadre des directives de la société, il sera chargé :
— De la mise en place, du fonctionnement et du développement de la D.R. ;
— De la recherche et de l'étude d'opérations immobilières ;
— De la coordination et de l'animation des services de la D.R.

DISPONIBILITE IMMEDIATE SOUHAITEE

Adr. C.V. dét. photo et prétentions s. n° 78.867, CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Groupe Thouraud-Sammib
Entreprise de Construction et Usine de Préfabrication proche REIMS 51 recherche un

Diplômé Grande Ecole de Gestion

ayant quelques années d'expérience "Finances-Comptabilité", pour lui confier un rôle de

Secrétaire Général

En tant qu'Assistant de la Direction Générale, il contrôlera l'administration et la gestion des deux Sociétés.
Sa responsabilité s'étendra notamment à l'organisation du Service Informatique et du système de Contrôle de Gestion ainsi qu'aux problèmes de relations industrielles (salaires, problèmes sociaux...)
Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
membre de l'ANCERP, service M. 919
10 rue de la Paix, 75002 Paris

L'Equipe MARKETING de la

GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE

(première entreprise française de vente par correspondance, spécialisée dans la culture et les loisirs) recherche

un jeune CHARGÉ D'ÉTUDES

enthousiaste et dynamique
— HEC, ESSEC ou SUP. de CO. ;
— Bon esprit d'analyse ;
— Travail passionnant ;
— Appointements intéressants ;
— Possibilité de promotion dans un groupe international ;
— Lieu de travail : EVREUX.

Ecr. à Mme Deroide, G.I.D., B.P. 1000, 27029 Evreux.

IMPORTANTE USINE METALLURGIQUE D'ACCESSOIRES AUTOMOBILES GRANDE SERIE recherche pour son

Usine de NORMANDIE

1 INGÉNIEUR de FABRICATION

Adjoint au Directeur de l'Usine
Formation Arts et Métiers ou équivalent

Perspectives d'avenir - Logement assuré.

Adresser C.V. et prétentions sous N° 78.715 à : CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Dans le cadre de son expansion dans la région Rhône-Alpes, société de Services Informatiques Filiale d'un groupe bancaire

crée le poste de :

CHEF D'EXPLOITATION

LYON - 60.000 à 75.000 F.

Rattaché directement au Directeur de l'Agence

Après avoir défini les règles et procédures propres à améliorer sensiblement le temps de réponse et la disponibilité de l'installation, il supervisera et coordonnera directement les activités de production (Saisie traitement sur 360/30 et conditionnement)

Le candidat retenu aura déjà encadré du Personnel d'exploitation et assuré la mise en place effective d'un système d'organisation.

Envoyer curriculum vitae, lettre manuscrite, Direction Technique, BIM, 10, rue Alibert, 75010 PARIS, ou téléphoner : 203-94-07.

Très importante Société de fabrication et commercialisation de

produits de consommation

— non alimentaires — très connus sur le marché, cherche à confier à UN JEUNE

diplômé école supérieure de commerce

(HEC, ESSEC, ESCP, ...), 28 ans minimum, ayant déjà acquis une solide première expérience de la vente d'au moins deux ans,

la direction de sa nouvelle agence d'ALSACE

Après avoir participé à l'étude préalable d'implantation, il aura à assumer la responsabilité de cette agence, veiller à la bonne marche d'un dépôt, animer une petite équipe, suivre les clients importants.

Résidence souhaitée : STRASBOURG.
Connaissance langue régionale appréciée.

Veuillez écrire en précisant prétentions sous référence M.5763 M à

INTERCARRIERES
5, rue du Helder 75009 Paris

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat — Vente — Location	24,00	28,02
AUTOS — BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

offres d'emploi

chef des ventes FRANCE

recherché par première entreprise espagnole fabricant gants caoutchouc
- vente aux grandes centrales d'achat,
- réorganiser - animer - recruter force de vente de plusieurs multicartes,
- expérience similaire réussie nécessaire,
- poste à Paris ou Région Parisienne,
- fixe + intéressement + déplacements.

Pr inf. compl. écrire s/référence 210016 A

ORES 29, rue Tronchet 75008 Paris

Une société de créations audiovisuelles, bien implantée sur le marché, recherche pour élargir son service commercial des :

ATTACHÉS COMMERCIAUX

Les candidats devront :
- Habiter Paris ou la proche banlieue.
- . voir une culture générale leur permettant de négocier à un niveau élevé.
- *Avoir une expérience de la vente.*
- Etre âgés de 25 ans minimum.
- Accepter une rémun. à la commission

Les perspectives d'avenir pour des candidats de valeur seront étroitement liées à leurs capacités.

Ecrire avec C.V. dét. et photo, à Mme CASTEX, 34, rue de Turin - 75008 PARIS, qui transmettra.



THOMSON-CSF

DIVISION AVIONIQUE

Centre Issy-les-Moulineaux

recherche

UN INGÉNIEUR

Débutant ou quelques années d'expérience

Pour son Service

Développement Méthodes

Cet ingénieur de formation supérieure (A. et M., E.N.S.C.B., E.C.A.M. et I.C.A.M.) dirigera une équipe de Préparateurs de Fabrication et de Dessinateurs d'Outillage.

Attiré par la micromécanique et l'électrotechnique de pointe, il devra avoir le goût de la gestion et du commandement.

Ecrire ou téléphoner à :
M. BARTHELEMY, 645-21-55 (poste 625),
48, rue Guynemer. — 92130 Issy-les-Moulineaux.

GROUPE MULTINATIONAL

recherche

LE DIRECTEUR COMMERCIAL DE SA DIVISION MEDICALE

Avant tout, homme de Marketing il devra élaborer la politique commerciale, animer une équipe solide, assumer des contacts à très haut niveau dans le monde médical.

Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, MBA, INSEAD), ce responsable devra faire état de sa réussite à un niveau de Direction Commerciale ou Marketing dans le domaine médical.

Anglais courant + une autre langue.

Discrétion totale assurée

Écrire avec CV et prétentions s/Réf. 410-60 à



GANIDE

GESTION ANIMATION DEVELOPPEMENT
19, Rue de Montmorency
75003 PARIS
chargé du recrutement

emplois régionaux

IMPORTANTE ENTREPRISE

de la région LYONNAISE

recherche

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

30 ans minimum.

A partir de l'analyse des procédures existantes, il devra :
- établir le relevé des critiques et objectifs à atteindre ;
- proposer des traitements appropriés ;
- assumer la mise en place et la maintenance des applications (y compris la mise en place des procédures et la formation des utilisateurs).

LE CANDIDAT DOIT AVOIR :
- une expérience de 5 années dans un poste similaire ;
- la connaissance du COBOL et de la Méthode WARNIER ;
- de très bonnes notions de télétraitement et de FORTRAN seront appréciées.

Tél. mardi et mercredi, aux heures de bureaux : 359-72-02, poste 327.

Nous sommes un groupe international spécialisé dans le négoce de céréales. Pour l'une de nos filiales implantée dans le SUD-OUEST, nous recherchons

animateur commercial

Nous lui confierons :
- une participation à l'élaboration des politiques et la fixation des objectifs,
- l'animation d'une équipe d'achat et de vente en culture ainsi que le contrôle des résultats,
- la négociation directe avec certains clients,
- l'assistance technique de l'équipe commerciale.

L'adaptation au poste requiert impérativement une réelle expérience de la vente, de l'animation et de l'organisation d'une équipe de vendeurs, une formation reçue dans une école d'agriculture et/ou une bonne connaissance du secteur engrais et phytosanitaire sont *souhaitées*.

Cet homme de contact et d'autorité prendra place au sein d'une organisation en plein développement.

La rémunération sera en rapport avec l'importance de cette fonction.
RESIDENCE SUD-OUEST.

Ecrire avec CV manuscrit et prétentions au Service 5770 M

plein emploi 118 rue réaumur paris 2

UN DES PREMIERS GROUPES DE LA DISTRIBUTION EN FRANCE
(C.A. 6 milliards de francs)

cherche

pour renforcer son équipe de GESTION FINANCIERE

1 ATTACHE FINANCIER

Ce cadre participera directement aux activités de gestion financière, relations avec les banques, coordination avec les filiales, plan de financement, crédits à court et long termes, opérations boursières, prises de participations, etc...

LES CARACTERISTIQUES RECHERCHEES SONT LES SUIVANTES :
- 26 ans minimum
- grande école ou équivalent
- imagination et dynamisme
- sens des contacts
- une expérience dans une institution bancaire ou le secteur financier d'une entreprise est souhaitable.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
n° 4902 - Editions Bleu Publicité
17, rue du Dr Lebel 94 Vincennes qui transm.

Société Française produits frais

offre un poste de

Directeur des ventes marché commun

Chargé de :
- l'animation, du contrôle et de l'extension des réseaux répartis sur chaque pays ;
- ayant la responsabilité personnelle des principaux clients pour leur faire atteindre les objectifs prévus ;
- devant participer à la mise au point de la politique commerciale et des moyens promotionnels.

Lieu de résidence Paris

(nombreux déplacements).

Nous cherchons un candidat ayant :
- 30 ans minimum ;
- trilingue : français, allemand, anglais.
- formation de base : école supérieure de commerce ;
- caractérisé par son expérience confirmée dans l'alimentation ;
- sensible aux méthodes spécifiques de travail de chaque pays ;
- solide homme de terrain ;
- accoutumé aux contacts commerciaux de haut niveau ;
- connaissance des produits frais appréciée sans être indispensable ;
- tempérament affirmé de vendeur ayant ambition de progresser et de réussir.

Adresser dossier de candidature sous référ. PONN (à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIERES 30 rue Vernet 75008 PARIS

---

deux cadres informaticiens

En 1974, 320 informaticiens de gestion ont reçu ou recevront une formation longue durée et, de nombreux, un perfectionnement à l'AFPA.

L'effort entrepris ainsi depuis cinq années doit être poursuivi, notamment dans les régions à vocation tertiaire.

Dans ce but : l'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes propose à temps complet à deux cadres informaticiens des fonctions d'animateurs de formation dans son nouveau Centre de *ROUBAIX*.

Elle souhaiterait que les candidats disposent :
- d'une formation de niveau supérieur
- d'une expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de l'informatique de gestion.

La formation pédagogique sera assurée au cours d'un premier stage suivi ultérieurement par différents perfectionnements, notamment techniques et professionnels.

Les candidatures accompagnées d'un c.v. très détaillé sont à transmettre à :

afpa

Alain DESPOIS - AFPA
13, pl. de Villiers
93108 Montreuil.
Elles seront traitées de manière confidentielle.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE FRANÇAISE

recherche pour

Usine du Sud-Est :

JEUNE CADRE COMPTABLE

Formation Supérieure :
H.E.C. - ESSEC - SUP. de CO.
ou Certificat d'Expertise Comptable
Quelques années d'expérience souhaitables.

FONCTION :
- Revoir les circuits administratifs d'une Usine *importante*.
- Participer à l'organisation comptable de l'Usine, en liaison avec l'informatique.
- Revoir la sortie des données comptables dans le but d'accélérer la sortie des résultats.

Le candidat devra bien connaître les techniques d'organisat. et posséder le sens du commandement.

Possibilité d'évolution de carrière.

Env. C.V. dét. avec Photo et prét., sous n° 79.130, à CONTESSE P., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui tr.



SOCIETE DE SERVICE ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche

PROGRAMMEURS ou ANALYSTES-PROGRAMMEURS

LA FORMATION AU METIER DE PROGRAMMEUR EST ENTIEREMENT ASSUREE PAR LA SOCIETE

Les candidats doivent
- Avoir : 1 BAC C ou E, 1 BTS ou 1 DUT ou toutes formations équivalentes.
- Accepter des déplacements en province.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à INFOMATIQUE ET ENTREPRISE S.A., 9, rue Alfred-de-Vigny, 75008 PARIS.

Pour faire face à son développement

UNE IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
Filiale d'un Groupe Multinational

recherche UN

JEUNE CADRE

capable de mettre en place et de promouvoir la conception de systèmes d'

ORGANISATION

Diplômé d'H.E.C., E.S.C.P. ou équivalent, le candidat retenu devra concevoir et réaliser des systèmes de gestion et leurs procédures d'application dans des domaines commerciaux et industriels.

2 ans d'expérience de la fonction, assortis d'une connaissance des outils informatique et d'une pratique courante de l'anglais constituent une base de départ à toute candidature.

Ecrire avec C.V. sous n° 8893 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transm.
Discrétion assurée.

SOCIÉTÉ PRODUITS CHIMIQUES
(EXTRAITS DE PRODUITS NATURELS)
recherche
pour son usine située *dans l'Ouest*

UN INGENIEUR SERVICE ENTRETIEN

Placé sous l'autorité du directeur de l'usine, il sera responsable de l'entretien général du matériel d'exploitation de l'établissement et des améliorations à apporter pour sa meilleure maintenance. Outre l'atelier de traitement, l'établissement comprend une centrale thermo-électrique, divers services et laboratoires et emploie du matériel de travaux publics.

L'unité d'entretien, d'une cinquantaine de personnes, comprend :
- un atelier de mécanique et tôlerie ;
- un atelier électrique ;
- un petit atelier de contrôle et régulation ;
- un atelier de travaux divers ;
- un bureau d'études ;
- un magasin général de pièces de rechange ;
- une équipe de préventif et de préparation.

Le poste convient à un ingénieur âgé au minimum de 30 ans, ayant une bonne formation générale et une expérience industrielle de quelques années.

La société offre des facilités de logement

Envoyer curriculum vitae, photo et rémunération souhaitée au n° 1.294 à SWEERTS, B.P. n° 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE
Construction de Bâtiments Industriels
recherche
pour sa filiale de Lyon

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ingénieur Grandes Ecoles ou Autodidacte pouvant apporter la preuve d'une réussite exceptionnelle dans cette branche.

Bénéficiera d'une large délégation de pouvoirs avec possibilité de participation au capital.

Les candidatures seront examinées avec toute la discrétion nécessaire.

Ecrire avec C.V. détaillé et références sous n° 6263 à M. Lemonnier, 39, rue de l'Arcade, Paris-8e, q. tr.

TECHNIP

ENGINEERING - AGENCE DE LYON

recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Spécialisé machines tournantes : compresseurs, pompes, turbines, etc... 5 ans d'expérience professionnelle en B.E. engineering constructeur ou Société pétrolière.

Langue anglaise nécessaire.

Mission : intervention sur des projets pour le calcul et le dimensionnement des équipements, rédaction de spécifications, comparaison d'offres, suivi des commandes.

AGENT TECHNIQUE MÉCANICIEN

Niveau B.T.S., expérience machines tournantes acquise en B.E. engineering constructeur ou Société pétrolière.

Anglais ou Allemand apprécié.

Adresser C.V., prétentions et photo à :
TECHNIP,
4, quai des Etroits, 69321 LYON CEDEX.





LE CRÉDIT CHIMIQUE, BANQUE PRIVÉE
recherche

pour assurer son programme d'expansion

directeur d'agence

L'agence, située dans un quartier résidentiel à vocation de clientèle particulière, demande du candidat un dynamisme commercial et une connaissance des services bancaires destinés aux particuliers.

Le poste conviendrait à un homme de 35 ans minimum, de formation secondaire ou supérieure, ayant exercé pendant plusieurs années des fonctions le préparant à des responsabilités similaires.

Ecrire avec C.V., sous référence 002 DV, à Monsieur AMELOT, Chef du Personnel, qui garantit une réponse à chaque candidat et la plus grande discrétion.

CREDIT CHIMIQUE
20, rue Treilhard - 75008 Paris

Société de Distribution de Matériel de T.P.
Filiale Groupe International
recherche son

DIRECTEUR FINANCIER

Il devra avoir une parfaite connaissance de la comptabilité, de la fiscalité et des relations bancaires. Anglais courant et connaissances de la comptabilité et de budget.

Envoyer C.V. et prétentions, à P.A., 13, rue de Grenelle — 75007 PARIS.

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat — Vente — Location	24,00	28,02
AUTOS — BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

offres d'emploi

SOGELERG
INGENIERIE GENERALE
recherche pour son Siège de RUNGIS

INGENIEURS DIPLOMES
PARLANT ANGLAIS

1) ingénieur de projet

10 ans expérience minimum pour direction études et réalisations installations industrielles.

2) ingénieur d'études

5 à 10 ans d'expérience dans équipements thermiques et mécaniques pour études installations de production et de distribution d'énergie et de fluides (eau; vapeur; air comprimé).

Connaissance des codes de construction internationaux appréciée.

3) ingénieur

Ayant quelques années de pratique ou débutant pour études équipements thermiques et mécaniques.

Ecrire à SOGELERG
Cidex D-902 — 94536 RUNGIS CEDEX — C&C

ELECMA
Division Electronique de la SNECMA
recherche

TECHNICIEN SUPÉRIEUR
ou
AGENT TECHNIQUE EN ORGANISATION

Possédant au moins deux ans d'expérience de la fonction.
Le travail à effectuer concerne des études de postes ou de procédures, d'abord dans le domaine administratif.
La fonction devra ensuite être étendue au domaine de la production.
Restaurant d'entreprise.

Ecrire ou téléphoner au Service du Personnel, 22, quai Gallieni, 92150 SURESNES. Tél. 506-60-30, poste 536.

---

juriste

Importante Société Immobilière Paris, recherche pour son service juridique :

un JURISTE CONFIRME, connaissant la mise au point des schémas juridiques d'opérations, la résolution des problèmes juridiques et la rédaction des actes.

Les candidats devront avoir :

— 28 ans minimum,
— 3 à 4 ans d'expérience,
— un D.E.S. de Droit Privé.

Adresser C.V. détaillé et prétentions, n° 79.303, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

EXPORTATION

Importante Société exportant matériel industriel vers Moyen-Orient et Extrême-Orient cherche pour compléter son équipe de vente dans ces pays UN INGENIEUR ou TECHNICO-COMMERCIAL ayant acquis à l'étranger au minimum un an d'expérience de vente sur place de véhicules de transport, d'engins de T.P. ou d'équipements industriels.

Indispensable parler couramment anglais et voyager presque continuellement.
Base de travail banlieue SUD PARIS.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prét. n° 78.028, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

GROUPE MÉTALLURGIQUE ÉLECTROMÉCANIQUE
recherche dans le cadre de son développement

CHEF DU SERVICE DES ACHATS

Personne de premier plan, de formation Ecole Supérieure de commerce ou équivalente.
Expérience des négociations avec les fournisseurs, action permanente pour la réduction des coûts, animation du service, concertation avec les services techniques de l'entreprise.

Adr. C.V. complet et photo à No 79.258 à : CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr. Discrétion assurée. Il sera répondu à toutes les candidatures.

URGENT, EXPERT COMPTABLE recherche pour importante entreprise ELECTRONIQUE à MONTROUGE
pour service comptabilité générale

— CHEF COMPTABLE CONFIRMÉ (H. ou F.)
— COMPTABLE QUALIFIÉ (H. ou F.)

Envoyer curriculum vitae et prétentions à : CABINET NATAF, 76, rue Claude-Bernard (5e). T. 331-27-69 pour r.-vs.

Société française spécialisée dans la construction et l'exploitation d'hôtels à l'échelon international,

controleur financier

- diplômé HEC - ESSEC - SUP de CO...
- expérience prouvée dans fonction similaire.
- esprit de synthèse et de rigueur.
- bon coordinateur.
- lieu de travail : PARIS
- rémunération : 80.000 F/an min.

Pour inf. compl. écrire s/réf. 210017 A.

ORES 29, rue Tronchet 75008 Paris

Jeunes débutants
(HEC de préférence)
partez gagnants dans un secteur d'avenir : la grande distribution

Si, au début de votre carrière professionnelle, vous vous sentez attirés par les problèmes concrets de la vente, de l'approvisionnement, de l'achat, avant d'accéder au management, la grande distribution vous offre des carrières brillantes.

Le goût des responsabilités, allié à l'imagination, au dynamisme et au sens des problèmes concrets, constitue un bon tremplin à votre réussite. Le reste dépendra de vos qualités de caractère et de vos facultés d'adaptation professionnelle.

Adresser c.v. manuscrit et prétent. sous réf. 34757 M à Havas Contact, 156 bd Haussmann 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE BANQUE
recherche en vue de renforcer ses équipes

UN ANALYSTE FINANCIER
confirmé (H.E.C., E.S.S.E.C., ou équivalent), capable d'animer son service d'études.

DES COLLABORATEURS
(H.E.C., droit, sciences po. ou équivalent)
Ayant si possible 1 à 2 ans d'expérience au sein d'une Direction financière de banque, pour effectuer des études financières.

Travail à PARIS.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence 3.633, à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS, Cedex 02, qui transmettra.

Banque Populaire

BANQUE POPULAIRE
de la région OUEST DE PARIS
recherche pour son secteur des YVELINES

ATTACHES COMMERCIAUX
EXPERIMENTES

possédant une bonne connaissance des problèmes bancaires.

Dynamisme et ambition.

Elle vous offre de larges possibilités de perfectionnement et d'évolution.

Adres. vos candidatures au Service du Personnel BANQUE POPULAIRE
2, Esplanade du Grand Siècle à VERSAILLES ou téléphoner au 950.92.00 — poste 357.
C&C

Société industrielle
en rapide expansion, recherche pour son
BUREAU D'ÉTUDES COMMERCIALES

UN STATISTICIEN

qui sera chargé de l'analyse de la conjoncture, et du suivi des ventes.
FORMATION SOUHAITÉE : IUT GESTION ou ÉQUIVALENT

Envoyer C.V. détaillé, photo et prét. à n° 8.909,

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q. tr.

Filiale Française de Groupe International MATERIEL T.P.
recherche

CADRE ADMINISTRATIF

connaissance Douane. Transit., échange Internat. Banlieue Sud - Disponible rapidement.

Envoyer C.V. et prétentions, à P.A., 13, rue de Grenelle — 75007 PARIS.

DÉPARTEMENT D'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS
leader dans sa branche
recherche :

DÉLÉGUÉ DE VENTES

responsable de la clientèle grossistes-négociants représentant une part importante du C.A.

Nous souhaitons un collaborateur qui soit autant gestionnaire que vendeur.
Ce poste conviendrait à un E.S.C., âgé de 27 ans minimum, et possédant si possible 2 ans d'expérience similaire.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae, n° 78.843, ou téléphoner au 727-37-98.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet, PARIS-16e membre de l'ANCERP

Groupe de confiseries cherche
COLLABORATEUR
J.H. travaill. niveau Bac.
Ecr. C.V. M. Benard, Confiserie, 6, r. Fg-Montmartre, Paris-9e.

Importante Société Française Matériaux de Construction (3.000 personnes) recherche pour l'une de ses unités de production (900 pers.) située en proche région Nord de Paris, UN

INGENIEUR CHIMISTE
ou formation équivalente.

Le candidat retenu se verra confier la responsabilité du

LABORATOIRE

Disposant d'une petite équipe, il sera responsable des
— Etudes d'amélioration des produits,
— Etudes de création de produits nouveaux,
— Contrôles des matières premières et fournitures.

Ce jeune diplômé aura de préférence quelques années de pratique.
Situation évolutive.

Adress. C.V. manus., photo et rémunération annuelle souhaitée à n° 78.680, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Université nouvelle
recherche

INGENIEUR de 30 ans minim. spécialisé en

INSTRUMENTATION MEDICALE

pour coordonner un cycle de spécialisation pour Ingénieurs et participer à un programme de recherche.
Expérience individuelle souhait.
Ecr. av. C.V. et photo à U.T.C. Ingénieurs biomédicaux, BP 233, 60206 COMPIEGNE.

Recherchons

INGENIEUR
27 ans minim.

Format. T.P. ou similaire pour suivre affaires électrification des chemins de fer.

— Déplacements à l'étranger possibles, nécessitant connaissances de l'anglais.

Ecr. avec C.V., prétentions et photo à n° 78.925, CONTESSE Publicité 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPTE SOCIETE BANLIEUE OUEST Saint-Lazare
recherche pour son Département Informatique

UN ANALYSTE DE CONCEPTION

2 ou 3 années d'expérience.
Libéré du Service Militaire.

Ecrire avec réf. dét. à n° 78.837, Contesse Publicité 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Sté CONSEIL MARKETING
recherche

JEUNE
COLLABORATEUR

Niv. D.E.S., Sciences Eco. opt. économétrie - Anglais.
Env. C.V. à n° 16.687, P.A. SVP 37, rue du Général-Foy, Paris-8e.

Recherchons pour LILLE
DIRECTEUR DE COMPTABILITE
Titulaire au minimum D.E.C.S. ou B.P. ancien régime.
Responsabilité : compt. générale
— Payes
— Gestion prévisionnelle.
Téléph. à Paris 280-25-80.

SOCIETE INTERNATIONALE PRODUITS CHIMIQUES
recherche, pour participer à l'un de ses programmes de Recherche/Développement sur une gamme de Résines synthétiques,

INGENIEUR CHIMISTE
MEME DEBUTANT.

Après 6 mois de formation au sein de la filiale française, il sera transféré pour une période d'env. 2 ans aux Laboratoires du Groupe en Grande-Bretagne, et développera ensuite sa carrière dans l'une des nombreuses filiales du Groupe.

Adress. C.V. manuscrit, photo, et prét. sous référ. 3.724, à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cédex 09, qui tr.

SOCIETE ENGINEERING
recherche

CHIMISTE niv. AT 3

pour exploitation usine.
Séjour 1-2 ans à l'étranger.
Anglais nécessaire.
Envoyer C.V. à SIDEM 54, rue de Clichy, 75009 PARIS. A l'attention du poste 301.

SPRINT
recherche
COMPTABLE 2e éch.
HOMME
CONTROLE FINANCIER COMPTABILITE ANALYTIQUE.
Se prés. : 21, rue Saint-Roch, Paris-1er - Tél. : 260-18-65.

SI VOUS CHERCHEZ

Une expérience supplémentaire, un métier facile, un moindre effort pour une position confortable, l'irresponsabilité dans l'anonymat et une vie professionnelle sédentaire et « bourgeoise »

NE VOUS DERANGEZ PAS POUR NOUS RENCONTRER.
NOUS NE POUVONS VOUS ASSURER D'ARRIVER AVANT DE PARTIR.

MAIS SI VOS
PRIORITES

Personnelles vous portent à admettre les contraintes de notre activité en contrepartie des garanties qui l'accompagnent.
— LA SECURITE OBJECTIVE DE L'EMPLOI.
— LA PROMOTION SOCIALE.
— LE STYLE ET LE VOLUME DES REMUNERATIONS.
— L'INTERET DE L'ACTION PROFESSIONNELLE.

VOUS DEVEZ REELLEMENT

Faire l'effort de venir vous entretenir avec un de nos spécialistes le 29/10 à : AGP Expansion, 21, r. Vivienne, Paris (2e), de 9 h. 30 à 19 h.
IL VOUS DEMONTRERA :
— Pourquoi notre industrie échappe très largement au trouble économique actuel et à la pénurie par les coûts de matières premières et de l'énergie;
— Comment notre entreprise est devenue et demeure l'une des premières en puissance et en volume, mais certainement la meilleure en capacité d'adaptation et de conception;
— Pourquoi nous avons créé le département spécifique, autonome que nous proposons à votre initiative, à votre volonté et à votre talent;
— Comment nous avons élaboré nos produits. Sur quelles lois sociologiques. Sur quelles analyses des besoins de notre public;
— Comment ns avons conçu nos programmes de format. Pourquoi nous avons décidé de les rémunérer;
— Pourquoi nous avons pris cette importante option industrielle et humaine qui consiste à offrir une bourse de formation pour permettre une intégration « sécurisée » dans notre organigramme;
— Pourquoi les promotions sont rapides et sûres;
— Pourquoi la rémunération moyenne, à tous les postes de la hiérarchie, est la plus élevée du marché actuel du travail.
IL VOUS DEMANDERA :
D'avoir au moins 27 a. De disposer d'une format. solide mais non spéc. De vous tenir prêt à intégr. notre promot. du 4/11/74.
IL NE MARQUERA aucune différence de propositions, que vous soyez un HOMME JEUNE ou une JEUNE FEMME.

ANIMATEUR DE FORMATION

Un Organ. spécialisé ds la lutte contre la pollut. des eaux dével. actuell. un vaste progr. de réal. de stat. d'épur. au niv. des collectiv. locales et des industriels. Il recherche l'animateur capable d'assister les équipes techniques qui seront chargées dans le même temps de la formation des préposés responsables de l'entretien de ces stations.
Le candidat retenu contribuera à la définition du programme de formation, au conseil sur le plan pédagogique des équipes techniques et à l'animation directe des sessions de formation.
Le poste conviendrait à un candidat de niveau maîtrise ès Sciences (Chimie, Biologie, Sciences et Techn. de l'Eau) ou équiv., âgé de 27 a. min. Une première expérience des act. de form. serait très appr.
Le poste est à pourvoir à Paris et occasionnera des déplacements fréquents de courte durée dans un rayon de 250 km. La rémunération pourra atteindre 40.000 F an. et tiendra cpte de l'exp. du cand. et de sa pers.
Ecr. Agence Financière de Bassin Seine-Normandie, réf. n° 123, 2e Divis., 10-12, r. du Cap.-Ménard, 75732 PARIS CEDEX 15.

Société en pleine expansion rech. pour serv. après-vente

JEUNE INGENIEUR

E.S.M.E. ou équivalent, évent. radio amateur, tubes transistors C.I., expér. appareils de mesure et automatisme appréciée. Foucaire, 20, av. de l'Europe 78 VELIZY. Téléph. : 946-96-33.

Engineering moyenne importance
recherche

SECRETAIRE GENERAL

dynamique pour responsabilités Administratives et Financières. Connaissances gestion financière, banque crédit export, Anglais. Age indifférent.

Tél. : 288-27-54, 288-85-65.

IMPORTANT
CENTRE CULTUREL
Organis. séjours linguistiques pour jeunes à l'étranger ANGLETERRE ALLEMAGNE ESPAGNE
recherche :
DELEGUES (EES)
parmi personnes en contact avec établissements scolaires ou à vocation pédagogique pour diffuser son programme.
— Rémunération intéressante (possibilité fixe).
Ecr. ou téléphoner « OFACIL », 9, avenue Robert-Schuman, 75007 PARIS.
Téléphone : 705-50-43 ou 44.

SOCIETE
FRANCO-AMERICAINE
recherche

INGENIEUR EXPERIMENTE
Génie chimique ou Engineering pétrole

Anglais indispensable
Tél. pour rendez-vous : 982-21-32 - ARGENTEUIL

UN DES PREMIERS GROUPES PHARMACEUTIQUES FRANÇAIS
recrute pour son laboratoire de toxicologie animale (proche banlieue Sud)

1 TECHNICIENNE

Connaissant les pratiques courantes d'expérimentations animales et de techniques histologiques.

— 13e mois
— Horaires personnalisés
— Restaurant d'entreprise
— Avantages sociaux

Téléphoner à Mme VERO au 657-12-03, pour rendez-vous.

THE CHASE MANHATTAN BANK
recherche pour son Service INFORMATIQUE, UN

Opérateur-Pupitreur
IBM 3

IL DEVRA :
— Effectuer des opérations à la console IBM 3/10, ensuite /15,
— Contrôler la bibliothèque de disques et bandes.

Une expérience de la banque serait appréciée, ainsi que des notions d'anglais techniq. Possibilité de travailler en horaire décalé 3 X 8.

Téléphoner pour rendez-vous 260-33-80, poste 544.

Un des plus Importants
CABINETS DE BREVETS
de la place de Paris
recherche

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

diplômé grande école : Mines, Centrale, Sup. aéro, Arts et Métiers...

désireux d'orienter sa carrière en Propriété Industrielle.

Le poste, fondé sur une collaboration étroite avec la recherche de pointe appliquée à l'industrie, implique un goût marqué pour l'investigation scientifique.

Niveau d'action international. Allemand indispensable.

Adr. C.V. man. détail., prét., à 10.127, Emplois et Entreprises, 18, rue Volney, 75002 PARIS.

— 3.500 mini. garanti + commission à TRES BON
TECHNICIEN
toutes marques TV N.B. et couleurs.
— 2.500 mini. garanti à
DEPANNEUR
Radio son haut. qualif.
Possibilité logements.
Lettre manuscrite avec photo, C.V. très détaillé, à : Jacques MARINELLI 3, place Saint-Jean, 77007 Melun. Tél. : 439-55-60

Importante Association Action sociale, travailleurs migrants, recrute

ANIMATEURS SOCIAUX

Plus de 30 ans, célibataires ou acceptant activités soirées et week-ends

Sérieuses référ. exigées. Sécurité de l'emploi, 13,5 mois salaire. Tél. pr R.-V. ts les jrs ouvrables (sauf samedi) de 10 à 11 h. et 16 à 17 h., 887-11-39, poste 296.

Editeur ch. jeune INFORMATICIEN con. FORTRAN, lib. O.M., pr application gestion (P.L. 1 et D.O.S. appréciés). Envoy. C.V. : Dubreuil, 1, r. Thénard, Paris-5e.

SOCIETE INTERNATIONALE
cherche collaborateurs (trices) pour travail bien rémunéré.
Téléph. ELY. 94-94.

Ecole de langues recherche professeurs qualifiés, expérience allemand aux adultes, langue maternelle allemande. Envoyer C.V. et prétentions à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, n° 60.303.

Labo SOPHARTEX S.A. spécialiste en fabrication et conditionnem. pharmaceut. en pleine expansion recherche pour son usine de DREUX :

PHARMACIEN
responsable des formes sèches

Il doit avoir :
— 3 ans expér. au minimum dans les comprimés ;
— De réelles qualités d'animation et d'organisation ;
— Le sens contacts humains.

Adres. lettre manusc., C.V. et photo au Labo SOPHARTEX Service du Personnel BP 83 28100 DREUX.

MIDY
Fournitures chirurgicales
recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR

Arts et Métiers ou équivalent pour un poste de : technico-commercial. Env. C.V. + photo 42-44, bd Arago, Paris-13e.

A.B.G. SEMCA
3, villa Thoréton, Paris-15e métro Lourmel, recherche
DESSINATEURS
Circuits imprimés, tôlerie fine, aéronautique.
Primes, avt. soc., rest. d'entr.

BANQUE PARIS-8e
recherche

RESPONSABLE DES ACHATS

Le candidat retenu sera responsable des divers achats des services intérieurs (imprimés, mobiliers, machines à écrire, matériel divers).
Un candidat dynamique ayant l'habitude des contacts avec les fournisseurs et le sens du commandement pourra se voir confier par la suite des responsabilités plus import. au sein des services intérieurs de la banq.
Ecr. av. C.V.+photo et appointements désirés s/réf. RA/M. à B. AMELOT, 20, rue Treilhard, 75008 PARIS, ou tél. au 292-31-20, poste 298.

Laboratoire de recherches sur l'environnement cherche
INGENIEUR
SUPELEC ou équiv.
Pour développement d'un radiomètre millimétrique
Expérience HYPER-FREQUENCES souhaitée.
Lieu de travail : PALAISEAU
Adresser C.V. et prétentions N° 78.661 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

CONSTRUCTEUR DE MAISONS INDIVIDUELLES
RECH. POUR REGION PARIS.
NÉGOCIATEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
25 ans min., possédant voiture. Formation débutants assurée. FIXE + % importants + frais. C.V. + photo à ITRAM, 56, av. Jean-Jaurès, 75019 PARIS, q. tr. Réponses assurées.

Collège enseignement catholique cherche
SURVEILLANTS INTERNAT
PROFESS. GEOGRAPHIE
(12 h.). Collège libre de Juilly, Téléph. 436-23-85.

Très importante société de rénovation à PARIS
recherche
3 CHEFS DE CHANTIER
— Hautement qualifiés ;
— Tous corps d'état.
Envoyer C. V. à S. I. P. P16 (référence 702), 11, rue d'Uzès, 75002 PARIS (qui transmettra).

emplois féminins

Ch. pers. sérieuse pr s'occuper enfant 4 ou 5 après-midi par sem., de 14/19 h. - BARANES, 21, bd Flandrin. — Tél. 504-71-86.

Sté de lux. rech. sténodact. bilingue français - anglais. Tél. : 260-30-90.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

Mo PONT-DE-NEUILLY
OU
R.E.R. DEFENSE

recherche pour
DIRECTEUR TECHNIQUE

SECRETAIRE-
STENODACTYLO.

Excellente présentation.
Références exigées.

Par suite grève P. et T., DEPOSER C.V., photo et prétentions sous n° 8.578 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra aussitôt.

Société Américaine de Travail Temporaire
Kelly Girl
recherche : Dactylos, Sténos, Secrétaires, Aid.Comptables, Standardistes, Télexistes, etc.
ANGLAIS APPRECIE
Nombreux avantages
Très hauts salaires
Agence Opera
5, rue du Helder 9e
770.99.49
Agence Montparnasse :
Tour Maine-Montparnasse
5e étage 538.74.00 ou 72.30

SUZUYA, 9, boulev. E.-Quinet, PARIS (14e), 326-91-36
SECRÉTAIRE Interprète
ANGLAIS-JAPONAIS
Ecris, parlés, lus.
Salaire 3.500 F X 13.

VENDEUSES
Super-compétentes. Excellente présentation pour boutique couture de luxe. Salaire maximum en rapport. Place stable. — Tél. hres de bureau : 265-68-21.

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat – Vente – Location	24,00	28,02
AUTOS – BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

demandes d'emploi

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

37 ans, 14 ans d'expér. ANGLAIS - ESPAGNOL.
— Ingénieur analyste.
— Ingénieur software large système.
— Spécialiste démarrages.
Recherche responsabilité inform. avec démarrages petit ou moyen système dans programme dynam. Province ou étranger - Libre rapidement.

Ecrire sous le numéro 1.725, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

CADRE SUPERIEUR DIRIGEANT
offre à entreprise importante ou moyenne
- Connaiss. direction générale, secrétariat général ;
- Expérience pratique des techniques modernes, organisation et management.

Habitude négociations à tous niveaux.
Pourrait seconder président.
Age 50 ans. Disponible rapidem. Ecr. n° 1.207, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Hme d'analyse et de synthèse, formation ingénieur, expér. bât., T.P., const. mét., manut. lourde recherche poste
CONTROLEUR DE GESTION
pour soutenir efficacement directeur géné. dans recherche rentabilité de l'entreprise. — Ecrire n° 1.730, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JEUNE INGENIEUR
formation électronique et mécanique, désire poste région indifférente dans secteurs suivants :
— Conception matériel ;
— Maintenance ;
— Laboratoire de mesure ;
— Evolution technico-commerciale souhaitée.

Ecrire M. COCHARD, 23, avenue Henri-Barbusse, 78190 TRAPPES.

SECRÉTAIRE
10 années d'expérience notamm. DANS LE DOMAINE MEDICAL
CHERCHE SITUATION A TEMPS PARTIEL
(de 9 heures à 16 heures).
TELEPHONER AU 202-38-58.

Homme de formation technique ayant acquis solide expérience
TECHNIQUE ADMINISTRATIVE et COMMERCIALE
nombreux contacts milieu AERONAUTIQUE rech. poste à RESPONSABILITES dans service Achats ou Commercial. Téléph. 603-56-07.

Etudiante ch. travail appoint pendant les vacances de Noël (22 décembre au 5 janvier.) Ecr. Mlle Patricia Flammery 10, avenue Villars, PARIS-7e.

ANALYSTE - PROGRAMMEUR 32 a., 10 a. d'expér. Expert IBM 360/370, OS/VS, assemb., COBOL, RPG, FORTRAN, méth. et document, spéc. en software util. angl. courant, connaiss. franç. et allem. ch. poste à Paris. Préf. sect. commerciale. Ecr. N° 1.721 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 29 a., exp. serv. fin. exp. 5 a., dipl. S.C.E., angl. esp. cour., not. all., ch. pl. resp. Fin. rel. Banques COFACE DREF DIME pour études projets contrats, négoc. mise en pl. Crédit et form. admi. COFACE + RE. Ecr. N°1.673 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Anim. de form. perm., 33 a., étud. supér. pédag. et sociol. rech. poste formateur ds entr. ou org. de form. publ. ou priv. (formation de formateurs, enq. sur besoins, relations, sociales, techni. d'express. écr. ou ora.). Ecr. N° 6.598 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Docteur 3e cycle chimie, phys., 29 a., angl. 2 a. enseignement, rech. sit. Paris ou prov. Ecr. : n° 2.472, Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, Paris (2e).

JF dipl. DUT gestion des entreprises ch. emploi Paris ou rég. Paris. Ecrire GAUDRON 41130 Châtillon-sur-Cher.

DIPL. ECOLE DES CADRES Comm. Int., dég. O.M. cherche situat. ou respons. imp.-exp., distrib. Ecr. M. FOUCHEROT 15, rue Roger-Salengro, 78700 Conflans - Sainte - Honorine.

Excellente Standardiste, 24 ans, études supérieures, ch. emploi. Prière téléphoner : 655-13-74.

J.F. lic. Lettres, option Hist., Géo, not. angl., esp., ch. sit. Paris. Téléph. : 722-65-28.

JF lic.+2 DES drt, doct droit ital., expér. cabinet jurid. ch. sit. en rapport. Ecr. 82, bd Soult, MOITRY, 75012 PARIS.

DIRECTEUR EXPORTATION Afrique, Moyen-Orient, produits industriels. Formation de base ingénieur. Ds tr. import. Sté, cherche poste similaire. Ecr. sous référ. 27.970/M à : **I.C.A.** 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui tr.

Hme 46 a., 3 a. lic. droit, angl. lu, dact., bne cult. gle. ch. emploi rédaction administration ou contentieux. Téléph. : 387-71-09.

Collaborat. direct. 43 ans, ch. REMPLACEM. SECRETARIAT mission respons., courte ou long. durée angl., ital., not. esp., excell. présentation, sér. réf. Tél. : 551-59-30, le matin.

J. H., Cadre, 30 ans, SC. PO., Lic. Droit 3 ans expérience, connaiss. probl. Adm. Jurid. et Financ. ds Sté Inter. et Impte Sté Promot. Imm. aimant cont. et accept. déplac., rech. resp. simil. ds Secrétariat Gl ou Direct. Personnel Adm. ou Financ. Ecr. M. Malet, 84, av. Stalingrad. — 94120 Fontenay-s-Bois. Tél. heures burx : 266-34-56.

J.H. COMPTABLE, 28 a., prép. DECS 6 a. expér. compt. génér. et budg. pales, déclarat., emploi ordinat., notions anglais accept. déplac., rech. sit. Paris, région Paris. Libre rapidement. Tél. : M. ZOBINOU, 266-34-56, P. 333, ou écrire : 93, bd de Valmy, 92700 COLOMBES.

CADRE ADMINISTRATIF et COMMERCIAL, 25 a. Droit + Sc. Po. expér. format. perman. et promotion immobilière, rech. *poste dans IMPORT - EXPORT*. Commerce extérieur, aménagement étranger. Dispon. immédi. Déplac. à l'étranger possible. Ecrire : M. CAUDRILLER, 30, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. : 508-06-99.

J.F. 27 a., Laborantine polyval. sach. prélever ch. empl. mi-tps. Région Chelles, Noisy-le-Grand. Libre suite. T. 303-67-78, apr. m.

Architecte Urban. ch. travail stable. Perrot, 22, rue Falguière, 75015 Paris - Tél. : 567-93-87.

CADRE 50 a., technicien Etudes prix et marchés, Bât. G.O. et T.P., connaiss. gest. matér., expér. conduite travaux, ch. pl. banl. Ouest ou Sud-Ouest Paris de préfér. Libre rapidement. Ecr. n° 1.734, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jurist. homme, 27 a., célib., dég. O.M., niv. DES droit priv. Dipl. dr. du trav., Séc. sociale. Bil. fr.-angl. Expér. immobil. contrat Contentieux, ch. sit. d'av. av. responsabil. Paris, sect. banque, administr. juridiq. ou personnel. Téléphone : 027-58-13.

Etudiante biling. angl., franç., ch. emploi not. dact. mi-temps 12 h 30-17 h 30 sf lundi, mercr. Téléphoner : 978-32-00 (matin).

J. Fille 25 a., trad.-interprète angl., dipl. et expér. (2 a.), ch. empl. Ecr. O.S.P. Serv. L, 29, bd Italiens, 75002 Paris, q. tr.

J.F. 26 ans, lic. Sc. Eco. angl., bne not. allem., étud. tte prop. Paris, banl. Nord, empl. admin. ou ccial. T. 939-51-61, ap. 17 h 30.

Jeune Fille, 20 ans, ch. emploi employée bureau dactylo début. Ecr. n° 6.599, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JEUNE FEMME, 20 ANS, Parlant couramment anglais, Sténo anglaise - Dactylo, cherche pl. début. dans Société anglaise ou américaine à Paris. Expérience : 2 mois de stage dans Agence Relations Publiques. Ecrire à Soizic LORTON, 130, avenue du Maine 75014 PARIS, ou tél. : 743-70-43, après 17 h.

Economiste, 25 a., dég. O.M. DES. Sc. Eco. économétrie. DEA économ., rech., dével, 1re exp. profess., ch. sit. ds Bur. d'étud. ou serv. d'étud. économiqu. Téléphone : 734-42-43.

J.F. 27 ans, PSYCHOLOGUE, expér. Enseignement et recrutement cabinet conseil. Rech. pl. stab. Lib. imméd. Ecr. J. Louis, 44, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris.

J.F., 28 ans, lic. droit + lic. lettres, angl., espagn., 4 a. exp. profess. rela. publiq. rel. presse, sté touristique, ch. empl. Att. de presse, relat. publ., tourisme, journalisme, province ou étrang. Ecr. n° 1.737, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JF 26 a. C.E.L.S.A. (et comm.) lic. maîtrise social., anglais courant, not. d'allem., 2 stages 6 mois en organis. et public. rech. situat. de début. dans organis., market., publicité, presse, édition. Ecrire N° 16.504 P. A SVP 37, r. du Général-Foy, Paris-8e.

cours et leçons

Travail de textes poétiques, scènes classiques et modernes. Improvisation-diction, pose de vx. prép. intensive aux examens, admiss. écoles. Prix modérés. Cons. gratuits. Tél. : 606-44-50.

Maths Leç. part., rattrap. rap. 278-77-71, midi à 14 h.

Cours de piano et solfège, tous niveaux. Sur la ligne de Sceaux. Tél. : 656-97-92.

Jne enseign. sup. donne crs part. MATH tous niveaux. ODE. 08-94.

autos-vente

Vend cause départ étranger R-6 TL sept. 72, très bon état. Tél. : 224-40-20.

P. à P. vd cause double empl. R-8 ou Opel Kadet 1100 SR. Excellent état, peu roulées. Tél. TUR. 37-32, heures de bureaux.

Part. à Part. vd R-16 L 1971 60.000 km, bon état, Argus. Tél. : 820-79-65, après 19 heures.

Part. vds Renault-17 TL juin 73 30.000 km, coul. bl, Argus. Vis. ts les jours 121-123, av. Verdun 94 Créteil ou téléph. : 207-19-14.

locat.-autos

TOURISME - UTILITAIRE
48, rue Sarrette, 14e - 589-60-85.

occasions

ACHAT, bijoux, or, brillant. 24, fg. Montmartre, 1er étage.

ACHATS BIJOUX or, brillant, argent, 22, rue Danielle-Casanova. — OPE. 25-72.

MAISON GORVITZ-FAVRE
recherche beaux objets qualité, mobil. de salon, lustres, bronz., vitrines, sièges, porcel., argent. 203, av. de Gaulle **SAB. 87-76** Neuilly-sur-Seine.

transports

DEMENAGEMENTS combinés aller-retour, toute la France Nice et région. — RONDEAU, 1 bis, rue Friant. T. 828-80-41.

villégiatures

Hôtel-Club Français Valais Suisse. Forfts-ski Noël, février Pâques. Voyage en Russie du 27 décembre au 2 janvier 75. Doc. ECR. Club SUNWAYS, CH-1938 CHAMPEX.

boxes-autos

P. vds gd parking 1er s/sol imm. neuf 11e arr. — 700-84-71.

L'immobilier

exclusivités

bureaux bureaux

24, rue de Paradis -10e

Bureaux à louer
- disponibles immédiatement
- Il reste 4800 m² divisibles (à partir de 200 m²)
- Très bonnes prestations
- Téléphone - Parkings etc...

Richard Ellis S.A.
17, rue de la Baume, 75008 PARIS - tél : 225.27.80

TIFFEN LIPTON
17, rue du Docteur Lancereaux 75008 PARIS - tél : 227.62.31

Pierre Lichau s.a.

bureaux bureaux

A LOUER (disponible immédiatement)

• 10 rue de la Paix
750 m² de bureaux divisibles (à partir 100 m²) entièrement aménagés. téléphone - parking ...

• 23.27 rue Cambon
dans une immeuble luxueusement rénové 500 m² de bureaux divisibles (130 m²) + 2 boutiques (128 m² x 2)

RICHARD ELLIS S.A.
17, rue de la Baume 75008 PARIS - 225.27.80

CHATOU



BUREAUX TERMINÉS A LOUER
200 à 2.500 m2
260 F LE m2 H.T.
H. LE CLAIR - ÉLY. 69-36

appartem. achat

Recherche PARIS, 15e, 7e arrts, pour bons clients, appts toutes surf. et imm. PAIEM. COMPT. Ecr. Jean Feuillade, 5, rue A.-Bartholdi (15e). — Tél. 579-39-27.

immeubles

CRETEIL Métro - Immeuble parfait état 3 appts libres. Px intér. 246-57-17

BOULOGNE RESIDENTIEL 10 pièces, 350 m², tr. beau jardin. Exclus. 637-14-40

- A 30 km de Paris (autoroute A 6)
- A 12 minutes de l'Aéroport d'ORLY
- Sur un marché en rapide expansion

LA VILLE NOUVELLE D'ÉVRY
propose d'importantes possibilités d'investissements immobiliers (bureaux et industries).
Information et retrait des dossiers à EPEVRY - Avenue de la Préfecture - 91011 EVRY (Tél. 077-24-73)
M. Guy MOREAU - Télex 60774 F.

propositions diverses

ENTRAIDE CADRES
aide efficacement
DEMANDEURS EMPLOIS
Adresser C.V. envel. à ECIT, 132, rue de la Gare, 95-Ermont. Entretiens à Paris.

représent. offre

B. G. BLUM INTERNATIONAL Le plus gros fournisseur américain de tapis, ensembles de salles de bains, moquette et tous revêtements de sols doux. Recevra tous agents intéressés à L'HOTEL INTERCONTINENTAL A PARIS pendant la semaine du 28 octobre au 3 novembre. Appeler : *M. Steve Brown, pour R.V. Bons* contacts avec grands magasins, grossistes, chaînes, etc., nécess.

Vous êtes ou vous voulez être :

DELEGUE MEDICAL
vous avez une formation secondaire et êtes titulaire du baccalauréat.
Peut-être même avez-vous une formation supérieure dans le domaine médical, pharmaceutique ou scientifique
Vous recherchez une situation ou les contacts humains seront prépondérants.
Vous souhaitez être apprécié selon vos résultats.
Alors nous vous proposons, dans une équipe de 50 délégués, l'un des secteurs :
1) NANCY et 88
2) HT-RHIN, 25 et 70
3) COTE-D'OR et 71
Votre éventuelle expérience professionnelle déterminera le niveau de votre rémunération qui ne devrait pas être inférieure à 35.000 F par an.
Envoyez-nous C.V. et photo à : n° 630.340, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

fonds de commerce

Nice, face Palais Expositions, sans intermédi., magas. tt commerce, 56 m², 2 vitr., eau, gaz, électr. Tél. : 55-88-58, sur place.

GERANCES Immeubles et transactions Banl. C.A. 165.000, 1/2 géranc. *Tenu 15 a. Long conc. assuré.* VIOU, 20, Pont-Neuf. 236-86-09.

R. ST-HONORE, Parfumerie à vdre, gdes marq. ICCI. — Tél. : ELY. 07-55.

hôtels-partic.

5e H.P. Directoire. Rez-de-jdin +1 étage, ambiance raffinée. Tél. : ODE. 73-37.

propriétés

Pr. CHARTRES, 55 min. PARIS, 1° FERME de gde classe, bourg charm., salon 56 m² av. ptres appar. et cheminée, cuisine équip., bureau, bibliothèque, 4 grdes chbres, état impeccable, tout confort, parc de 2.000 m². Prix : 450.000 F. Possibilité crédit.
2° PROPRIETE, beauc. d'allure, pour gens aisés aimant recevoir, 10 P. dont salon 150 m², décorat. à finir, parc 4.000 m². Prix : 580.000 F. Poss. crédit.

La Vendéenne, 50, rue du Grand-Faubourg. — CHARTRES (28). Téléphone : (15-37) 21-26-02.

FORET ORLEANS. 105 km. de Paris; chalet typiq., 4/5 Pièces, cuis., parc 1.000 m², Px 125.000, avec 10.000 F. Tél. : 278-02-49.

pavillons

BOURGES. Part. vend pavillon, 6 P., entièrem. moquet., 2 S. de B., cuisines aménag., été-hiver, chauff. cal., tél., garage, jardin de 600 m², meublé ou non. Téléphone, PARIS : 966-27-98, ET A BOURGES : 24-20-97.

ANTONY - SUD-EST. Pavillon, lib., 1961 : 3 P., confl, garage, jardin, 280.000 F. Tél. 666-08-27.

ANTONY Mo, Pav. 1960, impec., 5 P., confort, garage, jardin : 300.000 F. Peschard : 666-08-27.

appartements vente

Paris

BASTILLE. Ds imm. P. de T., **GRENIER 45 m2** à aménager. — Tél. : 277-75-68.

XVIe ALMA R. FREYCINET Immeuble neuf, duplex, dernier étage, 180 m² + 180 m² terrasse. Possib. 2 apparts. — 522-62-14.

7e. VERNEUIL - BEAUNE Appt lux. rénov., 5 p., asc., tél., cour-jardin, calme, soleil. ODE. 95-10.

12e. Duplex, dernier étage, vue panoram. 4 - 5 p., 2 bns, terras., 130 m², 570.000 F. — NAT. 17-27.

6e. JACOB, 120 m², DE CLARTE ET DE CALME AU CŒUR SAINT-GERMAIN av. la chaleur d'un appt agréable et bien conçu. Park., TEL. CABINET DAUCHEZ, 720-94-95, poste 354.

Près ASSAS Immeuble 1969 Grand standing 3e ét. 100 m2, liv.+2 ch., loggia, téléph., park., CALME. 346-61-11.

PALAIS-ROYAL hist., 2e ét., 2 p. cft, clas., tél. 43 m², 3 m. 50 s/pl. 205.000. Sur rendez-vs : 577-96-85.

BON 18e. Chbre avec fen. coin cuis. 28.000. BON PLACEMENT. Propr. soir apr. 19 h. : 267-34-80.

XVIe ALMA R. FREYCINET Imm. neuf, appart. 4 P., 131 m², tél., balc., 894.000 F. 522-62-14.

14e Imm. récent plein soleil Vue imprenable sur Parc Gd liv. + 3 chbres, cuis. équip., 154 m² + stud. de serv. + 2 box. Prix 850.000 F. - 522-13-09.

15e - PORTE PLAINE Imm. stand. Bel appt 4 pièces ppies, 105 m². Vue sud dégagée. 400.000 F. DEGOVE, SEG. 55-81.

R. Mademoiselle, im. p.d.t., 3 p., ent., c., bns, 180.000 F. 874-68-64.

Près **FOCH** TR. BEAU STUDIO 55 m2, TEL., Moq. Imm. stand. 220.000 F - 704-88-16

Région parisienne

PLESSIS-ROBINSON **IMM. NEUF** Très beau studio et 2 pièces *TERRASSE, BALCON, GARAGE* 522-62-14

fonds de commerce

92, VEND CABINET KINESI. Prix intéress. Téléph. 631-63-43.

NEGOCE GROS **PARA-PHARMACEUTIQUE** EXCLUSIVITES Tenu 20 ans par cédant 600 CLIENTS SUIVIS Rapport 200.000 F Prix 500.000 F, compris 200.000 F de fonds de roulement - S. A. **AIGUIER** 6, bd de Strasbourg 206-21-18 +

locations non meublées

Offre

Location MOLIERE offre STUDIOS, 2 et 3 PIECES, de 600 à 1.700 F + charges. Bons quartiers. — 285-25-65.

Demande

INGENIEURS CH. APPT 7 P. OU PAVILLON Paris cent. ou rive gauche. Tél. soir 337-72-85.

appartem. achat

Achète, urgent, rive gauche, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 17e, 1 à 3 PIECES. Paiement cpt chez notaire. - Tél. 873-20-67.

L'INDICATEUR LAGRANGE 34, rue Pasquier, 265-53-94, recherche pour ses abonnés studios et appartements Paris, Neuilly, Boulogne.

locations non meublées

Offre

BOULOGNE Mo Billancourt, dans imm. neuf. Bx studios, tt cft. Balcon. De 834 F à 905 F ttes ch. compr. H. LE CLAIR. — ELY. 69-05.

QUART. LATIN. Pal. appt tt cft tél. 1.300. 260-63-24

VIe Exception., s. Luxembourg. 270 m2, 7 pièces, tt conft. Refr neuf+2 ch. serv. 8.000 F. Visite mardi, 14 h. 30 à 17 h. : 38, RUE GUYNEMER.

Quartier CHAMPS-ELYSEES Propr. loue appt 2 p. dans immeuble gd standg, 1.400 C.C. Vis. s/pl., mardi 29, de 10 h. à 17 h., 5, r. Anatole-de-la-Forge, Paris (17e). 738-13-29 - 738-47-55.

91-ETIOLLES. Ds résid. gd stdg, cadre verdure, piscine, tennis, à louer studio 600 F + C., 3 p. à part. de 1.100+C., 4 p. à part. 1.100 + C. 7/8 p. en duplex 2.400 + ch. - T. I.F.F.I., 906 - 13 - 59.

12e et 13e. Du STUD. au 3 P., dans immeubles neufs, tt cft. Pour visiter, téléphoner le matin à SEGECO, 522-69-92.

17e, Mo SAINT-MAUR. Neuf, 3 et 4 pièces et studios. DENFERT-ROCHEREAU : 2 p. et studios. Nombreux parkings disponibles : 11e, 14e, 16e, 19e. SOCAGER : ELY. 34-23-24.

EXCEPTIONNEL 30' Paris, près centre Ccial, écoles, 5' gare, bord forêt de Fontainebleau. A LOUER
2 P. : 470 F ttes charges compr.
3 P. : 646 F ttes charges compr.
4 P. : 749 F ttes charges compr.
TELEPHONE : 260-81-44.

Demande

J.F. ch. d'urgence studio, cft et tél., quart. indif. Max. 700 F ch. comprises. Téléph. M. Boullier, le matin, au 345-20-23.

locations meublées

Offre

4 P. meubl. à FRESNES, tél., 1.500 F+ch. I.F.F.I., 906-19-37.

terrains

NOAILLES (60)
Vends terr. A BATIR, 900 M2, 21 m. faç (CARS). Px 35.000 F. Frais acte inclus. — 452-85-30.

locaux commerciaux

A LOUER LOCAL CIAL TTES CATEGOI avenue de l'Opéra - rue Saint Anne - 278 M2 - Parkings. LIVRAISON 1er janvier 1975, Weatheralls France SA 225-79-0 Hampton and Sons SA 225-50-3

Société importation achète loc. Cial 500 à 1.000 m², burx rez-d. chaussée 250 à 350 m², entrepô 250 à 400 m² en rez-de-chaussé ou sous-sol. Accès gros porteur ou poss. décharg. facile indis. Park 8 à 12 voit. et 4 lign. té min.; ou terrain 1.000 à 1.500 m Doivent être situés près pér phérique Ouest ou Nord - Oues Téléphone : 577-85-50.

A louer ou à vendre de suite o janvier 1975 entreprise, 360 m bureaux, téléphone, plus 3.000 m de terrain, à Montlouis-sur-Loir PRES DE TOURS.

Ecrire sous le n° 1.984 à : HAVAS, 37018 TOURS, CEDEX

6e - JACOB SOL. 39-10 Gde bout., murs lib., idéal galerie art, antiquités.

Mo VILLIERS ppté. local R.-de ch. 200 m2 envir. 3 lig. té Rare. 320.000 F. — EUR. 92-4

bureaux

PROPRIETAIRE Loue 1 ou plus, bureaux dan immeuble neuf. Tél. : 758-12-4

CHAMPS-ELYSEES à louer 500 m² de bureaux neuf situation exceptionnelle. Hampton and Sons 225-50-35.

Châtelet - Sébastopol Reste à louer : 160 m² de bureaux neufs. 225-50-35.

A louer ! Champs - Elysées, 6, r. de Berri : bur. de direct modulables, lign. directes, Rot KNIGHT FRANK et RUTLEY Tél. : 268-67-53.

7e, E. Mill., 200 m², 9 burx Stdg, 1er étage, 4 lignes tél. 1.400 F + cess. B. T. 878-45-88

PROPR. - AV. SEGUR loue directem. 5 bureaux, très luxueusement aménagés, 2 lign téléph., 2 parkings. — 225-63-53

EXCLUSIVITE **16, PL. VENDOME (1er)** 225 M2 BUREAUX LUXUEUX Immeuble prestige. Bail 3, 6, 9 Richard Ellis : 225-27-88.

SQUARE LOUIS - XVI A vendre burx 100 m², 1er étage sur rue, Téléphone : 387-44-68

GRENELLE Ds bel immeuble Bureaux modernes 450 m2, tout confort. Clairs 10 lign. 4 park. Bail - Libres 225-66-10

locaux indust.

PROPRIETAIRE LOUE : USINE - PARIS (XXe) sous-sol, r.-de-ch., 2 étages, total 1.700 m², park., chff. cal. tél., monte-charge, air compr. Pour Visite, téléphoner à : 370-22-00.

appartements vente

Paris

19e PRES LAUMIERE GIRPA lance un nouveau programme pour investisseurs avisés dans beaux immeubles entièrement restaurés 30 STUDIOS ET 2 PIECES salle de bains, cuisine, décoration luxueuse. Prix très modestes. Rentabilité jamais atteinte. Agréable résidence. Location et gestion assurées - GIRPA 325-25-25 et 56-78

PLACE DU TROCADERO (près), imm. gd stdg, classe, charme, ét. élevé, 7 P., 300 m² env., 2 ch. serv., travx à prév. Téléphone : 742-06-68, 05-87.

15e CH.-MICHELS. Studio nf, loggia, parking. 924-74-85.

HALLES Liv. + 2 ch., 2 bns. 90 m2 - CALME SOLEIL - 566-01-04

PTE MAILLOT. Imm. P. de T. Ravalé, 4 PCES. 65 m2. 210.000 F - JAS. 51-84

33, RUE DU DRAGON 4e étage gche. VUE DEGAGEE. **4 P.** SOLEIL - CHARME 65 m2. Mardi, 14 - 17 h.

VUE IMPRENABLE S. JARDINS LUXEMBOURG Grand standing - Etage élevé. Magnifique 6 pièces, 225 m2. Balcons. 2 chbres de service. FRANK ARTHUR — 924-07-69

ROME SOL. 39-10 Gd dble liv. + 7 ch., s. bdn. Cuis., s. de bns, w.-c., refait à neuf. - Avec 50.000 F.

DIRECT. S. PARC MONCEAU. Im. réc., ét. élevé, récept. 2 ch. dép. 230 m2, studio, gar. « TAC ». — MED. 15-66.

17e - MALESHERBES Très bel immeuble bourgeois. 3e ET. S. VERDURE. SOLEIL. **GD 3 P.** Poss. transformer en **4 P.** TOUT CONFORT **PRIX : 340.000 F** S. pl. ce jour, 13 h. 30 à 17 h. 30 **11** BIS, RUE VIETE ou BAL. 23-83.

2e BOURSE (150 mètres) Emplacement de 1er ordre en plein quartier des affaires Dans très bel immeuble ancien de caractère entièrement restauré PROPRIETAIRE VEND DIRECTEMENT STUDIOS 2 PIECES ET 3 PIECES AVEC OU SANS LOGGIA (hauteur plafond 4,10 m av. poutres), confort maximum. Décoration réalisée par véritable spécialiste. Habitation originale, luxueuse et rare. INVESTISSEMENT SUR ET REFLECHI. LE PROPRIETAIRE : GIRPA 325-25-25 et 56-78

18e VIEUX MONTMARTRE Quartier d'artistes, calme, aéré et ensoleillé dans typique petit hôtel particulier entièrement restauré PROPRIETAIRE VEND DIRECTEMENT 9 STUDIOS, 2 PIECES ET DUPLEX ENTIEREMENT EQUIPES Magnifiques poutres apparentes Luxueuse décoration réalisée par spécialiste, matériel rare et très recherché Location facile et assurée à haute rentabilité de 8 à 11 % indexée LE PROPRIETAIRE : GIRPA 325-25-25 et 56-78

12e BASTILLE (400 mètres) Dans très bel immeuble genre Marais et Ile Saint-Louis Magnifique spécimen fin XVIIe siècle style époque précieusement préservé GIRPA - PROPRIETAIRE vend 87 STUDIOS 2 PIECES ET DUPLEX entièrement installés tt confort, grand standing, ascenseur, v.-o., interphone, jardin patio planté avec fontaine Splendides poutres apparentes d'époque, fenêtres à petits carreaux. INVESTISSEMENT DE 1er ORDRE et d'AVENIR ou habitation de connaisseur Location et gestion assurées Prix intéressants 325-25-25 et 56-78

121 bis, rue de la **POMPE** Gd 8 pièces, tt cft, poss. prof. libér. Crédit vend. Vis. lundi et mardi tt l'apr.-midi. SOL. 39-10.

EXCLUSIVITE SEGONDI - 874-08-45 **6e** Ds bon imm. P. de T. 2 P. Cuis., w.-c., douche, parfait état. Mardi, 14 h. 30 à 17 h. 30 : 152, RUE DE RENNES.

7e, AVENUE BOSQUET. Récent 3/4 PCES, 140 m², étage élevé. PARK. SERV. - 553-02-19.

HENRI-MARTIN, 5-6 P. Grand standing, soleil. 975-82-86.

59, BOULEVARD LANNES sompt. 160 m², imm. récent., 1er étage, séj., 3 chbres, 2 bs. Lundi 28, de 14 h. à 17 heures.

ILE-SAINT-LOUIS ORIGINAL, SOMPTUEUX DUPLEX, 130 m², Pout. chemin. Tomettes, tél. TERRASSE. Prix élevé justifié. - 553-02-19.

PROPRIETAIRE VEND 2 PIECES dans très bel immeuble 1900, habitation bourgeoise, cuisine, salle de bains, wc, 1er étage, sur rue Lamarck.

Et rue POULET 2 PIECES + CUISINETTE, confort possible, très clair et ensoleillé, 2e étage, angle 4 rues. POSSIBLE 70 % CREDIT A PERSONNE SERIEUSE. T. 325-25-25 et 56-78.

15e CONVENTION APPARTEM. EXCEPTIONNEL 10e étg., PLEIN SUD, gd liv. + 2 chb., IMMENSE TERRASSE. Prix 390.000 Tél. : 531-72-79.

AMPERE (17e) 7e étage, grand luxe, 98 m², terrasse 30 m². Impeccable. Garage. Tél. 387-55-49.

MONTPARNASSE - PASTEUR Bel imm. p. de t., 1er étage, possib. profess. lib. Px 185.000. Grand 2 pièces. - 578-26-35.

83, RUE BROCA *Grand Studio* avec gde cuisine et gde s. bains, très sympath. bien que sombre. Px en conséqu. Mardi 14-18 h.

REPUBLIQUE. 2 p., cuis., wc, s. de bs, 78.000 F - 227-19-75.

Mo BROCHANT. Imm. P. de T. Dble liv. 2 ch., s. de bs, chauff. central., 200.000 F - 278-26-09.

AUTEUIL. Vue dég. s/jd., 6 p.p., 2 san.+2 ch. dom., 3e ét., gd cft prof. libér., 750.000 F. 622-22-56.

VERNEUIL-UNIVERSITE Bel appt caract., 5-6 p., bains, époque XVIIIe, vue sur verdure. Beaucoup de charme. Px élevé. Michel & Reyl S.A. 265-90-05.

PALAIS-ROYAL - LOUVRE Beau studio standing. Idéal pour placement. Prix exceptionnel - DID. 98-54.

NATION. 3 pièces, cft, 70 m², TRES JOLIE VUE. PRIX 245.000 F DID. 98-54.

Face Nation-Printemps Beau 3 p., cft, 5e étg., asc. TRES JOLIE VUE. Prix exceptionnel. 245.000 F. Lundi, mardi, merc., 15-18 h., 26, cours de Vincennes.

ALESIA. Imm. récent, standg, étg. élevé, vue imprenable, liv. + 3 ch. 260-39-11, poste 242.

Près PARC MONTSOURIS Imm. mod., 9e et dern. étage, 6 p. pr., 160 m², 2 bs, parfait état. IMO 23. Tél. 033-38-39.

LA MOTTE-PICQUET. Récent studio tout conft, sur jardin. MARTIN, Dr Droit. 742-99-09.

15e CONVENTION Beau 3 pièces, confort. Bel immeuble. Téléphone : 250-37-04.

BOUL. ST-GERMAIN B. liv.+3 ch., tt cft, asc., bel immeuble P. de T. 553-93-85.

JUSSIEU. LIV. + CHB. EN DUPLEX. PX INTERESSANT. CREDIT. - 280-26-23.

15e. Imm. rénové sur rue et cour jard. Occupés, 1, 2, 3 p., wc. Joubert et André, 5, rue Alphonse-de-Neuville, Paris-17e. Téléphone : 622-26-63, poste 26.

BOUL. PEREIRE. 4 p., tt cft, tél., 360.000 F - BAL. 10-97.

FORUM DES HALLES 75 m² ou 100 m² à amén. Asc., à part. de 320.000. - 742-44-96.

MARAIS. APPARTS de 60 m² à 120 m² en duplex, à aménag., à part. de 280.000 F. 742-44-96.

Région parisienne

NEUILLY Près BOIS DE BOULOGNE S/gde avenue, lux. appt 7 P., 242 m² habit., 3 bs, ch. serv., tél., facil. parkg. - POI. 63-51.

JOINVILLE. Lux. résidence, 5 p. princ., 2 bains, 120 m², box. 808-60-73.

BOULOGNE. S/verd., pr. Bois et Seine, réc., qualité, d. liv., 3 ch., 2 bs, park. Install. raf. 531-51-10.

DEFENSE. Vue pan., agencem. gde cl., 4 p., 110 m², cuis. améric., gar., tél. Except. 250-58-71.

NEUILLY-ST-PIERRE Réception + 3-4 chambres + 2 terrasses plain-pied. 754-81-45 et 577-60-10, matin.

NEUILLY-SAINT-JAMES Vue ravissante sur Bois. Réception+2-3 chbres, garage. Px élevé. 577-60-10, le matin.

BOULOGNE. Près Bois et église appartements libres 2 et 3 p., dép., ds imm. P. de T., rénovés. Vis. mardi 29 octobre, de 13 à 17 heures, 1, bd Jean-Jaurès.

TRES EXCEPTIONN. AVEC MAGNIFIQ. TERRASSE 6e et 7e étage, liv. + 2 chbres, état impeccable. Claude Achard : 637-32-93.

NEUILLY - SOUS - BOIS M.-BARRES Tr. belle réception+3 ch. possib. Superbe appartement 190 m2. Claude ACHARD - 637-32-93.

NEUILLY - PTE MAILLOT 12, RUE D'ARMENONVILLE **130 m2. 4 PCES** 5e étage Soleil Imm. P. de T. Mardi, 14-17 h.

constructions neuves

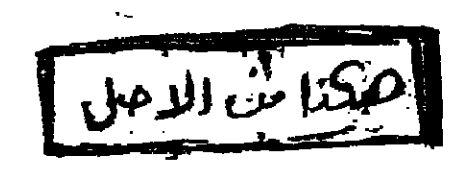
7 % INDEXE
Garanti par groupe important : studios et appartements NEUFS. Tél. : 924-75-16, M. BERGER.

PLACEMENT EXCEPTIONNEL
Un des derniers programmes à la souscription bénéficiant de l'exonération de l'impôt foncier.
XIIIe PORTE D'ITALIE Etage élevé, habit. immédiat., 3 PIECES 79 m² .... 233.850 F. Parking en sous-sol compris.
IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland. BAL. 93-69.

Etude Montaigne, 41, av. Montaigne, 256-16-87, propose : 16e, Pompe, stud. à 4 p. term.; Neuilly-Barres, 3-5 p., mars 75; Vaugirard, stud. à 3 p., juin 75; Nanterre, 2 à 4 p., term. crédit.

appartements occupés

INVALIDES
Propr. Imm. P. de T., ravalé, vends appts occupés. - 387-35-17.



ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LA SPÉCULATION FONCIÈRE

Expropriation sous conditions

Pour lutter contre la spéculation foncière, les pouvoirs publics ont décidé, à Andrézieux-Bouthéon (Loire), de renoncer à une opération de construction et de rechercher des terrains moins coûteux.

Six cents H.L.M. devraient être construites dans la partie sud de la zone d'habitation d'Andrézieux-Bouthéon. Mais le prix fixé par le juge des expropriations pour libérer les terrains nécessaires était supérieur de 41 % aux propositions de la Société d'équipement du département de la Loire (SEDL). Même constatation pour l'extension de la zone industrielle: Les prix des terrains étaient, selon les parcelles, supérieurs de 11,65 % à 48 % aux estimations initiales.

Dans ces conditions, la Société d'équipement et le conseil général ont préféré renoncer à l'opération et de prospecter des zones moins coûteuses. Les propriétaires pourront donc disposer librement de leurs biens.

Tirant pour l'avenir les leçons de ce déboire, les responsables affirment : « Après les études préalables et si les essais d'entente amiable avec les propriétaires échouent, nous demanderons désormais au juge de fixer la valeur des sols avant que soit rendue l'ordonnance d'expropriation. Si cette valeur est jugée trop élevée, nous renoncerons à l'opération pour la réaliser dans un autre secteur où les prix seront plus raisonnables. » *En somme, ils souhaitent appliquer une procédure d'expropriation sous condition.*

PAUL CHAPPEL.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE CONGRÈS DE NANTES

L'espace devient une denrée de plus en plus rare

Ambitieux mais passionnant, le thème qui était proposé du 24 au 26 octobre à Nantes à la méditation des participants du vingt-troisième congrès du Conseil national des économies régionales (C.N.E.R.P.), organe fédérateur du comité d'expansion : « L'aménagement des espaces sensibles ».

Qui nierait que le cœur des villes, menacé d'étouffement par l'automobile, les banlieues invertébrées, le littoral investi et mité, les montagnes envahies par le tourisme de masse, les campagnes repoussées par l'avance irrésistible de l'urbanisation, les forêts, les rivières, le ciel et le sous-sol menacés par les pollutions, la mer même, objet de touttes les convoitises, ne sont pas les uns et les autres les premiers symboles de l'« espace sensible ».

L'attention que les responsables politiques et économiques, à chaque niveau, porteront aux espaces menacés par un progrès uniquement quantitatif sera le test de leur aptitude à conduire ou à s'associer à une politique d'aménagement dynamique et intelligente. Toute la difficulté de cette politique d'aménagement du territoire est en effet contenue dans le dilemme permanent entre le souci de créer les conditions les meilleures du développement économique et celui de respecter les données de la géographie et de la démographie, qui résistent souvent aux ingénieurs et aux économistes. Répartir la croissance sans diffuser les nuisances, introduire l'industrie lourde sans étouffer les modèles de l'ancienne vie, équiper sans traumatiser, tel est le difficile enjeu.

Tous les espaces sont fragiles et risquent d'être « gâchés ». On sait qu'il est impérieux, si l'on veut se rapprocher de l'indépendance énergétique, d'installer d'ici à l'an 2000 quinze ou vingt centrales nucléaires sur le littoral et autant sur les rives des grands fleuves. Mais chaque site conduit à « geler » 150 à 200 hectares. On sait que l'exode rural va continuer et que les villes vont s'étendre encore. On sait que sous la triple pression du tourisme, de l'urbanisation, de l'industrie lourde, le littoral est devenu pour tous les investisseurs un bon placement. Comme l'est encore la montagne. Risques perpétuels de conflits entre une France à développer et un pays à ne pas défigurer.

Faut-il transformer tous ces espaces en « réserves » et, par conséquent, offrir à ceux qui y sont installés une rente injustifiée ? Certes non. L'aménagement des régions exposées aux visées productivistes des hommes doit dépasser la conception simpliste et malthusienne de la préservation. C'est le cas par exemple de la politique d'utilisation du littoral, qu'il faut protéger d'un double danger : le libéralisme, qui conduit inévitablement à la « *consommation-destruction* », et une politique trop intransigeante d'aménagement de l'espace qui mettrait les maires des communes maritimes dans des situations impossibles ; ceux-ci doivent, en effet, défendre les intérêts de la collectivité nationale au détriment de ceux qui les ont élus et dont l'objectif est, en général, la construction au maximum : les élus n'ont le choix — cornélien — qu'entre le laisser-faire et la non-réélection.

Tout choix d'aménagement — une route, un aéroport, une zone industrielle, une ville nouvelle — ayant un caractère irréversible, les responsables politiques n'ont pas le droit de se tromper dans leur politique à long terme. C'est parce que toute orientation engage l'avenir de plusieurs générations d'habitants qu'il serait donc inconcevable que l'Etat décide de l'occupation des sols sans que tous les « *réseaux de pouvoirs légitimes* » (communes, départements, régions) aient leur avis à donner.

Une politique régionale d'acquisition foncière, dont les bases ont été jetées au CNERP, pourrait être conduite par le moyen d' « *agences foncières régionales* » (sur le modèle de celles qui existent à Paris, dans la Basse-Seine ou en Lorraine). Ces agences pourraient être financées de quatre façons : des subventions d'Etat, le budget régional, des emprunts à long terme, des taxes sur les résidences secondaires.

On comprend que l'Etat, habitué à son omnipotence et enferré dans son centralisme, résiste au mouvement régional. « *L'administration sécrète sans cesse le centralisme comme les pucerons des sucs pour les fourmis* », écrit M. Michel Jobert dans *les Mémoires d'avenir.* Mais on comprend moins qu'au sein d'un gouvernement préoccupé par le changement les responsables de l'aménagement du territoire continuent à tenir en si piètre estime les régions qu'ils ont créées, et à afficher à leur égard un jacobinisme désuet, blessant et peut-être dangereux.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

M. GUICHARD : pourquoi le même moule partout ?

Clôturant les travaux du congrès du C.N.E.R.P., M. Olivier Guichard, président du conseil régional des pays de la Loire, a notamment déclaré, à propos de l'avenir des comités d'expansion : « *Les comités d'expansion ont pris, d'une région à d'autre, des chemins souvent différents. Je crois aussi qu'ils pourraient concourir au développement de la coopération interrégionale en lui donnant des moyens d'étude, des formes de réflexion suffisamment informels. Car cette coopération, comme toutes les entreprises nouvelles, a besoin d'un peu d'informel pour progresser... Essayons d'échapper, pour une fois, à cette pression du jacobinisme, qui veut que même la décentralisation soit coulée dans le même moule partout !* »

FAITS ET PROJETS

[Amé]nagement [du] territoire

● [L]ES CONTRATS D'AMENA[G]EMENT SOCIAL. — Pour [f]avoriser l'intégration sociale [d]es habitants dans leur quar[t]ier ou leur ville et pour déve[l]opper le sentiment d'apparte[n]ir à une réelle communauté, [l]a DATAR prépare des [«] *contrats d'aménagement social* », a annoncé samedi 26 [o]ctobre à Châlons-sur-Marne [M.] Jérôme Monod, délégué à [l']aménagement du territoire à [l']occasion de l'inauguration du [c]entre de services de la zone [i]ndustrielle. Les équipements [à] créer par cette méthode [p]ourraient être des centres [d']accueil dépendant de la mai[ri]e, des antennes des caisses [d]e Sécurité sociale, des terrains [d]e jeux et d'aventure, des [f]oyers pour les familles de [m]igrants, des commissariats de

● [D]EUX MILLE « MEDIA[T]EURS » POUR LES PRO[P]RIETAIRES. — Réunis en [co]ngrès à Marseille, les géo[mè]tres experts ont réaffirmé [le]ur volonté d'être plus que [l]es « *fabricants d'images du [s]ol* », de simples arpenteurs. Ils [v]eulent servir de « médiateurs » [e]ntre les douze millions de pro[pr]iétaires fonciers et l'adminis[tr]ation, entre intérêts privés et [b]ien public. Ils ont notamment [é]dité une plaquette de conseils [i]ntitulée *Comment devenir un [p]ropriétaire heureux* pour gui[d]er les acheteurs de *terrains*. ([O]rdre des géomètres experts, [4]0, avenue Hoche, 75008 Paris.)

[Dis]trict parisien

● [M]ISE EN SERVICE DE L'AU[T]OROUTE B-3. — L'autoroute B-3, qui relie l'antenne de Bagnolet à l'autoroute du Nord, à [l]a hauteur du Blanc-Mesnil, sera totalement mise en service [l]e mardi 29 octobre. La pre[m]ière chaussée était utilisable [d]epuis le mois de juin dernier. [C]ette nouvelle autoroute, dont [l]e coût total s'élève à 550 mil[li]ons de francs, permettra de [d]écharger l'autoroute du Nord, [q]ui reçoit plus de cent cin[q]uante mille véhicules par jour [e]n moyenne, et d'améliorer la [d]esserte du nouvel aéroport [C]harles-de-Gaulle, à Roissy-[e]n-France.

● [L]ES HALLES A ZERO. — « *On annule tout et on recom[m]ence* », suggère en substance [l]e Copras, association d'habi[t]ants, à propos de l'aménage[m]ent des Halles. Il faut annu[l]er la convention liant la Ville [d]e Paris à la Société mixte [d']aménagement et en signer une nouvelle, plus limitée, qui permette uniquement de continuer les travaux du métro express ; lancer un concours international d'idées pour la création d'un espace vert, sans construction aucune sur l'ancien carreau des Halles ; enfin, élaborer un « *schéma de secteur* » précisant l'avenir de tout le quartier.

Environnement

● MAREE NOIRE EN IRLANDE. — Au cours d'une opération de déchargement, 1 000 tonnes de pétrole se sont répandues, le 26 octobre, dans la baie de Bantry, sur la côte sud-ouest de l'Irlande. La nappe s'étend sur 35 kilomètres, atteint plusieurs ports de pêche et menace des stations balnéaires. On tente de la maîtriser par des épandages de détergents.

AU TABLEAU : UN LYNX ET UN BISON

Sombre week-end pour la nature. Samedi 27 octobre, l'un des derniers lynx d'Europe et l'un des rares bisons acclimatés en France ont été abattus chez nous par des « chasseurs ». Le lynx a disparu de notre territoire, mais quelques spécimens traversent les frontières, venant d'Espagne et de Suisse. Bien qu'ils soient strictement protégés, c'est l'un de ceux-ci qui a été tué, dans l'Ain.

Quant aux bisons, une dizaine ont été importés de Pologne. Deux vivaient dans le parc de Boutissaint (Yonne). La femelle, qui attendait un petit, a été abattue par un braconnier, que la police recherche. Dans les deux cas, les « meurtriers » risquent au maximum 4 000 francs d'amende.

● POLLUTION A BALI. — La mer de Java (qui baigne les côtes « paradisiaques » de l'île de Bali) est la « plus sale du monde ». C'est ce que révèlent simultanément l'Institut indonésien du pétrole et le directeur des pêcheries de Djakarta. Pétroliers dégazant sans vergogne, rivières polluées et forages « off shore » sont les responsables de cette situation qui apportera bien des désillusions à ceux qui rêvent à la transparence des « mers du sud ». — *(A.F.P.)*

● SATELLITE ANTIPOLLUTION. — Les experts de la Fédération européenne des eaux douces, réunis à Strasbourg du 23 au 25 octobre, ont étudié la création d'un système de surveillance de la pollution des rivières par satellite. Des appareils automatiques de mesure ancrés dans les fleuves effectueraient des analyses qui seraient transmises à un satellite stationnaire. Celui-ci les enverrait à l'ordinateur d'un organisme européen qui, à son tour, informerait immédiatement les organismes nationaux déclenchant l'alerte antipollution. — *(Corresp.)*

● BICYCLETTE CONTRE ROCADE. — Un défilé à vélo et une fête populaire ont été organisés le samedi 26 octobre à Toulouse par l'association de défense de Rangueil. Motif : protester contre la rocade sud qui doit traverser le quartier universitaire et nécessite abattages d'arbres et démolitions de maisons. Une délégation des habitants s'est rendue ce lundi à l'hôtel de ville. — *(Corresp.)*

Transports

● BAISSE SUR L'ATLANTIQUE NORD. — Les vingt-neuf compagnies régulières qui exploitent le réseau de l'Atlantique nord viennent de modifier l'accord tarifaire qu'elles avaient récemment conclu : augmentation du prix des billets de 10 % en moyenne et création d'un barème dit APEX avec réservation et paiement à l'avance. La mise en vigueur de cet accord était lié à la fixation d'un tarif minimum raisonnable pour les vols charters.

Or, faute d'accord entre compagnies régulières et transporteurs à la demande, le gouvernement américain vient, de son propre chef, d'imposer un prix-plancher pour les vols charters inférieur de 15 % à celui qui avait été initialement prévu. Les compagnies régulières ont donc décidé de supprimer le barème APEX et de réduire de 20 dollars les barèmes individuels d'excursion 22-45 jours et les barèmes de groupe. Ces décisions seront applicables du 1er novembre au 31 janvier 1975.

● AIR FRANCE DEMENAGE A ROISSY. — Air France assurera, à partir du vendredi 1er novembre, les deux tiers de son trafic depuis le nouvel aéroport Charles-de-Gaulle, à Roissy-en-France. Elle n'y exploitait jusqu'à présent qu'une quarantaine de vols chaque jour.

La compagnie nationale assurera depuis Roissy, la plupart de ses vols long-courriers et de ses liaisons vers l'Europe. Depuis Orly, outre la desserte des Antilles, de l'océan Indien, de l'Europe de l'Est et de l'Afrique du Nord, elle assurera ses liaisons avec la Corse, l'Afrique orientale et la Guyane. Les deux services vers Nice et Londres seront exploités depuis les deux aéroports parisiens.

De neuf mille passagers, le trafic quotidien de l'aéroport Charles-de-Gaulle devrait passer à vingt mille. Au total, dix-sept compagnies seront installées à Roissy et quarante-quatre à Orly.

● UNE NOUVELLE CALE A MALTE. — Le gouvernement de Malte a obtenu la participation de plusieurs pays pétroliers arabes à un projet de construction d'une cale sèche à Marsa, à proximité de La Valette.

Ce programme est partiellement financé par un prêt de 2 millions de livres sterling (22 millions de francs environ) de l'Arabie Saoudite. La cale permettra de réparer des pétroliers de 90 000 tonnes. Une autre cale sèche est actuellement construite par les Chinois à Malte, à Grand-Harbour, également à proximité de La Valette. Elle pourra recevoir des pétroliers de 300 000 tonnes. — *(A.P.)*

(Publicité)

AVIS

[L]a Homs Petroleum Refining Company désire vendre [du] fuel oil (résiduel de Kirkuk) présentant les caractéristiques suivantes :

- poids spécifique à 60 °F : 0,930 à 0,960 ;
- point d'éclair (en récipient ouvert) : min. 100 °C ;
- viscosité Redwood 1 à 100 °F : max. 2.000-2.500 sec. ;
- Engler à 80 °C : max. 9 à 12 ;
- teneur en soufre (% en poids) : max. 4 ;
- teneur en cendres (% en poids) : max. 0,1 ;
- point d'écoulement max. : 15 °C (59 °F) ;
- valeur calorifique (nette) k.cal./kg : min. 9.500 ;
- eau et sédiments (% en volume par centrifugation) : max. 0,5 ;
- quantité totale 100.000 tonnes divisées en 5 chargements de 20.000 tonnes chacun ;
- les prix offerts doivent s'entendre FOB TARTOUS ;
- délai d'exécution prévu : 8 à 10 jours.

[Pre]ndre contact à l'adresse suivante :

HOMS PETROLEUM REFINING COMPANY
P.O. Box 352,
Homs, SYRIE.

Adresse télégraphique : Homs Refinery.
Le Directeur Général de la Raffinerie :
Salim Marouf, Ingénieur.



8 FIERS BATIMENTS DANS LE 15ème ARRONDISSEMENT.

LES ALMADIES : de fringants bateaux qui escortaient le vaisseau amiral de Vasco de Gama.

Aujourd'hui huit fiers bâtiments méritent ce nom : les huit nouveaux immeubles conçus par Monsieur Bernard Zehrfuss premier grand prix de Rome, assisté de Monsieur Michel Sarda, architecte D.P.L.G.

Pour le prestige du 15e arrondissement.

La conception des ALMADIES est celle d'un ensemble de grande classe. Elégance des façades et diversité des jardins.

A l'origine des ALMADIES, l'association de deux grands constructeurs : UFI-SAF et UFIC-SIVEGI.

La commercialisation a été confiée à la SAF.

Rendez-vous sur place: 101, avenue Félix Faure, (métro Lourmel) montez à bord de l'appartement modèle.

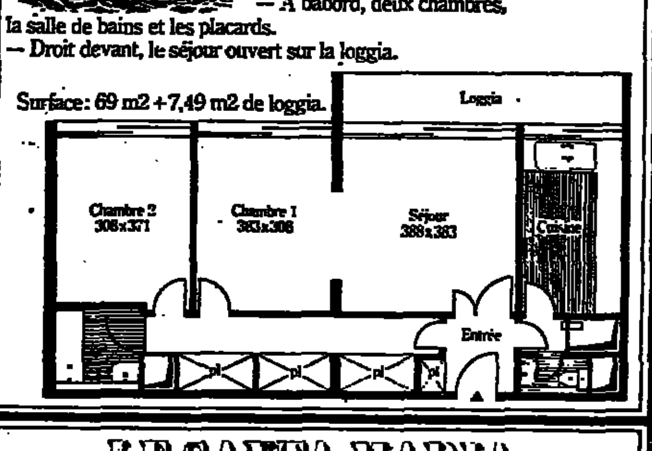
Achetez un appartement vendu à PRIX FERME dans une ALMADIE, ce sera un bon placement.

Livraison prévue hiver 1975-1976.

RENSEIGNEMENTS ET VENTE
SUR PLACE : TÉL. 533.73.15.
AU SIÈGE : 42, AVENUE DE FRIEDLAND
TÉL. 622.10.10.-



LE SAN REAL



Ancré 101 à 111, avenue Félix Faure.
Un bâtiment situé par tribord avant du Santa Cruz: 9 étages, 37 appartements: des studios, des 2 et 3 pièces et des 5 pièces avec terrasse ou loggias.
Montez à bord et visitez ce 3 pièces.
— A tribord, la cuisine.
— A babord, deux chambres, la salle de bains et les placards.
— Droit devant, le séjour ouvert sur la loggia.

Surface: 69 m2 + 7,49 m2 de loggia.

Loggia
Chambre 2 308x371
Chambre 1 383x308
Séjour 388x383
Cuisine
Entrée

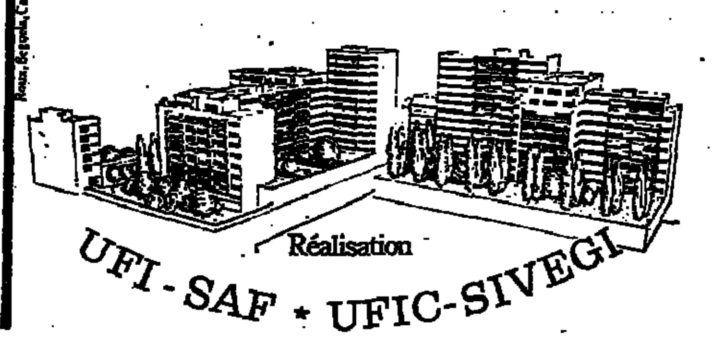
LE SANTA MARIA

Le bâtiment d'escorte de la flottille.
Ancré 17, rue Vasco de Gama. 5 étages, 10 appartements: des studios et des 3 pièces.
Montez à bord et visitez ce studio.
— A tribord, le séjour, la salle d'eau avec hublot plein large.
— A babord, la cuisine.
— Droit devant, un placard.

Surface: 25,86 m2.

Cuisine
Entrée
Séjour 452x381

17, RUE VASCO DE GAMA
101, Avenue Félix Faure
175, RUE DE LOURMEL
PARIS 15e



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES « TIERS MONDES »

V. — La malédiction des fils de Cham

par PHILIPPE DECRAENE

Ce qu'il est convenu d'appeler le tiers-monde est désormais une *mosaïque* de « cas économiques ». La remise en cause de la notion même de développement, celle du « modèle industriel » et la crise du pétrole ont accru les disparités. (« le Monde » des 24, 25, 26 et 27 octobre).

Avec l'Inde, dont Philippe Simonnot a parlé dans un précédent article, l'Afrique noire est le coin du monde où la misère frappe le plus durement. On ne peut s'empêcher d'y entendre les paroles de Noë : « Maudit soit Canaan ! Il sera pour ses frères, l'esclave des esclaves. » (Genèse, IX - 25.)

Au cours de la visite officielle qu'il a effectuée cette année en République populaire de Chine, M. Léopold Sedar Senghor, qui a fait de la dégradation des termes de l'échange l'un de ses thèmes favoris, a longuement expliqué à ses hôtes chinois que *« l'échange inégal est la nouvelle forme qu'a prise le pillage du tiers-monde ». « L'échange inégal, vous le connaissez bien, vous Chinois qui, pendant cent ans, avez été une « semi-colonie ». Il consiste dans le fait que les prix des matières premières exportées par les pays en voie de développement diminuent chaque année, tandis que ceux des produits importés du monde développé augmentent, qu'ils soient manufacturés ou non. »*

En fait, aucun gouvernement africain n'est entièrement maître des mécanismes économiques qui permettraient une plus juste rémunération du travail de leurs compatriotes. « L'échange inégal » constitue la loi permanente du marché, dans la mesure ou Européens et Américains peuvent exercer des pressions à trois niveaux différents au moins : l'information, car on peut casser les cours en diffusant de vraies ou de fausses nouvelles ; le stockage : on peut faire monter artificiellement les prix : le *déstockage* : on peut les faire s'effondrer. C'est à Paris, Londres, New-York, Amsterdam, Bruxelles et Francfort que sont fixés les cours des matières premières, agricoles ou minières, en provenance du tiers-monde africain. Le pouvoir de décision appartient dans ce domaine au monde développé, et les Africains sont d'autant plus désarmés pour faire prévaloir leur point de vue qu'ils ne sont encore jamais parvenus à constituer un front commun, à s'ériger en véritable groupe de pression.

Cette situation de fait tend à donner raison à Pierre Jalée, lorsqu'il écrit : *« Les nations prolétaires ne sont pas telles du fait d'une malédiction originelle... Elles ne sont prolétaires que parce que leurs richesses... ont été et continuent d'être pillées par l'impérialisme pour les besoins de sa propre industrialisation... » (1).*

Philippe Simonnot ayant déjà traité des répercussions désastreuses de l'inflation, et surtout de celles du renchérissement des prix des produits pétroliers sur l'ensemble des tiers-mondes, nous n'évoquerons ici que quelques cas particuliers. Même pour la Côte-d'Ivoire, qui est l'un des pays les moins défavorisés de l'Ouest africain, l'augmentation de « l'impôt pétrolier » annule pratiquement les effets des aides extérieures : en 1973, en effet, les aides remboursables pour les budgets ivoiriens d'investissements publics se sont élevés à 18 milliards 300 millions de francs C.F.A. (2), tandis que, en 1974, « la facture pétrolière » que les Ivoiriens devront régler dépassera 16 milliards de francs (sans tenir compte de la nouvelle hausse enregistrée en septembre dernier).

Le président Senghor, qui s'est entretenu le jeudi 12 septembre à l'Elysée avec le président Giscard d'Estaing, a révélé l'importance de la ponction que fait subir la révolution des prix pétroliers, à l'économie sénégalaise : *« Elle représente*, a-t-il dit, *la valeur du quart du budget sénégalais. »*

Et, avant de suggérer que le Nigeria, *« dont les revenus annuels tirés du pétrole sont passés de 1 500 à 5 000 millions de dollars »*, vienne en aide à ses partenaires africains moins favorisés par la nature, *le Soleil*, quotidien gouvernemental sénégalais, citant une feuille confidentielle publiée à Paris, qui passe pour refléter le point de vue du gouvernement ivoirien (3), indique : *« Quand on voit que les neuf Etats de la C.E.E. sont incapables de s'entendre pour emprunter collectivement, et pour les besoins de leurs propres balances des paiements, un peu plus de 2 milliards de dollars aux pays pétroliers arabes, on doute qu'ils acceptent de le faire en faveur des pays tiers. On en doute d'autant plus que l'Allemagne, qui refuse aujourd'hui d'apporter sa garantie « bancaire » à ses partenaires européens, est la même qui prêche depuis des années pour la « mondialisation » et pour la « rentabilisation » de l'aide, c'est-à-dire pour une forme de coopération qui avantage en priorité les pays les plus riches du tiers-monde... »*

Après six années de sécheresse catastrophique

La Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad viennent de traverser une période de six années de sécheresse. Le Dahomey et les régions septentrionales de la Fédération du Nigéria ont également été partiellement affectés par ce fléau. A la corne orientale du continent noir, la République de Somalie et surtout l'Ethiopie ont été également très gravement éprouvées. Les Neuf ont tout de même décidé, le 3 octobre dernier, d'accorder 150 millions de dollars aux pays les plus pauvres, se réservant d'aller plus loin si les Etats-Unis, de leur côté, faisaient un effort en ce sens

Les conséquences des fléaux naturels sur l'économie de l'Afrique appellent un parallèle avec les pays de l'Asie du Sud-Est et notamment avec le Bangladesh, littéralement dévasté par des inondations. Ces catastrophes peuvent d'autant moins être ignorées que des bouleversements politiques récents en sont la conséquence directe : éviction du président Hamani Diori par une junte militaire, en avril dernier au Niger, et destitution de l'empereur Hailé Sélassié par l'armée éthiopienne en septembre. Cependant, au-delà de circonstances momentanées qui appauvrissent davantage le tiers-monde africain et en ébranlent les structures politiques, il ne faut pas oublier les servitudes qui pèsent de façon permanente sur l'ensemble des économies africaines : sécheresse ou aridité excessives, pluviométrie trop abondante ou trop faible, sols arables insuffisamment étendus et en voie de dégradation accélérée, éloignement parfois considérable des côtes par rapport aux zones de production.

L'égocentrisme forcené du monde développé

Comme la géographie, l'histoire a eu des effets maléfiques sur le développement du continent noir. La traite des *esclaves*, le pacte colonial et l' « exclusif » (4), certains excès de la colonisation, incitent beaucoup de nationalistes africains à penser que le monde développé doit aujourd'hui « de justes réparations » aux Etats du tiers-monde. C'est ce qu'exprimèrent brutalement des hommes comme Frantz Fanon, lorsqu'il affirma : *« Pendant des siècles, les capitalistes se sont comportés dans le monde sous-développé comme de véritables criminels de guerre... L'Europe est littéralement la création du tiers-monde. Les richesses qui l'étouffent sont celles qui ont été volées aux peuples sous-développés...* » (5).

Actuellement, les pays nantis conservent une attitude d'autant plus intransigeante vis-à-vis de leurs partenaires africains que leurs propres paysannats se trouvent parfois en concurrence avec ceux d'Afrique noire. Le phénomène est particulièrement net sur *le marché de* l'arachide, produit que concurrencent sévèrement le soja européen et américain, le tournesol soviétique et le colza canadien.

L'hégémonie exercée par les grandes sociétés capitalistes rappelle de manière étonnante *le pacte colonial* et ses abus, les pays développés ayant tendance à considérer l'Afrique comme un vaste réservoir de matières premières au sein duquel ils peuvent puiser en fonction des besoins de leurs seules industries. Cette attitude explique que l'industrialisation du continent noir ne soit encore qu'embryonnaire.

L'Afrique continue, depuis le dix-neuvième siècle, à rester une zone économique d'intérêt marginal. Seule la République Sud-Africaine attire un volume important de capitaux étrangers, les autres Etats africains ne recueillant que des investissements relativement modestes, eu égard à l'étendue parfois considérable de leurs ressources potentielles. La crainte du risque politique incite les grandes sociétés à porter leurs efforts sur les pays qui, tels la Côte-d'Ivoire, le Gabon ou le Zaïre ont résolument opté pour le capitalisme libéral.

Au demeurant, les rapatriements de capitaux sont très importants, surtout dans les Etats africains francophones où la liberté des transferts est totale. En 1970, 18 milliards de francs C.F.A. avaient fui le Gabon au seul titre des rapatriements de capitaux, et le président Bongo a limité sérieusement l'hémorragie, en particulier en obligeant toutes les entreprises étrangères à acquérir ou construire des immeubles dans son pays. Un document de l'U.N.C.T.A.D. cite, à propos de la Côte-d'Ivoire, une estimation du montant des fonds rapatriés qui s'élève, pour 1970, à 135 millions de dollars. Cette situation s'explique en partie par la présence d'importantes minorités étrangères dont l'activité est directement liée à la poursuite de l'expansion économique, supportée dans le secteur industriel et dans le domaine de l'assistance technique. Cette présence étrangère est de moins en moins facilement admise comme en témoignent les mesures d'expulsion prises en Ouganda à l'encontre des Asiatiques en 1972.

Les emprunts souscrits à l'extérieur ont souvent fait l'objet de conditions draconiennes dépassant les capacités raisonnables d'endettement du pays. La volonté des Africains de se développer vite pour rattraper les retards structurels, notamment en préférant l'industrialisation à la modernisation de l'agriculture aggrave l'endettement. C'est ainsi que, selon un rapport de la commission économique pour l'Afrique des Nations unies, *« le total de la dette extérieure de l'Afrique serait passé de 3 300 millions de dollars en 1960 à 8 700 millions de dollars en 1967 »*. Et ce rapport précise *« A ces dettes s'ajoutent les intérêts, évalués en 1968 à 6,4 %, des exportations totales de produits. En faisant des comptes, on trouve que le paiement des dettes (capital et intérêts) atteint actuellement presque le quart des exportations totales de biens et services que l'Afrique fournit, soit 24 %. L'Afrique est loin de réaliser des bénéfices équivalant à 24 % sur ses exportations; alors où va-t-on trouver l'argent pour payer les créanciers ? »*

De sérieux thèmes d'espérance

Cependant, en dépit de l'immensité du chemin qu'ils devront encore parcourir pour arracher leur pays au sous-développement, les Africains ont d'ores et déjà de sérieux thèmes d'espérance.

Certes, le secteur rural traditionnel reste prépondérant, surtout dans des Etats comme la Haute-Volta ou le Rwanda, la République Centrafricaine ou le Niger, mais l'Afrique noire continue à sortir progressivement de l'économie de traite, comme en témoignent l'augmentation globale de certaines productions, le succès des plans de diversification des cultures, la mise en exploitation de nouvelles ressources et de nouvelles terres, l'effort continu d'industrialisation.

Le développement industriel est amorcé non seulement au Zaïre et au Nigéria, mais également en Côte-d'Ivoire, au Gabon et au Cameroun. Des industries alimentaires, diverses entreprises de métallurgie légère, ont été réalisées dans ces différents Etats, et d'autres y sont en cours de réalisation, soit à l'échelle nationale, soit à l'échelle régionale. Le développement de la consommation d'énergie électrique, qui a augmenté de 6 % par an en moyenne dans les Etats francophones, est relativement modeste, mais, au Nigéria et au Zaïre, la mise en place de puissants ensembles industriels devant utiliser l'énergie hydro-électrique fournie par les fleuves Niger et Zaïre est en cours de réalisation.

L'existence du *« miracle économique ivoirien »* et celle du *« miracle économique gabonais »* constituent deux témoignages de ce que l'Afrique n'est pas irrémédiablement vouée à la misère et de ce que tous les Etats qui la composent ne sont pas obligatoirement « mal partis ». Cependant, ce double essor, à Abidjan comme à Libreville, est lié à la fois au maintien d'une certaine stabilité politique, à une option économique résolument libérale et au renforcement des liens de coopération avec l'étranger.

« Face aux pénuries et à l'inflation, les nations prospères devront peut-être, pour continuer d'accroître leur aide au tiers-monde, accepter de réduire provisoirement et dans des domaines limités un niveau de vie incroyablement élevé », n'a pas hésité à dire à M. McNamara devant l'assemblée des gouverneurs de la Banque mondiale. Il a ajouté :

« ... Le montant de l'aide financière supplémentaire qui permettrait à des centaines de millions d'êtres humains au niveau de pauvreté absolue de vivre dignement et de ne pas connaître la déchéance la plus abjecte est relativement minime : il ne représente que 2 % environ de l'accroissement de revenu réel auquel les pays riches peuvent s'attendre pour le reste de la décennie. »

Si l'appel de M. McNamara était entendu par ceux à qui il s'adresse, ce seraient moins les tiers-mondes eux-mêmes qui en tireraient profit que l'ensemble des pays nantis, dont l'égocentrisme forcené constitue une menace de plus en plus sérieuse pour la paix mondiale.

FIN

(1) *Le Pillage du tiers-monde*. Maspero, 1965.

(2) 1 franc C.F.A. = 0,02 franc.

(3) Numéro 33 de *l'Echo d'Afrique* du 19 septembre 1974.

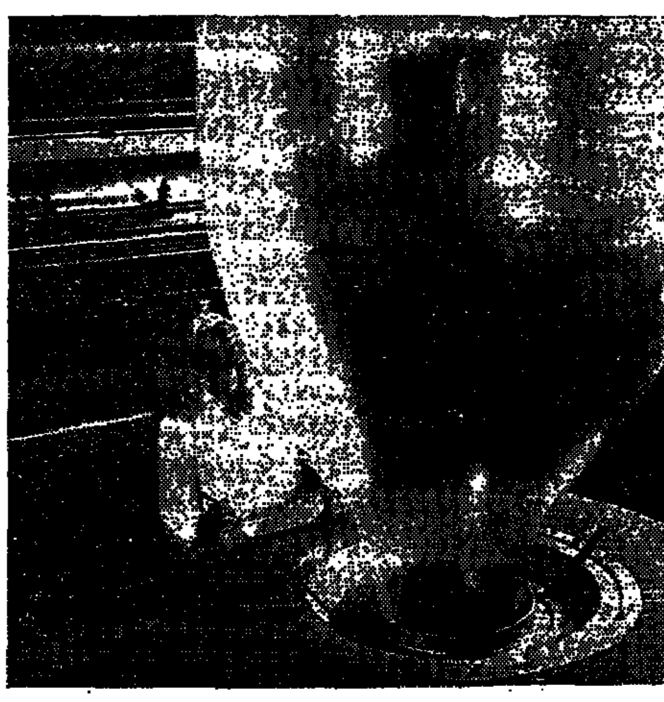
(4) Le système du pacte colonial consistait à réserver à la métropole la totalité du commerce colonial et l' « exclusif » entraînait le monopole du pavillon pour tous les transferts maritimes. Choiseul résumait cette situation en une courte formule : *« Des nègres et des vivres pour les nègres, voilà toute l'économie coloniale. »*

(5) Fanon : *les Damnés de la terre*. Maspero, Paris, 1961.



Vous avez besoin de beauté pour mieux être, nous aussi.
C'est d'ailleurs une des exigences de notre métier.
Les chercheurs de BASF sont des hommes et des femmes comme les autres : ils ne veulent pas d'un monde sans beauté.
Ils découvrent des molécules, produisant ainsi les substances nouvelles qui transforment notre environnement.
Ils créent les matières colorantes et les matières plastiques pour que demain la beauté se voie.
Ils perfectionnent les supports magnétiques pour que demain la beauté s'entende.
Ils inventent les produits qui demain protégeront les plantes et embelliront la nature.
Aujourd'hui, ces matières colorantes, ces matières plastiques, ces supports magnétiques et ces produits pour l'agriculture sont créés, fabriqués, distribués dans le monde entier par BASF.
Chaque jour, à BASF, ces hommes et ces moyens contribuent à l'amélioration de la qualité de votre vie.

Pour nous, la chimie est aussi au bout du compte une affaire de beauté.



Compagnie Française BASF
140, rue Jules-Guesde
92303 LEVALLOIS

Une recherche permanente du mieux-être

BASF

RV conseil

IALE

NDES

de Cham

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Veillée d'armes en Lorraine

(Suite de la première page.)

..e plan Bettencourt, en 1968, ..a les accords de Forbach, ava-..s en 1971 par trois syndicats, ..exclusion de la C.G.T. et de C.F.D.T., ont sacrifié Faulque-..nt, comme ailleurs on a sacrifié ..nt-Florent-sur-Auzonnet et ..utres puits des Cévennes.

Pas rentable, notre mine ? ..st faux, et nous le prouve-..s ! » C'est un vieux travailleur .. harangue soudain ses cama-..es, d'une voix cassée par trente .. de fond : « *Hein, les gars ! ..nte ans de fosse, ça n'arrange .. mon accent lorrain !* » Il veut ..er « *pour les jeunes, pour ceux .. démarrent au salaire mensuel ..1225,70 francs et qui veulent ..r en France* ». C'est pour cela ..l a refusé sa mutation à Marie-... « *A mon âge, je n'ai plus .. à perdre, mais pour les jeu-..c'est différent. Ils vont passer .. terre les deux tiers de leur ..ence. Pourquoi devraient-ils, .. plus, perdre deux ou trois ..res par jour dans les transports ..r aller travailler ailleurs ? Ou .. devront-ils quitter ce pays ..ls aiment, que nous aimons ..s ?* »

..e village est derrière la col-.. : un paysage à la Benjamin ..ier. Au bout des champs qui ..tonnent, les fermettes émer-.. des bosquets, non loin du ..her qui, l'autre semaine, a ..né le tocsin. De riantes cités ..vrières, construites par les ..illères, modifient à peine la ..cture campagnarde de cette ..lité de 5 000 habitants, peu ..ichée, jusqu'à présent, par ..de frontalier. A Faulquemont, .. personne sur dix travaille .. la mine. Une cinquantaine ..ement s'en vont chaque jour, .. un car venu d'Allemagne, ..cher dans les charbonnages ..ois les salaires pratiquement ..bles que leur assure le taux du ..ge. Les autres cherchent à ..ployer sur place, mais répon-dent rarement aux annonces placardées sur toutes les aubettes d'autobus du département : « *Jeunes de dix-sept à trente ans, les Houillères lorraines embauchent !* » En effigie, un visage de mineur, casqué comme un soldat, le regard comme fixé sur la ligne bleue des Vosges. Les Houillères embauchent, mais ailleurs : à Forbach, à Marienau et surtout à Merlebach, Simon et Wendel, les trois sièges de l'Est jugés les plus productifs. Un contingent de six cents travailleurs marocains doit compenser, d'ici l'an prochain, l'apparente désaffection des Français pour ce « *métier d'avenir* ».

« *Pas productif, Faulquemont ? Allons donc ! La crise du pétrole a modifié l'équilibre du marché énergétique, vous le savez bien !* » MM. Claude Schmitt, représentant du personnel C.G.T. au comité d'établissement des Houillères, Arthur Legendre, délégué C.F.D.T., et Marcel Quentin, conseiller municipal (sans étiquette), passent la nuit avec les mineurs. Ils nous lancent des chiffres qui s'appuient sur une étude réalisée au début d'octobre par la C.F.D.T. : la valeur de la thermie-charbon, à Faulquemont, pour un flambant très sec, est de 2,4 centimes, alors que celle du fuel est de 3,5 centimes ; l'amortissement des investissements nécessaires pour une reprise de l'exploitation à l'étage 960 avant deux ans serait moins important qu'à Merlebach : il suffirait de 30 millions de francs, amortissables en huit ans, alors qu'à Merlebach on va investir 120 millions de francs pour n'exploiter que dans dix ans la première tonne de charbon à l'étage 1 250. « *Tout cela*, concluent les syndicalistes, *c'est de la gabegie. Quant aux problèmes de main-d'œuvre, il suffit de revaloriser les salaires de la profession : on verra alors revenir les vingt mille frontaliers qui travaillent en Allemagne. Raison de plus pour continuer notre action !* »

Tout le monde, en Moselle, s'accorde à penser que cette affaire, quelles qu'en soient les motivations syndicales, voire politiques, dépasse le cadre régional. La lutte pour le maintien en activité de Faulquemont débouche ainsi brusquement sur une revendication plus large portant sur la revalorisation du métier de mineur et sur l'accroissement de la production charbonnière : actuellement 10 millions de tonnes en Lorraine, qu'il s'agirait, selon le vœu des syndicats, de porter à 12 millions de tonnes, ce qui impliquerait le sauvetage de Faulquemont et même la réouverture du charbonnage de Sainte-Fontaine, fermé le 1er janvier 1972.

La direction des Houillères ayant opposé une fin de non-recevoir à ces nouvelles propositions, les heures qui viennent apparaissent comme une veillée d'armes pour les mineurs. « *S'il le faut*, nous disait M. Blatt, secrétaire général de la fédération des mineurs C.F.D.T., *nos camarades iront jusqu'à la grève générale en Lorraine.* » A côté de lui, M. Schmitt, désignant dans le vaste vestiaire les défroques de travail, mannequins immobiles, suspendus par centaines au plafond, ajoutait : « *Tout est prêt pour la descente. Nous ferons tout pour reprendre le boulot.* »

Comme tant d'autres ici, le porion Schmitt est atteint aux entrailles par la menace qui pèse sur sa mine — une « fosse » où son propre frère et quelques autres parents ou amis, depuis 1936, ont laissé leur vie.

Sur place, l'unité d'action

..ais combien de temps pour-..-ils tenir, sur le carreau de ..lquemont ? Dans les cinq com-..es du district, certes, la soli-..té se développe, soutenue par ..artis de gauche et les muni-..lités directement intéressées .. maintien d'une exploitation .. la disparition se solderait, ..ment-elles, par la perte de ..ers d'emplois, alors que les ..s efforts d'industrialisation, ..en charge avec l'aide des ..illères, n'ont permis de créer, .. jour, que six cents emplois. ..s mineurs de Faulquemont seront-ils, pour autant, suivis par leurs collègues des autres régions et par les états-majors syndicaux ? Sur place, l'unité d'action est incontestable, malgré le faux pas que constituait peut-être un appel à la grève de vingt-quatre heures lancé par la C.F.D.T. et qui fut jugé prématuré par la C.G.T. L'intervention quelque peu brutale des forces de l'ordre, le 18 octobre dernier, a pourtant cristallisé le mécontentement de la population et l'exaspération des travailleurs isolés dans ce combat, au départ très localisé.

JEAN BENOIT.

EMPLOI

DES LICENCIEMENTS SONT ENVISAGÉS CHEZ TRAILOR A LUNÉVILLE

(De notre correspondant.)

Nancy. — Une menace de trois à quatre cents licenciements plane sur les quatorze cents salariés de l'entreprise Trailor, premier constructeur européen de semi-remorques et de containers, implanté depuis 1968 à Lunéville (Meurthe-et-Moselle). Lors d'un récent comité central d'entreprise à Paris, la direction générale de Trailor avait fait part d'une chute des commandes, du gonflement des stocks (mille cent véhicules à Lunéville) et d'une nécessaire compression des effectifs.

Le samedi 26 octobre, une réunion de travail a rassemblé autour du préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Rochet, le président-directeur général et les représentants syndicaux de Trailor ainsi que les conseillers généraux de l'arrondissement. Selon M. Rochet, un plan de sauvegarde de l'emploi a été mis en place. Il prévoit une mise en retraite pour cent personnes, un stage de formation professionnelle pour trente d'entre elles et un réemploi — avec salaire équivalent — dans une entreprise nancéenne située à 30 kilomètres pour cinquante. Vingt autres personnes seraient assurées de retrouver un emploi sur place. Pour une centaine de salariés menacés, le préfet a indiqué qu'il n'y avait pas encore de solution définitive en vue.

Rappelons que le nom de Trailor avait été avancé pour une reprise d'une partie des activités de Titan-Coder.

REPRISE DU TRAVAIL ..'USINE BAIGNOL ET FARJON DE SAMER

(De notre correspondant.)

..lle. — En grève depuis le ..septembre dernier, les deux .. quatre vingt-dix ouvriers ..l'usine Baignol et Farjon ..rique de crayons) de Samer ..s-de-Calais) ont décidé de ..endre le travail lundi 28 octo-..

..e long mouvement, avec occu-..on des locaux, avait pour ori-.. une nouvelle organisation de ..roduction entre les usines de ..logne-sur-Mer et de Samer. .. travailleurs de cette dernière ..e, soutenus par la C.F.D.T., ..posèrent vigoureusement à .. opération, craignant de .. supprimer les emplois sur ..e, en dépit des engagements ..a direction.

..nalement, un accord est inter-.. le dimanche 27 octobre : .. effectifs de l'unité de Samer ..eront pas inférieurs à 38 % .. l'effectif total de la société ..nol et Farjon à compter du ..anvier 1976 et seulement « *si .. est justifié* ».

..ans ce singulier conflit, où ..n licenciement n'était en ..e, les salariés de l'usine de ..logne n'ont pas suivi ceux de ..er et ont même organisé un ..é, en ville, le 23 octobre pour ..mer « *la liberté du travail* » .. motion votée à cette occa-.. faisait valoir que, la garantie .. l'emploi étant assurée, « *la ..rtition des effectifs entre les .. usines doit répondre à des ..ratifs économiques pour ..ler la compétitivité de la so-..é* ».

Faits et chiffres

● LE DEFICIT COMMERCIAL DE LA FRANCE A L'EGARD DE L'ALLEMAGNE FEDERALE a atteint 8,15 milliards de francs au cours des huit premiers mois de 1974, contre 3,32 milliards durant la même période de 1973, soit une augmentation de 145,5 %. Les exportations françaises se sont élevées à 25,08 milliards, et les importations à 33,23 milliards de francs. Selon la chambre officielle franco-allemande de commerce et d'industrie, le déficit français pourrait atteindre 11 milliards de francs en 1974 (6,77 milliards en 1973).

● DE NOMBREUX SECTEURS DE L'ECONOMIE DUNKERQUOISE devaient être affectés ce lundi 28 octobre par la journée de revendications qui a été organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T. Le trafic maritime devait se trouver suspendu pendant vingt-quatre heures à partir de 8 heures, du fait de l'arrêt de travail des éclusiers, tandis que les dockers devaient débrayer. Les syndicats des agents de service de l'éducation nationale, des P.T.T. (y compris F.O.), de la sidérurgie et de la métallurgie, devaient également s'associer au mouvement.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

APRÈS LES INCIDENTS DE VENDREDI

Le CID-UNATI annonce qu'il rompt les contacts avec le ministère du commerce et de l'artisanat

Le CID-UNATI a décidé de rompre les contacts, « à tous les échelons », avec le ministère du commerce et de l'artisanat, en signe de protestation contre le refus de M. Vincent Ansquer de recevoir vendredi après-midi 25 octobre une délégation du mouvement et contre « la violente intervention » de la police à l'égard des militants qui occupaient la cour de ce ministère. Cette décision, prise dimanche 27 octobre par la direction collégiale du CID-UNATI, a été annoncée par son nouveau secrétaire général, M. Etienne Régnier.

Rappelons que vendredi, deux cents à trois cents manifestants avaient envahi le ministère du commerce et de l'artisanat et que le premier ministre, M. Chirac, s'étant rendu lui-même sur place, avait donné des ordres pour que les forces de l'ordre dégagent le ministère. M. Chirac avait qualifié « d'individus irresponsables et agités » les manifestants du CID-UNATI. Cette déclaration est considérée par les intéressés comme « une insulte et une intimidation ».

Quant à M. Ansquer, son attitude est jugée par M. Etienne Régnier comme « injurieuse envers les commerçants et artisans qui, aux prises avec des difficultés économiques graves, étaient venus lancer un véritable appel au secours ».

CONJONCTURE

M. PONIATOWSKI : l'économie française surpassera celle de l'Allemagne fédérale avant dix ans.

New-York *(A.F.P.)*. — La France surpassera économiquement l'Allemagne fédérale dans moins de dix ans, a affirmé le ministre de l'intérieur français, M. Poniatowski, à l'hebdomadaire américain *Newsweek*. M. Poniatowski déclare notamment : « *En 1964, les gens riaient quand Giscard disait que nous rattraperions l'Angleterre en matière de capacité industrielle. En 1969, nous y sommes parvenus, et, sur la base de prévisions, nous dépasserons l'Allemagne dans sept à neuf ans. Il est difficile de fixer une date exacte, mais nous y parviendrons aussi.* »

Evoquant l'unité européenne, le ministre estime que des progrès seront réalisés « *dans les années à venir* ». « *Seul un pays ayant une forte structure économique, des moyens financiers, un poids politique et une force militaire peut donner à l'Europe sa chance*, estime-t-il. *En fait, à présent, deux pays seulement sont en mesure de donner à l'Europe une chance d'exister. Ainsi, c'est très vraisemblablement autour de ces deux pays que l'Europe se construira. Mais nous en sommes loin, parce que l'Europe continue d'hésiter.* » Elle hésite, ajoute M. Poniatowski, « *entre la poussée américaine, l'attraction de l'Ostpolitik, la tentation soviétique* ».

Pour M. Poniatowski, l'unité européenne se développera « *contre l'extérieur* ».

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	8 3/8	9 3/8	8 1/2	9 1/2	15	19
1 mois	9 3/8	9 7/8	8 3/4	9 1/4	8 3/8	8 7/8
3 mois	9 7/8	10 3/8	9 3/8	9 7/8	9 3/8	9 7/8
6 mois	9 7/8	10 3/8	9	9 1/2	9	9 1/2

LIAISONS SOCIALES *

à ses abonnés

..n raison de la grève décidée .. les Centres de Tri des ..T., nos abonnés ne pourront, ..visoirement, recevoir nos ..letins quotidiens d'informa-..n et de documentation que ..s sommes dans l'impossi-..té d'acheminer. Dès la fin du ..uvement nous posterons « les ..isons sociales » en regrou-..t, sous une même enveloppe, ..x journées de parution pour ..liter le travail des services ..taux. Ceux de nos abonnés .. Paris ou de la région pari-..ne qui le souhaiteraient, ont .. possibilité de faire prendre à .. bureaux les plis qui leur ..t destinés.

..4, avenue de la République, 75541 PARIS CEDEX 11. Tél. 805-91-05 Métro République.

(Publicité)

FORMATION PERMANENTE

UNIVERSITÉ PIERRE ET MARIE CURIE

Le matériel scientifique considérable existant à l'université est mis à la disposition de la formation permanente pour assurer un

ENSEIGNEMENT D'ÉLECTRONIQUE PRATIQUE

1 h. 30 de cours et exercices, 4 heures de travail pratique au laboratoire chaque semaine.

Niveau baccalauréat grâce à un enseignement préparatoire de mathématiques et d'électricité

DEBUT DES COURS : 4 NOVEMBRE

— Electronique générale : transistors, circuits intégrés ;

— Logique électronique : les circuits utilisés dans les ordinateurs.

Secrétariat de la Formation Permanente de l'Université Pierre et Marie-Curie (Paris VI)

Tour administrative (13e étage), 4, place Jussieu, 75230 Paris Cedex 05.

Tél. : 633-10-32.

BONS du TRESOR à 5 ans

émis du 1er juillet au 31 décembre 1974

Taux de rendement actuariel (avant impôt)

9%

Bons à deux années d'intérêt payables d'avance et trois années d'intérêt payables au moment du remboursement

Bons à cinq années d'intérêt payables au moment du remboursement

BT 40

une suggestion pour vos repas d'affaires

le restaurant club QBG

Un parfait équilibre obtenu par l'alliance d'une ambiance raffinée, celle d'un club confortable, et de la valeur gastronomique d'une très bonne table.

Au cœur du quartier Opéra, le Q B G est le rendez-vous de ceux qui cherchent à faire partager une certaine notion de confort et de qualité.

• le restaurant, le bar,

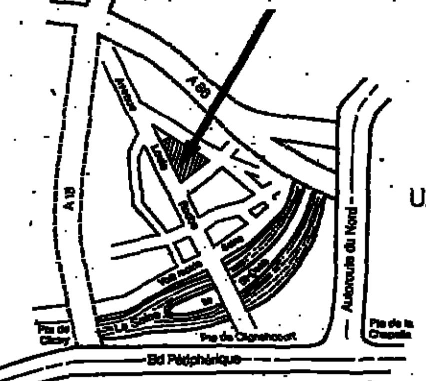
• salons pour réunions, cocktails ou banquets.

Monsieur GOUJAT, le Directeur, vous reçoit et vous conseille.

Le Q B G 3, rue Taitbout - Paris 9e - Tél. : TAI. 82.78

A louer, au meilleur emplacement

LES DERNIERS ENTREPOTS DE GENNEVILLIERS



Sur l'avenue Louis Roche, principale artère de Gennevilliers, nous construisons le "Centre de Distribution de Gennevilliers". 30.000 m2 d'entrepôts offrant un niveau élevé de prestations : chauffés, éclairés, sprinklérisés. Avec bureaux administratifs et parkings. Une voie ferrée intérieure relie chaque lot à la S.N.C.F. Lots de 250 m2 à 4.000 m2. Livraison : Eté 1975.



GIM Engineering et Commercialisation
1 et 3, rue des Pyramides 75001 Paris
Télex : GIM 68320 F.
Téléphonez : Jean Chantoux 260.31.03

Permis de Construire obtenu le 5 Août 1974.

SERC Publicité A

Paris 8e, au cœur du Paris des affaires.

48, rue de Miromesnil (métro "Miromesnil" à 50 m)

il reste encore 700 m2* de bureaux neufs à louer.

* divisibles à partir de 100 m2.

HERRING DAW 63, rue Pierre Charron • 75008 PARIS • tél. : 256.11.10

LA VIE ÉCONOMIQUE

BILLET

Un système d'aide au logement qui accentue les inégalités

Face aux menaces qui pèsent sur la construction et devant le silence des mal-logés, eux qui « ne barrent pas les routes », *l'Union nationale des H.L.M. a pris l'initiative d'organiser des* « journées nationales pour une politique sociale du logement ».

La première réunion se déroule le mardi 29 octobre à la Maison de la chimie, à Paris, en présence de représentants des collectivités locales, des syndicats ouvriers, des entreprises et des usagers. Elle doit donner naissance à cinq groupes de travail portant respectivement sur les besoins en logements, les orientations sociales, le financement, l'habitat de demain et les exemples étrangers. De ces études, qui devraient être menées à bien dans un délai de trois mois, naîtrait, en mars prochain, un Livre blanc, qui pourrait, le cas échéant, alimenter un débat parlementaire.

Dans un document introductif de vingt-quatre pages, l'Union des H.L.M. fait justice, chiffres à l'appui, d'un certain nombre d' « opinions sommaires » *concernant le logement. Certes, souligne-t-elle, l'aide publique a progressé à* « un rythme rapide » *depuis plusieurs années, mais elle est devenue de moins en moins sociale, s'étant surtout développée* « au bénéfice des logements chers ».

Cette dégradation de l'aide, aggravée par l'absence de politique foncière, a ainsi engendré un habitat « multiplicateur d'inégalités sociales », *à l'encontre de ce qui se passe dans de nombreux autres pays industriels. Un exemple : les H.L.M. sont devenues très difficilement accessibles à ceux à qui elles sont en principe destinées, alors que le relèvement de 50 % du plafond de déduction fiscale des intérêts versés au titre d'un emprunt immobilier concerne principalement ceux qui disposent de revenus élevés.*

De même, la construction s'est « massivement » *accrue au cours de ces dernières années, et le problème du logement est réglé,* « mais pour les plus favorisés... On a construit et on construit de plus en plus pour les classes aisées ». *De 1968 à 1973, la construction H.L.M. a progressé de 20 % en nombre de logements, alors que le secteur non aidé a augmenté de 60 %. Or, tandis que près de quatre millions de ménages vivent en état de surpeuplement,* « la nécessité de construire plus et mieux demeure et demeurera longtemps en France un problème actuel et aigu ».

Enfin, au nom de la lutte contre l'inflation, et à cause « de certaines franges » *de la construction qui* « ont pris un tour débridé et malsain », *le gouvernement a décidé de freiner ce secteur économique comme les autres, ce qui peut s'avérer dangereux.*

« D'ores et déjà, *note l'Union des H.L.M.,* un refroidissement sensible du bâtiment est acquis pour 1975... Même si la construction sociale était épargnée, le recul dépasserait sans doute cent mille logements » *l'an prochain. Il est à craindre qu'en frappant* « sans discernement » *le logement, on ne puisse avant longtemps redresser le tir, tout en introduisant dans l'économie un* « redoutable facteur de rigidité ».

Il faut au contraire saisir l'occasion, non pas pour procéder à de nouvelles « retouches » *du système de financement comme le gouvernement s'apprête à le faire, mais pour définir une* « autre » *politique de l'habitat et de l'urbanisme.* « Nous voulons, *a déclaré récemment M. Robert Lion, délégué général de l'Union des H.L.M.,* aller aussi loin que possible, n'excluant pas le problème politique ». — M. B.

AGRICULTURE

DES ÉLEVEURS DE LA RÉGION DE TOULOUSE SÉQUESTRENT LES REPRÉSENTANTS D'UNE ENTREPRISE LAITIÈRE

De notre correspondant

Toulouse. — Trois membres de la direction d'une société laitière toulousaine, la SOLAI-SUD, ont été séquestrés durant la nuit du *vendredi 25 au samedi 26 octobre*, et une partie de la journée du 26 octobre, par les délégués de l'Union des groupements de producteurs de lait de la Haute-Garonne, du Tarn et de l'Ariège, dans le château de Bruguières, aux environs de Toulouse.

MM. Bertrand, directeur adjoint de SOLAI-SUD ; Houyau, secrétaire général, et Tallavignes, chef du service des achats et de la production, s'étaient rendus au château de Bruguières pour y rencontrer les producteurs, afin d'engager avec eux des négociations sur le prix du lait. Aucun accord n'étant intervenu vendredi, à *18 heures, la réunion se poursuivit* dans la soirée, sans résultat. Lorsque les représentants de SOLAI-SUD voulurent se retirer, les éleveurs les en empêchèrent.

Les trois « otages » ont été libérés samedi, en fin d'après-midi, après une intervention, qualifiée de symbolique, de la gendarmerie.

Le conflit entre les éleveurs et la SOLAI-SUD porte sur le prix du lait en hiver. L'arbitrage du Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (C.N.I.E.L.) pourrait être demandé.

CADRES
QUI SOUHAITEZ CHANGER OU AMELIORER VOTRE SITUATION
George V Orientation
organisme français de CONSEILS EN CARRIERES
peut vous aider à le faire dans les meilleures conditions
G V O
7, rue Marbeuf - 75008 PARIS
BAL. 59-75 - BAL. 56-25

COMPTABILITE DE GESTION
OBBO
• Supprime les reports
• Donne la position des comptes en quelques minutes
• Permet une situation permanente de l'entreprise
• Facilite la gestion de l'entreprise.
OBBO
LA COMPTABILITE ADAPTEE AUX EXIGENCES DE LA GESTION MODERNE
OBBO
9, Rue de Maubeuge Paris 9e
Tél. 878-25-50 878-25-06
Je désire une documentation complète sur la comptabilité OBBO
M .... Fonction ....
Société ....
Adresse ....
.... LM 104

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE BABCOCK FIVES

COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET FINANCIERE BABCOCK FIVES

La situation établie au 30 juin 1974 fait apparaître un résultat provisoire bénéficiaire, après amortissement, provisions et impôt, de 44 millions 851 000 francs.

Ce résultat comprend le dividende encaissé en juin dernier de Fives-Cail Babcock pour 14 396 000 francs, étant rappelé qu'en 1973 le dividende de Fives Lille-Cail distribué au titre de l'exercice 1972 avait été enregistré au mois de décembre pour 8 400 000 francs. Il prend en compte, d'autre part, pour 27 760 000 francs, le solde de la plus-value à long terme dégagée pour la plus grande partie par la vente, au début de l'année, de l'immeuble de la rue La Boétie, solde dont l'affectation n'a pas encore fait l'objet d'une décision.

SOCIÉTÉ FIVES-CAIL BABCOCK

Les commandes enregistrées depuis le début de l'année dépassent, au 20 octobre 1974, le chiffre de 1 milliard 900 000 000 de francs (hors taxes), montant se comparant au chiffre de 1 milliard 268 millions de francs atteint pour l'ensemble de l'année 1973. La fraction des commandes de 1974 destinées à l'exportation représente près de 70 %.

Parmi les plus importants ou les plus significatifs des enregistrements de 1974, on peut relever :

— Pour l'industrie sucrière :
une sucrerie de 2 500 tonnes de cannes par jour au Maroc ;
une sucrerie de 2 000 tonnes par jour au Venezuela ;
les matériels principaux d'une sucrerie de 2 000 tonnes par jour au Gabon ;
l'extension à 5 500 tonnes de cannes par jour d'une sucrerie en Bolivie (en association avec la filiale brésilienne) ;
l'engineering et les matériels essentiels d'une sucrerie de 2 000 tonnes par jour au Pakistan ;
des matériels de broyage de cannes et des centrifuges pour des sucreries en Égypte ;
quatre installations de diffusion continue de betteraves (dont une d'une capacité de 10 000 tonnes par jour) pour des sucreries françaises.

— Pour l'industrie du ciment :
une cimenterie de 1 500 tonnes par jour pour l'Irak ;
une cimenterie de 700 tonnes par jour pour l'émirat de Sharjah (en consortium avec une entreprise de génie civil) ;
les équipements d'une cimenterie de 750 tonnes par jour au Brésil ;
un four de 600 tonnes par jour commandé par une entreprise japonaise à destination de l'émirat d'Abu Dhabi.

— Pour la sidérurgie :
trois installations de coulée continue de l'acier pour la métropole, le Pérou et la Belgique ;
l'atelier d'enrichissement de minerai de fer de l'usine sidérurgique de Las Truchas au Mexique ;
la fourniture, dans le cadre d'un consortium franco-allemand, du gros matériel mécanique d'un train de laminage à fers marchands, d'une capacité de 850 000 tonnes par an, pour le complexe de Huta Katowice en Pologne ;
un convertisseur de 80 tonnes par jour pour la production d'aciers inox par le procédé A.O.D. (insufflation d'argon et d'oxygène).

— Pour la production d'énergie :
deux générateurs de vapeur de 2 090 tonnes par heure pour les centrales de 700 MW d'Aramon d'E.D.F. ;
quatre chaufferies de 720 tonnes de vapeur par heure pour une centrale thermique au Koweït.

— Dans le secteur de la manutention continue :
une installation de manutention portuaire de charbon en Afrique du Sud ;
un appareil de mise à bord de minerai de fer au port de Narvik en Norvège.

— Dans le domaine nucléaire :
des dispositifs pour la mise en place de barrières poreuses, parmi les premières commandes destinées à l'usine d'Eurodif.

Sur le plan des structures commerciales, l'année a été marquée par la création de la société Chaudières normalisées Babcock qui assure maintenant la construction et la vente des chaudières de petites puissances.

IMMOBANQUE

Au titre du troisième trimestre de l'exercice, le montant des loyers acquis par la société s'est élevé à 21,10 millions de F T.T.C., contre 12,50 millions de F T.T.C. pour la même période de l'année précédente, soit une progression de près de 69 %.

Depuis le début de l'année, Immobanque a conclu 11 nouvelles opérations (10 en crédit-bail et 1 en location simple), ce qui porte à 81 le nombre des programmes initiés par la société (76 en crédit-bail et 5 en location simple).

En outre, les négociations actuellement en cours devraient aboutir à la signature d'une dizaine d'opérations avant la fin de l'année.

Compte tenu de l'achèvement de 18 immeubles, le patrimoine en exploitation comprend 67 unités (64 en crédit-bail et 3 en location simple), représentant un montant d'immobilisations de 394,8 millions de francs (contre 301 millions de francs au 31 décembre 1973).

Avant le 31 décembre 1974, plus de 10 nouveaux immeubles, destinés pour la plupart au crédit-bail, seront réceptionnés, portant ainsi les immobilisations en exploitation à un montant nettement supérieur à 400 millions de francs.

Ces éléments laissent supposer que la société sera en mesure de proposer la distribution d'un dividende en augmentation par rapport à celui qui avait été distribué l'an dernier (11,10 F par action de 100 F nominal).

LES ÉLECTRICIENS DE FRANCE

Ets Jules Verger et Delporte

S.A. capital 21.602 700 francs

Les résultats obtenus pendant les sept premiers mois de l'exercice ont été examinés par le conseil d'administration qui s'est réuni le 21 octobre 1974.

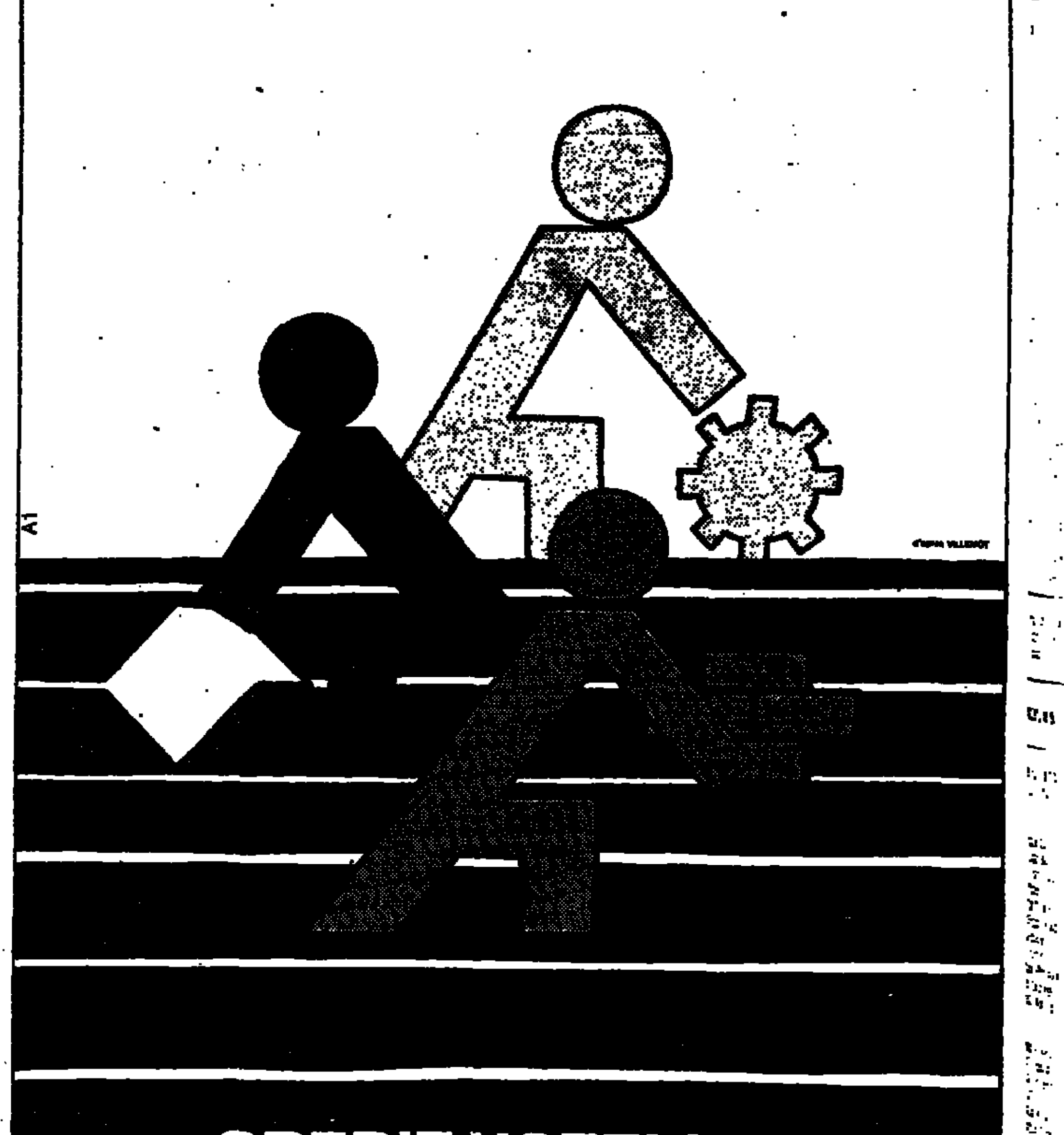
Le chiffre d'affaires hors taxes a atteint 145 558 058 F, marquant une augmentation de la production de 25 % sur la période correspondante de 1973.

Le bénéfice d'exploitation ressort, après 1 821 318 F de dotations normales aux amortissements, provisions et à la part du travail, à 1 735 307 F, ce chiffre étant porté à 2 105 378 F compte tenu des profits et pertes.

Ces résultats traduisent le niveau satisfaisant de l'activité de l'entreprise pendant cette première période de sept mois ; ils confirment les prévisions avancées lors de l'assemblée générale du 24 juin 1974.

Les perspectives pour les cinq mois restant à courir pendant l'exercice sont comparables et laissent présager des résultats du même ordre que ceux qui ont été enregistrés au 31 juillet.

1974
EMPRUNT PTT
CLÔTURE SANS PRÉAVIS
11,40 %
SOUSCRIVEZ
dans tous les bureaux de poste
chez les comptables du Trésor
ou par l'intermédiaire
des centres de chèques postaux



Pour 420 f. le m² dans Paris:
Enfin des bureaux à louer qui ne sont pas à moitié finis !
Trop de bureaux à louer ne sont en fait que des dalles de béton avec des ascenseurs au milieu : *tout reste à installer avant de pouvoir y travailler.* Les travaux peuvent coûter jusqu'à un an de location.
Evolution, c'est différent. C'est déjà aménagé et livrable immédiatement. Arrivez quand vous voulez, il ne manque plus que vos meubles.
Les niveaux sont divisibles par lots à partir de 80 m² jusqu'à 900 m². Climatisation. Restaurant inter-entreprises. Parking de 160 places.
Deux stations de métro (Danube et Ourcq), 3 lignes d'autobus. Le périphérique vers les autoroutes A1 et A3.
Téléphonez à Uffi 522.12.00
Evolution : vous avez tout, et vous êtes dans Paris.
Uffi TRANSACTIONS 37 rue de Rome 75008 Paris

LES MARCHÉS FINANCIERS

MATIÈRES PREMIÈRES

Cours des principaux marchés

du 25 octobre 1974

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebard) comptant 581 (588), à trois mois 599 (606,50) ; étain comptant 3 050 (2 975), à trois mois 3 050 (2 990) ; plomb 232 (230) ; zinc 351 (333,50). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 59,60 (57,50) ; aluminium (lingots) (inchangé) (39) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) (inchangé) (116-118) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) 260-265 (263-268). — Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 980 (975).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton déc. 43,40 (46) ; mars 44,40 (47,35) ; laine suint déc. 128 (134,50) ; mars 127,50 (134). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec) déc. 185 (inchangé) ; jute (en sterling par tonne) Pakistan, White grade C (inchangé) (317,50). — Anvers (type Australie en francs belges par kilo) : laine (inchangé) (150). — Roubaix (en francs par kilo) : laine nov. 17,80 (18,10). — Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute 480 (485).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. nov. 25-25,75 (27-27,70). — Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 133,50-134,50 (143-144).

DENRÉES. — New-York (en cents par l.) : cacao déc. 86,29 (86,80) : mars 78,40 (78,75) ; sucre disp. 41,50 (40) ; janv. 42,15 (40,74). — Londres (en livres par tonne) : sucre déc. 429,50 (416,90) ; mars 424 (408,50) ; café nov. 440 (476,50) : janv. 446 (483) ; cacao déc. 880 (873) ; mars (inchangé) (784). — Paris (en francs par quintal) : cacao déc. 964 (963) ; mars (inchangé) (918) : café nov. 505 (540) ; janv. 529 (557) ; sucre (en francs par tonne) déc. 5 100 (4 815) ; janv. 5 050 (4 820).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé déc. 528 (513) ; mars 546 (531) ; maïs déc. 363 (380) ; mars 373 (388).

LONDRES

Indécis

Le marché reste indécis à la veille du discours du trône, et les mines d'or reprennent leur hausse.

OR (ouverture) dollars) : 185 .. contre 183 .

VALEURS	CLOTURE 25/10	COURS 28/10
War Loan 3 1/2 %	21 1/8	21 1/8
Beechams	141 .	141 1/4
British Petroleum	277 ..	271 1/2
Shell	155 .	153 1/2
Vickers	89 ..	88 3/4
Imperial Chemical	160 ...	159 ..
Courtaulds	69 ...	68 1/4
De Beers	178 .	178 ...
* Western Holdings	30 3/4	31 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	90 ..	90 ...
* West Driefontein	40 ...	40 1/2

(*) En livres

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

EURAFRANCE. — Bénéfice net après provision et impôt de l'exercice clos le 30 septembre : 8,2 millions de francs. Au cours du précédent exercice d'une durée exceptionnelle de vingt et un mois, la société avait dégagé un profit de 9,2 millions. Dividende global de 13,50 F (inchangé) pour les actions anciennes et de 4,50 F pour les actions nouvelles provenant de l'échange des actions SOVAC. Mis en paiement le 18 décembre.

L'ORÉAL. — Bénéfice de la société et de ses filiales françaises et étrangères, avant impôts et participation, mais après déduction de la moitié de la majoration fiscale exceptionnelle et du bénéfice intra-groupe sur stocks au 30 juin : 137,8 millions de francs. Compte tenu de ces éléments exceptionnels et d'une consolidation comparable des résultats de Synthelobo, la progression atteint 10,8 %.

L'AIR LIQUIDE. — Résultats au 30 juin avant amortissements, provisions et plus-values de cession : 123,2 millions de francs (+ 18 %).

MATRA. — La situation provisoire au 30 juin fait apparaître un déficit légèrement supérieur à 5 millions de francs, résultant d'une passation de provisions de 22 millions représentant les avances faites à EMO.

BOUYGUES. — Bénéfice net semestriel : 10,9 millions de francs, après contribution exceptionnelle de 3,6 millions de francs, contre 11,9 millions de francs en 1973. Hors contribution, le bénéfice aurait été en progression de 22 %. Les commandes en carnet permettent de prévoir dès maintenant une activité soutenue pour 1975.

B. A. L. O.

Le numéro du 28 octobre publie notamment les insertions suivantes :

Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel (C.C.C.H.C.I.). — Émission d'un emprunt représenté par 400 000 obligations de 1 000 F, à 11,40 %, jouissance du 8 novembre 1974, remboursable au pair, selon la série, à la fin de la dixième ou de la quinzième année.

Société de développement régional du Nord et du Pas-de-Calais. — Attribution gratuite de 15 600 actions de 100 F, une nouvelle pour dix anciennes, jouissance du 1er janvier 1975 ; émission de 31 200 actions de 100 F, jouissance du 1er janvier 1975, une nouvelle pour cinq anciennes.

Le capital est porté de 15 600 000 F à 20 280 000 F.

Primistères S.A. — Attribution gratuite, à partir du 4 novembre, de 256 688 actions de 100 F, une nouvelle pour une ancienne non amortie ou amortie de 30 F, jouissance du 1er février 1974 ; cotation des actions de capital émises en conversion des actions amorties de 30 F et des huit actions devenues négociables émises en rémunération des apports-fusion de la S.A.R.L. Seaupur.

Le capital est porté de 25 668 800 F à 51 337 600 F.

Ecco. — Attribution gratuite éventuelle de 30 060 actions de 100 F, une nouvelle pour quatre anciennes, jouissance du 1er janvier 1974.

Le capital est porté de 12 024 000 francs à 15 030 000 F.

MARCHÉ MONÉTAIRE

	Taux Banque de France	Taux du marché
Effets publics	....	......
Effets privés	....	12 7/8 %
Moyen terme	....	11 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	25 10	28/10
1 dollar (en yens)	299 95	299 96

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 28 déc. 1973.)

	24 oct.	25 oct.
Valeurs françaises	66,1	66,3
Valeurs étrangères	74	76

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	56,2	55,7

BOURSE DE PARIS — 25 OCTOBRE — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
%..........	40	0 286
%..........	56 80	3 658
% 1920-1960	126 50	3 658
% amort. 45-54	83 60	0 787
4 1/4 % 1963	97 50	1 851
1/4-4 3/4 % 63	82 70	0 325
...p. N. Eq. 5 1/2 65	94 50	0 166
...p. N. Eq. 6 % 66	93 70	0 411
...p. N. Eq. 6 % 67	90 40	2 416
...pr. 7 % 1973	96 95	5 427
D.F. 6 1/2 1950	...	2 832
— 5 % 1960	..	3 452

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1958	338	333
— parts 1959	331	331 60
Ch. France 3 %	100	102
Abeille-I.G.A.R.D.	415	400 .
Abeille (Vie)	242	240
A.G.P.	353	350 10
Concorde	255	258
Epargne France	330	330
Fonc. T.I.A.R.D.	74	76 40
...ncière (Vie)	199	199 .
...rance (I.A.R.D.)	347	346

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (Vie)	479	479
Préservatrice S.A.	300	300 .
Prévoyance	1046	1055
Protectrice A.I.R.	221 .	221
Alsacien. Banque	283	284
(Li) Bque Dupont	...	203
Banque Hervet	259	259
Banque Indochine	135 10	135 50
Sté B. et Partic.	..	257
Banque Worms	155	155
C.F.E.C.		267
C.G.I.B.	83 50	81 50
Cadetel	103 50	104 50
Cofica	.	51 20
C.A.M.E.	o 5 45	o 5 45
Créd. gén. indust.	112	107
(M) Crédit Mod.	68 30	64 50
Financière Sofal	102	102
Finextel	104	103 .
Fr. Cr. et B. (Cie)	68	68
France-Bail	190	190 .
Hydro-Energie		
Immobanque	119	123 .
Immoffice	109	109
Interbail	113	113
Locafinancière	114 50	112 50
Lyon-Alemand	104 20	101 10
Soc. Mars. Crédit	255 50	255 50

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Séquanaise Banq.	176	175
SLIMINCO	125 20	125 50
Sté Cent. Banque	74 .	74
SOFICOMI	111 .	111
Sovabail	125 50	125 50
UCIP-Bail	103	109 20
Ufiner	251 10	251 .
Unibail	100	105 .
Un. Ind. Crédit	103	101
Fonc. Chât.-d'Eau	490	486
(M) S.O.F.I.P.	154	154
Fonc. Lyonnaise	520	520
Immob. Marseille	910	866
Louvre	191	191
Midi	445	491
Rente Foncière	770	770
S.I.L.I.C.	240	237
SINVIM	180	180 .
Voitures à Paris	230	222
Cogifi	102	102
Foncina	94 60	92 80
Gr. Fin. Constr.	104	104
Immindo	93 50	93 50
Imminvest	89	78
Cie Lyon Imm.	90	82
Sagimo	96	95 50
UFIMEG	81 50	81 .
U.S.I.M.O.	93	93
Union Habit	115	114

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Un. Imm. France	103	103
Acier Investiss.	84 50	83 50
Gestion Sélect.	156	156
Invest. et Gest.	96	96
Parisienne Plac.	128 50	128
Placem. Inter.	88	88
Sofragi	186	o179 .
Abeille	179 50	178
Applic. Hydraul.	735	735
Artois	69	71 60
Centen. Blanzy	307	305 10
C. Roussel-Nobel	230	230
(Ny) Centrest		104
(ny) Champex	107	107
Charg. Réun. (p.)	2850	2940
Orléans	74 10	71 10
(Li) Dév. R. Nord	120	107
Electro-Financ.	220 10	227
Fin. Bretagne	31 20	o 30 40
Fin. Haussmann	48 40	48 40
Financière Iéna	86	87
Gaz et Eaux	299	295
La Mure	79 50	82 40
Lebon et Cie	144	140
(Ny) Lordex	109	103
Cie Marocaine	..	28 ...
O.V.A.I.M.	49 50	48 70
OPB-Paribas	98	95 60

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
512	4,50 % 1973	532	535	528 80	527 .
955	C.N.E. 3 %	957 60	958	955	955
455	Cie Gle Eaux	446	451	450	445 50
87	Electro-Méc.	86 20	91 50	87	89 70
196	Eng. Matra	187	181	181 ..	181 ..
133	E. J. Lefebvre	134 10	133 50	134 80	136
52	Esso S.A.F.	49 90	48 20	48 20	47 80
152	Olida-Caby	151	148		
72	Opfi-Paribas	70	74		

★ VALEURS DONNANT LIEU A DES OPÉRATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 25 10	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 718	4 707	4.69
Canada ($ can. 1)	4 791	4 792	4 75
Allemagne (100 DM)	182 970	183 260	182
Belgique (100 fr.)	12 367	12 360	12 25
Danemark (100 krd.)	79 020	78 970	78 25
Espagne (100 pes.)	8 227	8 225	8 04
Grande-Bretagne (£ 1)	10 985	10 978	10 92
Italie (100 lires)	0 708	0 706	0 77
Norvège (100 krn.)	85 620	85 820	85
Pays-Bas (100 fl.)	179 150	178 575	178 50
Portugal (100 esc.)	18 678	18 700	17 50
Suède (100 krs.)	107 900	107 770	107
Suisse (100 fr.)	165 000	165 275	164 25

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES et DEVISES	COURS préc.	COURS 25 10
Or fin (kilo en barre)	24665	24900
Or fin (kilo en lingot)	24715	25200
Pièce française (20 fr.)	269 90	272 90
Pièce française (10 fr.)	203 90	202 20
Pièce suisse (20 fr.)	260 80	264 60
Union latine (20 fr.)	252	264 50
Souverain	264 50	265
Pièce de 20 dollars	1333 60	1336 80
Pièce de 10 dollars	729 40	728
Pièce de 5 dollars	447 .	448 50
Pièce de 50 pesos	1012 ..	1030 .
Pièce de 10 florins	237 10	239 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Pour louer une voiture au Sénégal, réservez chez Europcar au 645.21.25.



famous English shoes

Le numéro du « Monde » daté 27-28 octobre 1974 a été tiré à 503 980 exemplaires.

A B C D E G H

Le gouvernement néerlandais refuse de considérer la prise d'otages à Scheveningen comme une affaire politique

Lundi 28 octobre, en fin de matinée, dix-sept personnes, dont deux femmes et un jeune garçon de onze ans, étaient toujours gardées en otages dans la chapelle de la prison de Scheveningen par quatre *détenus armés.*

Les revendications des mutins, parmi lesquels se trouvent un Palestinien et un Français d'origine algérienne, restent peu claires.

Les tractations engagées par walkie-talkie entre la police néerlandaise et les prisonniers avaient été interrompues dimanche à minuit. Elles ont repris lundi aux premières heures de la matinée. Le gouvernement néerlandais, qui se refuse à *considérer ce drame comme une* affaire politique, reste sur ses positions : il demande aux détenus de libérer les femmes et les enfants avant d'entamer de véritables négociations. Les mutins maintiennent leur exigence principale : qu'un Palestinien, Hussein Tamina, enfermé à l'infirmerie de la prison, les rejoigne dans la chapelle.

L'affaire avait commencé samedi à 18 h. 30, heure locale. Quatre détenus de la prison de Scheveningen, localité située à quelques kilomètres de La Haye, avaient, l'arme au poing, pris en otages des membres de la chorale « Ut captivi gaudeant » (« Que les prisonniers se réjouissent ») de La Haye, qui assistaient avec leurs familles à un service religieux à la chapelle de la prison. Vingt-quatre personnes, dont quatre femmes et trois enfants, étaient ainsi enfermées dans la chapelle avec quatre détenus : un Palestinien, Ahmed Nuri, vingt-trois ans, originaire d'Hébron, condamné le 30 mai à cinq ans de prison avec Sami Hussein Tamina pour avoir détourné le 3 mars 1974 un avion des British Airways qu'ils avaient ensuite incendié sur l'aéroport d'Amsterdam ; un Français d'origine algérienne, Mohammed Koudache, arrêté par la police néerlandaise avec deux complices après avoir commis trois hold-up dans le nord de la France, et deux Néerlandais condamnés pour attaque à main armée et prise d'otages. Ahmed Nuri et Hussein Tamina avaient déclaré au cours de leur procès qu'ils avaient agi sur les ordres de l'Organisation de la jeunesse nationaliste arabe pour la libération de la Palestine (O.J.N.A.L.P.). Ils entendaient punir la Grande-Bretagne, qui avait laissé des avions américains en route pour Israël faire escale sur son territoire pendant la guerre d'octobre 1973.

Dans la journée de dimanche, deux communiqués publiés par la délégation de l'Organisation de libération de la Palestine, qui participe au « sommet » arabe de Rabat, et par l'agence palestinienne d'information Wafa, à Beyrouth, déclaraient que l'O.L.P. n'avait rien à voir avec l'affaire de Scheveningen. A Paris, dans la soirée, l'O.J.N.A.L.P. faisait *parvenir aux agences de presse une* déclaration demandant au gouvernement néerlandais de satisfaire les exigences des mutins et d'assurer leur départ pour le pays arabe de leur choix.

Les autorités néerlandaises ont, comme lors de l'affaire du commando arabe de l'ambassade de France, institué un black-out sur les tractations, d'autant que les prisonniers possèdent un appareil de radio. La chapelle de la prison est isolée par d'importantes forces de police, *et des tireurs d'élite ont pris position sur les toits voisins.*

Depuis samedi soir, les mutins ont relâché sept personnes, dont deux femmes, un vieillard et deux enfants. Les autorités ont réussi à faire passer quelques vivres et des couvertures aux prisonniers.

Les autorités s'interrogent sur les complicités extérieures des mutins

De notre correspondant

Amsterdam. — Six semaines après l'action des trois terroristes japonais à l'ambassade de France à La Haye, les autorités néerlandaises sont à nouveau confrontées avec une prise d'otages dont les implications politiques sont moins évidentes, mais qui comporte autant de risques pour dix-sept personnes, dont deux femmes et un garçon de onze ans, toujours détenus dans la chapelle de la prison de Scheveningen, la station balnéaire de La Haye.

Qu'un Palestinien, condamné pour avoir détourné un avion, ait désiré assister à une messe catholique, au moment où le monde arabe discute justement du problème palestinien, n'a apparemment étonné personne. Pour garder les détenus — parmi lesquels se trouvaient aussi deux gangsters néerlandais expérimentés dans la prise d'otage, et un Français d'origine algérienne spécialiste du hold-up — il n'y avait que deux gardiens armés de talkie-walkies.

Les autorités qu'il s'agit d'un fait divers et non d'une affaire politique. Une petite phrase du ministre de l'intérieur, M. de Gaay Fortman, dimanche soir, donne une idée du point de vue officiel : *« Il y a des contacts avec les quatre hommes, mais nous ne négocions pas. Ils ont troublé l'ordre. Il ne s'agit que de cela. »* Cette position est appuyée par les diplomates arabes en poste à La Haye. Une des exigences formulées par le Palestinien Adnam Ahmed Nuri était d'entrer en rapport avec un diplomate arabe. Mais aucun d'entre eux n'a voulu se présenter à la prison.

Les services secrets sur le qui-vive

Les autorités néerlandaises observent un silence total. L'affaire de l'ambassade de rFance les a rendues plus que prudentes. Elles paraissent considérer qu'il s'agit cette fois du geste de désespoir d'un Palestinien qui a voulu attirer l'attention du monde *arabe sur son cas et celui de son* camarade. Les gangsters se sont-joints à eux spontanément, comme les autorités le laissent entendre, ou s'agit-il d'une action préparée avec des appuis extérieurs ? Le ministre de l'intérieur en tout cas disait qu'il ne comprenait pas comment le Palestinien Nuri et *les trois gangsters ont pu se procurer deux pistolets.*

Bien que les diplomates arabes n'aient jamais montré la moindre solidarité avec les deux Palestiniens emprisonnés à Scheveningue, des rumeurs circulent régulièrement à La Haye selon lesquelles des actions de représailles seraient entreprises. Les services secrets néerlandais sont sur le qui-vive depuis l'arrestation et la condamnation des deux Palestiniens, qui sont actuellement les seuls à être détenus dans une prison occidentale.

On a l'impression que, pour le moment, les autorités néerlandaises ne veulent pas céder et espèrent que les gangsters et le Palestinien se rendront à l'usure. Bien que dramatique, l'affaire semble donc plus simple à mener que celle de l'ambassade de France. D'ailleurs, cette fois-ci, M. Den Uyl, le premier ministre, se fait simplement tenir au courant par téléphone. Néanmoins, il faudra beaucoup de prudence si l'on veut éviter un bain de sang toujours possible. On redoute en particulier des malentendus entre le Palestinien et les gangsters néerlandais qui ne parlent ni arabe ni français. A La Haye, cette fois encore, l'attente risque d'être longue.

PHILIP FREKIKS.

MORT DE M. EDMOND LANIER ancien président de la Transat

M. Edmond Lanier, président d'honneur de la Compagnie générale transatlantique, est décédé le dimanche 27 octobre, apprend-on, à Paris. Il était âgé de soixante-huit ans. Les obsèques auront lieu mercredi 30 octobre, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, à Paris - 16e.

[Né le 1er mars 1906 à Paris, M. Edmond Lanier avait fait toute sa carrière à la Transat, où il était entré en 1932.

Il occupa d'abord le poste de secrétaire à la direction en 1934, fut nommé ensuite adjoint au directeur des services financiers, puis secrétaire général adjoint, secrétaire général en 1945, directeur, directeur général en 1958 et président en 1964. Il fut remplacé à ce poste, le 21 septembre 1973, par M. Dominique de la Martinière, au moment où se mettait en place la Compagnie générale maritime, holding coiffant les deux compagnies maritimes d'Etat : la Transat et les Messageries maritimes.]



JET WEEK ENDS TOUS AZIMUTS "SPÉCIAL PONTS"
1er et 11 novembre
Transport Avion. Logement et notre assistance personnalisée.

JERSEY	590F
TUNIS	890F
LONDRES	510F
ROME	720F
DUBROVNIK	650F

Documentation sur demande Tél:355-69-30
RÉPUBLIQUE voyages
2 bis place de la République. 75011 Paris LIC.A.554

Pour en savoir plus, lisez...

LA CRISE DE L'ENERGIE
L. ROCKS
R.P. RUNYON

LE PÉTROLE ? Oui... mais ce n'est qu'une facette de la vraie crise. Et notre avenir en 1980/1990 ou 2000 ?

FENETRES OUVERTES

LAVAUZELLE

MANIFESTATIONS DES GRÉVISTES A PARIS

Suspension des discussions aux P.T.T. entre les syndicats et le secrétaire d'État

La grève des postes se poursuivait ce lundi 28 octobre et les négociations paraissaient au point mort après l'échec de la rencontre de dimanche soir entre les représentants des syndicats et M. Lelong, secrétaire d'Etat aux P.T.T. Les unions régionales parisiennes C.G.T., C.F.D.T., F.O. et F.N.T. devaient organiser une manifestation à Paris devant le siège du secrétariat d'Etat dans l'après-midi de ce lundi. Les syndicats ont par ailleurs lancé un appel au premier ministre afin qu'il débloque la négociation.

Les revendications portent essentiellement, on le sait, sur trois points : la revalorisation des salaires et des primes, l'augmentation des effectifs, la garantie de maintien du statut de service public des P.T.T. C'est en fait sur le premier de ces sujets que le blocage est total. A la C.G.T. et à la C.F.D.T., qui réclament un salaire minimum de 1 700 F et un acompte uniforme de 200 F à valoir sur la remise en ordre des catégories, le gouvernement répond qu'il n'est pas question, par le biais des P.T.T., de remettre en cause l'accord salarial de la fonction publique signé en juillet dernier par la majorité des syndicats (à l'exception de la C.G.T. et de la C.F.D.T.).

En revanche, M. Pierre Lelong a formulé un certain nombre de propositions spécifiques à son département ministériel. La première concernait la titularisation de mille six cent quarante auxiliaires sur un total de quatre vingt-dix mille ; la seconde prévoyait la création de mille cinq cent postes de contrôleurs en surnombre afin d'accélérer la promotion des catégories du personnel les plus basses ; la prime annuelle de résultat d'exploitation pourrait, en 1975, atteindre 1 400 F, soit 200 F de plus que prévu par le projet de budget ; la dernière suggestion du secrétaire d'Etat était d'augmenter le prix des heures de nuit dans les centres de tri : celui-ci est de 2,15 F ; il passera à 2,35 F le 1er janvier 1975 ; M. Lelong offrait de le *porter à 3,45 F. Toutes ces mesures* coûteraient 100 millions de francs en année pleine. On laisse entendre à l'hôtel Matignon que des efforts supplémentaires pourraient être encore consentis dans ces domaines particuliers aux P.T.T.

« Il n'y a pas de rupture, pas d'impasse, pas de blocage », a déclaré M. Lelong dimanche soir.

De leur côté, les syndicats, tout en déclarant qu'ils restaient prêts à reprendre à tout moment les négociations, ont estimé *« nettement insuffisantes »* ou *« dérisoires »* les propositions du ministre. Il a été convenu qu'il appartiendrait à M. Lelong de relancer la discussion.

● *Les agences des principales banques* seront fermées le mardi 29 octobre, de 10 heures à 12 heures. Cette opération « rideaux baissés », organisée en commun par les syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., F.O. et C.G.C. de la banque, vise à faire prendre conscience *« à l'opinion publique, au gouvernement et au patronat de l'insuffisance des mesures de sécurité appliquées dans les agences bancaires ». « La sécurité des employés est aussi la sécurité des clients »,* précisent les responsables syndicaux.

● *« Le Quotidien du médecin »* informe ses lecteurs qu' *« en raison de la grève des P.T.T. »* il a *« suspendu sa parution depuis le 28 octobre ». « Les journaux médicaux sont en effet plus que les autres tributaires des P.T.T. dans la mesure où la loi interdit la vente en kiosque ».* déclare le communiqué. « Le Quotidien du médecin *reprendra sa parution, à raison de six numéros par semaine, dès la fin de la grève.* »

LA R.D.A. RÉDUIT LE TAUX DE CHANGE OBLIGATOIRE

Berlin (A.F.P.). — Les visiteurs occidentaux se rendant à Berlin-Est pour une journée devront changer au minimum 6,50 DM et ceux se rendant à l'intérieur du pays 13 DM par jour et par personne. Le décret du 5 novembre 1973, qui avait porté ces taux respectivement de 5 à 10 DM et de 10 à 20 DM vient d'être annulé par le gouvernement de la République démocratique allemande.

Par ailleurs, les voyageurs occidentaux pourront désormais déposer l'argent non dépensé au cours de séjour aux guichets des bureaux de change ou des filiales de la banque d'Etat et même ouvrir des comptes. Lors de visites ultérieures ils pourront en disposer librement. Les enfants de moins de seize ans sont dispensés du change obligatoire mais non, comme auparavant, les retraités.

Le procès des vins de Bordeaux

« DES MILLIERS DE COUPABLES »

(De notre envoyé spécial.)

Bordeaux. — *« Je suis coupable, mais il y a des milliers de coupables. »* Dès l'ouverture du procès des vins de Bordeaux, ce lundi 28 octobre, dans la salle de la cour d'assises de la Gironde, M. Pierre Bert, le commissionnaire en vins, qui eut l'idée de la fraude, a posé en termes crus le problème : *« La propriété girondine récolte 1,5 million d'hectolitres d'appellation ; 700 000 à 800 000 sont magnifiques de par leur appellation et de par leur qualité propre. Le solde n'est qu'un vin très modeste, qu'il faut cuisiner avant de le vendre. Il arrive que la cuisine soit bonne, mais on fait quantité d'opérations dans lesquelles il est difficile de se conformer à la loi. »*

M. Bert ajoute : *« J'ai vu des fraudes partout, à la propriété comme dans le négoce »*, et il dénonce *« l'hypocrisie de ceux qui, aujourd'hui, se portent partie civile, syndicat des négociants comme syndicat des viticulteurs ».* Si l'on craignait un procès de connivence, il ne semble pas qu'on en prenne le chemin. Devant une affluence importante et de nombreux journalistes et acheteurs étrangers, comment le bordeaux supportera-t-il une pareille épreuve ? — B. D.

Du 21 octobre au 31 octobre aux
TEMPORELLES CHAUMET
12 place Vendôme Paris Tél. 260.32.82
Exposition des prestigieuses montres
DELANEAU
Bracelet-montre or, corail et onyx, cadran corail

le charleston
Dîtes simplement: J'habite à côté de la Coupole.

Venez vivre à Montparnasse. La nuit au cœur de la fête, dans les bistrots, les cinémas, les cafés-théâtres. Le jour au cœur des affaires, dans les bureaux, la Tour, les galeries marchandes.
Encore quelques *appartements, studios et quatre pièces.*
Montparnasse, un quartier qui prendra toujours le bon côté de la vie.
Un quartier solide pour investir.

CERIZ Renseignements et ventes : 9, rue de Téhéran, 75008 Paris Tél. : 755.90.10

98, bd. du Montparnasse, Paris 14e

YVONNE DE BREMOND D'ARS
achète pour collectionneurs : tous beaux meubles anciens tapisseries tableaux de maîtres.
20, Fg St-HONORE, PARIS 8e
265.11.03

